Le Monde

LE MONDE INTERACTIF

■ Du rififi dans les puces

■ Emploi : 6 pages d'annonces classées

ACTIVE:LMQPAG:WM busy

55e ANNÉE – No 16886 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

MERCREDI 12 MAI 1999

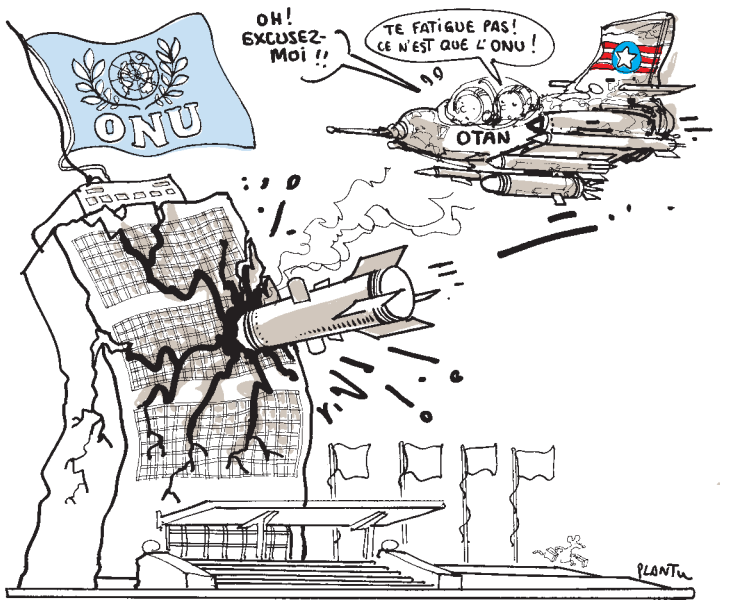
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le Kosovo vidé de la moitié de sa population

● 900 000 Kosovars ont été déportés depuis le 25 mars ● « Le Monde » dresse un bilan de la « première guerre du XXIe siècle » ● Notre entretien avec Ibrahim Rugova : « Je n'ai jamais dit que j'étais contre les bombardements » ● Scepticisme sur le retrait annoncé des forces serbes

LA GUERRE du Kosovo entre, mercredi 12 mai, dans sa huitième semaine, alors que les tractations diplomatiques se multiplient et que Belgrade a annoncé, lundi, un retrait partiel, non vérifié, des forces serbes du Kosovo. *Le Monde* a dressé un bilan, évidemment provisoire, de cette « première guerre du XXIe siècle », voulue par les Européens et menée avec l'armée américaine pour riposter à l'épuration ethnique organisée par Slobodan Milosevic au Kosovo. Selon le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU, 900 000 Albanais du Kosovo – soit la moitié de la population kosovare – ont été déportés vers les pays voisins, depuis le 25 mars.

Les Occidentaux ont accueilli avec scepticisme l'annonce par Belgrade d'un début de retrait de ses troupes du Kosovo. Le commandement en chef de l'armée yougoslave avait indiqué, dans un communiqué, avoir commencé un désengagement *« d'une partie des unités de l'armée et de la police »*. Il a justifié cette mesure en avançant que *« les opérations contre la soi-disant UCK* [Armée de libération du Kosovo] *sont terminées »*. Sans dire s'ils étaient déjà en mesure de vérifier la réalité de ce retrait, les alliés ont rappelé qu'un tel geste serait insuffisant. Ils réclament un retrait complet des forces serbes de la province. Telle est aussi la revendication que formule le chef historique du mouvement kosovar, Ibrahim Rugova, dans un entretien accordé au *Monde* à Rome, où il a été autorisé à se rendre. Il dément, d'autre part, avoir jamais dit qu'il était *« contre les bombardements »* de l'OTAN, dénonçant, à ce propos, *« la propagande »* serbe. A Washington, le département d'Etat a publié lundi un long rapport recensant les atrocités perpétrées au Kosovo et présentant le portrait détaillé d'une province *« transformée en lieu de massacres »*.



● Scepticisme sur le retrait des troupes serbes p. 2
● Entretien avec Ibrahim Rugova p. 3
● Vu à la télévision serbe p. 3
● Les atrocités au Kosovo, selon les Etats-Unis p. 4
● Notre éditorial, « M. Milosevic à la manœuvre » p. 17
● Débats : l'avenir des Balkans p. 18

L'épuration ethnique

LE MONDE retrace en quatre pages les grandes étapes de la guerre et celles des déportations massives des Albanais du Kosovo. Le bilan de l'épuration ethnique est établi à partir des témoignages recueillis par le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU, la Fédération internationale des droits de l'homme et les organisations humanitaires.

Notre dossier pages 13 à 16

Dopage : Richard Virenque et Marc Madiot convoqués Quai des Orfèvres

DEUX JOURS après la mise en examen de cinq personnes dans l'affaire de dopage, cinq autres personnes étaient convoquées comme témoins, mardi 11 mai, au Quai des Orfèvres. Parmi eux, Marc Madiot, directeur sportif de l'équipe La Française des Jeux, son adjoint Alain Galopin, Laurent Roux (Casino) et un coureur d'une équipe semi-professionnelle, Stéphane Corlay. Richard Virenque devait s'expliquer sur ses relations avec les deux personnages-clés du dossier, l'avocat Bertrand Lavelot et Bernard Sainz. Une quinzaine d'autres coureurs pourraient aussi être convoqués par les enquêteurs. Les équipes Cofidis et Française des Jeux ont décidé de suspendre *« à titre conservatoire »* Franck Vandenbroucke, Philippe Gaumont et Yvon Ledanois, impliqués dans cette affaire.

Lire page 28

■ La Corse pense à l'autonomie

Le débat sur l'autonomie est relancé par les élus et les organisations nationalistes. Ces dernières appellent à une manifestation le 15 mai à Ajaccio. p. 8

■ Affaire des HLM de Paris

Le juge Halphen a mis en examen la présidente de la commission des marchés des HLM de Paris, ce qui renforce le soupçon d'une fraude organisée. p. 11

■ La santé du monde

Selon le dernier rapport de l'Organisation mondiale de la santé, une action internationale doit être menée pour lutter contre le paludisme et le tabagisme. p. 5

■ Fusions bancaires

Dans un entretien au *Monde*, Maurice Lippens, président du groupe financier belgo-néerlandais Fortis, déclare ne pas désirer participer à la bataille entre la BNP, la Société générale et Paribas. p. 21

■ Communiquer par mécénat social

Cette nouvelle forme de mécénat permet aux entreprises de toucher un public qui leur échappait jusque-là. p. 23

■ Gastronomie du Sud au Nord

Pas si simple de déguster à Paris des petits plats ensoleillés. La cuisine provençale prend parfois un air chagrin, la Loire franchie. p. 29

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 512 - 7,50 F

Oradour-sur-Glane, martyre des nazis, symbole de tous les massacres

LIMOGES
de notre correspondant

Le 9 juillet, Jacques Chirac sera à Oradour-sur-Glane. Le président de la République inaugurera le Centre de la mémoire. Au-delà de la commémoration d'une tragédie locale due à la barbarie nazie, ce centre proposera une réflexion sur le siècle, le totalitarisme et l'esprit de résistance. Le 10 juin 1944, ce bourg de la Haute-Vienne fut brûlé par la division SS Das Reich : 642 habitants, dont 244 femmes et 193 enfants, y périrent, pour la plupart enfermés dans l'église incendiée. Depuis, il y a eu des centaines d'Oradour, des guerres coloniales au Kosovo. Le nom du village est si emblématique que 300 000 visiteurs viennent chaque année, de toute l'Europe, parcourir ces ruines soigneusement entretenues. Oradour est devenu le symbole de tous les massacres.

Faute de pouvoir vraiment expliquer ce *« caractère universalisable »* du massacre, Jean-Jacques Fouché, chargé voici cinq ans par le conseil général de la Haute-Vienne de mener à bien le projet, a travaillé à en accentuer la charge pédagogique. *« Tout massacre est unique,* explique ce philosophe de formation, *mais il y a des invariants dans les massacres et c'est ce qu'il fallait faire ressortir »*, sur 3 000 mètres carrés de salles d'exposition, de documentation et de rencontres. Coût : 61,5 millions de francs (9,38 millions d'euros), partagés entre le département (55 %), l'Etat (23,8 %), la région (13,3 %) et l'Europe (7,9 %).

Puisqu'il s'agissait de mettre en scène une tragédie, c'est à un scénographe, Yves Devraine, que la conception a été confiée, avec la collaboration de deux architectes, Alberto Carrilero et Jean-Louis Marty. Il ne fallait pas, explique M. Devraine, *« une architecture qui s'impose dans le paysage marqué à la fois par la douceur de la vallée de la Glane et par l'horreur des ruines »*.

C'est une crypte, visible d'un seul côté, par une longue façade-miroir qui renvoie le paysage du vallon où il est édifié. Cette entrée obligée conduit aux ruines conservées du village. Elle est déchirée en son centre par une « blessure » de lames d'acier verticales. L'intérieur est un parcours très dense de documents et de textes qui retracent vingt années du siècle, de 1933 – le nazisme au pouvoir – aux blessures de l'après-guerre. Car il y a des blessures. Lorsque, en 1953, la cour de justice de Bordeaux condamne les « malgré-nous » alsaciens – enrôlés de force dans l'armée allemande – qui ont participé aux massacres, l'Alsace proteste en masse. Quand ces mêmes condamnés sont graciés par l'Assemblée nationale, Oradour renvoie la Légion d'honneur qui lui avait été décernée et la commune interdit toute présence d'un représentant de l'Etat à ses commémorations.

Autre suite, l'affaire du monument d'Apel.les Fenosa. Ce sculpteur catalan offre, en 1946, une œuvre en mémoire des victimes, une femme nue enceinte hurlant dans les flammes. *« Une insulte aux martyrs, un outrage à la douleur des vivants »*, proteste Mgr Rastouil, évêque de Limoges. L'œuvre est refusée pour son « esthétique charnelle ». Elle dormira trente ans dans les réserves du mobilier national avant d'être installée à un carrefour de Limoges. Elle va être placée à l'entrée du Centre de la mémoire.

Georges Chatain

Claude Allègre et l'Europe spatiale

L'EUROPE doit décider à Bruxelles de son avenir spatial. Face à l'effondrement de la Russie et à la toute-puissance des Etats-Unis, elle cherche à affirmer une certaine indépendance stratégique et industrielle. Dans un entretien au *Monde*, le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, Claude Allègre, invite les Etats membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) à renforcer les capacités du tout nouveau lanceur Ariane-5. Il les appelle d'autre part à s'engager très rapidement dans le développement hautement stratégique d'un système de navigation par satellite européen (Galileosat) concurrent du GPS américain et opérationnel en 2008.

Lire page 27

L'Euroland à l'épreuve de la divergence

QUATRE MOIS après le lancement de l'euro, la Banque centrale européenne (BCE) se trouve confrontée à une difficulté majeure et inattendue : elle doit s'efforcer de donner une cohérence à sa politique monétaire alors que les disparités économiques ne cessent de grandir à l'intérieur de la zone. Tandis que certains pays de l'Euroland connaissent des rythmes de croissance « à l'américaine », d'autres nations sont au bord de la récession.

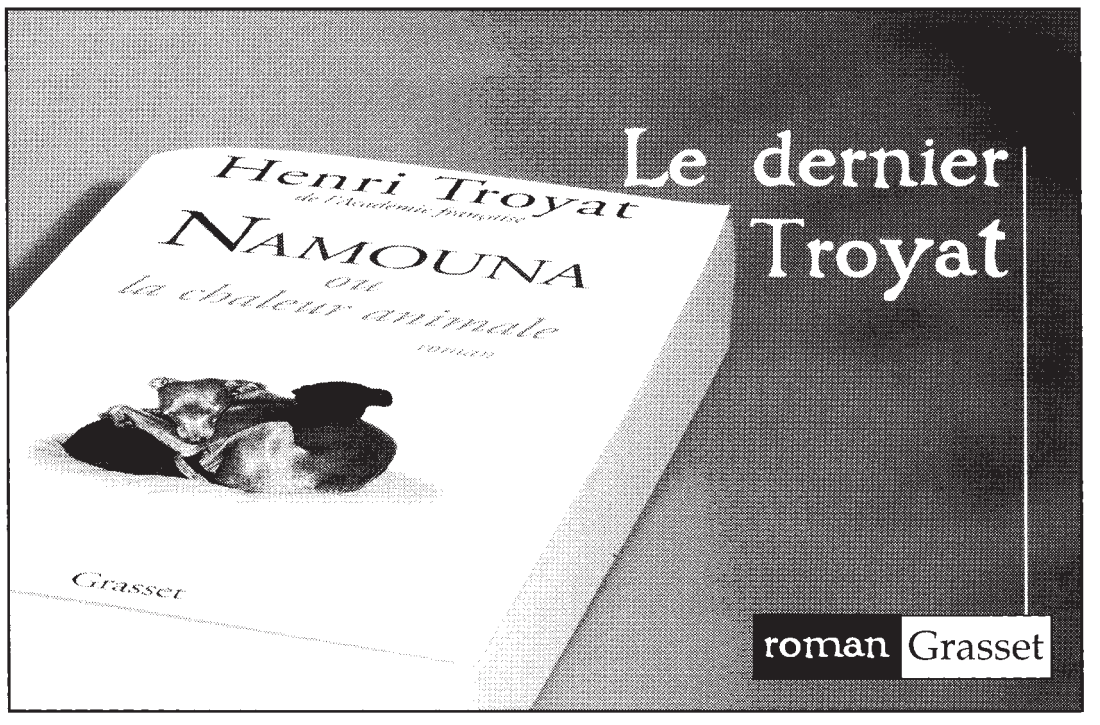
La convergence des économies de onze pays de l'Union avait rendu possible la création de la monnaie unique : le respect des fameux critères édictés par le traité de Maastricht était même censé avoir mesuré, de façon objective et irréfutable, cette harmonisation. Et, à écouter certains experts, l'arrivée de l'euro devait gommer les dernières différences : dotés d'une même monnaie, disposant des mêmes taux d'intérêt, ayant les mêmes objectifs budgétaires, les pays de la zone euro allaient marcher rapidement à la même cadence. C'est tout le contraire qui se produit. Au lieu d'une convergence renforcée, c'est une inquiétante divergence à laquelle on assiste, divergence qui, pour la BCE, s'apparente à un casse-tête.

Un petit club de pays, d'abord, affiche une vigueur économique exceptionnelle. C'est le cas de l'Espagne et du Portugal, par exemple, dont la progression du produit intérieur brut (PIB) devrait cette année encore nettement franchir la barre des 3 %, mais aussi de la Finlande (+3,7 % attendus) ou de l'Irlande (+9,3 %). Dans ces pays qui frôlent la surchauffe, certaines pressions inflationnistes commencent même à se faire sentir (le rythme de hausse des prix à la consommation est remonté de 1,4 % à 2,2 % en l'espace de trois mois en Espagne).

Mais l'échappée de ce petit groupe n'est sans doute pas le phénomène le plus inquiétant, ne serait-ce qu'en raison de son faible poids économique dans la zone.

Pierre-Antoine Delhommais

Lire la suite page 17



Un air de Brésil à Paris

CAETANO VELOSO

PENDANT trois jours, les 14, 15 et 16 mai, Caetano Veloso est l'hôte de la Cité de la musique, à Paris. Le chanteur bahianais, qui avait carte blanche, a invité Lenine, un autre chanteur brésilien, originaire de Recife, et le poète Augusto de Campos. Caetano Veloso a prévu *« un récital spécial »*, qui mêlera les classiques de son répertoire et des hommages à la France.

Lire page 31

International	2	Tableau de bord	24
France-société	8	Aujourd'hui	27
Régions	12	Météorologie, jeux	30
Horizons	13	Culture	31
Carnet	20	Guide culturel	33
Emploi/annonces	20	Kiosque	34
Entreprises	21	Abonnements	34
Communication	23	Radio-Télévision	35

LeMonde Job: WMQ1205--0002-0 WAS LMQ1205-2 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 11:06 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0372 Lcp:700 CMYK

BALKANS Les pays membres de l'OTAN ont réagi avec scepticisme à l'annonce, lundi 10 mai, par Belgrade d'un retrait partiel de ses forces au Kosovo. *« Les opérations au Kosovo contre la soi-disant UCK* [Armée de libération du Kosovo] *sont terminées »*, a expliqué le commandement de l'armée yougoslave pour justifier ce retrait. ● L'ALLIANCE a déclaré que tout retrait des forces de l'armée yougoslave doit être *« crédible et vérifiable »* et que les bombardements continueraient jusqu'à ce que les cinq conditions posées à Belgrade soient remplies. ● IBRAHIM RUGOVA a déclaré au *Monde* et à d'autres journaux que le Kosovo devait *« être indépendant, comme les autres Etats de la région »*. ● A PÉKIN, après trois jours de violentes manifestations contre les représentations américaine et britannique, le calme était revenu mardi. *(Lire aussi notre éditorial page 17.)*

Les alliés jugent « insuffisante » l'annonce d'un retrait partiel des forces serbes

L'OTAN a poursuivi ses bombardements en Yougoslavie, en rappelant que Belgrade devait se soumettre à ses cinq conditions. Pékin accepterait de discuter à l'ONU de l'accord entre les Occidentaux et la Russie mais demande au préalable un arrêt des frappes

MALGRÉ l'annnonce par Belgrade d'un retrait partiel de ses forces du Kosovo, l'OTAN a poursuivi, voire accentué, mardi 11 mai, ses bombardements aériens contre la Serbie, entrés dans leur 49e jour. L'Alliance atlantique a continué d'épargner la capitale qui n'a pas été frappée depuis le bombardement accidentel de vendredi contre l'ambassade de Chine à Belgrade. A Pékin, le calme semblait revenu après trois jours de manifestations anti-occidentales. Mais les autorités chinoises menacent maintenant de bloquer un règlement à l'ONU tant que l'opération de l'Alliance continue.

● **Le commandement de l'armée yougoslave,** dirigé par Slobodan Milosevic, a annoncé lundi qu'il avait commencé à retirer du Kosovo, dimanche soir, *« une partie des unités de l'armée et de la police »*. Des responsables de l'armée et de la police à Pristina, chef-lieu du Kosovo, ont affirmé que *« le retrait ne s'effectuait pas en convois »* en raison du *« danger que les troupes soient la cible de l'aviation de l'OTAN »*. Le commandement militaire a expliqué ce début de retrait par le fait que, selon lui, *« les opérations au Kosovo contre la soi-disant UCK* [Armée de libération du Kosovo] *sont terminées »*. Une première délégation préparatoire de l'ONU est arrivée lundi à Belgrade pour préparer une mission d'évaluation humanitaire.

● **Les alliés ont jugé les gestes de Belgrade insuffisants.** Le porte-parole de l'Alliance a déclaré que tout retrait des forces de l'armée yougoslave doit être *« crédible et vérifiable »* et que l'opération de l'OTAN continuerait jusqu'à ce que les cinq conditions posées à Belgrade soient remplies. Les forces spéciales yougoslaves mènent toujours des *« opérations très intenses »* au Kosovo, le nettoyage ethnique se poursuit, a-t-il affirmé. Le président Bill Clinton a insisté sur la nécessité pour Belgrade d'accepter les conditions de l'OTAN pour obtenir l'arrêt des frappes. Les Etats-Unis n'ont toujours pas constaté de retrait des forces serbes du Kosovo, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche.

● **L'Alliance atlantique semble avoir intensifié ses attaques** aériennes. Selon l'agence yougoslave Tanjug, l'OTAN a pris pour cible une gare à Pancevo (nord-est de Belgrade), le complexe chimique Prva Iskra à Baric (sud-ouest), la région de Zuce (faubourg au sud de la capitale), un émetteur de radio et de télévision à Subotica (200 km au nord), un entrepôt de pétrole à Sombor (200 km au nord-ouest), le siège de la police à Valjevo (80 km au sud-ouest). L'autoroute Belgrade-Nis a aussi été gravement endommagée à 90 km au sud de la capitale, selon Tanjug. La zone industrielle au nord-ouest de Nis a de nouveau été frappée.

● **M. Milosevic continue de rejeter le déploiement au Kosovo** de forces militaires de l'OTAN, a déclaré l'ancien secrétaire général adjoint de l'ONU, Yasushi Akashi, après une rencontre lundi avec le président yougoslave. M. Milosevic explorerait la possibilité d'un règlement négocié de la crise du Kosovo, basé partiellement sur le plan du G 8, selon M. Akashi. M. Milosevic a estimé lundi que *« le bombardement de l'ambassade chinoise est un nouveau témoignage tragique de l'insanité des agresseurs de l'OTAN, qui depuis des semaines tuent nos citoyens et détruisent notre pays »*. De son côté, le chef modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, a déclaré au *Monde* et à d'autres journaux que le Kosovo devait *« être indépendant, comme les autres Etats de la région »*.

● **Le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade** est dû à l'utilisation par l'OTAN d'une *« carte périmée »*, a confirmé lundi le secrétaire américain à la défense William Cohen. La Chine a haussé le ton, exigeant des *« excuses officielles »* et des sanctions. Le président Clinton a renouvelé publiquement ses regrets. La sécurité des Américains en Chine *« s'est améliorée de façon notable »*, a déclaré le département d'Etat. Après trois jours de violentes manifestations contre les représentations américaine et britannique, le calme régnait mardi dans le quartier des ambassades.

● **La Chine n'est pas parvenue à faire adopter** par le Conseil de sécurité de l'ONU une condamnation du bombardement de son ambassade. Elle menace de bloquer un règlement politique à l'ONU, tant que l'OTAN poursuit ses frappes. L'émissaire russe pour la Yougoslavie, Viktor Tchernomyrdine, a eu une série de discussions à Pékin avec les hauts responsables chinois.

Le Kosovo aurait été vidé de la moitié de la population albanaise

La moitié de la population albanaise du Kosovo, soit 900 000 personnes, est désormais réfugiée, selon les statistiques du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) publiées lundi 10 mai. Sur près de 1,8 million d'albanophones que comptait le Kosovo avant le début de la guerre en mars 1998, la moitié ont fui vers les pays limitrophes, essentiellement l'Albanie, la Macédoine, la Bosnie et le Monténégro.

Le chiffre global de réfugiés est l'addition des 745 000 personnes actuellement réfugiés dans les quatre pays limitrophes, des 36 000 parties vers l'étranger et des 170 000 Kosovars réfugiés à l'étranger avant les bombardements. De plus, selon un rapport du département d'Etat rendu public lundi, 600 000 personnes ont été contraintes de fuir et errent à l'intérieur du Kosovo.

Une manœuvre qui tente de mettre à profit la dernière erreur de l'OTAN

LES DIRIGEANTS occidentaux ont immédiatement répliqué à l'annonce par Belgrade du début d'un retrait partiel des troupes serbes du Kosovo, lundi 10 mai, en la déclarant insuffisante et en rappelant qu'ils mettent d'autres conditions à un arrêt des bombardements.

« Les conditions que nous avons fixées sont un minimum », a ainsi déclaré Bill Clinton, en soulignant la nécessité de poursuivre *« fermement »* l'intervention alliée. Lui faisant écho, le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, affirmait : *« La campagne de bombardements continuera sept jours sur sept et 365 jours sur 365 tant que le président Milosevic n'acceptera pas toutes les conditions de l'Otan » ;* il insistait sur le fait que les conditions posées à M. Milosevic *« n'ont pas changé et ne changeront pas »*, qu'elles sont *« intangibles »*. De Londres, de Bonn, du siège de l'OTAN à Bruxelles sont venues les mêmes réactions, tout comme d'Helsinki, où le président Jacques Chirac rendait visite à son homologue finlandais *(voir ci-dessous).*

Les conditions posées par les Occidentaux pour un arrêt des bombardements résument en effet l'objectif même de leur intervention en Yougoslavie, à savoir mettre définitivement la population du Kosovo à l'abri des exactions du régime yougoslave. Pour cela, Belgrade doit se plier à cinq exigences : cessez-le-feu immédiat ; retrait total des forces serbes de la province ; déploiement d'une force internationale, notamment pour contrôler ce retrait et empêcher un retour des forces serbes comme cela s'est déjà produit ; retour des réfugiés dans des conditions de sécurité que seule une telle force internationale peut garantir ; enfin, statut accordant au Kosovo une large autonomie. Si les Occidentaux n'obtenaient pas de Belgrade le respect total de ces cinq conditions ou ne parvenaient pas à le lui imposer, leur intervention aurait été un échec puisqu'elle ne garantirait pas durablement le retour à la paix dans la province.

On est très loin du compte avec le communiqué publié lundi par l'état-major yougoslave. L'OTAN a fait savoir que les forces yougoslaves mènent toujours des *« opérations très intenses »* au Kosovo et que le nettoyage ethnique se poursuit. En l'absence d'observateurs sur le terrain, le retrait annoncé par Belgrade n'est pas vérifiable et là n'est d'ailleurs pas le principal problème. L'état-major déclare que *« lorsqu'un accord aura été atteint avec les Nations unies sur l'envoi au Kosovo d'une mission de l'ONU »*, les troupes pourront être ramenées *« à leur niveau d'avant l'agression »*.

MISSION CIVILE

Ce niveau n'est pas chiffré, mais de toute façon les réfugiés ne reviendront pas dans la province sans un retrait total et sans la garantie que les forces répressives ne pourront pas revenir dans la province. Or la *« mission de l'ONU »* dont parle le communiqué militaire ne peut être, dans l'optique de Belgrade, qu'une mission civile. Il suffit de rappeler que 1 500 observateurs sans armes de l'OSCE étaient au Kosovo, soi-disant pour vérifier le retrait partiel des forces serbes, lorsque Belgrade, violant ses engagements d'octobre 1998, a fait revenir dans la province non seulement les troupes qui en avaient été retirées mais bien plus.

La perception générale des alliés est que le président yougoslave, s'engouffrant dans la brèche du dernier ratage de l'OTAN – le bombardement de l'ambassade de Chine – se livre à une de ces manœuvres dont il est coutumier et profite du trouble jeté dans une partie de l'opinion mondiale et dans les relations internationales pour pousser son avantage par une annonce faussement pacifiste. La réaction du ministère russe des affaires étrangères, qui saluait lundi *« un grand pas dans la bonne direction »*, permet d'imaginer ce que Slobodan Milosevic peut espérer y gagner : que les Russes refassent en sens inverse tout le chemin qu'ils avaient parcouru ces dernières semaines pour se rapprocher des positions occidentales et fassent cause commune avec les Chinois indignés ; qu'ils réclament de plus belle un arrêt des frappes de l'OTAN comme préalable à toute initiative des Nations unies.

Le projet des Occidentaux était de faire accepter dans le détail leurs cinq exigences par Moscou et de les transformer en une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU contraignante pour Belgrade, démarche pour laquelle on escomptait la semaine dernière encore l'abstention de la Chine. Pékin a menacé lundi par son ambassadeur à l'ONU de bloquer toute initiative sur le Kosovo aux Nations unies si l'OTAN ne met pas fin *« immédiatement »* à ses frappes.

Mardi, l'émissaire russe Victor Tchernomyrdine, à l'issue d'un entretien à Pékin avec le président chinois Jiang Zemin, confirmait que la Chine exige l'arrêt des bombardements de l'OTAN avant d'envisager un soutien éventuel à une résolution qui reprendrait les cinq principes d'un règlement. *« Le principe de base est l'arrêt des bombardements,* a déclaré l'envoyé du président Boris Eltsine ; *Il va sans dire que cela est nécessaire à l'acceptation* [des cinq conditions] ».

Jacques Chirac et son homologue finlandais, Martti Ahtisaari, expriment le même scepticisme

HELSINKI
de notre envoyé spécial

« Notre position est parfaitement claire et connue, puisqu'elle se résume dans les conditions qui ont été rappelées par le secrétaire général de l'ONU et plus récemment par le G 8 de Bonn », a déclaré Jacques Chirac, lundi après-midi 10 mai à Helsinki, à propos de l'annonce par l'armée yougoslave d'un retrait partiel des forces serbes du Kosovo. Le président français s'exprimait dans une conférence de presse donnée durant sa visite officielle de travail de moins de vingt-quatre heures en Finlande. Bien que son pays ne soit pas membre de l'OTAN, Martti Ahtisaari a été aussi net : *« Je pense,* a dit le président finlandais, *que cette nouvelle de Belgrade soulève plus de questions qu'*[elle n'apporte] *de réponses. Il est important que les dirigeants de la Yougoslavie donnent un signal concret qu'ils acceptent ces cinq conditions. »* Les deux chefs d'Etat sont tombés d'accord pour souligner qu'ils attendaient une réponse des dirigeants yougoslaves aux cinq exigences qui leur ont été adressées par l'OTAN, puis reprises par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, et par le G 8 lors de la réunion de Bonn le 6 mai.

Ils ont constaté une grande convergence de vue : Paris et Helsinki condamnent la politique d'épuration ethnique, expriment la même solidarité avec les réfugiés kosovars et les pays qui les accueillent, appellent de leurs vœux un plan de stabilité et de reconstruction économique dans les Balkans et partagent le même souci de voir la Russie totalement associée au réglement de la crise.

Jacques Chirac a estimé qu'il était *« tout à fait légitime »* que Kofi Annan ait nommé dernièrement deux émissaires personnels pour la région : le Suédois Carl Bildt et le Slovaque Eduard Kukan, mais, a-t-il ajouté, *« il est apparu aux Russes et aux alliés ensemble que, parallèlement à l'action du médiateur russe Viktor Tchernomyrdine et de l'ONU, il serait utile que l'Europe soit active, et nous avons pensé que M. Ahtisaari était l'homme de la situation. La France est favorable à une mission du président finlandais »*.

LA PRÉSIDENCE DE L'UE

Ce dernier a paru un peu surpris de la nouvelle. Néanmoins, il a laissé entendre qu'il était disponible, qu'il avait, comme ancien diplomate des Nations unies, une expérience de la gestion des crises en Afrique et en Europe, mais qu'il était prématuré de parler de *« médiation »* proprement dite. Il recevra sans doute M. Tchernomyrdine à Helsinki au cours de la semaine, mais l'essentiel, à ses yeux, est de présenter dans les meilleurs délais un projet de résolution au Conseil de sécurité reposant sur les cinq principes déjà connus.

Tout en exprimant ses *« profonds regrets »* à la suite de l'*« accident »* dont l'ambassade de Chine à Belgrade a été victime dans la nuit de vendredi à samedi, et en comprenant *« parfaitement »* la réaction de Pékin, le président français a refusé de prendre *« à son compte »* le terme de *« huitième bavure de l'OTAN »*. *« Il y a,* a-t-il dit, *huit accidents sur quelque six mille cinq cents tirs. La réalité des choses est de savoir si nous maintenons à nos portes un régime qui, d'une façon sauvage, pratique l'épuration ethnique, les viols et les déportations. Si l'on veut que cela n'existe plus sur notre terre, il faut utiliser des moyens militaires et il faut savoir, hélas, qu'il y aura des accidents. »*

A une question relative aux victimes civiles de la guerre, Jacques Chirac a ensuite répondu : *« Toutes les victimes de guerre sont à pleurer, car elles sont en réalité d'innocentes victimes. C'est vrai pour toutes les guerres. Mais n'oublions pas que 700 000 personnes ont été jetées sur les routes. Des routes parsemées de charniers, de familles séparées. C'est une chose abominable. Il faut en tenir compte aussi. Il faut en fait poser cette question aux autorités serbes et à Milosevic. »*

Le président de la République devait s'entretenir mardi avec le premier ministre social-démocrate finlandais, Paavo Lipponen. Au menu des discussions : la présidence européenne que la Finlande exercera pour six mois à compter du 1er juillet et qui sera dominée, quelle que soit l'évolution de la situation, assure-t-on à Helsinki, par la crise du Kosovo.

Alain Debove

Le communiqué de Belgrade

***VOICI** des extraits du communiqué diffusé, lundi 10 mai, par l'agence de presse yougoslave Tanjung, annonçant que l'armée yougoslave et la police serbe ont commencé, dimanche à 22 heures (20 heures GMT) à retirer certaines de leurs unités du Kosovo.*

VERBATIM

« Etant donné que les opérations au Kosovo contre la soi-disant UCK *[Armée de libération du Kosovo]* sont terminées, le commandement suprême a ordonné le retour du Kosovo d'une partie des unités de l'armée et de la police. Cette décision se réalise depuis le 9 mai à 22 heures », *déclare le commandement suprême, qui est dirigé par le président Slobodan Milosevic.* « En même temps, il a été constaté que lorsqu'un accord aura été atteint avec les Nations unies sur l'envoi au Kosovo d'une mission de l'ONU et que le danger extérieur d'une menace contre l'intégrité territoriale de la Yougoslavie aura cessé, *poursuit le communiqué,* il sera possible de réaliser un plan permettant de ramener les forces militaires et policières au Kosovo à leur niveau en temps de paix d'avant l'agression. »

Dans une situation où « la frontière d'Etat est bien assurée, empêchant les incursions de bandes terroristes depuis l'Albanie et la Macédoine », *le niveau des forces en temps de paix* « garantit la sécurité des citoyens et des biens sur tout le territoire du Kosovo », *selon le commandement militaire, qui se réfère aux* « évaluations officielles des organes militaires et policiers compétents ». « Des attaques terroristes sporadiques par des petits groupes de l'UCK brisée, qui ne peuvent être exclues, sont du domaine des activités des organes réguliers », *ajoute le communiqué.*

A Pristina, capitale du Kosovo, des responsables de l'armée et de la police, qui ont requis l'anonymat, ont affirmé à l'AFP que « certaines unités qui se trouvaient près de la frontière administrative *[entre]* le Kosovo *[et la]* Serbie ont *[effectivement]* été retirées ».

Peut-on vérifier les promesses de M. Milosevic ?

LES ALLIÉS devraient pouvoir apprécier les mouvements des forces yougoslaves du Kosovo vers la Serbie – ceux, notamment, de la 3e armée conduite par le général Pavkovic depuis son PC de Nis – grâce à une gamme de moyens techniques mise au service de l'OTAN : des satellites d'observation optique ou radar (du type KH-12 et Lacrosse américains, ou Helios français), des avions-espions (comme les U2 et Joint-Stars américains ou les Mirage IVP et Mirage F1CR français), des satellites de renseignement électronique (comme les Mercury et Mentor de l'armée de l'air américaine et les Trumpet de la CIA) et des avions d'écoute et d'interception (de la classe des RC-135 américain ou Gabriel français).

Dans le cas présent, ce sont vraisemblablement les satellites et les avions de renseignement électronique qui seront les plus utilisés. Des forces en déplacement communiquent fréquemment entre elles et l'écoute de leurs transmissions peut apprendre beaucoup sur la signification de leurs mouvements sur le terrain. En revanche, les satellites d'observation, à l'exception des satellites-radars, sont perturbés par le mauvais temps.

Pour autant, l'OTAN n'aura pas la tâche facile. Les armées yougoslaves sont passées maîtres dans l'art du camouflage et de la dissimulation de leurs activités, avec des va-et-vient qui pourraient gêner le suivi et la comptabilité exacte de leurs mouvements. Mais, surtout, il n'est pas évident que les déplacements des formations du ministère de l'intérieur (unités spéciales de police et forces spéciales antiterroristes) ou des milices locales, très actives dans la répression, puissent être aisément contrôlés. Fer de lance du régime, leurs effectifs sont équivalents à ceux de l'armée serbe au Kosovo. Lors des discussions de Rambouillet, et deux semaines encore avant le début des frappes de l'OTAN, ces unités écrasaient l'UCK alors que l'armée régulière faisait mine de se retirer.

LeMonde Job: WMQ1205--0003-0 WAS LMQ1205-3 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:38 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0373 Lcp:700 CMYK

L'état des forces serbes

ZONE DE MOUVEMENT DES TROUPES SERBES (état au 8/05)

LES UNITÉS SERBES (état au 6/05)

Infanterie mécanisée — Blindés — Artillerie

Source : OTAN

Ibrahim Rugova, président de la Ligue démocratique du Kosovo

« Je n'ai jamais dit que j'étais contre les bombardements. C'est de la propagande »

ROME
de notre correspondant

Ibrahim Rugova a été reçu, lundi 10 mai, au Vatican, par le pape Jean Paul II, auquel il a exposé la situation de son pays. Au cours de l'après-midi, il a également fait part, devant la commission des affaires extérieures, de la façon dont il envisageait la suite de son combat pacifique pour l'avenir du Kosovo. Dans un court entretien accordé au *Monde*, au *New York Times* ainsi qu'à *La Stampa* et au *Corriere della Sera*, il s'est clairement prononcé pour une indépendance à court terme de son pays. Dans la soirée, Ibrahim Rugova a participé à une prière à Santa Maria del Trastevere organisée par la communauté de Sant Egidio, à laquelle il a rendu hommage pour le rôle qu'elle a joué dans sa libération et pour le rétablissement de la paix au Kosovo.

« Belgrade a annoncé lundi après-midi que les troupes commençaient à être retirées du Kosovo. Est-ce pour vous une nouvelle importante ?

– Vous savez que je demande en priorité l'installation d'une force internationale, de l'OTAN, de la Russie, pour contrôler le retrait des forces serbes. Les Serbes ont déjà dit qu'ils allaient retirer partiellement leurs forces, mais il n'y a eu aucune autorité internationale qui ait pu vérifier et contrôler si c'était vrai ou non.

– Estimez-vous que cela peut-être un point de départ intéressant pour le rétablissement de la paix au Kosovo ?

– Si c'est vrai, oui, mais il faut le vérifier. Les Serbes ont déjà par le passé annoncé le retrait de leurs forces, même dix jours après le début des bombardements. C'est pourquoi je demande une présence internationale qui garantisse le retour des réfugiés. C'est ce à quoi je vais travailler.

– Mais comment, selon vous, peut se créer une force internationale ? Par qui la décision doit-elle être prise ?

– Qu'elle soit prise par l'ONU ou une autre institution, Belgrade doit accepter cette décision. Il ne faut pas oublier qu'il y a déjà eu une résolution de l'ONU l'an dernier. L'OTAN est intervenue munie de cette autorisation. Je ne vais pas maintenant refaire l'histoire : l'ONU a décidé, et c'est l'OTAN qui doit en assurer l'exécution. C'est dans les accords de Rambouillet.

– Le président Clinton a proposé la semaine dernière d'envoyer des troupes russes et ukrainiennes au nord du Kosovo et des troupes de l'OTAN dans l'autre partie. Est-ce que vous pensez que c'est une bonne idée ?

– Il a proposé de suivre le modèle de la Bosnie, mais je n'ai pas eu le temps de voir exactement ce qu'il en était. Je suis en faveur d'un contingent international qui puisse démilitariser le Kosovo et y rétablir la sécurité. Mais je ne vais pas entrer dans le détail, parce que je sors d'une situation difficile, et mon message est avant tout l'installation d'une force internationale et le retour des réfugiés, sinon ce sera un pays vide. Si tous ceux qui sont dans les camps de Macédoine, d'Albanie se dispersent vers d'autres pays, il sera très difficile de créer les conditions du retour des réfugiés. Ce sera un processus très long, très dur. Nous avons des expériences de cela. Les réfugiés de Bosnie et de Croatie ne sont jamais rentrés et des Kosovars sont en exil depuis 1991. Une centaine de mille en Allemagne, mais aussi en Suisse et dans d'autres pays européens, qui ne sont jamais revenus. C'est pour cela que je suis sorti de Pristina. Pour délivrer ce message politique et humain.

– Pouvez-vous nous préciser les raisons de votre rencontre avec Slobodan Milosevic et nous expliquer pourquoi vous vous êtes prononcé contre les bombardements de l'OTAN ?

– Tout cela est de la propagande. Je vivais dans ma maison de Pristina. Je disais : Îl faut retirer les forces serbes, accepter la présence internationale et arrêter les bombardements." Il y a eu de la propagande du côté serbe et du côté albanais aussi, malheureusement. Je n'ai jamais dit que j'étais contre les bombardements, c'est faux. Encore une fois, c'est de la propagande.

IBRAHIM RUGOVA

– Etes-vous pour la continuation des bombardements ?

– Belgrade doit accepter les conditions internationales, les cinq conditions, celles de l'OTAN, de l'ONU, du G 8, et en premier lieu la présence internationale. Tous mes amis en Occident connaissent mes positions. Je suis sorti pour faire quelque chose : faire rentrer les réfugiés dans leur pays. Voilà !

– Quelle est votre représentativité actuellement ? L'UCK vous critique et dit même que vous êtes devenu l'ami de Milosevic.

– Ma deuxième tâche est de réorganiser la vie politique et de reconstruire les institutions. Malheureusement, tous mes collaborateurs, tous les leaders politiques sont maintenant à l'étranger. Je veux aussi rapprocher les gens de l'UCK des autres. A Rambouillet, j'ai fait tout ce qui était nécessaire à ce rapprochement. Tout ce qui se dit est propagande. Ce n'est pas sérieux. Il est tragique aujourd'hui de parler comme cela alors que plus d'un million de Kosovars sont à l'étranger. C'est un manque de bon sens. Il faut se concentrer sur le retour des réfugiés et ne pas faire de polémique.

– Pourquoi n'avez-vous pas encore visité les camps ?

– J'ai été élu deux fois représentant des Kosovars. Je les représente tous et je vais travailler pour les rapprocher. Je ne suis en Italie que depuis quelques jours. J'ai eu beaucoup de contacts nécessaires avec le gouvernement italien et j'ai des invitations d'autres pays. Je suis venu pour travailler concrètement et je me rendrai dans les camps prochainement. En attendant, je vais aller dans les capitales européennes après six semaines passées dans une ville fantôme, seul avec les animaux qui sont venus près de ma maison pour voir un être humain. Des chiens, des chats, des vaches qui avaient besoin de rencontrer un être humain.

– Aujourd'hui vous avez parlé d'autonomie, d'indépendance, de trois années de transition et d'un référendum, quel est ce schéma par rapport aux accords de Rambouillet et comment pensez-vous le faire accepter aux Serbes ?

– Tout cela a été réglé par les accords de Rambouillet. Je parle d'autogouvernement ou de *self-government,* car je n'aime pas le mot d'autonomie, statut qui avait été mis sur pied avec l'ex-Yougoslavie. Ensuite, après une période de trois ans, la communauté internationale doit décider d'un référendum ou d'une forme de consultation. C'était une formule légère, mais les Serbes ont dit non. Mais, je le dis encore aujourd'hui, la meilleure chose, c'est l'indépendance. Nous avions pensé que pendant ces trois ans nous allions créer les structures politiques, économiques, culturelles pour tous au Kosovo. Nous avions donné des droits spéciaux aux Serbes du Kosovo ainsi qu'une présence internationale de l'OTAN, qui a été mal comprise. Nous avions espéré que les Serbes allaient changer, que la situation allait se calmer. On leur a donné une chance, mais désormais nous sommes dans une nouvelle situation.

» Rambouillet est une bonne base. On peut travailler à partir de là. Mais, d'abord, il faut une force internationale pour assurer la sécurité du retour des réfugiés. »

Propos recueillis par Michel Bôle-Richard

L'Armée de libération du Kosovo n'accorde aucun crédit au retrait annoncé des forces serbes

LE « GOUVERNEMENT provisoire » du Kosovo – dominé par l'Armée de libération du Kosovo (UCK) – n'accorde aucun crédit à l'annonce, lundi 10 mai, de la décision de l'état-major de l'armée yougoslave d'ordonner à une partie de ses forces et à la police d'entamer leur retrait du Kosovo. *« Plus personne ne croit aux promesses de* [Slobodan] *Milosevic. Avant toute chose, il doit se conformer pleinement aux cinq exigences posées par l'OTAN pour l'arrêt des frappes* [cessez-le-feu, retrait total des forces serbes, retour des réfugiés, déploiement d'une force internationale, statut d'autonomie pour la province] », a déclaré, lundi 10 mai, au *Monde,* Bardhyl Mahmuti, l'un des six représentants politiques de l'UCK et chargé des relations diplomatiques avec la France pour le « gouvernement provisoire » d'Hashim Thaqi.

Selon M. Mahmuti, la déclaration de Belgrade n'est destinée qu'à *« chercher à diviser l'OTAN et à donner des arguments à ceux qui, au sein de l'Alliance, prônent un arrêt des frappes. Je rappellerai la phrase de Bill Clinton : "Les cimetières des Balkans sont remplis des promesses non tenues de Milosevic" »*, a ajouté Bardhyl Mahmuti.

Le résultat du sommet de Bonn, le 6 mai, avait déjà donné l'occasion à l'UCK de faire part de son inquiétude sur d'éventuelles lézardes qui pourraient apparaître dans le camp occidental. Le texte adopté en Allemagne par les ministres des affaires étrangères du G 8 définissant une méthode de sortie de la crise a ainsi été qualifié, par l'UCK, de *« recul des démocraties occidentales face à l'intransigeance de Belgrade »*.

L'idée même que l'on puisse négocier avec le président yougoslave la révulse. *« Certaines forces politiques* [occidentales] *veulent marginaliser la tragédie du Kosovo et recherchent une solution avec le responsable de cette tragédie. C'est une erreur majeure de vouloir discuter avec Milosevic sous prétexte qu'il n'existe pas d'opposition en Serbie »*, a ajouté M. Mahmuti. *« C'est une abdication de l'Ouest face au régime terroriste de Belgrade »*, a-t-il martelé.

PRÉÉMINENCE ABSOLUE

Le gouvernement kosovar rejette également le fait que la communauté internationale juge toujours valide l'accord discuté en mars à Rambouillet. Le texte signé par la délégation albanaise conduite par Hashim Thaqi prévoyait notamment un statut d'« autonomie substantielle » pour la province et confirmait la souveraineté de la Yougoslavie dans ses frontières actuelles. M. Mahmuti ne veut plus aujourd'hui en entendre parler : *« L'intégrité de la Yougoslavie est finie. L'indépendance* [du Kosovo] *est devenue indispensable pour la stabilité de la région. »*

Tout juste accepterait-il un éventuel protectorat pendant une période intérimaire devant nécessairement déboucher sur l'indépendance du Kosovo. *« Comment imaginer que nous puissions vivre avec les Serbes sous le même toit après tout ce qui s'est passé ces dernières semaines ? »*, s'est emporté M. Mahmuti. Avec plus de violence encore, l'UCK n'imagine plus rendre ses armes *« tant que Milosevic ne sera pas totalement désarmé »*. Elle appelle au contraire les puissances occidentales à lui livrer des équipements qui lui permettraient, notamment, de faire face aux blindés serbes.

Méfiante vis-à-vis de la communauté internationale après l'accord de Bonn, l'UCK s'acharne également à dénier toute représentativité à Ibrahim Rugova. L'UCK semble redouter que la réapparition, mercredi à Rome, du leader pacifiste sur la scène internationale – après avoir été retenu plusieurs semaines en otage par les Serbes à Pristina – ne relance l'activité de celui qu'elle était parvenue à éclipser avant et pendant les négociations de Rambouillet. Car l'UCK revendique dorénavant la prééminence absolue dans la représentation kosovare.

Les pourparlers avec la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) de M. Rugova semblent d'ailleurs bloqués au sujet de la nomination des cinq représentants de la LDK au sein du gouvernement Thaqi, dont la création avait été décidée à Rambouillet. Le retour d'Ibrahim Rugova ne devrait pas faciliter les choses au regard de la défiance qui règne dans le camp albanais. *« Je ne sais pas quelle chaîne le lie encore à Belgrade mais Rugova est devenu un "tampon" à signer n'importe quoi. Il n'a plus aucune représentativité. Seul le gouvernement Thaqi a le pouvoir de signer des accords »*, a conclu M. Mahmuti.

Christophe Châtelot

L'UCK et le nouvel « émissaire » de Belgrade

Le chef modéré des Albanais du Kosovo Ibrahim Rugova est devenu l'*« émissaire »* du président yougoslave Slobodan Milosevic, a affirmé Bardhyl Mahmuti, l'un des représentants à l'étranger de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). *« Aujourd'hui, je constate la réalité : il est devenu l'émissaire de Milosevic »*, a déclaré M. Mahmuti.

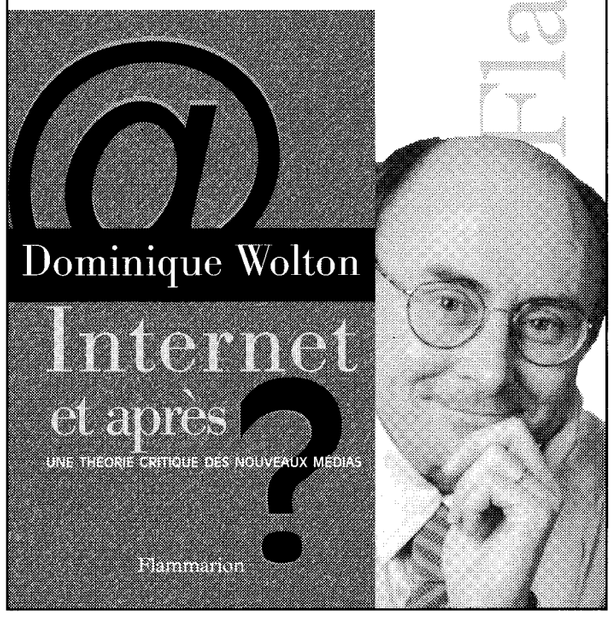
***« L'initiative de Rome* [qui a accueilli M. Rugova et sa famille] *et de la Russie »* signifie qu'il y a *« une complicité occidentale et orientale »* à la démarche de M. Rugova, a-t-il ajouté. *« M. Rugova est le président de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), il peut représenter la LDK. Il n'est ni le leader des Albanais du Kosovo, ni chargé de quelque mission que ce soit »*, a indiqué M. Mahmuti en rejettant d'autre part sur la police serbe la responsabilité de la mort de Fehmi Agani et en estimant que *« Fehmi Agani a contribué à rapprocher l'UCK et les autres forces politiques du Kosovo. Il n'a pas accepté de jouer le rôle que M. Rugova est en train de jouer »*.**

DOMINIQUE
WOLTON

« Il y a un culte d'Internet, avec ses fidèles, ses grands prêtres… Dans ce concert d'actions de grâce, voici la voix d'un hérétique. »

Gérard Moatti
Les Echos

Flammarion



VU A LA TÉLÉVISION SERBE

Une « épuration » à 10 marks par jour

LA TÉLÉVISION SERBE s'est abondamment étendue, lundi 10 mai, sur le retrait, annoncé dimanche, d'une partie des forces armées yougoslaves du Kosovo. Ce retrait, a-t-on expliqué, a été rendu possible par la *« fin des activités contre la prétendue armée de libération du Kosovo »*. Le commentaire a précisé que *« lorsque sera établi un accord avec les Nations unies sur l'envoi d'une mission de l'organisation internationale au Kosovo »*, ce qui *« mettra un terme à la menace contre l'intégrité territoriale de la RF de Yougoslavie »*, il sera *« possible de réaliser un plan prévoyant la réduction des forces militaires et de police au Kosovo à leur niveau d'avant le début de l'agression »*.

Comme toujours, la télévision n'a pas été avare d'images de Slobodan Milosevic, montré alors qu'il recevait Yakushi Akashi, l'ancien secrétaire général adjoint des Nations unies, *« dont les activités ont laissé un bon souvenir à nos concitoyens, en raison de ses positions impartiales et de ses efforts pour une résolution juste des problèmes »* en Bosnie.

Puis ce fut le tour de l'envoyé spécial du gouvernement chinois. Arrivé à Belgrade après le bombardement malencontreux de l'ambassade de Chine par l'aviation de l'OTAN, l'officiel chinois a fait part au président du *« grand soutien du peuple et des dirigeants chinois au peuple et aux responsables yougoslaves dans leur lutte face à l'agression de l'OTAN »*. Le maître de Belgrade a répondu que *« la lutte juste des peuples de Yougoslavie pour leur liberté représente un puissant avertissement appelant à barrer résolument le chemin au diktat de la force »*.

« INCAPABLE DE GAGNER LA GUERRE »

Le bombardement de la représentation diplomatique chinoise a, de nouveau, suscité de nombreux commentaires. Cet acte serait *« une nouvelle tentative de l'Alliance pour repousser le processus de paix et bloquer l'initiative politique »*, a expliqué Goran Matic, ministre fédéral. L'adversaire [l'OTAN] *« ne veut pas la paix et est incapable de gagner la guerre »* a résumé le ministre. Puis il est revenu sur la mise en scène – organisée selon lui par l'Alliance et les médias – de la *« purification ethnique »* au Kosovo. Poursuivant dans cette veine, M. Matic a, le plus sérieusement du monde, expliqué que les réfugiés albanais *« reçoivent 10 marks par jour »* pour jouer les déplacés le long d'un circuit Macédoine-Albanie-Kosovo. D'ailleurs, a-t-il insisté, il est facile de constater que toutes les *« bavures »* de l'OTAN ont touché des Albanais qui retournaient au Kosovo. Le but recherché par l'Alliance ? *« Avoir un Kosovo vide pour y mener ses opérations et ensuite l'occuper. »*

Enfin la télévision a montré des images du général Nebojsa Pavkovic, commandant de la troisième armée (active au Kosovo) en train d'inspecter des troupes retranchées. *« La défense de notre pays et les efforts pour trouver une solution politique aux problèmes qui se posent au Kosovo restent la priorité de notre politique »*, a conclu Goran Percevic, membre du comité exécutif du comité directeur du Parti socialiste.

Hector Forest

LeMonde Job: WMQ1205--0004-0 WAS LMQ1205-4 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:43 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0374 Lcp:700 CMYK

Pékin reprend le contrôle des manifestations anti-OTAN

Calme précaire aux abords de l'ambassade américaine

PÉKIN
de notre correspondant

Les larges rues ombragées du quartier diplomatique de Pékin avaient retrouvé un certain calme, mardi 11 mai. Un dispositif policier était toutefois maintenu autour de l'ambassade des Etats-Unis, et les groupes de manifestants qui souhaitaient encore exprimer la colère nationale à l'égard de l'Amérique, *« chef d'une bande de voyous »*, devaient présenter une pièce d'identité. Sur une banderole, on lisait : *« Nous réagissons avec calme, nous manifestons pacifiquement. »* D'autres fustigeaient la Grande-Bretagne, pays *« laquais »*, et les autres membres de l'OTAN, des *« clowns »*. Des policiers s'employaient à nettoyer les trottoirs, alors que d'autres, accroupis sur leurs talons, le casque anti-émeute posé devant eux, récupéraient de leur fatigue.

Lundi 10 mai, des manifestants avaient défilé devant l'ambassade, en un cortège coloré, bien encadré et qui se voulait représentatif de la société chinoise : moines bouddhistes en robe safran, catholiques emmenés par un prêtre portant la croix, fonctionnaires et salariés regroupés par « unités de travail », militaires à la retraite en tenue civile et étudiants des Beaux-Arts, le visage peint, brandissant des portraits férocement bariolés du président américain Bill Clinton. Les étrangers étaient priés de se tenir à l'écart pour *« raisons de sécurité »*, et l'ambassadeur des Etats-Unis, James Sasser, était toujours dans l'impossibilité de sortir de la chancellerie encerclée.

Les médias chinois rapportaient les propos du président Jiang Zemin, resté silencieux jusque-là, dénonçant la *« politique de la canonnière »* des Etats-Unis. Cependant, dès lundi après-midi, plusieurs signes indiquaient que le gouvernement chinois souhaitait mettre fin aux manifestations. L'agence de presse Chine nouvelle annonçait que les cours avaient repris normalement dans les universités – sifflant en quelque sorte la fin de la récréation – affirmant que la meilleure façon de montrer son patriotisme était de rester à son poste.

SERMENT DE LOYAUTÉ

Lundi soir, la télévision nationale n'a pas mentionné la manifestation du jour, contrairement aux deux soirs précédents. Mais un reportage dans une caserne montrait des soldats étudiant soigneusement les déclarations du gouvernement chinois sur le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade et prêtant serment de loyauté pour défendre la souveraineté nationale.

Pour la première fois, mardi matin, la presse a rapporté – discrètement – les excuses présentées au gouvernement chinois par le président américain. Sont-elles conformes aux *« excuses publiques et officielles »* que la Chine exige des Etats-Unis ? Cela n'a pas encore été clairement établi. La Chine réclame également le châtiment des responsables de l'attaque subie par son ambassade. Mardi, la presse officielle assurait que Pékin garantit la sécurité de tous les étrangers présents sur son sol et critiquait les conseil de prudence lancés par plusieurs pays à l'intention de leurs ressortissants en Chine. – *(Intérim.)*

La Chine obtient une nouvelle réunion du Conseil de sécurité

Le doute persiste sur les véritables intentions de Pékin aux Nations unies après le bombardement par erreur de son ambassade à Belgrade

NEW YORK (Nations Unies)
de notre correspondante

Pour la deuxième fois en deux jours, la Chine a exigé, et obtenu lundi 10 mai, une réunion du Conseil de sécurité sur le bombardement, vendredi, de son ambassade à Belgrade qui a fait quatre morts et une vingtaine de blessés. Malgré la posture ultra-rigide exprimée devant la presse avant la réunion, Pékin a adopté une position d'attente devant le Conseil de sécurité. Par ailleurs, Pékin a annoncé, mardi 11 mai, que les discussions sino-américaines sur l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se poursuivaient.

Avant de rentrer dans la réunion à huis clos du Conseil, lundi 10 mai, l'ambassadeur chinois, Qin Husaun, a exigé l'arrêt *« immédiat »* des frappes militaires contre la Yougoslavie *« pays souverain membre de l'ONU »*. Si Pékin n'obtient pas cela, a-t-il ajouté, *« toute discussion sur un plan quelconque pour résoudre le problème sera impossible »*.

« TRADUITS EN JUSTICE »

Une fois en réunion, Qin Husaun a présenté un projet de déclaration présidentielle condamnant le bombardement de son ambassade, et exigeant que les responsables soient *« traduits en justice »*. Des demandes qui ont très vite été refusées par les membres du Conseil qui ont tout simplement décidé de poursuivre leurs consultations de manière bilatérales en vu de parvenir à un compromis.

Lors du débat à huis clos, le représentant de la France, Alain Dejammet, aurait proposé que le Conseil de sécurité prenne en compte les regrets exprimés par les membres de l'OTAN, sans pour autant condamner le bombardement, ce qui, selon lui, donnerait à penser que l'alliance aurait agi intentionnellement. Les diplomates se disaient *« étonnés »* de voir que la Chine n'a pas présenté un projet de résolution et exigé sa mise aux voix. Ce qui, expliquent-ils, auraient permis *« d'enregistrer les positions des uns et des autres »*.

ABSTENTION DES RUSSES

Une déclaration présidentielle requiert l'unanimité des quinze pays membres pour être adoptée. La date de la prochaine réunion du Conseil au sujet du bombardement de l'ambassade chinoise de Belgrade n'a pas encore été fixée, ce qui laisse des doute sur les *« vraies intentions »* de Pékin. *« A l'heure qu'il est,* expliquait un ambassadeur, *l'on ne sait pas si la Chine se contenterait de nos regrets, voire de nos excuses collectives, ou si elle veut attendre le moment venu pour bloquer les négociations sur un projet de résolution au sujet d une présence militaire au Kosovo. »*

A l'issue de la réunion de lundi, les diplomates se félicitaient de la position des Russes qui, toute en soutenant les demandes chinoises, se sont abstenus de commentaires supplémentaires. Calmes à l'intérieur de la salle du Conseil, les Russes, comme les Chinois, étaient cependant moins flexibles devant la presse : *« Je suis frustré de constater que les pays membres du Conseil refusent de reconnaître que ce qui ce passe en Yougoslavie est la violation pure et simple des lois internationales »*, a expliqué l'ambassadeur russe, Serguei Lavrov. Interrogé sur le bombardement de l'ambassade chinoise, il a estimé que *« lorqu'une organisation militaire est guidée par le culte de Superman, ce genre de chose peut se produire, encore et encore, et vous allez peut-être me dire que cette dernier bavure n'était que du dommage collatéral »*.

La réunion de lundi au Conseil s'est donc terminée sur une note d'incertitude. Les Américains estiment, pour leur part, que, si les Russes acceptent de poursuivre les négociations sur un projet de résolution basé sur les décisions du G8, prise la semaine dernière, Pékin n'y opposera pas son veto. Selon un diplomate américain, l'OTAN *« ne peut pas imaginer que, s'il y avait une solution politique, la Chine n'y adhérerait pas »*.

« QUE VEULENT LES CHINOIS ? »

Selon ce diplomate américain, *« nous ne pouvons pas nous condamner nous mêmes, l'attaque contre l'ambassade chinoise était, certes, une bavure, c'est vrai, mais nous ne pouvons guère faire plus que ce que nous avons déjà fait, sauf présenter nos excuses, collectives, s'ils le veulent »*. Cela dit, ajoute-t-il, *« il est vrai que l'on ne peut jamais être sûr de ce que veulent les Chinois »*.

Interrogé sur la possibilité de négocier une solution pacifique en dehors de l'ONU, il répond : *« De tout façon, si Milosevic accepte nos conditions, on n'aura pas besoin d'une résolution du Conseil de sécurité. »*

Afsané Bassir Pour

DÉPÊCHES

SANCTIONS
■ L'Union européenne a adopté de nouvelles sanctions politiques et économiques contre Belgrade, qui comprennent, notamment, l'interdiction de visas du président yougoslave Slobodan Milosevic, de sa famille, de ses ministres et de hauts responsables yougoslaves. – *(AFP.)*

CONTRADICTIONS SUD-AFRICAINES
■ Le président yougoslave Slobodan Milosevic ne sera pas autorisé a s'installer en Afrique du Sud, selon une déclaration du ministre de l'intérieur de ce pays, Mangosuthu Buthelezi.
Celui-ci contredit ainsi les déclarations faites par le président sud-africain Nelson Mandela, qui avait défendu l'idée, dimanche 9 mai, de ne pas empêcher Slobodan Milosevic de trouver refuge en Afrique du Sud. – *(AFP.)*

LARGAGES DE VIVRES
■ Les Etats-Unis envisagent de larguer une aide humanitaire aux Albanais encore au Kosovo, peut-être dès ce mois-ci, ont déclaré, lundi 10 mai, des responsables du département d'Etat américain.
Ces largages seront effectués par des ONG, et non par les Etats-Unis ou l'OTAN, mais l'Agence américaine pour le développement international pourrait financer les opérations, a déclaré une responsable du département d'Etat. – *(AFP.)*

LE PORT DE BAR FONCTIONNE PARTIELLEMENT
■ La marine yougoslave a allégé, lundi 10 mai, les restrictions imposées par Belgrade au trafic maritime avec les ports monténégrins, rapporte l'agence de presse indépendante Montena-Fax. La marine a adressé un ordre écrit à la capitainerie des ports de Bar et de Kotor autorisant l'entrée et le départ des navires dans tous les ports du Monténégro entre 06 h 00 et 19 h 00 locales.
Une autorisation d'entrée ou de sortie devra toutefois toujours être accordée par les autorités fédérales. La marine yougoslave avait fermé les ports monténégrins le 1er mai. – *(Reuters.)*

PAS DE RETRAIT SERBE PRÈS DE L'ALBANIE
■ Les observateurs de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) postés à Has, dans le nord de l'Albanie, *« n'ont pas constaté »* de mouvement de retrait des forces serbes du Kosovo, a indiqué, lundi 10 mai, le porte-parole de l'organisation Andrea Angeli.
« De ce que nous avons constaté depuis Has, les positions serbes sont restées intactes », a déclaré M. Angelli, en précisant que l'observation portait sur des troupes serbes postées au Kosovo à 2 km de la frontière avec l'Albanie. *« Naturellement, il s'agit d'une observation partielle »*, a-t-il souligné. – *(AFP.)*

EMBARGO VIOLÉ SUR LE DANUBE
■ Deux convois pétroliers serbes sur le Danube s'acheminaient vers la Yougoslavie, lundi 10 mai, en dépit de l'embargo décrété le mois dernier par l'Union européenne et l'OTAN, a annoncé la douane bulgare.
Les autorités bulgares ont constaté la violation, mais n'ont pas pu arrêter les pétroliers car la Convention de navigation sur le Danube n'autorise pas un contrôle des bateaux en passage de transit. Jeudi, un autre convoi serbe était passé, apportant du pétrole chargé dans le port ukrainien de Réni. – *(AFP.)*

MANIFESTATION DE RÉFUGIÉS
■ Environ 300 réfugiés en colère ont manifesté, lundi 10 mai, devant le poste de police du camp de Brazda, près de Skopje, pour crier leur hostilité à la police macédonienne qui garde le camp.
La manifestation a commencé après l'arrestation par des policiers d'un réfugié, Milaim Gashi, quarante-quatre ans, qui tentait de quitter le camp en passant sous les grillages. Il avait été interpellé par des policiers qui l'ont poussé brutalement vers le poste de police en lui tenant les bras plaqués derrière le dos. – *(AFP.)*

Tokyo demande le retrait total des forces serbes

Le premier ministre japonais, Keizo Obuchi, a estimé, mardi 11 mai, que l'annonce du début d'un retrait des forces serbes du Kosovo n'était pas suffisante pour entrer dans une logique de règlement du conflit. *« Je ne pense pas qu'un accord de paix entre les deux parties puissent être réalisé sans que l'armée yougoslave ne se retire totalement »* du Kosovo, a déclaré M. Obuchi devant des journalistes. Le chef du gouvernement réagissait à l'annonce par le commandement suprême yougoslave de l'ordre de *« retour du Kosovo d'une partie des unités de l'armée et de la police »* depuis le 9 mai ***(Lire page 2).*** **Selon des estimations de l'OTAN, les forces yougoslaves et serbes au Kosovo ou dans ses environs proches comprennent environ 40 000 hommes avec quelque 300 chars. Le Japon, qui est membre du G 8 et qui supporte l'action de l'OTAN dans les Balkans, va examiner la *« réalité »* de ce retrait dans les prochains jours, a ajouté M. Obuchi. – *(AFP.)***

Le Japon et la Corée du Sud en position délicate

TOKYO
de notre correspondant

La virulence des protestations de la Chine à la suite du bombardement de son ambassade à Belgrade a placé les deux alliés des États-Unis en Asie, la Corée du Sud et le Japon, dans une situation très délicate vis-à-vis de leur grand voisin.

Membre du G8, le Japon, dont les relations avec la Chine ne sont pas au beau fixe, est particulièrement embarrassé. Si officiellement, Séoul et Tokyo se contentent de qualifier l'incident de regrettable, la presse des deux pays qui, depuis le début, a critiqué l'offensive de l'OTAN, est en revanche plus véhémente.

Dans les deux capitales, on craint les conséquences d'une détérioration des relations entre les États-Unis et la Chine, deux puissances qui détiennent la clef de la stabilité dans la région. Leur coopération est en outre indispensable à la progression des négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

« ATTEINTE À LA DIGNITÉ »

Le Premier ministre japonais, Keizo Obuchi, a appelé Pékin à ne pas laisser cet incident entraîner une détérioration des relations avec Washington. Tokyo a confirmé, par la voix du secrétaire du gouvernement, Hiromu Nonaka, son soutien à l'action de l'OTAN mais en recommandant la prudence afin d'éviter de nouvelles victimes civiles.

M. Nonaka a qualifié le bombardement de l'ambassade de Chine d'*« atteinte à la dignité de ce pays »*. Le Japon est dans une position inconfortable avec la Chine en raison de sa participation au programme américain de défense antimissile de théâtre et de l'adoption des nouvelles orientations de l'alliance militaire avec les États-Unis. Ces mesures ont déjà provoqué l'agacement de Pékin qui estime que l'extension de l'aire de défense nipponne inclut Taïwan.

Peu disposée à participer au programme antimissile, la Corée du Sud s'est, pour l'instant, abstenue de commenter officiellement le bombardement de l'ambassade chinoise, et se trouve dans une situation moins délicate vis-à-vis de Moscou et de Pékin.

La Corée du Sud et le Japon n'ont pas adopté au début du conflit en Yougoslavie l'attitude critique de la Chine ou de l'Inde. Mais leur soutien à l'OTAN a toujours été des plus réservé. Tokyo est partagé entre l'allergie à tout recours à la force qui n'aurait pas obtenu l'aval des Nations unies et son souci de solidarité envers l'allié américain et le camp occidental. Séoul s'était laconiquement contenté, au début de l'offensive, de regretter l'échec des négociations. Dans les deux pays, le bombardement de l'ambassade de Chine a relancé dans la presse le débat sur la *« légitimité »* de l'offensive militaire de l'Alliance atlantique. A Tokyo, dans un éditorial intitulé *« Les limites de la force de frappe aérienne high-tech »*, l'*Asahi Shimbun* appelle à un retour à la *« procédure normale »* devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Dans un commentaire plus incisif, le quotidien écrit en substance que le bombardement de l'ambassade de Chine illustre les contradictions inhérentes à une action menée au nom de principes humanitaires mais qui se traduit, dans la réalité, par des effets contraires ne faisant qu'accentuer la haine et le ressentiment.

MARGE D'INDÉPENDANCE

En Corée, la détérioration des relations entre Pékin et Washington est la principale préoccupation. Tant le *Chosun Ilbo*, qui écrivait, dès les premières heures du conflit, que l'offensive de l'OTAN était *« une honte pour l'Union européenne »*, que le *Dong-Ah*, qui l'avait justifiée, estiment qu'une dégradation des relations entre les États-Unis et la Chine, principaux participants aux pourparlers quadripartites destinés à jeter les bases d'un nouvel équilibre dans la péninsule coréenne, en compromet l'issue. Le *Dong-Ah* s'interroge, pour sa part, sur la marge d'indépendance dont disposerait la Corée du Sud si l'OTAN décidait, un jour, d'intervenir en Asie.

Philippe Pons

Un rapport du département d'Etat américain sur le nettoyage ethnique

WASHINGTON
de notre correspondant

Le département d'État américain a rendu public, lundi 10 mai, un rapport sur le nettoyage ethnique au Kosovo intitulé « Effacer l'histoire ». Ce rapport détaille toutes les atrocités perpétrées par les forces serbes depuis le retrait des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) le 19 mars.

En présentant ce document, Madeleine Albright a déclaré que lorsque l'on connaîtra l'ensemble de ces faits, on se rendra compte que le *« mal »* pourrait être encore pire. *« Un horrible scénario de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité émerge au Kosovo : exécutions systématiques, viols organisés et un programme bien planifié de terreur et d'expulsions (...) Et, à ce jour, les forces du président yougoslave Slobodan Milosevic continuent d'incendier, de piller, de violer, de bombarder et de dépeupler le Kosovo. »*

Utilisant les témoignages de réfugiés et des photos aériennes, ce rapport estime que 90 % des Albanais du Kosovo ont été chassés de chez eux, 700 000 vers l'étranger et 600 000 regroupés dans cinq zones où ils sont des dizaines de milliers et deux autres plus petites. Environ 500 villes et villages ont été incendiés, dont plus de 300 depuis le 4 mars.

Des exécutions sommaires ont été répertoriées dans au moins 70 localités – dans huit d'entre elles, on a constaté l'existence de charniers – et les cas de viols systématiques se sont multipliés, en particulier à Djakovica et Pec.

> Selon le rapport, intitulé « Effacer l'histoire », 90 % des Albanais du Kosovo ont été chassés de chez eux

Plusieurs camps de détention ont été recensés, peuplés essentiellement de mâles adultes ; les principaux sont à Djeneral Jankovic (5 000 personnes), Glocovac, Srbica (20 000) et Vucitrn. Parmi les cibles visées : les logements, les lieux de culte, les écoles et l'infrastructure sanitaire. A Pristina, entre 100 000 et 120 000 personnes ont été expulsées en quatre jours.

La liste des localités touchées par le nettoyage ethnique va de la lettre B à Z. Il s'agit, explique le rapport, *« de témoignages fragmentaires sur lesquels des enquêtes sont en cours (...). En raison de la difficulté d'accès en Serbie, il n'a pas été possible de s'informer du sort des réfugiés serbes du Kosovo »*.

Il cite dans l'ordre Bela Crkva (entre 35 et 500 exécutions), Belinica (60), Brusnik (100), Cecelija (63), Cirez (20 000 Albanais utilisés comme boucliers humains), Djakovica (100 à 200 morts), Glocovac (50), Gnjilane (6), Goden (20), Gornje Obrinje (12), Hade (5), Izbica (270), Jovic (34), Kaaniku (45), Kacanik (12), Klina (boucliers humains), Kosovska Mitrovica (assassinat du poète et responsable de l'Alliance démocratique Latif Berisha et du syndicaliste Agim Hajrizi), Kosovo Polje (70 exécutions), Kotlina (26), Kraljane (100), Kuraz (21 enseignants tués), Lipljan (50 morts), Ljubenic (100), Malisevo (50, plus mitraillage de réfugiés), Nekovce (5 morts), Orahovac (50), Orlate (200), Pastasel (70), Pec (50), Podujevo (200), Prizren (20 à 30), Popovo (10), Pusto Selo (charnier), Razala (charnier de 70 corps), Rugovo (50 morts), Sojevo (8), Srbica (115), Suva Reka (350 dont 30 brûlés vifs), Urosevac (40), Varos Selo (plusieurs), Velika Krusa (150-160), Vrsevac (boucliers humains), Vucitrn (4-50).

Il en ressort l'image d'un Kosovo *« transformé parfois en lieu de massacre »* (« killing fields » en anglais, commme sous les Khmers rouges au Cambodge), en particulier autour de Djakovica.

Patrice de Beer

REUSSIR
▶ Concours d'avocat
CRFPA 25 juillet - 11 sept. 99
▶ Expert-comptable
DECF août + mi-septembre
DESCF octobre à décembre
▶ Parlement européen
(Administrateur) Fév. 2000
IPESUP
18 rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris 01 43 25 63 30
Enseignement supérieur privé

LeMonde Job: WMQ1205--0005-0 WAS LMQ1205-5 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:50 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0375 Lcp:700 CMYK

L'Inde et le Pakistan à la recherche d'une doctrine nucléaire

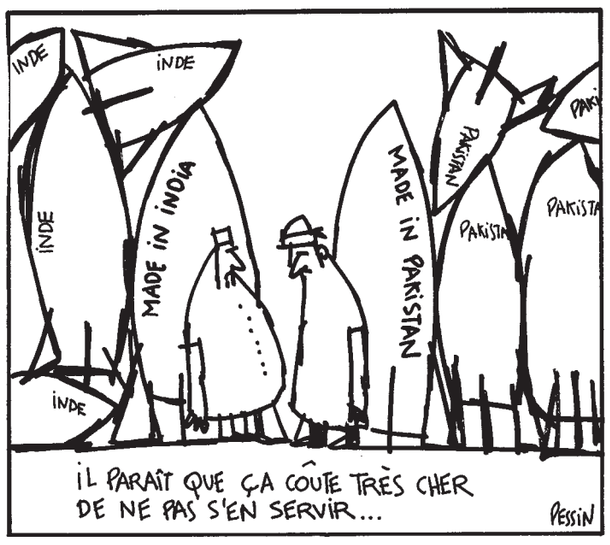
Les deux rivaux du sous-continent, qui célèbrent le premier anniversaire de leur accession au club des puissances nucléaires, risquent de vouloir aller au plus pressé et au moins cher, au mépris des contrôles de sécurité

L'Inde et le Pakistan célèbrent le premier anniversaire de leur accession au club des puissances nucléaires. Pour des raisons de politique intérieure essentiellement, les deux gouvernements – sortant dans le cas de l'Inde, en difficulté dans le cas du Pakistan – entendent souligner à leur actif cette réalisation à laquelle il leur reste, pourtant, à assurer un suivi cohérent. Chacun a procédé, ces dernières semaines, à des essais de nouveaux engins balistiques accroissant la portée théorique de leur arme de dissuasion nucléaire. En outre, New Delhi cherche à faire pièce à une possible menace chinoise. Le risque principal des programmes d'armement de ces deux voisins réside dans la faiblesse de leurs ressources financières pour se doter des dispositifs de sécurité et de contrôle des engins fabriqués par leurs industries dans le flou de doctrines nucléaires encore balbutiantes.

ISLAMABAD
de notre envoyée spéciale

Devenues ouvertement puissances nucléaires il y a un an, l'Inde et le Pakistan s'apprêtent à fêter dans la liesse cet anniversaire. L'Inde a décrété le 11 mai, date de ses premiers essais, « Journée de la technologie ». Le Pakistan inaugurera le 21 mai une semaine de festivités qui culminera le 28 mai, décrété « Jour de la grandeur d'Allah ». En campagne électorale pour le scrutin de septembre, le gouvernement indien entend bien souligner à son actif cette réalisation, alors que, de son côté, le gouvernement pakistanais n'a guère d'autre « succès » à célébrer dans un pays qui s'enfonce un peu plus chaque jour dans les difficultés, tant sur le plan politique, économique ou social que sécuritaire.

Depuis un an, les deux pays ont poursuivi leur programme de militarisation nucléaire, travaillant à la fois sur les vecteurs et la mise au point d'armes stables et suffisamment petites pour être embarquées sur des avions de chasse et sur des missiles. Pour l'instant, l'Inde posséderait quelque 65 bombes, et le Pakistan entre 15 et 25. Les deux pays seraient déjà en mesure d'embarquer une quantité limitée de ces bombes sur des avions de chasse mais pas encore sur des missiles. L'Inde et le Pakistan possèdent chacun des installations capables de produire des matières fissiles et, selon un scientifique pakistanais, ces installations tournent au Pakistan *« 24 heures sur 24, avant que ne s'ouvrent les négociations sur le traité de limitation des matières fissiles »*.



STAGES EN CHINE

Engagé depuis 1983 dans un programme de développement de missiles, l'Inde a fait un nouveau pas en avant, le mois dernier, avec le lancement de l'Agni-2, engin d'une portée supérieure à 2 000 km et propulsé par un combustible solide, plus difficile à mettre au point que le combustible liquide mais d'un emploi instantané. *« Pour qu'une dissuasion soit crédible, il faut qu'elle soit permanente et le combustible solide est un des éléments indispensables de la permanence »*, affirme un expert.

Le Pakistan a répondu à l'Agni-2 par le Ghauri-2, qui est annoncé pour une portée de 1 500 km et qui est propulsé par un combustible liquide. Toutefois, ce Ghauri-2 serait le premier vrai test pour le Pakistan, le Ghauri-1, lancé le 6 avril 1998, n'ayant été *« qu'un missile nord-coréen No-Dong repeint aux couleurs pakistanaises »*. Avec le Ghauri-2, les Pakistanais auraient tenté d'améliorer la poussée, le poids de la charge et la précision à l'arrivée. Dans la foulée, le Pakistan a lancé un missile à propulsion solide, le Shaheen, de 600 km de portée, et qui bénéficierait d'un système de guidage chinois. Selon des sources pakistanaises, les usines fabriquant les missiles tournent aujourd'hui à plein régime et, régulièrement, des techniciens vont faire des stages en Chine et en Corée du Nord.

En plus de l'Agni, l'Inde a développé le missile balistique Prithvi qui, selon les versions, a une portée de 150 ou 250 km. Montés sur des rampes mobiles, l'Agni et le Prithvi devraient être les pièces maîtresses du système de lancement des armes nucléaires indiennes. Dans sa version longue, le Prithvi, déjà déployé avec des têtes conventionnelles dans l'armée indienne, peut atteindre tout le Pakistan utile. L'Agni-2 est visiblement développé en fonction de ce que l'Inde perçoit comme une menace chinoise. Dans sa version présente, l'Agni-2 a une portée insuffisante pour atteindre la Chine en profondeur, mais les scientifiques indiens travaillent sur la mise au point d'un missile intercontinental de 5 000 km de portée.

« PAS DE CONCEPT D'EMPLOI »

Si l'Inde et le Pakistan poursuivent leur programme de militarisation, peu a été fait ou annoncé en un an sur leur doctrine nucléaire ou de contrôle. Répondant récemment sur ce point au magazine indien *Outlook*, le premier ministre, M. Atal Bihari Vajpayee, a affirmé : *« Les bases de notre doctrine sont : pas d'utilisation en premier de l'arme nucléaire, pas d'utilisation de l'arme nucléaire contre des pays non nucléaires, pas de course aux armements nucléaires et une crédible dissuasion minimum. »*

Dans ses conversations avec les Etats-Unis, New Delhi refuse toutefois d'expliciter les limites de ce qu'il entend par ce dernier point. D'autre part, si, en Inde, chacun explique que le contrôle de l'arme nucléaire sera aux mains des politiques, aucune indication n'a filtré sur la manière dont le système fonctionnera. *« Une vraie dissuasion nucléaire implique une réforme du système politique »*, explique un analyste, qui ajoute : *« Le circuit décisionnel ne peut pas être collégial. »* De même, une dissuasion nucléaire crédible implique aussi une réforme des armes (terre, mer, air) qui, pour l'instant, opèrent indépendamment et sont exclues de tout processus de décision.

Dans une situation de dissuasion du faible au fort, le Pakistan refuse le concept du non-usage en premier. Entièrement développé en fonction de la « seule menace » indienne, le programme nucléaire pakistanais pourrait aller moins loin que celui de l'Inde, mais pour l'instant, explique un spécialiste, *« on ne voit pas de concept d'emploi de l'arme nucléaire »*.

Le risque principal est celui de la sécurité des installations et du transport des éventuelles armes – sur avions ou missiles mobiles. Pour les deux pays, qui ont des revenus par habitant inférieurs à 300 dollars (270 €) par an, la grande question reste en effet celle de leur capacité financière, tant la mise au point et la maintenance d'une dissuasion nucléaire crédible coûtent cher. L'Inde aurait déjà dépensé entre 48 et 75 milliards de dollars (44 à 68 milliards d'euros) sur son programme nucléaire, alors que le Pakistan aurait dépensé, depuis 20 ans, une vingtaine de milliards de dollars (18 milliards d'euros). Le danger est donc qu'en voulant parer au plus pressé et en cherchant le moins coûteux, l'Inde comme le Pakistan soient moins regardants sur toutes les mesures de sécurité qu'impose une réelle dissuasion nucléaire.

Françoise Chipaux

Un milliard de personnes privées de « révolution sanitaire »

L'ORGANISATION mondiale de la santé (OMS) rend public, mardi 11 mai, son *« Rapport sur la santé dans le monde, 1999 »*. Ce bilan met en évidence le décalage entre les progrès accomplis et l'accès à ces avancées, et développe deux domaines où doit être menée une action internationale concertée : le paludisme et le tabagisme.

Le rapport décrit la révolution sanitaire accomplie au cours du XXe siècle. Elle s'est traduite par une spectaculaire augmentation de l'espérance de vie : les pays à haut revenu ont connu un gain de 30 à 40 ans et, comme le souligne le Dr Gro Harlem Brundtland, directrice générale de l'OMS, *« la plupart des pays à bas revenu et à revenu intermédiaire ont enregistré des progrès encore plus remarquables, mais il y demeure des inégalités »*. La baisse de la natalité est également un effet positif : dans les pays en voie de développement, le nombre de grossesses attendues par femme est passé de plus de six à la fin des années 50 à trois actuellement.

Combinées, la hausse de l'espérance de vie et la baisse de la natalité ont transformé les structures démographiques et contribué à la croissance économique. Mais, soulignent les auteurs du rapport, *« plus d'un milliard d'individus entreront dans le XXIe siècle sans avoir participé à la révolution sanitaire »*. Les défis qui en découlent sont *« les épidémies nouvelles de maladies non transmissibles et de traumatismes »* (maladies cardio-vasculaires, cancers,...), dont la prévalence augmente aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement, et *« le programme inachevé »* de lutte contre les maladies infectieuses, la malnutrition et les complications de l'accouchement dont les pauvres sont les principales victimes.

D'où l'initiative « Pour un monde sans tabac », afin de combattre un facteur majeur de risque des premières, et le programme « Faire reculer le paludisme », exemple même du second. Le rapport indique que, moyennant une dépense supplémentaire annuelle de 1 milliard de dollars (930 millions d'euros), le total des décès dus au paludisme pourrait être réduit de moitié, soit 500 000 morts de moins par an. Le rapport rappelle que, chaque année, 300 à 500 millions de cas de paludisme sont dénombrés, la plupart en Afrique subsaharienne et avant tout chez des enfants. En Afrique, un décès d'enfant sur quatre est imputable directement ou indirectement au paludisme, un chiffre qui *« pourrait s'abaisser de 20 % »*, selon le rapport.

Paul Benkimoun

Le gouvernement de Nawaz Sharif accentue sa campagne contre la presse

ISLAMABAD
de notre envoyée spéciale

Après avoir placé sous son contrôle la présidence du pays, remplacé de manière peu orthodoxe le président de la Cour suprême, fait démissionner un chef de l'armée, le premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, semble aujourd'hui vouloir s'attaquer à la presse. En une dizaine de jours, un éditorialiste politique a été enlevé, un journaliste a vu sa voiture incendiée, plusieurs ont été menacés et le rédacteur en chef du *Friday Times*, Najem Séthi, a été arrêté en pleine nuit à son domicile de Lahore. Tous ces incidents ont en commun d'être le fait d'agences de sécurité qui ont agi en dehors de tout cadre légal. Quatre jours après l'arrestation de M. Séthi, que le gouvernement accuse d'activités antipakistanaises à la suite d'une conférence qu'il a donné à New Delhi, le lieu de sa détention est toujours inconnu.

Tous les journalistes en cause ont en commun d'avoir écrit des articles critiquant le gouvernement, et en particulier d'avoir reçu une équipe de la BBC enquêtant sur les affaires de corruption de la famille Sharif. *« Le message est clair »*, affirme Malleha Lodhi, rédactrice en chef du journal *The News*, elle-même soumise à de fortes pressions, *« vous ne pouvez pas toucher à la famille régnante »*. Si les attaques contre la presse ne sont pas nouvelles au Pakistan, celles-ci interviennent à un moment où tous les contre-pouvoirs ayant été quasi éliminés, plus rien ne semble pouvoir arrêter le gouvernement. En l'absence de toute opposition organisée, le gouvernement semble agir comme s'il en voulait toujours plus, sans savoir très bien quoi faire de ce pouvoir, tant la situation se dégrade sur tous les plans.

« SÉRIEUX DOUTES » AMÉRICAINS

Dénoncée par l'ensemble de la presse, cette campagne contre les journalistes pourrait toutefois avoir des effets contre-productifs sur le plan international. Dans un communiqué publié par l'ambassade des Etats-Unis à Islamabad, Washington affirme que *« la poursuite de cette campagne fera naître de sérieux doutes dans la communauté internationale sur l'engagement du gouvernement pakistanais à garantir la liberté de la presse et le règne de la loi. Nous demandons fermement au gouvernement de libérer Najem Séthi et tous ceux qui sont détenus et de mettre fin à cette campagne inacceptable contre les journalistes pakistanais. »* Soutenu à bout de bras par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale qui, à la fin de 1998, ont signé un nouvel accord d'aide conditionnel de 5,5 milliards de dollars (5 milliards d'euros), le Pakistan est engagé dans de difficiles négociations avec Washington sur la signature du Traité d'interdictions des essais nucléaires (CTBT).

« Le gouvernement pense qu'il peut faire du chantage à l'arme nucléaire et au danger islamiste », commente un analyste qui préfère garder l'anonymat. La crainte d'une agitation des groupes islamiques radicaux explique en effet en partie les largesses de la communauté financière internationale. Traditionnellement au centre de la vie politique pakistanaise, l'armée, qui ne souhaite pas revenir au premier plan, semble pour l'instant observer. Mais beaucoup, à Islamabad, se demandent jusqu'à quand.

F. C.

NOUS AVONS ENVOYE LES MEILLEURS ARCHEOLOGUES DE FRANCE A BAHREÏN. LEUR MISSION: REGARDER SOUS CHAQUE PIERRE.

(VOICI AUJOURD'HUI CE QU'ILS ONT RAPPORTE.)

Les officiels français n'ont pas mâché leurs mots: "Ne quittez pas Bahrein sans eux" fut leur dernier message.

Après dix ans de mission, les archéologues ont découvert de rares et fantastiques trésors d'une civilisation arabe qui a plus de 4000 ans.

Ils les rapportent aujourd'hui à Paris pour vous les montrer. Faites vos propres découvertes à l'exposition Bahrein-Dilmun. Plus de 500 pièces archéologiques, témoins privilégiés du passé glorieux de Bahreïn, vous sont présentées.

Venez vite. Nous avons promis de les renvoyer à leur pays d'origine.

BAHRAIN PROMOTIONS & MARKETING BOARD

Institut du Monde Arabe
Exposition Bahrein-Dilmun
du 17 mai au 31 Août 1999

Pour plus d'informations sur l'Exposition Archéologique de Bahreïn, téléphonez au: 01 40 51 38 80

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 MAI 1999

Les actionnaires de Valeo sont informés qu'une Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire se tiendra le :

Mardi 25 mai 1999
à 16 heures, salle 61
au Palais des Congrès,
Porte Maillot (Paris 17ème)

Pour assister à cette Assemblée, les actionnaires peuvent obtenir une carte d'admission en s'adressant au Crédit du Nord, 50, rue d 'Anjou, 75008 Paris.

Les actionnaires qui désireraient voter par correspondance doivent, conformément à la loi, en faire la demande par lettre recommandée au Crédit du Nord.

Si les actionnaires ne peuvent pas se rendre à l'Assemblée Générale de Valeo, ils pourront la suivre en direct sur le site Internet du Groupe, en s'inscrivant à partir du 10 mai à l'adresse suivante :

http://www.valeo.com

En se connectant ils pourront écouter les interventions des dirigeants de Valeo et faire défiler les visuels projetés simultanément dans la salle. A l'issue de l'allocution du Président, des questions pourront être posées à Noël GOUTARD, Président Directeur Général qui y répondra en direct.
La législation en vigueur ne nous permettant pas de vous faire participer au vote des résolutions via Internet, les procédures usuelles pour le vote continuent de s'appliquer.

Informations Actionnaires VALEO
43, rue Bayen - 75017 Paris
N° Vert 0 800 81 40 45
http://www.valeo.com

LeMonde Job: WMQ1205--0006-0 WAS LMQ1205-6 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 11:09 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0376 Lcp:700 CMYK

Les ultra-orthodoxes israéliens hésitent à s'engager en faveur de M. Nétanyahou

Un mouvement anti-religieux marque la campagne électorale

Les partis ultra-orthodoxes qui avaient soutenu efficacement Benyamin Nétanyahou en 1996 semblent aujourd'hui plus réticents à accorder leur soutien à un premier ministre en mauvaise posture. Mais les ultra-orthodoxes hésitent également à s'engager en faveur du travailliste Ehoud Barak, sensible à un mouvement antireligieux dans la société et qui a promis qu'il réduirait les subsides qu'ils reçoivent de l'Etat.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le couple – costume-cravate pour monsieur, permanente argentée pour madame – est assis sur le canapé du salon, parlant de choses et d'autres. Soudain le téléphone sonne. Madame s'en empare fébrilement : c'est son fils qui appelle de Chypre où il vient de se marier. Félicitations et cris de joie de maman juive : le petit est enfin casé ! Clap de fin. La scène, tournée pour le parti de gauche Meretz, n'a duré que les quelques secondes d'un spot électoral à la télévision, mais chaque Israélien aura compris le message : pour échapper à la tyrannie des rabbins qui contrôlent l'état-civil et ne reconnaissent que les mariages dont les deux conjoints sont strictement juifs, un de leurs concitoyens – un de plus – a été obligé d'aller convoler à Chypre.

ÉLECTIONS

Alors que les Israéliens élisent, lundi 17 mai, leur cent vingt députés et leur premier ministre, le Meretz a décidé de faire dans l'ironie discrète, ainsi qu'il convient à une formation politique dont les électeurs se recrutent surtout parmi les couches éduquées et aisées de la société. Mais Tommy Lapid, journaliste iconoclaste qui court sous les couleurs du parti Chinoui (le Changement), a fait le choix inverse dans des spots télévisés qui ont la délicatesse du marteau-pilon : *« Un pays où des jeunes font trois ans de service militaire tandis que des milliers d'autres y échappent, étudient la Thora à plein temps dans les* yeshivoth [écoles religieuses]*, ne travaillent pas mais reçoivent quand même de l'argent, ça existe ? Nulle part... sauf en Israël ! »*, assène le candidat dans l'un d'entre eux. Comme de coutume, les ultra-orthodoxes ont répliqué en parlant de propagande nazie...

A en juger par le contenu des spots publicitaires diffusés chaque soir sur les chaînes de la télévision israélienne, le raidissement antireligieux aura été l'un des faits marquants de la campagne électorale en passe de s'achever. Peu de candidats auront échappé à la tentation de se prononcer sur la question, traduisant l'inquiétude qu'éprouve une partie grandissante des Israéliens devant la pression qu'exercent sur la société les religieux ultra-orthodoxes.

Alors que Rafaël Eitan, dirigeant du parti d'extrême droite Tsomet (Carrefour) fait bruyamment campagne contre ce qu'il appelle *« la dictature des religieux »*, Ehoud Barak, candidat travailliste au poste de premier ministre, a clairement indiqué que, s'il était élu, il utiliserait une partie des fonds qui leur ont été généreusement versés par le gouvernement précédent pour financer des logements sociaux, des hôpitaux et des écoles. Il promet également de revoir la loi qui dispense les jeunes religieux du service militaire.

Quant à Nathan Chtcharanski, ministre du gouvernement sortant de Benyamin Nétanyahou où il cohabite avec plusieurs collègues des partis ultra-religieux, il fait désormais campagne en exigeant pour ses électeurs d'origine russe le ministère de l'intérieur. Motif : c'est ce ministère, aujourd'hui tenu par un ultra-religieux du Shass, Eli Suissa, qui chipote aux émigrés de l'ancienne Union soviétique la qualité de juif, leur interdisant du même coup les avantages sociaux qui y sont rattachés. L'aigreur entre les deux ministres, pourtant partenaires de la même coalition majoritaire, est si profonde qu'Eli Suissa a justifié les réticences de son administration en accusant M. Chtcharansky et ses amis de vouloir faire entrer en Terre sainte, sous couvert d'émigration juive, *« des prêtres chrétiens, des prostituées et des escrocs »* tous, circonstance aggravante, amateurs de viande de porc ! Le lendemain, M. Nétanyahou l'obligeait à présenter publiquement ses excuses. Mais il est probable que le premier ministre paiera au prix fort les conséquences d'un conflit où les deux ailes de sa majorité gouvernementale s'opposent de façon irréconciliable.

Selon le mode de calcul, les ultra-orthodoxes représentent de 5 % à 10 % de la population israélienne. Mais il s'agit d'une population idéologiquement et socialement très homogène, qui ne conteste jamais les directives de ses rabbins. Qu'ils votent ou qu'ils manifestent, les *haredim* (les « craignant Dieu ») répondent toujours présent, avec femmes et (nombreux) enfants, aux directives de leurs leaders spirituels. Les avoir avec soi constitue un renfort appréciable. Les avoir contre soi peut être fatal.

DES VOIX CHER PAYÉES

Pendant des décennies, les responsables ultra-religieux se sont satisfaits du partage institué lors de la fondation de l'Etat en 1948 : aux politiciens laïcs les affaires de la cité, aux rabbins la gestion du statut personnel (mariages, divorces, enterrements) et l'intercession pour les bonnes grâces divines. Modérément conservateurs, leurs partis appuyaient l'une ou l'autre des majorités en échange d'avantages divers. La chose a lentement changé dans les vingt dernières années. Petit à petit, par haine de la gauche, synonyme pour eux de déjudaïsation d'un Etat qu'ils voulaient différent des autres, les ultra-religieux ont rejoint les nationalistes, s'imprégnant partiellement de leurs valeurs et de l'idéologie du « Grand Israël ». L'autre branche ultra-religieuse, organisée au sein du parti Shass par les juifs séfarades pauvres, s'est identifiée à la droite par réaction contre l'establishment historique ashkénaze économiquement mieux loti.

L'habileté de M. Nétanyahou aura été, en 1996, de réussir à fédérer ces mécontentements à son profit, rassemblant sous sa bannière les 320 000 électeurs qui votèrent alors pour les partis ultra-orthodoxes. Durant les trois années suivantes, les ultra-religieux ont récupéré leur investissement, et au-delà, gâtés par un gouvernement dépendant du soutien des dix élus du Shass et des quatre élus du Judaïsme unifié de la Thora. Il y a à peine quelques jours, s'inscrivant publiquement en faux contre ceux des siens qui accusaient M. Nétanyahou de ne pas avoir tenu ses promesses à l'égard des *haredim,* le président de la commission des finances de la Knesset, le rabbin Avraham Ravitz, reconnaissait le versement de milliards de shekels (1 shekel vaut environ 1,5 franc) mais refusait d'en révéler le montant *« par peur du mauvais œil »*.

Cette générosité et ce qui a été perçu comme de l'arrogance par la majorité laïque du pays ont provoqué un effet retour qui éclate maintenant au grand jour, mettant dans l'embarras les ultra-religieux dont le candidat naturel, si l'on en croit les sondages, apparaît en bien mauvaise posture.

Symptomatiquement, aucun parti ultra-religieux ashkénaze n'a encore appelé à voter pour M. Nétanyahou. Et le Shass qui, la semaine dernière, s'était engagé à soutenir le premier ministre sortant est en passe de revoir sa copie. C'est qu'appuyer M. Nétanyahou, qui donne des signes certains d'essoufflement, c'est risquer de se couper du prochain pouvoir, luxe que les ultra-orthodoxes, qui ne vivent que des subsides de l'Etat, ne peuvent pas se permettre ; le lâcher, à l'inverse, c'est risquer de favoriser la victoire de l'ennemi qui a déjà annoncé qu'il réduirait sensiblement les crédits versés aux religieux. A moins d'une semaine du premier tour, les ultra-orthodoxes de tous bords cherchent encore la moins mauvaise des solutions.

Georges Marion

Le bras de fer continue autour de la Maison d'Orient

Les autorités israéliennes ont ordonné lundi soir 10 mai la fermeture sous vingt-quatre heures de la Maison d'Orient, siège officieux de l'OLP à Jérusalem. Selon les Palestiniens, cette décision pourrait provoquer une flambée de violence à moins d'une semaine des élections législatives anticipées en Israël. Les Israéliens donnaient aux Palestiniens jusqu'à mardi soir pour fermer ces bureaux de leur propre chef, sinon ils menaçaient de le faire eux-mêmes. *« Il semble que Benyamin Nétanyahou veuille terminer son mandat dans la confrontation et la violence »*, a commenté lundi soir Marwan Barghouti, membre du Conseil législatif palestinien. Une organisation israélienne, Ir Shalem (Une cité entière), a saisi mardi matin la Cour suprême pour faire obstacle à l'ordre de fermeture. – *(AFP.)*

Le patronat allemand accuse une loi de mettre en danger 800 000 emplois

BONN
de notre correspondant

Huit cent mille emplois supprimés : c'est le désastre que provoquerait la nouvelle loi du chancelier allemand Gerhard Schröder sur les petits emplois payés moins de 630 marks par mois (322 euros), selon une étude des chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHT) réalisée auprès de 7 700 entreprises. Depuis le 1er avril, ces emplois, qui concernent 5,6 millions de personnes, sont assujettis à 22 % de cotisations sociales. Les 1,4 million d'Allemands qui exercent ainsi une activité complémentaire doivent en plus payer l'impôt sur le revenu (jusqu'à présent, seul un impôt forfaitaire de 20 % était dû, mais il n'était pas toujours payé).

La loi aurait rendu ces emplois financièrement non attractifs et désorganiserait des pans entiers de l'économie allemande. Selon le DIHT, devraient disparaître 300 000 emplois dans le secteur du nettoyage, 200 000 dans la restauration, 150 000 dans les commerce. 40 % des entreprises ont annoncé leur intention d'essayer de supprimer ces emplois, notamment en les remplaçant par des heures supplémentaires.

LE GOUVERNEMENT DIVISÉ

A l'origine, le ministre du travail Walter Riester voulait remplir les caisses de la Sécurité sociale et lutter contre les abus : les entreprises de service allemandes étaient tentées de « saucissonner » des emplois normaux en petits emplois, afin de ne pas avoir à verser de cotisations sociales. La nouvelle loi a eu pour résultat de supprimer une oasis de flexibilité en Allemagne. Cette législation va à contre-courant du « nouveau centre » de Gerhard Schröder, incarné par son bras droit, le ministre à la chancellerie Bodo Hombach.

En Allemagne, les emplois peu qualifiés coûtent trop cher aux entreprises et rapportent trop peu aux salariés, qui préfèrent souvent travailler au noir ou vivre de l'aide sociale. La suppression des charges sociales sur les bas salaires est un moyen de résoudre ce dilemme. M. Hombach dispose ainsi d'une étude d'économistes suggérant d'exonérer de cotisations sociales les emplois payés moins de 1 500 marks (767 euros) par mois et de réduire les charges pour les emplois payés jusqu'à 2 800 marks (1 432 euros). Les propositions de ce rapport, commandé dans le cadre du pacte sur l'emploi qui réunit gouvernement et partenaires sociaux, s'opposent radicalement à l'esprit de la réforme sur les 630 marks.

Lundi 10 mai, les syndicats ont refusé de discuter de ce rapport lors d'une réunion à la chancellerie, sous prétexte que ses conclusions avaient déjà filtré dans la presse. M. Riester est contre ces mesures, de même que le très libéral patron des industriels allemands (BDI), Hans-Olaf Henkel, qui refuse une subvention durable des bas salaires. Les propositions de M. Hombach servent aussi à préserver l'image de réformateur que M. Schröder s'est forgée pendant la campagne électorale, mais dont les effets tardent à venir, le chancelier n'ayant pas l'autorité nécessaire pour imposer ces réformes à son parti.

Arnaud Leparmentier

LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information
- Executive MBA pour cadres d'entreprise en activité (week-ends et soirées)
- International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (pré-emploi) en entreprise.

Admission : BAC + 4, BAC + 5 • CADRES D'ENTREPRISE (pouvant justifier de plusieurs annees d'expérience)

ISG
INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
NEW YORK - PARIS - TOKYO

DONNEZ RAISON A VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury
ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 26

ETABLISSEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

La Corée du Nord avoue 220 000 morts dus à la famine

TOKYO. Pour la première fois, quatre ans après le commencement de la famine, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a révélé que plus de 200 000 personnes seraient mortes de malnutrition. Jon In-chen, directeur des affaires extérieures du comité responsable des dommages causés par la famine, a déclaré aux membres d'une mission du Programme alimentaire mondial (PAM) en visite dans la région de Komusan, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière chinoise, qu'entre 1995 et 1998 le taux de mortalité était passé de 6,8 à 9,3 pour 1 000. Ce qui signifierait une augmentation de 55 000 morts par an (soit 220 000 personnes si on se base sur le chiffre officiel de la population, 22 millions). Cette évaluation officielle du nombre des morts laisse sceptiques les experts. Il est bien inférieur aux estimations des organismes internationaux et des organisations non gouvernementales apportant leur assistance à la RPDC qui font état de un à trois millions de morts. Ces chiffres sont contestés par Pyongyang. – *(Corresp.)*

Flambée de violence au Timor après l'accord de paix

DJAKARTA. Pour la troisième journée consécutive, des miliciens pro-indonésiens ont attaqué, lundi 10 mai, des partisans de l'indépendance du Timor-Oriental, à Dili, la capitale de cette région occupée par l'Indonésie. Les affrontements, en présence des forces de l'ordre qui sont restées passives, ont ont déjà fait quatre morts et de nombreux blessés. Toutes les victimes, selon le porte-parole de la police à Dili, sont des partisans de l'indépendance de cette ancienne colonie portugaise, envahie et annexée par l'Indonésie en 1976. Les milices anti-indépendantistes, formées, payées et entraînées par l'armée indonésienne, ont redoublé d'activité depuis le début de l'année, lançant contre leurs adversaires une offensive qui a fait au moins une centaine de morts en moins d'un mois à Dili et provoqué des milliers de réfugiés. Aux termes d'un accord signé début mai entre Djakarta et Lisbonne sous les auspices des Nations unies, les Est-Timorais doivent voter le 8 août prochain sur le maintien du territoire au sein de l'Indonésie ou son indépendance. – *(AFP.)*

Accident d'un téléphérique italien : le pilote américain condamné

WASHINGTON. Le pilote d'un avion militaire américain qui avait sectionné le câble d'un téléphérique, provoquant la mort de vingt personnes en février 1998 en Italie, a été condamné lundi 10 mai à six mois de prison et a été congédié du corps des « marines » pour entrave à la justice. Richard Ashby avait été acquitté le 4 mars d'homicide involontaire dans l'accident du téléphérique de Cavalese. Il a cependant été jugé séparément pour entrave à la justice, à la suite du retrait d'une cassette vidéo du cockpit de son appareil de type Prowler. Selon l'accusation, l'enregistrement vidéo aurait montré que l'avion volait trop bas et trop vite lorsqu'il a sectionné le câble. – *(AFP.)*

Les vœux de l'Europe pour le cycle de négociations de l'OMC à venir

LES MINISTRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR des Quinze, réunis lundi 10 mai à Berlin en conseil informel, se sont accordés pour limiter à trois ans le prochain cycle de négociations, qui débutera en novembre à Seattle (Etats-Unis), sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce. Le précédent cycle, l'Uruguay Round, fixé lui aussi à trois ans, avait finalement duré le double (1986-1993). Le « round du Millénaire », que l'Europe souhaite global, portera non seulement sur la libéralisation de l'agriculture et des services mais également sur la réglementation des investissements et des marchés publics. Les ministres se sont par ailleurs prononcés contre la levée de l'embargo européen sur l'importation de bœuf aux hormones en provenance des Etats-Unis, ce qui pourrait provoquer le déclenchement de sanctions américaines. Washington a annoncé l'imposition de droits de douane de plus de 190 millions de dollars (177,5 millions d'euros) sur des produits européens à partir du 13 mai. Ce nouveau conflit entre les Etats-Unis et l'Europe intervient alors que les membres de l'OMC ne se sont toujours pas mis d'accord sur le nom de leur futur directeur général.

DÉPÊCHES

■ **BURKINA FASO : lundi 10 mai, les forces de sécurité burkinabés** se sont opposées à grand renfort de gaz lacrymogène à des étudiants qui voulaient manifester pour l'arrestation de suspects dans le cadre de l'assassinat du journaliste Norbert Zongo. Plusieurs arrestations et l'évacuation de la cité universitaire de Ougadougou avaient ramené le calme en fin d'après-midi. Le campus restait sous haute surveillance policière alors que les étudiants avaient décrété une grève de soixante-douze heures renouvelables dans l'attente des conclusions du conseil extraordinaire des ministres sur le rapport de la commission d'enquête qui s'était tenu lundi. – *(AFP.)*

■ **COMORES : l'Organisation de l'unité africaine (OUA),** réunie lundi 10 mai à Addis-Abeba, a appelé la communauté internationale à rompre toute coopération avec la junte militaire qui a pris le pouvoir le 30 avril aux Comores. Dans le même communiqué, l'OUA annonce le retrait des éléments militaires de son équipe d'observateurs dans le pays tant que *« l'ordre constitutionnel ne sera pas rétabli »*. – *(AFP.)*

■ **GUINÉE-BISSAU : Lisbonne a accordé dimanche 9 mai l'asile politique** au président déchu Bernardo Vieira qui s'était réfugié dans l'ambassade du Portugal à Bissau le 7 mai après avoir été renversé par des soldats mutinés. Selon la junte militaire au pouvoir, il serait autorisé à quitter le pays s'il le souhaite. Par ailleurs, la France a condamné dimanche le coup de force et déplore vivement les atteintes contre les locaux de son ambassade et l'agression de ses ressortissants conduits à se réfugier à l'ambassade du Portugal. – *(AFP.)*

■ **TUNISIE : la police aurait procédé, lundi 10 mai en fin de journée, à l'arrestation** de plusieurs responsables syndicalistes hostiles à l'actuelle direction de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), selon les milieux de l'opposition. Parmi les personnes interpellées figureraient d'anciens secrétaires généraux de l'UGTT, Ali Ben Romdhane et Abdelmajid Sahraoui, ainsi que l'universitaire Abdeljelil Bedoui.

OISE

L'anglais à Oxford
L'anglais à Dublin
L'anglais à Bristol
L'allemand à Heidelberg
L'anglais à Cambridge
L'anglais aux USA

OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loisirs.

Informations et inscriptions:
Bordeaux 05 56 00 99 99 Lille 03 20 40 28 38
Lyon 04 78 24 60 74 Paris 01 53 59 44 44
Rennes 02 99 79 78 44 Strasbourg 03 88 45 38 00

LeMonde Job: WMQ1205--0008-0 WAS LMQ1205-8 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 11:05 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0378 Lcp:700 CMYK

CORSE Plusieurs organisations nationalistes appellent à manifester, samedi 15 mai à Ajaccio, en faveur d'une *« autre politique pour la Corse »*. ● L'AFFAIRE de la paillote Chez Francis et la mise au cause de l'ex-préfet Bernard Bonnet fournissent l'occasion, non seulement aux nationalistes, mais aussi à de nombreux élus de relancer le débat sur l'avenir institutionnel de l'île. Un consensus semble se dégager en faveur d'un accroissement de l'autonomie. ● M. BONNET sera confronté le 18 mai à son ancien directeur de cabinet, Gérard Pardini. ● LE GROUPE RPR devait, mardi 11 mai, interpeller le gouvernement à l'Assemblée nationale sur sa gestion de l'affaire corse. Selon Patrick Devedjian, les déclarations du procureur d'Ajaccio, selon lesquelles *« aucun élément ne permet de remonter plus haut que le niveau local »*, constituent un *« premier bémol »* à l'indépendance de la justice.

Nationalistes et élus corses relancent le débat sur l'autonomie

Plusieurs organisations nationalistes, qui mettent à profit l'affaire de la paillote Chez Francis pour réengager des discussions sur l'avenir institutionnel de l'île, appellent à manifester, samedi 15 mai, à Ajaccio. Leur mot d'ordre : « Pour une société de droit corse : une solution politique »

AJACCIO
de notre envoyée spéciale

C'est à pied, en compagnie du maire d'Ajaccio, Marc Marcangeli (Démocratie libérale), qui venait de le recevoir, lundi 10 mai, peu après 10 heures, que le nouveau préfet de Corse Jean-Pierre Lacroix s'est rendu au monument aux morts pour un traditionnel hommage. Les quelques curieux qui assistaient à ce trajet bonhomme appréciaient : *« Il faut lui laisser le temps. »* José Rossi (DL), président de l'Assemblée territoriale de Corse, venait d'échanger quelques mots avec le préfet.

Le soir même, invité par France 3, Jean-Pierre Lacroix cadrait son message : *« Affirmer qu'il faut rétablir la confiance, cela ne suffit pas. C'est le respect mutuel qui crée la confiance, sans laquelle les dossiers urgents, tels le budget, les contrats de plan, les initiatives dans le domaine social et culturel ne pourraient pas aboutir. La légalité républicaine doit s'appliquer sans aucune distinction, à l'extérieur, comme à l'intérieur des services. Je veux écouter, entendre, me laisser guider, pour mieux comprendre. »*

Davantage que par les premières déclarations du préfet, cette journée du 10 mai fut marquée par une sorte de consensus entre élus et dirigeants de plusieurs tendances de la mouvance nationaliste. En substance, dirent les uns et les autres, *« la Corse doit enfin bénéficier d'une solution politique, après les échecs des gouvernements successifs faisant alterner la carotte et le bâton »*. La solution, *« c'est davantage d'autonomie »*.

POUVOIR LÉGISLATIF DÉLÉGUÉ

Ainsi, par exemple, M. Rossi se garda de réitérer devant la presse ses demandes de démission à Lionel Jospin ou Jean-Pierre Chevènement, qu'il avait exprimées les jours précédents. Le président de l'Assemblée de Corse préféra s'en tenir à un discours plus « corsiste » : *« Une majorité des Corses refuse l'indépendance. Mais elle recherche plus d'autonomie. C'est une île, ce qui la différencie des vingt-deux autres régions françaises. Le pouvoir législatif doit être délégué à l'Assemblée pour la gestion dans les domaines de l'aménagement du territoire, la culture, le développement économique et social, une fiscalité incitative et des transports. Il est beaucoup plus sage de la laisser choisir ses outils de gestion. La Corse a déjà eu deux statuts, celui de Defferre puis celui de Joxe, conçus à Paris. C'est en Corse qu'il faut réfléchir sur ce statut. Nous ne demandons pas plus de moyens, ni plus d'argent, mais que nous ayons les moyens de notre propre développement, sans faire remonter nos choix tous les jours pour décision à Paris. »*

M. Rossi en convient, il n'y a pas de majorité absolue à l'Assemblée de Corse. *« Mais*, dit-il, *des groupes peuvent se rassembler, cela se sent, pour une majorité très large, très claire. »* Selon lui, le Parlement devrait voter une loi-cadre, et la Corse, elle, se chargerait des adaptations.

« LA BANDE À BONNET »

Au moment de l'entrée en fonction de M. Rossi, le Partitu per l'indipendenza (PPI), qui est partie prenante de *« la réconciliation nationale mise en route »* samedi 8 mai à Ponte-Nuovo (*Le Monde* du 11 mai), avait considéré le discours du nouveau président comme *« une avancée extrêmement intéressante »*. Lundi, au cours d'une conférence de presse, les représentants du PPI se sont dits convaincus, à l'inverse de M. Rossi, que *« l'idée d'indépendance est majoritaire dans notre commmunauté. Mais cette autonomie dont on parle tant, que ce soit clair, nous en sommes preneurs. Une autonomie qui offre, et c'est cela la démocratie, la possibilité un jour, dans dix, quinze, vingt ans, si le peuple le désire, d'accéder à l'indépendance. Et cessons d'opposer l'indépendance au fédéralisme européen. L'indépendance, c'est moderne. »*

Accueillant des nationalistes catalans venus apporter *« des preuves détaillées sur le comportement de la bande à Bonnet »* dans les Pyrénées-Orientales, des membres de l'Union du peuple corse (UPC) et de A Cuncolta, la vitrine légale du FLNC-Canal historique, ont eux aussi, abordé la question de l'autonomie. Se référant à Tony Blair, qui accepte l'autonomie écossaise, à l'Espagne et à l'Allemagne, ils ont expliqué que *« la France jacobine est réfractaire à ces réformes nécessaires en Europe»*.

Cette position est également défendue, avec d'autres nuances, par Corsica Nazione qui a obtenu aux élections territoriales du 14 mars un score de 17 %, ralliant la plupart des voix nationalistes éparpillées sur diverses listes au premier tour. Huit de ses élus (sur 51) siègent à l'Assemblée.

Chef de file de Corsica Nazione, Jean-Guy Talamoni rappelle que son mouvement est *« favorable à une évolution institutionnelle »*. *« Nous avons,* rappelle-t-il, *pris depuis plusieurs mois l'initiative de rencontrer les autres groupes pour rechercher un accord sur ce point. »* Il ajoute : *« Aujourd'hui, un consensus semble se faire, ou à tout le moins, une position largement majoritaire des élus de l'Assemblée de Corse en faveur d'une évolution des institutions. Celle-ci doit inclure un pouvoir législatif pour cette Assemblée, la suppression des conseils généraux et la concentration de leurs compétences et de leurs moyens financiers entre les mains de l'Assemblée, l'enseignement obligatoire de la langue corse, les moyens d'un développement économique durale, identitaire et maîtrisé par les Corses, avec notamment un statut fiscal dérogatoire et un code des investissements. Enfin, la reconnaissance du peuple corse demeure plus que jamais à l'ordre du jour. »* Dans le même temps, Corsica Nazione se dit *« prête à dialoguer avec le préfet Lacroix, dès lors qu'il ne poursuit pas la politique néfaste du préfet Bonnet. Les nationalistes ont simplement combattu un système qui n'a rien à voir avec l'Etat de droit et ne reculait pas devant les coups tordus. Mais ils continuent à œuvrer à l'avènement d'une société de droit en Corse, incluant la moralisation de la vie publique. Il est hors de question de mêler notre voix à celle des magouilleurs de tous poils qui ont depuis des décennies conduit la Corse à la ruine, avec la bénédiction des gouvernements successifs qui ont couvert toutes leurs turpitudes, en échange de leur allégeance totale à Paris »*.

Réunis lundi soir à l'université de Corte (Haute-Corse), plusieurs représentants d'organisations nationalistes corses, parmi lesquelles Rinnovu Naziunale, l'UPC, Accolta Naziunale Corsa (ANC), le PPI et A Manca Naziunale, ont retenu la date du 15 mai pour manifester en faveur d'*« une autre politique pour la Corse »*. Unitaire, cette manifestation aura pour mot d'ordre : *« Pour une société corse de droit : une solution politique. »*

D. R.

TROIS QUESTIONS À...

JEAN-GUY TALAMONI

1 Vous êtes le chef de file des élus Corsica Nazione à l'Assemblée territoriale de Corse. Où en est la réconciliation entre les mouvements nationalistes ?

La réunion des quatorze mouvements nationalistes, le 8 mai, est le résultat d'une démarche engagée il y a plusieurs mois, mais elle est aussi liée aux événements de ces derniers jours. Le lieu même de cette rencontre est très symbolique : c'est à Ponte-Nuovo qu'eut lieu, en 1769, la dernière bataille pour l'indépendance de la Corse

. Les organisations nationalistes confirment ainsi leur volonté de poursuivre la démarche de réconciliation nationale et le dialogue, sans préalable et sans tabou. La violence elle-même devient sujet de discussion. Nous avons énormément de choses qui nous rapprochent, même si certaines nous séparent, comme la clandestinité.

Mais ce point de différence n'est pas de nature à nous empêcher de travailler ensemble. La preuve : nous organisons en commun une manifestation le 15 mai. Le week-end prochain, nous poursuivrons aussi le débat dans un séminaire.

2 Qu'attendez-vous de cette manifestation ?

Il s'agit d'une riposte unitaire à l'agression parisienne et aux événements des derniers jours. L'association de malfaiteurs qui sévissait à la préfecture s'apprêtait à commettre d'autres attentats contre des nationalistes afin de créer une situation d'affrontement au sein du mouvement national. Il nous faut donc rétablir la confiance entre nous pour que ce genre de provocation n'ait pas de prise sur les nationalistes. Nous sommes d'ailleurs persuadés que, dans les affrontements passés, il faut parfois voir la main d'une partie de l'Etat français.

3 Est-ce un message d'indépendance pour l'opinion insulaire ?

Au-delà des nationalistes, les Corses refusent la démarche que l'on baptise *« Etat de droit »*, mais qui n'a rien à voir avec l'Etat de droit. Ils souhaitent majoritairement une réponse politique. Parce que nos objectifs n'ont jamais été aussi clairs, nous pouvons confronter notre point de vue à celui des Corses pour rechercher le plus petit commun dénominateur. Nous militons pour le droit à l'indépendance, mais nous ne chercherons jamais à imposer une indépendance dont les Corses ne voudraient pas.

Propos recueillis par Danielle Rouard

Bernard Bonnet sera confronté le 18 mai à son directeur de cabinet

L'ANCIEN directeur de cabinet du préfet Bernard Bonnet, Gérard Pardini, a été placé sous mandat de dépôt à l'issue du débat contradictoire, lundi 10 mai, par le juge d'instruction d'Ajaccio Patrice Camberou. M. Pardini a été mis en examen, mercredi, pour *« complicité de destruction volontaire de biens appartenant à autrui par l'effet d'un incendie en bande organisée »* dans l'affaire de l'incendie criminel du restaurant Chez Francis. M. Pardini doit être confronté, mardi 18 mai, à M. Bonnet.

Ce dernier a cessé, samedi 8 mai, sa grève de la faim après avoir reçu la visite de son avocat, Me Georges Kiejman, à la prison de la Santé.

La justice soupçonne M. Pardini d'avoir joué un rôle, auprès du préfet Bonnet et du colonel Henri Mazères, commandant de la légion de gendarmerie de Corse, dans la planification de destruction clandestine de plusieurs paillotes dont celle appartenant à Yves Féraud, propriétaire du restaurant Chez Francis, incendié dans la nuit du 19 au 20 avril. Cette opération a été réalisée par un commando de cinq membres du groupe de peloton de sécurité (GPS) qui ont déclaré au juge avoir agi sur ordre du colonel. Selon le colonel Mazères, cette action aurait été conduite *« sur instruction formelle du préfet Bernard Bonnet »*.

Les éléments fournis par le colonel indiqueraient, par ailleurs, qu'il aurait, en compagnie de M. Pardini, mis le feu, le 7 mars, à une autre paillote près d'Ajaccio.

« A ce jour, a indiqué au *Monde* un des deux avocats de l'ancien directeur de cabinet, Me Jean-Étienne Giamarchi, *mon client n'a formellement mis en cause personne. Il s'agit avant tout d'identifier le fonctionnement interne de la préfecture et les relations qui existaient entre les hommes qui la dirigeaient. Ce que veut Gérard Pardini, c'est laisser à chacun, dans ce dossier, la possibilité d'assumer, dans la dignité, les décisions qui ont été prises afin d'éviter toutes mises en accusation inutiles. »* Le juge Camberou a affirmé, lundi à Ajaccio, qu'il mènerait ses investigations *« jusqu'au bout »* : *« Toutes les auditions nécessaires seront faites et je mènerai mon enquête jusqu'au bout, jusqu'au bout. Je ne m'arrêterai pas en cours de route »*, a-t-il déclaré.

Jacques Follorou

Le procureur d'Ajaccio étonne le RPR

Patrick Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine et porte-parole de la liste d'*« union de l'opposition »* aux élections européennes, a *« déploré »*, lundi 10 mai, sur RMC, la déclaration du procureur de la République d'Ajaccio, Jacques Dallest, et estimé qu'elle constitue un *« premier bémol »* à l'indépendance de la justice. La veille, le magistrat avait affirmé qu'*« en l'état actuel des investigations, aucun élément ne permet de remonter plus haut que le niveau local »* dans l'affaire de l'incendie volontaire de la paillote de Cala d'Orzu. *« Le procureur n'a pas à préjuger ce qui est en cours »*, a ajouté M. Devedjian, en observant qu'aucun conseiller ministériel n'avait encore été entendu. Le groupe RPR de l'Assemblée nationale s'apprêtait à interpeller le gouvernement, mardi, à ce sujet.

M. Chevènement récuse l'hypothèse d'une « enquête parallèle »

DERRIÈRE LUI défilent des images de la Corse. Pas de maquis ni de mer bleue, mais des hommes encagoulés, des casquettes de préfet, un cerceuil qui sort d'une église. Jean-Pierre Chevènement est venu expliquer, lundi soir 10 mai, sur France 2, dans l'émission « Mots croisés », comment le gouvernement se débat depuis que des représentants de l'ordre et de l'Etat ont pris *« l'initiative imbécile »* et commis *« l'acte aberrant »* de faire brûler une paillote. Et ces images, qui s'affichent en toile de fond, offrent comme un raccourci de ce que le ministre de l'intérieur appelle *« la situation qui prévalait dans l'île »*.

Vu la *« situation qui prévalait dans l'île »*, explique-t-il donc, *« le préfet Bonnet paraissait le plus déterminé »*. Face à lui, les journalistes, les hommes politiques invités – le président de l'UDF François Bayrou, le président de l'Assemblée de Corse José Rossi (DL) –, paraissent déjà convaincus de la culpabilité du préfet. Pas le ministre de l'intérieur. A l'écran, on le revoit brandissant la lettre de M. Bonnet *« parvenue par Chronopost »* dans laquelle le préfet jurait de son innocence. S'il avait menti ? *« Il m'aurait gravement manqué »*, assène M. Chevènement.

C'est vrai, reconnaît-il, l'entretien qu'il a eu avec M. Bonnet, le 27 avril, a été *« assez rude »*. *« Je lui ai posé des questions très directes, notamment : "Peut-on avoir confiance en Gérard Pardini* [le directeur de son cabinet] *?" Il m'a affirmé que lui-même n'avait rien à voir avec cet incendie. "– Et aujourd'hui, vous doutez un peu ?" "– Je doute méthodiquement." »* Le ministre réaffirme avoir rappelé au préfet, le 26 février à Paris, la répartition des rôles dans l'enquête sur l'assassinat de Claude Erignac, mais il refuse l'hypothèse que M. Bonnet ait mené une enquête parallèle. *« Ce sont des rumeurs »*, dit-il. *« – Avez-vous songé à démissionner ? – Jamais. – Vos rapports restent-ils confiants avec Lionel Jospin ? – Absolument. »*

Un reportage montre alors le propriétaire du restaurant Chez Francis reconstruisant, *« avec autorisation »*, sa paillote. A trois pas, un autre restaurateur, installé tout aussi illégalement, assure *: « Ou ils veulent conforter l'Etat de droit et nous faire détruire les paillotes commes on s'y est engagé, le couteau sous la gorge, ou ils acceptent de dialoguer et de parler d'avenir. »* M. Rossi emploie presque les mêmes mots. Il réclame le *« dialogue »* et s'insurge contre les *« tracasseries »* et *« l'application de lois inadaptées à la situation insulaire »*.

« Ecoutez, Claude Erignac était un homme de dialogue, répond M. Chevènement. *Il a été sauvagement assassiné. J'ai vu les photos, je ne les oublie pas. Peut-être le contrôle de légalité s'est-il ensuite exercé avec une certaine brutalité, mais je l'assume. Cette politique était nécessaire, elle le reste. »* Et, comme chacun le regarde avec scepticisme, le ministre soupire seulement : *« Nous espérons que nous trouverons, en Corse, des gens qui relaient la République. »*

Raphaëlle Bacqué

La majorité « plurielle » se dit « sereine » et « unie »

NI LES ÉVÉNEMENTS de Corse ni l'intervention militaire au Kosovo ne sont venus, lundi 10 mai, gâter l'ambiance du déjeuner de Lionel Jospin avec les responsables des différents groupes de la majorité « plurielle » de l'Assemblée nationale. Le dernier exercice du genre remontait au 25 janvier. Outre le Kosovo et la Corse, il y avait aussi, au menu, les retraites, l'audiovisuel et les 35 heures. Le climat a été jugé *« serein »* et, pour un de ses interlocuteurs, le premier ministre est même apparu *« souple dans ses baskets »*. M. Jospin a abordé d'emblée la crise corse, se félicitant de *« la rapidité et de l'efficacité de la justice »*.

Sur ce sujet, aucune des questions qui fâchent n'a été évoquée. De la commission d'enquête sur les *« agissements »* du GPS, réclamée par le député de la Gironde Noël Mamère, le 6 mai, il n'a point été question. Ni de l'impact de la crise corse sur l'image du gouvernement. Les participants ont plutôt manifesté leurs interrogations sur les moyens, par exemple, de favoriser le *« retour à la normale »* sur l'île. *« Chacun peut avoir son regard là-dessus »*, estime-t-on à Matignon.

Après le déjeuner, chacun des partenaires a fait assaut d'amabilité à l'encontre du premier ministre. *« La majorité est tout à fait unie, y compris sur l'actualité la plus brûlante »*, a indiqué Yves Cochet (Verts). S'il y a eu *« de graves erreurs »* et des *« manquements »*, c'est du côté du préfet Bonnet et de son entourage qu'il faut les rechercher, a-t-il ajouté. *« Je crois que c'est un problème qui est confiné à la Corse »*, a indiqué, pour sa part, Alain Bocquet, président du groupe communiste. Quant à Georges Sarre, président délégué du MDC, il a démenti catégoriquement l'existence de tensions entre Matignon et le ministère de l'intérieur (*Le Monde* du 11 mai).

Jean-Marc Ayrault a été frappé par le ton *« chaleureux »* et *« amical »* du déjeuner. Sur la Corse, *« la crise est derrière nous »*, affirme-t-on dans l'entourage du président du groupe socialiste, en soulignant que la responsabilité du gouvernement, dans cette affaire, a été écartée par le procureur de la République. Déjà, la semaine précédente, lors des réunions des groupes, les députés « pluriels » n'avaient pas émis le moindre doute sur la non-responsabilité du gouvernement.

La discussion sur le Kosovo a permis de dissiper d'autres malentendus pendants. Le premier ministre a pu expliquer qu'il n'est pas imaginable de suspendre les frappes aériennes contre le régime de Belgrade tant que les cinq points contenus dans le plan de paix proposé par l'ONU n'auront pas été acceptés par Slobodan Milosevic. Cela a permis à M. Bocquet de rappeler que l'intervention militaire de l'OTAN au Kosovo ne constitue pas un *« casus belli »* pour les communistes, dans l'attente d'une réunion de leur conseil national, le 25 mai. MM. Bocquet et Sarre ont toutefois répété leur souhait de voir les frappes s'arrêter *« le plus vite possible »*.

Alain Beuve-Méry

LeMonde Job: WMQ1205--0009-0 WAS LMQ1205-9 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 11:02 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0379 Lcp:700 CMYK

Le patronat s'isole dans son refus de hausse des cotisations retraite

Les syndicats sont opposés à une baisse du niveau des pensions

Le Medef (ex-CNPF) a réaffirmé, lundi 10 mai, lors d'un colloque organisé par Liaisons sociales, son refus de toute hausse des cotisations, alors que les syndicats jugeaient que c'est un des moyens d'éviter la baisse des pensions dans les prochaines années. Le fossé se creuse entre les partenaires sociaux.

GEORGES JOLLÈS était bien seul, lundi 10 mai, au cours du colloque sur les retraites organisé par le groupe de presse Liaisons sociales. Venu avec comme seules propositions de porter la durée de cotisation à quarante-cinq ans et de geler toute augmentation des cotisations qui alimentent les régimes par répartition, le vice-président du Medef (ex-CNPF) chargé de la protection sociale est reparti avec ce message clair de l'ensemble des syndicats, de la CGT à la CFE-CGC : la sauvegarde du système, menacé par le déséquilibre entre actifs et retraités, passe par une série de remèdes, y compris un effort accru des salariés et des entreprises.

Deux semaines après la publication du rapport du Plan sur les retraites (*Le Monde* du 30 avril), le Medef, qui souhaite une réforme radicale et *« urgente »*, voit se dessiner un début d'unité syndicale pour rejeter son argumentaire. *« On pourra difficilement échapper à une augmentation des cotisations »*, a estimé Jean-Luc Cazettes (CFE-CGC), président de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, expliquant que les cotisations des salariés ont progressé de 66 % depuis 1980 et celles des employeurs de 4 % seulement. Jean-Marie Toulisse, secrétaire national de la CFDT, une des organisations les plus ouvertes à la réforme, juge la position patronale *« archaïque »*.

Favorable à une hausse des cotisations, Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire confédéral de la CGT, a reconnu qu'il ne faut pas pénaliser les secteurs fragiles et qu'une réforme de l'assiette des cotisations patronales s'impose. Marc Vilbenoît, président de la CFE-CGC et de l'Agirc (régime des cadres), a également réclamé une telle réforme, estimant nécessaire de *« compléter les prélèvements sur la masse salariale par un prélèvement sur les richesses produites, car elles continueront à croître »*. Lui aussi partisan d'une hausse des cotisations, Marc Blondel, secrétaire général de FO, a proposé d'affecter une partie de la taxation des heures supplémentaires au fonds de garantie des retraites – créé en 1999, mais doté de 2 milliards de francs (305 millions d'euros) seulement.

UN MEILLEUR PARTAGE

« Peut-on accepter comme perspective la baisse continue du niveau des pensions ? », s'est interrogé M. Vilbenoît. *« Dans la plupart des pays voisins, le cœur du débat porte sur le taux de remplacement »* des salaires par les pensions, a renchéri M. Le Duigou. Là réside la principale opposition entre le patronat et les syndicats : le premier assure qu'il faut adapter en permanence le niveau des retraites par répartition aux capacités de l'économie à les financer ; les seconds souhaitent, avec des nuances importantes, que les salariés disposent d'un certain pourcentage de leur dernier salaire quand ils prennent leur retraite (environ 70 %), un meilleur partage de la richesse créée permettant de financer cet effort.

En proposant d'allonger la durée de cotisation de vingt trimestres et en rejetant toute hausse des prélèvements, le Medef commence à planter le décor des négociations qui auront lieu, fin 1999, sur les régimes de retraite complémentaire des salariés. En avril 1996, le CNPF avait accepté, bon gré, mal gré, une hausse des cotisations étalée sur plusieurs années, permettant à l'Arrco de dégager des excédents relativement importants jusqu'en 2009-2010. En revanche, le problème reste entier pour le régime des cadres (Agirc), dont la situation est d'ores et déjà très dégradée. La négociation sur les retraites, comme celle sur l'Unedic, fournira au patronat une occasion de montrer qu'en matière de gestion des régimes paritaires il y a bien un avant et un après-Seillière.

Jean-Michel Bezat

L'opposition interne de la CFDT perd la Basse-Normandie

C'EST une vrai coup de théâtre. Et une défaite symbolique très rude pour l'opposition à la ligne de Nicole Notat au sein de la CFDT. Près de cinq mois après le congrès de Lille, qui avait vu la mise en échec du courant « Tous ensemble », aujourd'hui dissous, les contestataires viennent de perdre un bastion historique avec le changement de majorité qui s'est produit, les 6 et 7 mai, à Hérouville (Calvados) lors du congrès de l'union régionale CFDT de Basse-Normandie.

C'est la défection inattendue de cinq responsables sur la liste présentée par la direction régionale, menée par Etienne Adam, l'un des principaux animateurs de « Tous ensemble », qui a provoqué ce basculement. Secrétaire général de cette union régionale depuis 1995, M. Adam a quitté ses fonctions. Il a été remplacé par Daniel Jamme, un « permanent » au profil nettement plus confédéral.

Traditionnellement remuante, l'union régionale de Basse-Normandie était pratiquement dans l'opposition depuis 1974, date à laquelle elle avait contesté vigoureusement le rapprochement de la CFDT avec le PS. En 1980, elle menait une vaste campagne contre la convention sur l'intérim. Depuis 1995, cette union régionale était la principale structure interprofessionnelle contrôlée par l'opposition à Mme Notat, si l'on met de côté la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, au positionnement moins affiché. L'ex-« Tous ensemble » voit désormais ses leviers « interpro » se réduire à la région Auvergne, qui pèse peu en termes de mandats.

L'opposition CFDT traverse une passe d'autant plus difficile que le congrès de Lille a donné des ailes aux partisans de la ligne confédérale. Quelques semaines, à peine, après ce congrès, des responsables des transports urbains avaient tenté, en vain, un jeu identique de bascule à la fédération des transports qui, parmi les branches professionnelles, demeure l'un des « noyaux durs » de l'opposition.

POSSIBLE RALLIEMENT À LA CGT

Ces tentatives de reprise de contrôle, domino par domino, émanent-elles de la direction confédérale elle-même ? Pour M. Adam, *« l'opération de Basse-Normandie n'aurait pu avoir lieu s'il n'y avait eu des forces confédérales derrière »*. *« Il n'y a qu'à voir le comportement des représentants de l'arsenal de Cherbourg, totalement acquis à la ligne Notat, qui se sont immédiatement engouffrés dans la brèche »*, dit-il. Les contestataires de Basse-Normandie n'ont pas encore pris de décision sur un éventuel départ de la CFDT, mais celui-ci n'est pas exclu d'emblée, certains évoquant un possible ralliement à la CGT. « Putsch » ou pas, l'affaire bas-normande pose crûment la question de l'avenir de l'opposition, qui peine, aujourd'hui, à définir une nouvelle ligne politique. Lors du récent conflit à la SNCF, la fédération des transports a eu du mal à faire entendre une voix clairement identifiée. Elle a semblé se contenter de coller à la stratégie d'apaisement affichée par la CGT. Par ailleurs, intervenant quelques jours à peine après la mise à l'écart de trois syndicalistes de Renault, parmi lesquels Daniel Richter, délégué central adjoint du groupe automobile, l'affaire de Basse-Normandie semble témoigner également d'un certain durcissement de la direction confédérale, très remontée contre les remous internes provoqués par les négociations sur les 35 heures chez Renault.

L'union régionale de Basse-Normandie avait apporté un soutien très appuyé à la CFDT de Renault-Véhicules industriels de Blainville. Cette dernière s'est singularisée en organisant avec la CGT un référendum au terme duquel, à 90 % des voix, ont été rejetées les propositions de passage aux 35 heures émanant de la direction de la filiale poids lourds de Renault.

Caroline Monnot

Dominique Strauss-Kahn annonce la fin du « trou d'air » subi par l'économie

Pour le ministre des finances, la « confiance » revient chez les chefs d'entreprise et persiste parmi les ménages. Les économistes ne partagent pas tous son optimisme

LE MINISTRE de l'économie, des finances et de l'industrie invite les passagers du vol « France » à déboucler leurs ceintures de sécurité. Pour Dominique Strauss-Kahn, cela ne fait plus de doute : le *« trou d'air »* – le ralentissement conjoncturel qu'a subi la France depuis l'été 1998, contre-coup des différentes crises internationales – est terminé. *« L'hiver a été rigoureux, le printemps s'annonce beaucoup plus clément »*, a-t-il déclaré, le 9 mai, au « Club de la presse d'Europe 1 ». Et d'argumenter : *« La confiance est là. Elle n'a pas quitté les particuliers – le niveau de consommation est resté élevé – et revient chez les chefs d'entreprise. »*

La demande mondiale semble avoir cessé de baisser. Sa chute, consécutive aux turbulences financières asiatiques, russes et brésiliennes, avait atteint de plein fouet les industriels. *« Certains pays asiatiques, comme la Corée, importent de nouveau. Les Etats-Unis continuent d'acheter en masse à l'étranger. Certaines matières premières, comme le pétrole et l'acier, voient leurs prix remonter. Le trafic mondial de conteneurs est reparti depuis un mois »*, observe Eric Chaney, économiste chez Morgan Stanley.

Cependant, Patrick Artus, de la Caisse des dépôts et consignations, est beaucoup plus sceptique. *« Même si la chute de la demande mondiale est stoppée,* dit-il, *il y a peu de chances qu'elle redémarre nettement et durablement : il y a des surcapacités partout, notamment en Asie. »* Côté européen, les perspectives ne sont pas florissantes : même si l'Allemagne et l'Italie – dans les dernières enquêtes de conjoncture européenne, que l'Insee devait publier mardi 11 mai – paraissent plus optimistes, il est peu probable qu'elles affichent un taux de croissance supérieur à 1,5 % pour 1999. *« La crise financière internationale n'est pas forcément finie. Des ajustements du change en Chine et à Hongkong ne sont pas exclus. Un krach boursier à Wall Street non plus »*, juge, aussi, Christian de Boissieu, du Centre d'observation économique.

ONDE DE CHOC À VENIR

En France, les chefs d'entreprise ne semblent toutefois pas convaincus de ce retournement de conjoncture. Leur moral est hésitant : leurs perspectives générales continuent de se dégrader, mais, en même temps, leurs perspectives individuelles, concernant leurs propres entreprises, s'améliorent très légèrement. *« La demande globale et la demande étrangère devraient se redresser au deuxième trimestre 1999 »*, soulignait l'Insee dans sa dernière enquête trimestrielle dans l'industrie, en date du 6 mai.

Ce redressement ne devrait pas se traduire par une remontée de l'emploi industriel. *« Il est vrai que la situation internationale a l'air, aujourd'hui, stabilisée, mais, même si c'est le cas, les effets du choc externe que nous avons subi ne se sont pas encore tous fait sentir. Il faudra du temps pour qu'ils passent à travers notre économie »*, estime M. Artus. L'emploi,les salaires, les revenus et les dépenses vont se trouver affectés, même si personne, aujourd'hui, ne fait de catastrophisme.

Au premier trimestre, les salaires, sous l'effet de la mise en place des 35 heures et de la conjoncture, n'ont pas augmenté, et la désinflation s'est arrêtée. La consommation, si elle est restée exceptionnellement forte, pourrait s'en ressentir, à l'avenir, d'autant plus que la baisse du chômage devrait continuer à un rythme moins rapide qu'en 1998. D'ailleurs, en avril, le moral des ménages s'est dégradé. Certes, les Français restent aussi optimistes qu'au lendemain de la Coupe du monde de football, mais la légère remontée du chômage en février – avant une forte baisse en mars – a, selon l'Insee, *« fortement »* dégradé leurs anticipations en la matière. Les Français s'inquiètent également de l'évolution de leur niveau de vie : ils intègrent, à la fois, la fin de la désinflation et la perspective de la modération salariale.

Le « trou d'air », s'il finit par affecter la confiance des ménages, jusque-là inébranlable, n'épargne déjà pas les services, même si ses effets, sur ce secteur abrité, sont nettement moins brutaux que dans l'industrie. Les services aux entreprises, notamment le travail temporaire, ont été les plus affectés, mais les services aux particuliers n'en sortent pas indemnes. Selon l'Insee, l'activité, dans les services marchands, a *« nettement »* ralenti au premier trimestre. M. Strauss-Kahn est dans son rôle quand il annonce la fin de la turbulence, mais celle-ci risque d'avoir encore des effets sur l'économie française.

Virginie Malingre

Il était une fois
des vols longs courriers à destination
de l'Amérique à
partir de 2032 F*

Vous avez envie de vous envoler vers d'autres horizons ? Partez à la découverte de l'Amérique : Nord ou Sud ? Nord et Sud ? Caraïbes ? C'est à vous de choisir parmi les 26 destinations et les 121 vols par semaine que vous propose Iberia à des tarifs très compétitifs.
Contactez votre agence de voyage ou Iberia au 0 802 075 075 (0,99F la mn) ou 36 15 Iberia.

*Prix aller-retour Paris-New York TTC. Conditions spéciales d'application. Promotion valable jusqu'au 15/06/99.

IBERIA
SE SENTIR CHEZ SOI DANS L'ESPRIT DES AILES

jeudi 13 mai

Les Grands Magasins de Paris et de la région parisienne seront ouverts le 13 mai, jeudi de l'Ascension.

B.H.V. RIVOLI, FLANDRE, TOUS CENTRES COMMERCIAUX ET BANLIEUE • **LE BON MARCHÉ RIVE GAUCHE** • **C & A** RIVOLI, MONTPARNASSE, HAUSSMANN, LA DÉFENSE • **GALERIES LAFAYETTE** HAUSSMANN, MONTPARNASSE, ÉVRY 2 • **MARKS & SPENCER** HAUSSMANN, RIVOLI, LA DÉFENSE ET BANLIEUE • **PRINTEMPS** HAUSSMANN, ITALIE, NATION, PARLY ET VÉLIZY • **SAMARITAINE** RIVOLI

LeMonde Job: WMQ1205--0010-0 WAS LMQ1205-10 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:46 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0380 Lcp:700 CMYK

La polémique au sujet de la découverte de la grotte Chauvet devant la justice

Trois hauts fonctionnaires du ministère de la culture comparaissaient pour faux et usage de faux

Trois hauts fonctionnaires du ministère de la culture comparaissaient, lundi 10 mai, devant le tribunal correctionnel de Lyon pour *« faux en écritures publiques »* et *« usage de faux »*. Ils sont accusés d'avoir voulu priver le spéléologue qui a découvert la grotte Chauvet des retombées financières en antidatant une autorisation de prospection. Pour deux d'entre eux, le procureur a demandé des amendes.

LYON
de notre corresponant régional

Les trois spéléologues amateurs qui ont découvert le 18 décembre 1994, en Ardèche, la « grotte Chauvet », une cavité ornée de plus de trois cents peintures rupestres vieilles de 33 000 ans, ont-ils été volontairement privés, par les fonctionnaires du ministère de la culture, des retombées de leur découverte ? Trois hauts fonctionnaires du ministère de la culture comparaissaient, lundi 10 mai, pour « *faux en écritures publiques* » et « *usage de faux* » devant le tribunal correctionnel de Lyon, présidé par Daniel Muller.

Jean-Pierre Daugas conservateur régional de l'archéologie en Rhône-Alpes et Patrice Beghain, ancien directeur des affaires culturelles de Lyon (DRAC), ont reconnu avoir antidaté au 14 décembre 1994 une autorisation de prospection destinée à couvrir les frais – 15 000 francs – engagés par M. Chauvet, qui est à la fois un spéléologue amateur et un fonctionnaire de la DRAC chargé de la surveillance des grottes ornées du département de l'Ardèche. Ce document s'était finalement retourné contre lui : en affirmant que M. Chauvet était en mission officielle, cette autorisation l'empêchait de bénéficier des retombées financières qui lui auraient été dues si sa découverte avait été fortuite.

« L'AFFAIRE DE A À Z »

Ce document adressé à M. Chauvet le 3 janvier 1995 fut utilisé par Maryvonne de Saint-Pulgent, ex-directice du patrimoine au ministère de la culture, aujourd'hui membre du Conseil d'Etat. *« Mme de Saint-Pulgent a mené l'affaire de A à Z »*, a affirmé Jean Clottes, conservateur général du patrimoine et responsable scientifique des fouilles de la grotte Chauvet. Dès le 18 janvier fut évoqué le projet de baptiser le site « grotte de Vallon-Pont-d'Arc » plutôt que grotte Chauvet. On voulut ensuite interdire à M. Chauvet d'accéder au site. On le menaça enfin de révocation s'il maintenait la procédure contentieuse contre l'Etat cosignée avec les propriétaires du lieu de sa découverte et s'il ne se soumettait pas au conditions du ministère de la culture. Enfin, l'administration voulu empêcher l'exploitation, par Jean-Marie Chauvet, de ses photos alors que les fonctionnaires de la rue de Valois commercialisaient auprès de l'agence Sygma leurs propres documents.

« *Ce sont des agissements de République bananières* », a affirmé l'un des avocats de M. Chauvet, Jean-Louis Abad. « *Sanctionner quelqu'un qui découvre un tel trésor, c'est une catastrophe*, a ajouté M. Clottes. *C'est toute une politique d'exploration qui tombe à l'eau. Découvrir une grotte c'est un bonheur. Cette affaire va transformer les autres découvertes en nids à litiges.* » A l'audience, Mme de Saint Pulgent a cependant maintenu sa version. *« M. Chauvet est fonctionnaire. Il était en mission lorsqu'il a découvert la grotte. La propriété des photographies est entièrement gouvernée par son statut. »*

Jean-Marie Chauvet, qui a découvert la grotte lors d'une visite souterraine effectuée pendant une période de congé, a certes commis des maladresses. Il a ainsi attendu dix jours avant de signaler à la DRAC sa découverte « *fortuite* », et cela après avoir réalisé plus de trois cents photographies ainsi qu'un film vidéo.

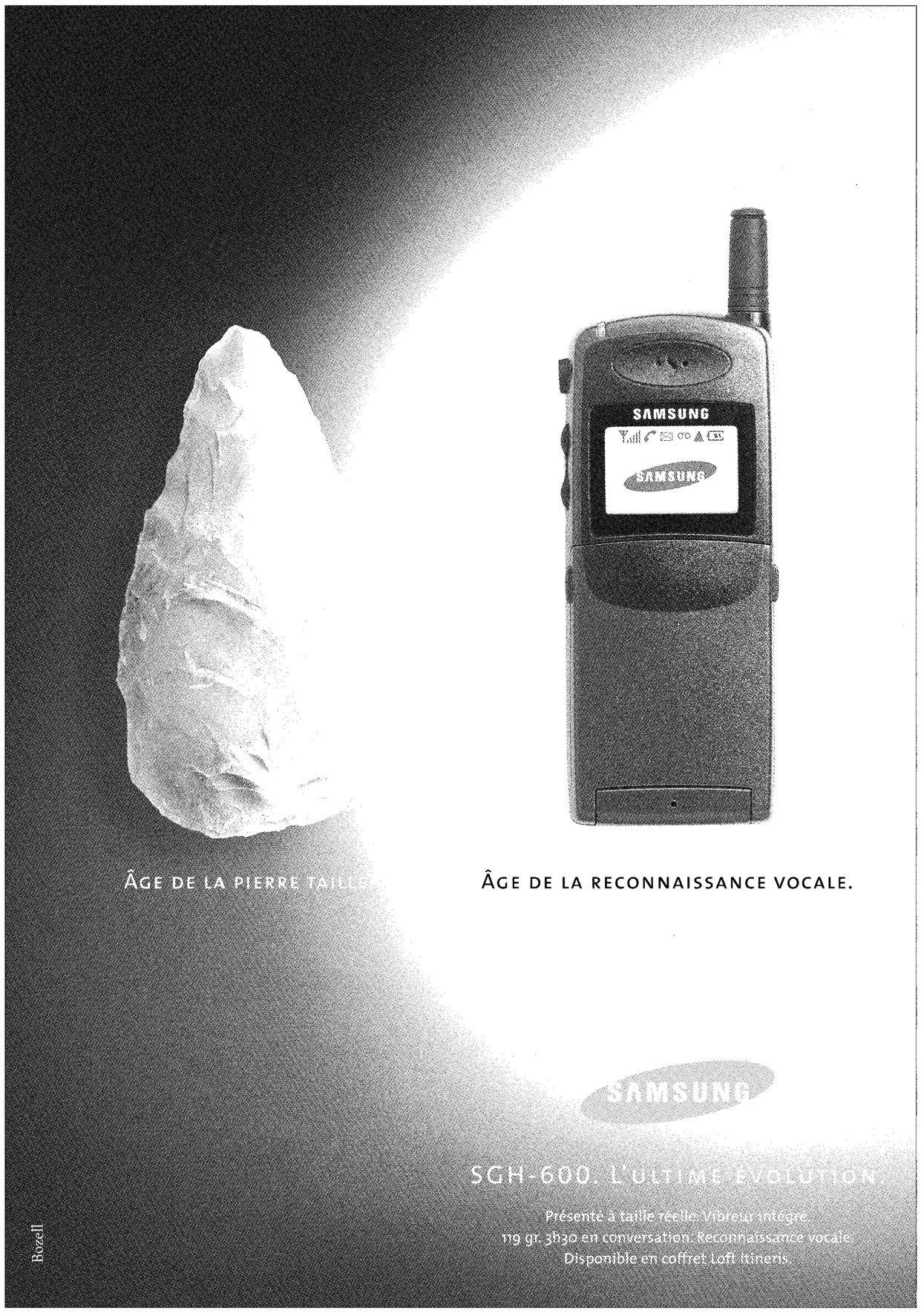
CONFÉRENCE DE PRESSE

Celui-ci servira à illustrer la conférence de presse du ministre de la culture, Jacques Toubon, le 18 janvier 1995 à Paris, en présence du découvreur.

Le procureur-adjoint de Lyon, Thierry Ricard, a déploré les « *ambiguïtés* » des intentions des uns et des autres ainsi que « *l'accumulation de maladresses et de ratages lamentables* » qui ont ponctué cette affaire. Estimant que ces faux sont « *classiques* », il a toutefois prononcé un réquisitoire modéré à l'encontre des deux fonctionnaires de la DRAC contre lesquels il a réclamé une peine d'amende de 5000 à 10 000 francs. Il a laissé à l'appréciation du tribunal le cas de Maryvonne de Saint-Pulgent.

Jugement le 18 juin

Claude Francillon



Le procès des escroqueries du Sentier renvoyé au 4 octobre

LE PROCÈS des escroqueries du Sentier, le quartier parisien de la confection, qui s'est ouvert, lundi 10 mai, devant la 31e chambre du tribunal correctionnel de Paris a été renvoyé au 4 octobre. Les 6 prévenus qui se trouvaient en détention provisoire ont été libérés et placés sous contrôle judiciaire. Le tribunal, présidé par Anny Dauvillaire, a pris cette décision en raison d'un recours en annulation déposé par un prévenu devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris qui risquait de mettre en cause le bon déroulement du procès.

Eric Abitbol, l'un des cent vingt-quatre prévenus, conteste les conditions de sa garde à vue au cours de laquelle ses droits ne lui auraient pas été régulièrement notifiés (*Le Monde* du 11 mai). La chambre d'accusation doit examiner le cas Abitbol le 18 mai et sa décision pourrait conduire à l'annulation d'actes de procédures découlant de la garde à vue incriminée. Les prévenus, dont quinze sont en fuite à l'étranger, sont poursuivis notamment pour *« escroquerie, escroquerie en bande organisée, faux et usage de faux, recel, blanchiment aggravé, séjour irrégulier et banqueroute »*.

DÉPÊCHES

■ **RECHERCHE :** environ deux cents chercheurs se sont rassemblés, lundi 10 mai, devant le campus de Jussieu, à Paris, pour la journée d'action à l'appel des syndicats. Protestant contre *« le pilotage autoritaire de la recherche »*, les manifestants demandaient l'ajournement d'un comité interministériel qui, fixé au 1er juin, doit arrêter les priorités du gouvernement dans ce secteur (*Le Monde* du 8 mai).

■ **DISCRIMINATION : la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry,** devait réunir les partenaires sociaux, mardi 11 mai, pour une table ronde sur les discriminations raciales, notamment dans le monde du travail. A la suite de la publication, en 1998, d'un rapport du Haut Conseil à l'intégration (HCI) révélant l'ampleur du phénomène en France, Martine Aubry a présenté le 21 octobre des mesures contre les discriminations, rappelant que la réussite de la politique d'intégration des jeunes d'origine immigrée en découlait.

■ **35 HEURES : près d'un Français sur deux (49 %) estime que la mise en place des 35 heures est une bonne mesure**, contre 39 % qui la trouvent mauvaise, selon un sondage Sofres réalisé du 27 au 29 avril, auprès d'un échantillon de 1 000 personnes âgées de dix-huit ans et plus selon la méthode des quotas, et publié mardi 11 mai par un ensemble de journaux régionaux. Chez les salariés, seuls 17 % se déclarent *« non concernés »*. Un Français sur cinq (21 %) estime que la seconde loi doit confirmer le caractère rapide et obligatoire des 35 heures, mais 70 % préfèrent qu'elle laisse jouer la négociation.

Quatre élections cantonales partielles

GARD
Genolhac (second tour).
I., 3 373 ; V., 2 245 ; A., 33,44 % ; E., 2 162.
Guy Laganier, PCF, m. de Chambon, 1 076 (49,77 %)... *ÉLU*
Jean-Louis Munoz, div. g., m. de Chamborigaud, 653 (30,20 %) ; Roger Bacon, div. d., m. de Ponteils-et-Brésis, 433 (20,03 %) ; Jean-Pierre Olivier, PS, m. de Génolhac, 0.

[Le communiste, Guy Laganier, cinquante-trois ans, a été élu sans surprise, dimanche 9 mai, conseiller général du canton de Génolac (Gard). Arrivé en tête au premier tour, il distance ses deux adversaires grâce à un assez bon report des voix du socialiste, Jean-Paul Olivier, qui s'était désisté en sa faveur. Fief du PCF, le canton de Génolac était détenu depuis 1970 par Narcisse Bolmont, décédé en mars.

2 mai 1999 : I, 3 373 ; V., 2 196 ; A., 34,89 % ; E., 2 123 ; Guy Laganier, PCF, m. de Chambon, 784 (36,93 %) ; Jean-Louis Munoz, div. g., m. de Chamborigaud, 477 (22,47 %) ; Roger Bacon, div. d., m. de Ponteils-et-Brésis, 393 (18,51 %) ; Jean-Pierre Olivier, PS, m. de Génolhac, 371 (17,48 %) ; Rémy Marec, FN-MN, 50 (2,36 %) ; Jean-Marie Roux, div. d., 48 (2,26 %).]

LOT
Cahors - nord-est (second tour).
I., 5 020 ; V., 2 379 ; A., 52,61 % ; E., 2 251.
Michel Roumégoux, UDF, 1 195 (53,09 %)... *ÉLU*
Bernard Delpech, s., PS, 1 056 (46,91 %).

[Arrivé en tête au premier tour devant le conseiller sortant socialiste, Michel Roumegoux (UDF) a confirmé, dimanche 9 mai, en l'emportant assez nettement. Il retrouve ainsi le siège qu'il avait perdu en mars 1998. Pour les socialistes, la déception est d'autant plus forte que les trois candidats PS, PCF et Verts du premier tour disposaient, sur le papier, de la majorité.

2 mai 1999 : I, 5 020 ; V., 1 984 ; A., 60,48 % ; E., 1 907 ; Michel Roumégoux, UDF, 848 (44,47 %) ; Bernard Delpech, PS, 682 (35,76 %) ; Marie Piqué, PCF, 183 (9,60 %) ; Lounis Bourad, Verts, 116 (6,08 %) ; Honoré Constant, FNUF, 78 (4,09 %).

15 mars 1998 : I, 4 986 ; V., 3 009 ; A., 39,65 % ; E., 2 848 ; Bernard Delpech, PS, 1 448 (50,84 %) ; Michel Roumégoux, UDF, c. m., 1 400 (49,16 %).]

DORDOGNE
Villefranche-de-Lonchat (premier tour).
I., 3 447 ; V., 2 117 ; A., 38,58 % ; E., 2 016.
Emmanuel Espanol, MDC, c. r., 1 027 (50,94 %)... *ÉLU*
Marcel Lesbeguerie, div. d., m. de Minzac, 930 (46,13 %) ; Georges Metelle, PS diss., 59 (2,93 %).

[La gauche plurielle a enregistré un succès, dimanche 9 mai, en emportant dès le premier tour un canton détenu par la droite. Agé de trente ans, Emmanuel Espanol (MDC), conseiller régional et employé au ministère de l'intérieur, se présentait avec le soutien du PS et du PCF ; il a fait la démonstration que la suprématie de la droite dans ce canton était essentiellement liée à la personnalité de Roger Guionneau, médecin de campagne apprécié, conseiller général depuis 1973 et décédé en avril. La gauche plurielle consolide sa majorité : elle détient désormais 32 sièges sur les 50 de l'assemblée départementale.

15 mars 1998 : I, 3 427 ; V., 2 515 ; A., 26,61 % ; E., 2 412 ; Roger Guionneau, div. d., 879 (36,44 %) ; Emmanuel Espanol, MDC, 556 (23,05 %) ; Thierry Boide, div. d., 552 (22,89 %) ; Raymond Arnaud, div. g., c. m., 207 (8,58 %) ; Jean-Jacques Bourdee, FN, 125 (5,18 %) ; Jeanne Veyssiere-Leguen, PCF, 75 (3,11 %) ; Georges Metelle, div. g., 18 (0,75 %).]

SEINE-MARITIME
Boos (premier tour).
I., 25 624 ; V., 9 188 ; A., 64,14 % ; E., 8 918.
Ball. : Michel Jeanne, PS, m. de Neuville-Chant-d'Oisel, 1 999 (22,42 %) ; Philippe Leroy, UDF, m. de Franqueville-Saint-Pierre, 1 939 (21,74 %).
Elim. : Armelle Dersy, UDF, adj. m. du Mesnil-Esnard, 1 866 (20,92 %) ; Philippe Vue, Verts, 1 217 (13,65 %) ; Philippe Guilliot, PCF, m. d'Ymare, 794 (8,90 %) ; Josette Bossard, FN-MN, 591 (6,63 %) ; Nicolas Denis, La Droite, 512 (5,74 %).

[Le socialiste Michel Jeanne, maire de La Neuville-Champ d'Oisel, a bénéficié de la division de la majorité départementale UDF-RPR qui a présenté deux candidats UDF pour succéder à Bernard Grassin-Delyle (UDF), décédé. La très faible participation pour ce premier tour n'est pas de nature à altérer la position de Philippe Leroy, maire UDF de Franqueville-Saint-Pierre, pour le second tour. Le FN s'effondre, ce dont a profité un candidat du mouvement La Droite. Le PCF recule légèrement alors que le candidat des Verts reste stable dans ce canton, cadre habituel de débats environnementaux depuis vingt-cinq ans en raison de la présence de l'aéroport de Rouen et maintenant d'un projet de rocade autoroutière.

20 mars 1994 : I, 23 814 ; V., 13 519 ; A., 43,23 % ; E., 12 929 ; Bernard Grassin-Delyle, UDF, 5 198 (40,20 %) ; Michel Jeanne, PS, 2 614 (20,22 %) ; Philippe Hélène, FN, 1 845 (14,27 %) ; Philippe Vue, Verts, 1 755 (13,57 %) ; Philippe Guilliot, PCF, 1 517 (11,73 %).]

LeMonde Job: WMQ1205--0011-0 WAS LMQ1205-11 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 11:02 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0381 Lcp:700 CMYK

L'histoire « aux portes de la légende » de l'ex-mercenaire Bob Denard

Devant la cour d'assises de Paris, plusieurs anciens responsables du contre-espionnage français ont décrit un « homme d'honneur », « droit et loyal »

IL EST DES VIES qui font des livres, et le président de la cour d'assises de Paris, Yves Corneloup, puise abondamment dans deux hagiographies consacrées à l'existence tumultueuse et épaisse de l'ancien mercenaire Bob Denard. Il est des vies qui font des films d'aventures, et la firme américaine Warner a bien failli, dans les années 80, produire celle du « vieux », alias « colonel papa ». Clint Eastwood était sur les rangs, mais l'affaire, finalement, ne se fit pas. Il est des vies qui font de copieux documentaires, et la cour d'assises de Paris, lundi 10 mai, projette celui que la chaîne câblée Planète a opportunément diffusé, la semaine passée.

PROCÈS

Etrange procès que celui de Bob Denard, soupçonné de l'assassinat, en novembre 1989, de l'ancien président comorien Ahmed Abdallah. Encore éloignée des faits, qu'elle doit aborder mardi 11 mai, la cour d'assises se prend presque à juger une vie, toujours riche en parts d'ombre, mais aussi en possibles préjugés et clichés ou, à l'inverse, en trop douces romances : *« L'Histoire écoutée aux portes de la légende »*, a justement noté l'avocat général Philippe Bilger, citant Victor Hugo. Avec Bob Denard, le prétoire saute de l'Indochine au Maroc – il fut détenu provisoirement un an et demi pour une tentative d'assassinat sur Pierre Mendès France et acquitté –, du Katanga au Yémen, du Biafra aux Comores.

Dans les années 60, il est contre le général Mobutu, mais plus tard avec lui..., puis à nouveau contre lui. Ici contre l'Egyptien Nasser, là contre Saddam. Ici, sérieusement blessé et « exfiltré » du Congo par les services rhodésiens ; là, en Angola, poussé par la CIA. Ou au Bénin, en 1977, pour le compte du Maroc, de la Côte d'Ivoire et du Gabon, avec la bienveillance de la France, pour une éphémère et catastrophique tentative de coup d'Etat visant le régime de Mathieu Kérékou. Ce qui lui a valu, en 1993, une condamnation par le tribunal correctionnel de Paris à cinq ans de prison avec sursis.

« FIABLE ET HONNÊTE »

La trentaine de témoins cités par la défense viennent pourtant briser l'image mercantile et sanguinaire des « soldats de fortune », tout au moins de ceux de Bob Denard. Lui, un mercenaire ? Avant tout un *« homme d'honneur »*, *« droit et loyal »*, disent ses amis, jusqu'au commandant Pierre Guillaume, le « Crabe-tambour » immortalisé par Pierre Schoendoerffer. Il était un agent (non rémunéré) des services secrets français, confirment d'anciens responsables du service de documentation et du contre-espionnage (Sdece), dont le général Jeannou Lacaze. *« Un collaborateur extérieur fiable et honnête »*, écrit au président l'ancien directeur de cabinet du directeur général du Sdece de 1977 à 1981, Michel Roussin, qui n'a pu se déplacer.

« Au début, je [l]*'ai manipulé par un intermédiaire,* raconte Maurice Robert, vingt ans de services spéciaux. *Puis j'ai pris un contact direct avec lui en 1962. J'avais besoin d'informations au Katanga. Il a accepté, mais il a refusé d'être rémunéré pour garder son indépendance. Il a cependant toujours été d'une discipline et d'une discrétion totales. »* Et d'expliquer que Bob Denard tenait au courant les services de ses actions (sauf le dernier coup d'Etat, aux Comores, en 1995, alors qu'il se trouvait sous contrôle judiciaire). Et de dire comment la cellule Afrique de l'Elysée, que ce soit sous la houlette de Jacques Foccart ou de René Journiac, donnait son *« feu orange »*, le « ni oui ni non » des hommes de l'ombre ayant valeur de blanc-seing en cas de réussite et d'ignorance en cas d'échec.

Alors, l'argent ? *« Bob Denard et l'intérêt personnel, cela fait deux »*, assure un autre ancien officier traitant du Sdece. Selon l'arrêt qui a renvoyé l'ancien mercenaire devant les assises, ce serait notamment par crainte de perdre ses intérêts financiers aux Comores, où il avait mis sur pied la garde présidentielle, financée par l'Afrique du Sud, que Bob Denard aurait assassiné ou fait assassiner le président comorien Ahmed Abdallah. Dans l'archipel aux *« sultans batailleurs »*, qu'il qualifie de *« paradis »*, le « vieux » avait fondé une société de gardiennage pour les hôtels, s'occupait d'une ferme modèle mise sur pied par les Sud-Africains et jouait les ambassadeurs itinérants. Un ami du président Abdallah témoigne de l'amitié qui liait les deux hommes *« jusqu'au dernier jour »*. *« De quoi vivez-vous aujourd'hui ? »*, demande-t-on au mercenaire. *« De ma retraite de la Sécurité sociale,* répond-il, *car j'ai cotisé. »*

Jean-Michel Dumay

Une dirigeante de l'office HLM de Paris mise en examen par le juge Halphen

Le magistrat soupçonne une fraude sur les marchés publics

Le juge Halphen a mis en examen, le 5 mai, pour *« complicité de trafic d'influence »* la présidente de la commission des marchés de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC), qui gère le parc HLM de Paris. L'enquête semble démontrer que la passivité de cette commission a favorisé la fraude dans l'attribution des marchés publics.

CINQ ANS après l'ouverture de l'information judiciaire sur les marchés publics de l'office HLM de Paris, le juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne), Eric Halphen, a officialisé le soupçon d'une fraude organisée autour des logements sociaux de la capitale. Arlette Bracquy, présidente de la commission des marchés de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC), qui gère le parc HLM parisien, a été mise en examen par lettre, le 5 mai, pour *« complicité de trafic d'influence »*. Conseillère (UDF-Radical) du XXe arrondissement et vice-présidente de l'office, Mme Bracquy est soupçonnée d'avoir favorisé le contournement des procédures d'appels d'offres, dont la responsabilité semble attribuée par les enquêteurs à l'ancien directeur général de l'OPAC, Georges Pérol, et au promoteur-homme d'affaires Jean-Claude Méry, tous deux liés au RPR.

La présidente de la commission des marchés avait été placée en garde à vue durant quelques heures, le 6 novembre 1998, et questionnée sur son rôle dans l'attribution des marchés contestés, au premier rang desquels figurent les contrats d'exploitation du chauffage et de l'entretien des ascenseurs de l'OPAC (*Le Monde* du 7 novembre 1998). En fonction depuis 1984, Mme Bracquy avait alors expliqué aux policiers qu'en acceptant cette responsabilité, elle *« ne connaissait nullement le travail qui* [l']*attendait »* et qu'elle avait, en conséquence *« appris "sur le tas" »*.

Au cours du même interrogatoire, elle avait assuré que la commission se bornait généralement à suivre les *« analyses techniques »* présentées par les services de l'OPAC. *« Compte tenu de ce que j'ai pu entendre et lire dans la presse ultérieurement, je n'exclus pas qu'il ait pu exister des accords préalables aux commissions, visant à faire choisir un candidat plutôt qu'un autre »*, poursuivait-elle, affirmant en ressentir *« une profonde meurtrissure »*. *« Effectivement,* concluait-elle, *on peut penser que la commission d'appel d'offres* (...) *servait à entériner une décision préalable de choix de candidat. Cependant, cela n'a jamais été le but que j'ai poursuivi, et j'estime avoir été mal renseignée pour orienter mon choix. De plus, j'admets ne pas avoir eu les connaissances nécessaires en matière de BTP et de marchés publics pour découvrir toute malversation. »*

ASCENSEURS ET CHAUFFAGE

Respectivement interrogés les 9 et 13 avril par les policiers, le directeur juridique et le directeur de la construction de l'OPAC ont confirmé, pour l'essentiel, le rôle passif de la commission des marchés. Le second a notamment affirmé que *« les pièces du marché n'étaient pas examinées par la commission »*. *« En général,* a-t-il précisé, *la commission entérinait les propositions contenues dans les rapports* [des services de l'OPAC]. » Egalement questionnés, les représentants de la direction générale de la concurrence et des services préfectoraux qui siégeaient à la commission ont confirmé cette carence.

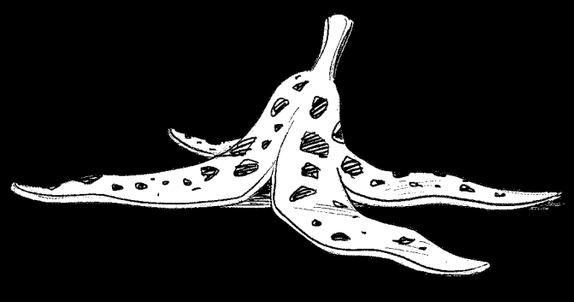
Saisis à la demande du juge, les procès-verbaux du conseil d'administration de l'OPAC durant la période sur laquelle porte l'enquête – 1992 à 1994 – semblent attester qu'en certaines occasions, le président de l'office, Jean Tiberi, s'était opposé à la remise aux membres du conseil de rapports critiquant eux aussi la passation des marchés. Lors de la séance du 28 mai 1993, le futur maire de Paris avait ainsi déploré *« la distribution officieuse »* d'un rapport de l'inspection générale de l'équipement qui s'attardait sur les marchés d'ascenseurs et de chauffage pour en dénoncer la forme et les conséquences sur les loyers. Le 20 décembre 1994, alors que les investigations du juge Halphen étaient déjà largement connues, M. Tiberi avait estimé que *« rien ne* [permettait] *de penser que des événements illégaux* [s'étaient] *produits et qu'un préjudice* [fut] *établi pour l'OPAC »*, défendant son directeur, Georges Pérol. Ce dernier devait toutefois être mis en examen au mois de mai 1995 pour *« trafic d'influence »*.

Quatre ans après, il reste soupçonné d'avoir transmis des informations confidentielles sur les marchés à attribuer par l'OPAC à Jean-Claude Méry, promoteur et ancien membre du comité central du RPR, qui permettaient à celui-ci de réclamer aux entreprises des commissions. Certains chefs d'entreprises versaient en outre de l'argent à des associations de Meymac (Corrèze), ville dont M. Pérol était le maire (RPR). Récemment mis en examen, l'un de ceux-ci a assuré que M. Méry lui avait *« demandé de faire un supplément pour Meymac »*, expliquant : *« M. Pérol était maire de cette ville et, de plus, c'était le canton de Mme Chirac. Si nous ne payions pas Meymac, j'avais l'impression que nous allions perdre des marchés. »*

Hervé Gattegno

DU 10 AU 23 MAI

UNE OFFRE QUI TIENT LA ROUTE



NOUVELLE PEUGEOT 306
À PARTIR DE
980F/MOIS(1)

• Nouvelle Peugeot 306, des équipements de grande tenue
Découvrez sur toute la gamme les nombreux équipements de la nouvelle Peugeot 306. Plus performante, plus stylisée, elle saura vous séduire... ABS, direction assistée, double airbags*, lève-vitres électriques à l'avant, verrouillage centralisé des portes à distance avec Plip HF, antidémarrage électronique, siège conducteur réglable en hauteur, renforts de portes avec absorbeurs de chocs latéraux, sièges équipés de fixations Isofix arrière, projecteurs antibrouillard standards, boucliers avant et arrière peints couleur carrosserie, etc.

• Un financement comme vous aimez
Offrez-vous le plaisir de rouler dès aujourd'hui en nouvelle Peugeot 306 à partir de 980 F par mois.
(1) Exemple de vente à crédit pour une 306 XR, 3 portes essence, 1,4 l, PA 5, AM 99, hors options au prix de 84 300 F TTC (tarif conseillé au 3/05/99). Apport de 29 858 F, puis 72 mensualités de 980 F (TEG 8,95 %). Coût total du crédit : 16 118 F (hors assurances facultatives).
Modèle présenté : 306 S 16.

• Et, en plus, la tranquillité assurée à partir de 170 F par mois
Roulez tranquille sans vous occuper de quoi que ce soit pendant 4 ans avec le Contrat Peugeot Service Maintenance :
Pour 170 F(2) pendant 48 mois, bénéficiez d'une prise en charge de toutes les opérations prévues dans le carnet d'entretien du véhicule, du remplacement des pièces d'usure, de la remise en état de votre véhicule en cas de défaillance mécanique, électrique ou électronique, et de l'assistance complète pour 4 ans ou 60 000 km (à la première des deux échéances atteintes).

(2) Contrat Peugeot Service Maintenance 4 ans ou 60 000 km, au prix de 7 170 F, souscrit par abonnement mensuel de 170 F TTC pendant 48 mois pour une 306 XR, 1.4 l, PA5, AM99. Conditions générales à consulter chez votre concessionnaire.

Sous réserve d'acceptation du dossier par Peugeot Financement - Banque Din - RCS Nanterre B 542 090 337.

Offres valables jusqu'au 30 juin 1999 dans les concessions Peugeot Paris/Ile-de-France participant, non cumulables avec d'autres offres sur la même période et exclusivement réservées aux particuliers.
*Coussins gonflables.

PEUGEOT. POUR QUE L'AUTOMOBILE SOIT TOUJOURS UN PLAISIR.

306 PEUGEOT

* LUIRO ESCG / BABINET ÉBRA TONG-CUONG. AUTOMOBILES PEUGEOT - 552 144 503 RCS PARIS

RÉSEAU PEUGEOT PARIS - ILE-DE-FRANCE

LeMonde Job: WMQ1205--0012-0 WAS LMQ1205-12 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:28 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0382 Lcp:700 CMYK

Les pouvoirs publics font campagne pour relancer les contrats de ville

Le ministre délégué Claude Bartolone multiplie les rencontres avec les acteurs urbains pour donner un nouvel élan à la politique en direction des quartiers défavorisés. Les élus s'inquiètent de l'empilement des dispositifs et de la cohérence territoriale des interventions

CLAUDE BARTOLONE, le ministre délégué à la ville, bat la campagne pour faire la promotion des prochains contrats de ville, qui doivent être signés d'ici à la fin de 1999. Au passage, il s'évertue à susciter de nouveaux élans et des financements complémentaires auprès des collectivités locales. Après avoir réuni les acteurs de terrain, à Montpellier (Hérault), les 17 et 18 mars, sur le thème de la prévention de la délinquance, puis à Tours (Indre-et-Loire), les 30 et 31 mars, sur « L'école dans la ville », le ministre était intervenu, le 9 avril, à Deauville, devant l'assemblée de l'Association des départements de France.

Jeudi 6 mai, M. Bartolone avait convié les élus, à Paris, pour une rencontre nationale sur les prochains contrats de ville. Environ trois cent cinquante maires ou membres de collectivités territoriales avaient répondu présent, parmi lesquels quelques responsables socialistes comme Jean-Paul Huchon, maire de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) et président du conseil régional d'Ile-de-France, Jean-Pierre Sueur, maire d'Orléans (Loiret), président de l'Association des maires des grandes villes de France et auteur d'un rapport sur la politique de la ville remis au gouvernement en janvier 1998, ou encore Jean Auroux, ancien ministre du travail et maire de Roanne (Loire).

En pleine négociation des contrats de plan Etat-régions, M. Bartolone attend des élus qu'ils pèsent de tout leur poids pour que les quartiers en difficulté, objet des contrats de ville, ne soient pas oubliés. D'où cette initiative, que complétera, les 28 et 29 juin, à Nantes, une dernière rencontre sur le volet économique des contrats de ville, où sera débattu l'avenir des zones franches urbaines (ZFU). L'empilement des dispositifs pendant la première génération de contrats de ville (1993-1999) ainsi que la faible mobilisation des crédits de droit commun des ministères dans le financement des contrats ont beaucoup pesé sur leur visibilité et sur leur impact.

En outre, les premiers contrats de ville, inventés par la gauche et mis en œuvre par la droite après l'alternance de 1993, ont été négociés en marge des contrats de plan. Plusieurs élus ont insisté pour que ce décalage – cette *« erreur »*, ont-ils dit – ne se renouvelle pas. *« Si on veut que les nouveaux contrats soient autre chose que des catalogues de déclarations d'intentions,* a expliqué Laurent Cathala, maire (PS) de Créteil (Val-de-Marne), *il faut que la part des contrats de ville soit considérablement augmentée. »*

Philippe Estèbe, consultant en recherche urbaine à la coopérative Acadie, a regretté que les contrats de ville aient été *« utilisés pour traiter certains quartiers de manière séparée, avec un fort appui, trop exclusif, sur le milieu associatif, à qui on a délégué des missions de service public »*. Pour lui, le véritable enjeu est celui de la solidarité urbaine : *« Le contrat de ville doit être un produit collectif et pas l'apanage d'une seule institution. Il doit être, aussi, un outil de gestion politique, pas seulement un programme d'actions. »*

De ce *« produit collectif »*, on est encore très loin. Comme l'a rappelé Claude Brevan, déléguée interministérielle à la ville (DIV), sur les 215 contrats en cours, 40 % ne concernent qu'une seule commune et dans un tiers des cas seulement les conseils généraux ont participé au financement, alors que leurs compétences, notamment les collèges et l'action sociale, auraient dû les placer en première ligne. M. Sueur a rappelé que la part des départements dans le financement des contrats de ville était de 4 %, *« soit moins que l'impôt récolté par cette collectivité auprès des habitants des quartiers concernés »*, et il a plaidé pour que les prochains contrats de ville *« ne soient pas seulement le volet social des futurs contrats d'agglomération »*. Sur la même ligne, Bernard Cornu, maire (PS) de Saint-Martin-le-Vinoux (Isère), a réclamé un traitement *« global, partenarial et territorial »* des quartiers en difficulté, *« car,* a-t-il souligné, *l'échelle territoriale où les problèmes se posent et celle où ils peuvent trouver une solution se recouvrent rarement »*.

« UN POUVOIR PARTAGÉ »

Reste que le regroupement de communes autour de contrats communs suscite maintes réticences, même si M. Bartolone a rassuré les maires en déclarant qu'il souhaitait *« une intercommunalité voulue et non subie »*. Les élus des communes satellites des villes centres, notamment, craignent que les *« difficultés spécifiques »* de leurs quartiers soient gommées et tous s'interrogent sur la question, non encore tranchée par le Parlement, du mode de désignation des élus des futures structures intercommunales prévues dans le projet de loi de Jean-Pierre Chevènement sur l'intercommunalité. *« Déconcentrer les difficultés sociales suppose que l'on instaure un pouvoir partagé au sein de l'agglomération*, a soutenu François Geindre, maire (PS) d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados), *et que l'on accepte les mécanismes favorisant fortement les communes accueillant les populations les plus en difficulté. »*

La répartition du logement social est revenue, dans le débat, comme le déséquilibre le plus frappant, à rectifier *« d'urgence »*. *« Gérer la pauvreté, on sait le faire, et de mieux en mieux*, a estimé Annie Guillemot, élue (PS) de Bron (Rhône) et membre du conseil régional de Rhône-Alpes. *Est-ce qu'on s'en tient là, ou bien donne-t-on une autre ambition à la politique de la ville ? On ne peut plus agir sur les quartiers en difficulté avec les normes d'intervention actuelles. En matière d'habitat, rien n'est résolu. »* Elle a plaidé pour que soient imposées *« de fortes contraintes aux communes qui refusent le logement social. Et pas seulement des contraintes financières »*.

Christine Garin

1 300 quartiers situés dans 750 communes

Le contrat de ville est un programme d'actions, en principe intercommunales, élaboré conjointement par une ou plusieurs collectivités et l'Etat. Remplaçant les contrats de développement social des quartiers (DSQ), les contrats de ville sont nés en 1993. Ils doivent permettre de lutter contre l'exclusion, notamment dans les domaines de l'habitat et de l'emploi, grâce à une meilleure adaptation des services publics, grâce, également, à des actions d'insertion économique et avec un renforcement des politiques de prévention de la délinquance.

215 contrats ont été signés pour la période 1994-1999, dont 59 en Ile-de-France ; ils concernent 1 300 quartiers situés dans 750 communes. Malgré les directives adressées en 1993 aux préfets pour privilégier la *« dimension de l'agglomération »* dans la définition du périmètre des opérations, 40 % des contrats de ville ne concernent qu'une seule commune.

Les « correspondants de nuit », aux frontières du social et de la sécurité

L'EXPÉRIENCE rennaise des *« correspondants de nuit »* fait des émules. Un colloque consacré à cette forme d'intervention sociale inédite dans les cités HLM a réuni, mardi 27 avril, dans la cité bretonne, les représentants d'une quinzaine de villes décidées à mettre en place un dispositif analogue. Tour à tour médiateurs, veilleurs de nuit et secouristes, les dix-neuf « correspondants de nuit » rennais patrouillent, sept jours sur sept, de 21 heures à 5 heures, par groupes de trois, dans deux grands quartiers d'habitat social de Rennes : le Blosne et les Champs-Manceaux.

Ce service, cofinancé par la ville, les organismes HLM et les locataires eux-mêmes – qui payent 10 francs par mois pour en bénéficier –, existe depuis 1994 à Rennes. Les villes de Nantes, Strasbourg, Mâcon, Lormont, dans la banlieue bordelaise, disposent de services du même type. Pau, Blois, Arles, Cergy ou encore Blanc-Mesnil souhaitent adopter un dispositif analogue.

La rencontre de Rennes a été une occasion d'échanger des expériences et des réflexions sur ce nouveau métier, à l'identité encore floue, aux frontières de la sécurité et du social, et de s'interroger sur les formations et la déontologie à mettre en place.

Violences conjugales, crises alcooliques, petite délinquance, simples conflits de voisinage ou pannes d'ascenseur : les correspondants de nuit interviennent sur le champ quasi illimité des dérèglements nocturnes. Leur tâche est de repérer, de rassurer, d'alerter, pas de traiter, alors que les situations qu'ils affrontent sont, parfois, extrêmement violentes et les services publiques – notamment la police – pas toujours très coopératifs.

« UN SERVICE RENDU AUX HABITANTS »

« On sait ce qu'on n'est pas, mais on ne sait pas vraiment ce qu'on est, a résumé Jean-François, vingt-quatre ans, recruté il y a deux mois parmi... cent cinquante candidats. *Entre les travailleurs sociaux qui nous vivent comme des concurrents, les services de police qui attendent de nous qu'on leur signale la petite délinquance et les bailleurs sociaux qui nous perçoivent comme des super-agents de maintenance, notre positionnement est difficile. »*

Les participants au colloque ont essayé de mieux cerner les contours de ce métier, *« à mi-chemin de la médiation et de la régulation sociale »*, que les « partenaires » s'accordent à trouver indispensable mais qui peine à trouver sa légitimité. *« Cela doit rester un service rendu aux habitants plus qu'aux partenaires institutionnels, même si ceux-ci en tirent évidemment des avantages »*, a précisé Jean-Yves Gérard, adjoint au maire (PS) de Rennes, vice-président d'Optima, l'association gestionnaire.

M. Gérard a insisté sur le soin à apporter au recrutement : *« L'opportunité financière offerte actuellement par les emplois-jeunes est une chance pour que le service se développe dans d'autres communes*, a-t-il expliqué. *C'est aussi un danger, dans la mesure où l'on ne peut pas concevoir que ce métier, si l'on admet qu'il s'agit bien d'un métier, soit exercé seulement par des jeunes de moins de vingt-cinq ans. »*

Ch. G.

Le plâtre de Champollion et son clone numérique

GRENOBLE
de notre correspondante

Jean-François Champollion est de retour, et en double. Après une minutieuse restauration, l'œuvre réalisée en 1867 par le sculpteur Frédéric Auguste Bartholdi, auteur de la statue *La Liberté éclairant le monde*, à New York, des chevaux de la place des Terreaux, à Lyon, ou du *Lion de Belfort*, à Paris, trône désormais dans le patio du Musée d'intérêt national de Grenoble (MIN).

En guise de consolation, le lycée Champollion, où la statue était installée depuis soixante ans, a reçu une copie qui, en elle-même, est un petit miracle technologique. L'état du plâtre ne permettant pas de faire un moule, la sculpture a été reconstituée par ordinateur. Coût de l'opération : 600 000 francs, financés par l'Etat et la ville, soit presque trois fois plus que la restauration de l'original ! Clone numérique ou pas, ce Champollion a, pour le personnel et les deux mille cinq cents élèves du lycée, un vrai goût de victoire.

Tout avait commencé à la fin des années 80 : le conservateur du MIN, Serge Lemoine, s'était avisé que l'œuvre installée dans le lycée n'était pas un moulage – comme on l'avait longtemps cru –, mais le plâtre original du *Champollion* de Bartholdi. Il avait été donné à la ville de Grenoble, en 1905, par la veuve de l'artiste. Depuis, installée dans la cour d'honneur, la statue était devenue le symbole de l'établissement, vénéré – et malmené – par des générations de potaches.

Lorsque M. Lemoine avait entrepris de la récupérer, il s'était heurté à l'opposition farouche de la puissante association des anciens élèves et au peu d'empressement du conseil régional de Rhône-Alpes, propriétaire des murs et du mobilier de l'établissement. Un matin de septembre 1995, des déménageurs, munis d'une convention signée la veille entre la ville et la région, se présentent au lycée. Aussitôt, un millier d'élèves s'étaient assis devant les portes, repoussant l'enlèvement de la statue.

> « La place d'un original de Bartholdi n'était pas dans un préau d'école »

Mai 1999, Jean-François Champollion, a repris sa méditation sous les arcades, le bras accoudé sur le genou et la tête appuyée dans une main. Il n'a plus la blancheur du plâtre, mais l'ocre de sa patine d'origine. *« La vraie victoire aurait été de récupérer l'original »*, lâche, désabusé, un élève, tandis qu'un autre se console : *« Au moins*, dit-il, *on a une statue ! »*

Car, à quelque distance de là, les élèves du lycée général et technologique André-Argouges n'ont pas eu cette chance : l'œuvre monumentale de Calder, *Monsieur Loyal*, installée en 1967 dans l'établissement, a été empruntée pour être exposée à Paris puis à Bonn. Elle n'est jamais revenue au lycée et décore aujourd'hui le parvis du MIN. Or le délai de trois ans prévu dans la convention de prêt est achevé. *« Nous sommes dans un vide juridique »*, constate le proviseur de l'établissement, décidé à *« faire appliquer l'accord »*.

M. Lemoine affirme être animé par le seul souci de préserver le patrimoine et de sauver des œuvres la plupart du temps peu préparées à des conditions d'exposition en extérieur. *« La place d'un original de Bartholdi n'était pas dans un préau d'école,* assure-t-il. *Elle doit être conservée comme une œuvre de Michel Ange ou de Rodin. »* Son obstination lui a également permis d'arracher aux pires dégradations une statue d'Hercule considérée comme le premier bronze français. Cette sculpture, exposée au MIN, était précédemment installée dans un jardin.

Le conservateur a, en revanche, dû renoncer à récupérer une œuvre de César, en dépôt au collège Charles-Munch, ainsi qu'une sculpture de Jean-Esprit Marcellin installée sur une place du centre de Grenoble. *« Leur restauration serait trop onéreuse »*, explique l'équipe du musée, contrainte de regarder le temps achever son œuvre.

Nicole Cabret

DÉPÊCHES

■ **CENTRE : l'ultime tronçon de l'autoroute publique A 20 Vierzon (Cher) - Limoges - Brive-la-Gaillarde (Corrèze) a été ouvert** à la circulation, mardi 11 mai. Ces huit kilomètres au sud d'Argenton-sur-Creuse (Indre) permettent d'assurer la continuité autoroutière entre Paris et le nord de la région Midi-Pyrénées. L'A 20 est gratuite sur les 300 kilomètres de traversée du Berry et du Limousin puis, à l'entrée du Lot, elle redevient à péage sur les 130 kilomètres de Brive à Montauban, où elle rejoint l'autoroute des Deux-Mers. – *(Corresp.)*

■ **DÉCENTRALISATION :** ***« Les résultats du sondage IFOP réalisé à la demande du président du Sénat (***Le Monde ***du 6 mai) sont un désaveu*** *cinglant pour les jacobins de droite et de gauche qui entendent toujours dicter leur loi »*, a déclaré Christian Guyonvarc'h, secrétaire général de la Fédération régions et peuples solidaires, qui comprend notamment l'Union démocratique bretonne (UDB) et l'Union du peuple corse (UPC).

LE MONDE diplomatique

MAI 1999

GUERRE DANS LES BALKANS

Histoire secrète des négociations de Rambouillet
par **Paul-Marie de La Gorce**
Washington veut pouvoir vaincre sur tous les fronts
par **Michael T. Klare**
Explosion ou confédération
par **Catherine Samary**
Soixante ans de « purifications ethniques »
par **Tommaso Di Francesco** et **Giacomo Scotti**
Du fanatisme identitaire
par **Serge Latouche**
Journalisme en uniforme
par **Serge Halimi**

■ **PROCHE-ORIENT :** La mosaïque israélienne se défait, par **Dominique Vidal** et **Joseph Algazy.** – Transition sereine au Liban, par **Walid Charara.**

■ **GUATEMALA :** L'affaire Pellecer, par **Henri Madelin.**

■ **EUROPE :** Ce juge méconnu de Luxembourg, par **Anne-Cécile Robert**

■ **SECTES :** Controverses passionnées, par **Frédéric Lenoir.** – La Scientologie contre la République, par **Paul Ariès.**

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F - 3,66 €

INÉDIT. **Le FAIT FRANÇAIS dans le monde.** Tome II

LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ

(suite de la « france 3e super puissance »). Ressources, économie des 52 pays d'expression française. Droit de la mer : les zones maritimes sont bien des prolongements « territoriaux » des États riverains (France : 2e domaine territorial mondial). Structure des États d'expression française : métropole, les 10 DOM-TOM, la zone franc, conférence franco africaine (40 nations), Agence de la Francophonie (52 nations), et la possible UDELF (Union des États de langue française : 52 nations), 250 p., 98 F .- (Tome I : 120 F. - Les deux tomes : 200 F. franco). Franco chez l'auteur.

MARTINOT DE PREUIL - 49560 NUEIL SUR LAYON

OSP
VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

LA VILLE DE PARIS vend LIBRE
sur surenchère du 1/10ème, en la Chambre des Notaires de PARIS
12, avenue Victoria - **MARDI 25 MAI 1999 à 17 h**
***22-24, RUE JACOB* à PARIS 6ème**
UN APPARTEMENT de 3 PIECES (102,20 m²)
EN DUPLEX avec JARDIN et TERRASSE
MISE A PRIX : 4.840.000 F
S'adr. à **Maître BELLARGENT**, Notaire associé à PARIS (75001)
14, rue des Pyramides - **Tél : 01.44.77.37.35 - 01.44.77.37.71**
Visites : le Mardi 18 Mai 1999 de 13h à 15h
et le Vendredi 21 Mai 1999 de 11h à 13h

OSP
VENTES DES DOMAINES
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.82 - Fax : 01.49.04.01.80

75
SERVICE DES DOMAINES
ADJUDICATION
VENDREDI 28 MAI 1999 à 13 h 30 à PARIS 9e
Salle des Ventes des Domaines - 17, rue Scribe
APPARTEMENTS - CHAMBRES - PARKING
sur PARIS 5e, 9e, 10e, 11e, 14e, 15e et 18e
***MISES A PRIX : de 50.000 F** (7 622 euros) **à 690.000 F** (105 190 euros)*
Renseignements et consultation des cahiers des charges :
du lundi au vendredi de 9 h 45 à 11 h 30 et de 14 h 15 à 16 h
DIRECTION NATIONALE D'INTERVENTIONS DOMANIALES
VENTES IMMOBILIÈRES - 17, rue Scribe,
75436 PARIS CEDEX 09 - **Tél : 01.44.94.78.19 ou 01.44.94.78.22**
Détail des Ventes des Domaines :
B.O.A.D. Abonnement 190 F par an. Ecrire S.C.P. 17, rue Scribe
75436 PARIS CEDEX 09 ou **Tél : 01.44.94.78.78**

LeMonde Job: WMQ1205--0013-0 WAS LMQ1205-13 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 09:50 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0383 Lcp:700 CMYK

La première guerre du XXIe siècle

Alors que Belgrade annonce un retrait partiel de ses troupes du Kosovo, « Le Monde » dresse un bilan provisoire de cette guerre voulue par les Européens, soutenue par les opinions publiques et menée avec l'armée américaine, seule force occidentale capable de lancer une offensive aérienne d'envergure. Depuis un mois et demi, les centaines de milliers de réfugiés kosovars jetés sur les routes, les images de déportés dans les trains, d'hommes et de femmes à bout de forces sont le quotidien de cette guerre où sont perpétrés crimes, massacres et viols. Les organisations humanitaires sont submergées devant le flot humain dont il se confirme que les autorités de Belgrade avaient prémédité et planifié la déportation. Les frappes répétées de l'OTAN ne vont pas sans bavures, et les autorités serbes ne manquent pas d'exploiter le spectacle souvent insoutenable des victimes civiles

LE paradoxe résume la situation : l'année de l'euro, donc d'un pas supplémentaire vers son émancipation, l'Europe a fait la guerre, chez elle, sur le Vieux Continent ; mais elle n'a pu le faire qu'aux côtés des Etats-Unis, seuls à disposer des moyens nécessaires à la conduite des opérations. Le conflit du Kosovo est intervenu au point de rencontre d'événements qui, de l'union monétaire au renouvellement de l'OTAN, vont dessiner l'Europe d'après l'an 2000. En ce sens, il est la première guerre du XXIe siècle.

D'abord un fait, primordial : les quinze pays de l'Union ont voulu et soutenu cette guerre. Il n'est pas jusqu'à la Grèce, en dépit de sa solidarité d'orthodoxe avec la Yougoslavie, qui n'ait accepté d'y contribuer : le port de Salonique a servi au débarquement de matériel militaire déployé lors de « Force alliée ». Techniquement, l'opération a été décidée par les pays dits du Groupe de contact sur la Yougoslavie (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie) à l'exception de l'un d'eux, la Russie. Politiquement, elle a fait la quasi-unanimité en Europe. L'économiste François Rachline constatait dans *Le Monde* (30 avril) : *« Au lieu de se retrancher derrière son havre de paix, l'Europe s'est décidée à défendre ses valeurs. »*

Les optimistes y verront le premier acte politique majeur d'une nouvelle Europe : la naissance d'une Union qui n'est pas réduite à la politique agricole ou à la gestion des « fonds structurels ». Les mêmes – tels le professeur Rachline, encore – parlent d'un tournant fondateur : les Européens ont participé à une guerre au nom de la défense des valeurs de l'Europe, pas pour du pétrole. Jacques Chirac, Tony Blair, Lionel Jospin, Gerhard Schröder, auront les mêmes mots pour dire la même chose : *« Ce qui est en cause dans le conflit d'aujourd'hui, c'est une certaine conception de l'Europe. »* A propos des Kosovars, le président de la République déclare : *« Il est impossible de laisser sur notre continent tant de femmes et tant d'hommes victimes de la violence et de l'intolérance au seul motif de leur race ou de leur religion. »* Le premier ministre observe : *« L'Europe, depuis des décennies, s'est refondée sur la paix et sur le respect des droits de la personne humaine. Accepter que ces valeurs soient bafouées aux portes de l'Union européenne, c'eût été nous trahir. »*

> Les Européens ne représentent que le quart des forces aériennes engagées. La leçon est claire : l'Europe, qui a magistralement lancé l'euro quelques mois plus tôt, est sans vraie défense commune

Les opinions publiques suivent. A cause d'une image, notamment : celle de wagons de chemins de fer, certains fermés de l'extérieur, qui déversent leur misérable chargement de Kosovars chassés de leur pays par la force, au seul motif qu'ils sont musulmans, d'origine albanaise. Majoritaires en leur province du sud de la Serbie, ils sont désireux de disposer, sinon de l'indépendance, du moins d'une très large autonomie. Il y a eu mille autres scènes atroces de « l'épuration ethnique », plus dures que celles du train. Mais celle-là est allée remuer dans les tréfonds de la mémoire collective européenne les souvenirs les plus noirs. Il reviendra à deux Allemands, le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, et son adjoint, Ludger Volmer – des « Verts », des pacifistes –, d'en parler mieux que personne : *« Pour la première fois en ce siècle, l'Allemagne se trouve du bon côté »*, déclare le premier ; *« Nous devons nous battre pour une Europe qui condamne la vieille notion de l'identité ethnique »*, affirme le second.

La France et la Grande-Bretagne ont été les deux pays les plus engagés pour trouver une solution négociée au Kosovo. Les Etats-Unis sont là aussi, qui avaient été déjà appelés à la rescousse en Bosnie. L'ensemble des Européens approuvent le recours à la menace de l'utilisation de la force contre Belgrade. Le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, en a fait une bataille quasi personnelle. Mais, même si certains ont rechigné, il ne s'est pas trouvé un seul responsable européen, *in fine,* pour ne pas agir de concert. Plus encore, les Européens ont été d'accord pour que le recours à la force soit le fait de l'OTAN : en Bosnie, la Forpronu, sous la tutelle de l'ONU, a laissé le souvenir d'une force inefficace et sans moyens. Tout cela pour dire que les Européens ont été au premier plan de la gestion de la crise du Kosovo, notamment la France et la Grande-Bretagne ; ils ont partagé toutes les décisions avec les Etats-Unis.

AU lendemain de l'échec des négociations de Rambouillet et Paris, à la mi-mars, les Européens ont été unanimes à juger qu'il y avait des limites à la tolérance manifestée à l'égard de M. Milosevic. Ils ont estimé que leur crédibilité, dans cette affaire, était autant engagée que celle des Américains. Ils ont dit qu'il s'agissait, après tout, de l'avenir de l'Europe, de ce qu'on allait accepter ou non aux portes de l'UE. Sauf à réécrire la chronique diplomatique de l'événement, il est difficile de soutenir que le recours à la force a été imposé par les Etats-Unis ; et plus faux encore d'affirmer que les Européens s'y sont soumis de mauvaise grâce. *« La décision d'intervenir a été européenne au moins autant qu'américaine »,* note Pierre Hassner *(Le Monde* du 27 mars).

Dès le début de l'éclatement de la Fédération yougoslave, en 1992, l'Américain James Baker, alors l'un des plus proches conseillers du président George Bush, avait lâché, méfiant et un tantinet méprisant : *« Nous n'avons pas de chien dans cette affaire. »* Autrement dit, *« nous n'avons rien à y faire ».* Et M. Bush ne fera rien, avançant qu'il revient aux Européens de s'occuper de leur arrière-cour méridionale. Au fil du premier mandat du président Bill Clinton, même réticence et même réserve américaines. Il faudra nombre de supplications européennes pour que les Etats-Unis, face à l'étendue des horreurs, s'occupent des Balkans. Ils y sont venus à reculons. Comme les Européens, les Etats-Unis finiront par réagir devant le drame humain. Ils engagent, à leur tour, leur crédibilité dans les Balkans et, plus encore, celle de l'OTAN.

UNE fois La menace soviétique disparue, comment justifier l'OTAN ? Comment maintenir l'Alliance atlantique, ce pacte de défense collective euro-atlantique qui fait des Etats-Unis une puissance européenne (ce qu'ils entendent rester) ? En lui donnant une nouvelle raison d'être : gérer les crises d'après guerre froide ; des crises du type Kosovo précisément. C'est que le conflit du Kosovo n'intervient pas seulement quelques mois après le lancement de l'euro, mais quelques mois aussi avant le 50e anniversaire de l'OTAN.

Critiquée, dénoncée pour s'être révélée incapable de faire rapidement céder M. Milosevic et, plus encore, d'enrayer l'épuration ethnique, la stratégie des frappes aériennes est aussi une décision commune aux Américains et aux Européens. En revanche, la conduite même des frappes est confiée au commandant en chef de l'OTAN, l'Américain Wesley Clark ; la majorité des opérations de bombardements sont accomplies par les Etats-Unis. Les Européens – principalement la France et la Grande-Bretagne – ne représenteront que le quart des forces aériennes engagées. La leçon est claire : l'Europe, qui a magistralement lancé l'euro quelques mois plus tôt, est sans vraie défense commune. Elle est incapable d'aligner la force que requiert l'option aérienne ; pas plus qu'elle n'aurait été en mesure, sans les Etats-Unis, de monter une opération terrestre d'envergure en très peu de temps.

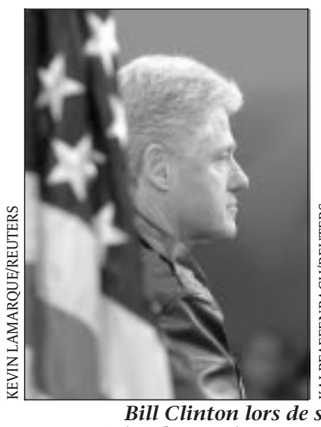
Même chez eux, les Européens n'ont pas – pas encore – les moyens militaires de leur diplomatie. Le Kosovo confirme cette réalité et aussi le fait qu'elle chagrine plus les Français que la plupart de leurs partenaires européens. Le Kosovo manifeste également cette exception française : il n'y a qu'en France que la participation massive des Etats-Unis dans « Force alliée » suscite pareil rejet chez une partie – une partie seulement – des élites. Ceux-là mêmes qui stigmatisent la prépondérance des Etats-Unis en Europe, et dans « Force alliée » en particulier, refusent les délégations de souveraineté que supposerait l'Europe de la défense, seule en mesure de compenser l'influence américaine qu'ils dénoncent...

Exception française encore à Washington, les 24 et 25 mars, quand se réunit en pleine crise kosovare le sommet de l'OTAN. Les dix-neuf membres de l'Alliance doivent adopter un « nouveau concept stratégique ». Les Etats-Unis entendent faire du Kosovo un précédent, à codifier en règle générale pour l'avenir. Les frappes ont été décidées sans autorisation expresse du Conseil de sécurité de l'ONU. Les Etats-Unis veulent que l'OTAN puisse ainsi, à l'avenir, se saisir d'une crise sans avoir obligatoirement à en passer par l'ONU. Les Etats-Unis n'entendent pas que l'OTAN puisse être l'otage d'un veto russe ou chinois au Conseil. La France dit non : pas question de marginaliser l'ONU, seule expression de la communauté internationale dans son ensemble. Au bout d'une bataille menée dans une glorieuse solitude, la France obtient des Etats-Unis que le document du « nouveau concept stratégique » fasse de fréquentes références à l'ONU.

Ce fut une bataille de principes conduite dans le contexte du Kosovo, crise qui marque un tournant radical de la pratique internationale. La guerre y a été déclenchée par l'OTAN, organisation de défense collective dont aucun des membres n'était menacé par la République fédérale de Yougoslavie (RFY). Contrairement au cas de la Bosnie (pays souverain, agressé depuis l'extérieur et qui avait appelé à l'aide), la RFY, si elle était coupable de crimes contre l'humanité dans l'une de ses provinces, ne menaçait cette fois aucun de ses voisins.

Le principe de la souveraineté des Etats (en l'espèce la RFY) a été singulièrement ébranlé, de même que celui du respect des frontières, deux dogmes de base de la communauté internationale. Ils furent, au Kosovo, défaits au nom de celui du respect des droits de l'homme.

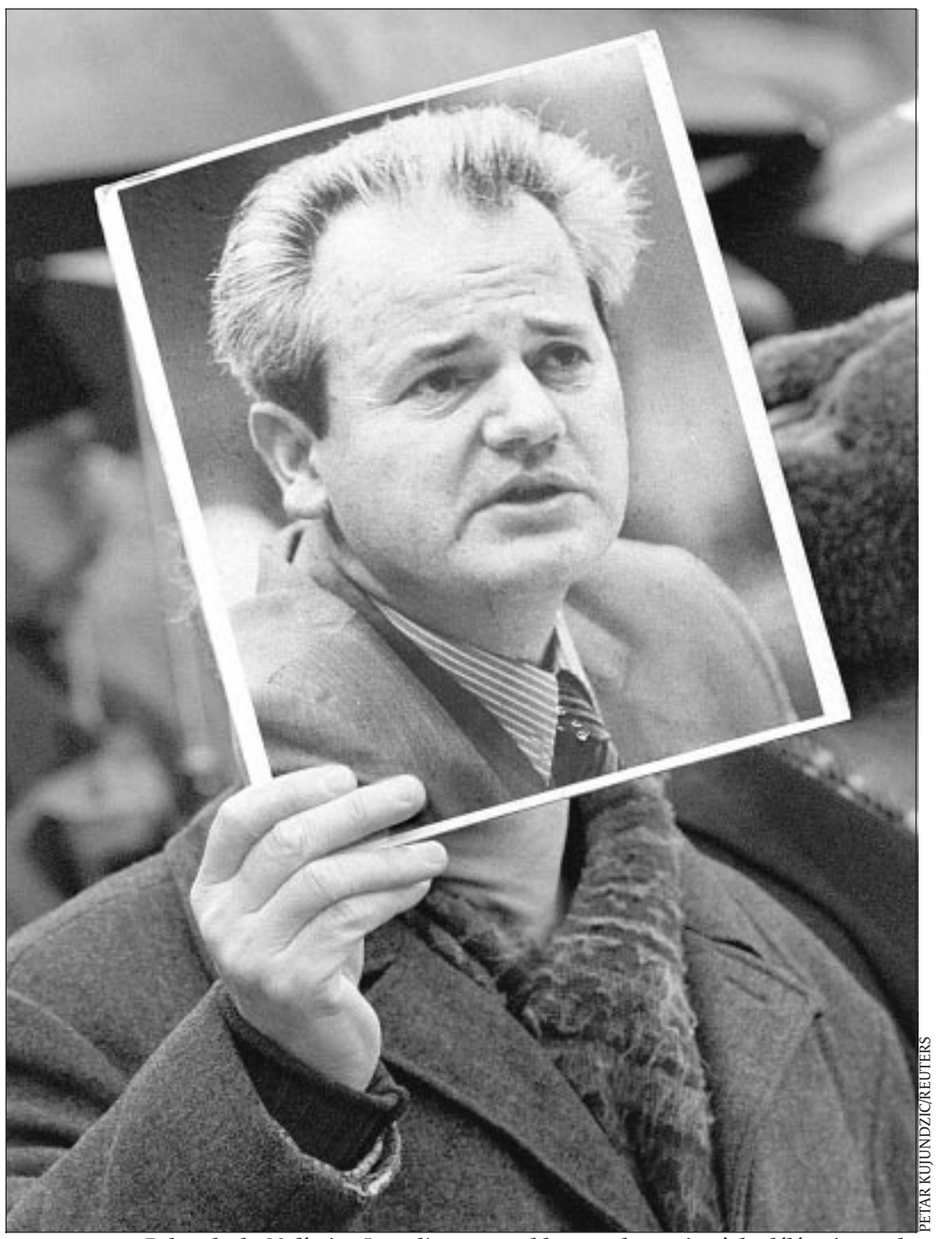
Alain Frachon



KEVIN LAMARQUE/REUTERS

KAI PFAFFENBACH/REUTERS

Bill Clinton lors de sa visite à la base aérienne de Ramstein en Allemagne, le 5 mai. C'est le premier voyage du président américain en Europe depuis le début des frappes.



PETAR KUJUNDZIC/REUTERS

Belgrade, le 20 février. Lors d'un rassemblement de soutien à la délégation serbe en négociation à Rambouillet, un manifestant tient le portrait de Slobodan Milosevic.

LeMonde Job: WMQ1205--0014-0 WAS LMQ1205-14 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:25 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0384 Lcp:700 CMYK

Sept semaines de déportations au Kosovo

L'EXODE massif des Albanais du Kosovo commença les 27 et 28 mars, quatre jours après les premiers raids de l'aviation de l'OTAN sur la Serbie. Dès le 25 mars, des villes avaient été vidées – Prizren et Djakova au sud-ouest, Pec et Istok à l'ouest – à l'issue d'une méticuleuse campagne d'expulsions forcées, perpétrée par les policiers, les paramilitaires et l'armée yougoslave. *« Le samedi 27 mars, la police a débarqué chez nous, nous ordonnant de quitter les lieux : "Si vous ne voulez pas être tués il faut partir !" Je me suis rendue au centre-ville* [il s'agit d'Istok, une ville de l'ouest du Kosovo]. *Les maisons ont été pillées par les Gitans, puis incendiées par la police. La maison de l'OSCE* [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, qui avait déployé 1 400 vérificateurs sur le terrain à l'automne 1998] *a été brûlée »*, confie à Médecins sans frontières (MSF) une femme de quarante-quatre ans originaire d'Istok, réfugiée avec ses cinq enfants et son père à Rozaje, au Monténégro.

Elle poursuit : *« Ensuite, je me suis enfuie sous la pluie vers les montagnes. J'ai marché pendant une dizaine d'heures, accompagnée d'enfants (le plus jeune avait un mois) et de paralysés. Nous avons passé trois jours dans les montagnes sans rien, ni nourriture, ni vêtements, ni argent. Alors, nous sommes retournés en ville. La police nous attendait. Nous avons été rassemblés (peut-être 5 000 personnes) à la station de bus. Nos avons été frappés et menacés. Des vieillards et des gens paralysés ont été tués. La police nous a lancé un ultimatum : si à 23 heures vous n'êtes pas partis, vous êtes morts. Nous avons attendu cinq heures.* (...) *Des Albanais, avec un tracteur, m'ont emmenée au Monténégro. »*

Dans le cas de Pristina, la capitale de la province, l'épuration commença par les quartiers périphériques pour se terminer par le centre. Rue après rue, les habitants de cette ville, qui comptait 200 000 âmes avant la guerre, furent tirés de chez eux selon le même scénario que celui précédemment décrit, puis conduits à la gare ferroviaire, où des trains totalement bondés les emmenèrent vers la frontière macédonienne. Parfois, les villes furent « épurées » par étapes. A Djakova (Djakovica en serbo-croate), une ville d'environ 100 000 habitants située à neuf kilomètres de la frontière albanaise, la population catholique albanaise serait restée jusqu'à la fin du mois d'avril, fournissant un précieux secours en vivres aux Albanais de confession musulmane chassés au lendemain des frappes et réfugiés dans les montagnes, démunis de tout.

En revanche, la ville de Pec, environ 80 000 habitants, chef-lieu d'une région de monastères orthodoxes à l'ouest, fut, dès les premiers jours, totalement vidée. Les archives de l'état civil, les cadastres auraient été détruits sur place. Toutefois, les gens qui ont fui vers le Monténégro ont, en majorité, pu garder intacts leurs papiers d'identité, tandis que les réfugiés se dirigeant vers l'Albanie ou la Macédoine se les sont vu confisquer, puis déchirer, pendant le trajet ou au poste-frontière. Certains ont même dû signer une lettre par laquelle ils renonçaient au droit de rentrer chez eux.

Puis ce fut le tour, entre le 27 mars et le 16 avril, des petites localités et villages entourant ces villes : Padalista, Vrela, Belaj, Moistir, Racosh, Cerce autour de Pec et d'Istok ; Dvaran, Grikove, Sapi dans la région d'Orahovac ; Tavnic, Shipolje, Vaganica, Doberluk autour de Mitrovica ; Donaj, Malsiere, Dragas autour de Prizren, sans qu'il soit possible de retrouver dans ces expulsions une application stricte du plan de nettoyage ethnique de la province, dit *« en fer à cheval »* (*podkova* en serbo-croate). Quant aux 11 600 réfugiés qui se pressaient à la frontière macédonienne le 4 mai, ils venaient en majorité du nord (Podouevo) ou du centre (Glocovac, à trente-cinq kilomètres au sud de Pristina).

Cette campagne planifiée et organisée a conduit au plus grand déplacement de population qu'ait connu l'Europe depuis la deuxième guerre mondiale. La planification de cette opération ne fait aucun doute. William Bourdon, l'avocat de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) qui a recueilli, entre le 8 et le 11 avril, des témoignages de Kosovars réfugiés au Monténégro, rapporte : *« Beaucoup de ces réfugiés parlent de voisins ou d'amis serbes les ayant mis en garde plusieurs jours avant le début des bombardements* (...). *Des armes avaient été distribuées parmi la population serbe avant le commencement des frappes. »*

Une enquête journalistique récemment publiée par le *Washington Post* remonte plus loin dans le temps. Elle rappelle qu'en janvier un journal de Pristina avait informé ses lecteurs que les fonctionnaires yougoslaves du Kosovo avaient reçu la consigne de réunir à des *« fins de protection »* des archives venues de différents villages et de les envoyer au nord et à l'ouest. Au même moment, musées, bibliothèques et monastères ont commencé à être vidés, les richesses qu'ils recelaient auraient été envoyées à Belgrade. La suite est plus connue : le renforcement de la présence des troupes yougoslaves au Kosovo au moment même où se tenaient les négociations de Rambouillet, la présence – dès janvier selon le Post – de paramilitaires comme les « tigres » d'Arkan dans la région de Mitrovica, de Velika Hoca ou ailleurs, les « bérets rouges » de Franko Simatovic. Le départ, enfin, des vérificateurs de l'OSCE, qui franchirent la frontière macédonienne le 20 mars, sous les applaudissements des forces serbes.

D'APRÈS un décompte publié lundi 10 mai par le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), 900 000 Albanais du Kosovo ont quitté la province depuis les affrontements de mars 1998, dont 716 000 depuis le déclenchement des bombardements aériens de l'OTAN, le 24 mars. Parmi eux, 406 000 ont trouvé refuge en Albanie, 230 900 en Macédoine, 61 700 sont au Monténégro, 17 600 en Bosnie. De source yougoslave non confirmée par le HCR, 60 000 personnes seraient en Serbie et 130 000 ailleurs en Europe. En sept semaines, les paramilitaires, les unités de l'armée et de la police du président serbe Slobodan Milosevic ont réussi à faire à grande échelle ce qu'ils n'avaient qu'esquissé lors du conflit en Bosnie-Herzégovine : chasser, par une politique de terreur et de déportations systématiques, les deux tiers de la population albanaise de souche qui, à 90 %, peuplait le Kosovo. Combien sont restés à l'intérieur de la province et quel peut être leur sort ?

Lors du recensement de 1991, la population albanaise de la province avait été estimée à 1,8 million de personnes, auxquelles venaient s'ajouter 200 000 Serbes. Ce recensement – simple projection selon certains, car les Albanais de souche l'avaient à l'époque boycotté – devrait permettre une évaluation, même approximative, du nombre de personnes restées au Kosovo. Toutefois, à l'heure qu'il est, l'incertitude est totale sur le nombre et le sort de ces populations. Les ONG parlent d'une *« catastrophe humanitaire en cours »*. Des centaines de milliers de personnes, chassées de leurs foyers, erreraient, pour moitié sans abri, sans être parvenues à atteindre les pays limitrophes. Les informations sur leur nombre exact, leur situation alimentaire et leur localisation sont rares et varient selon les sources.

L'Alliance atlantique estime leur nombre entre 200 000 et 300 000. Le secrétaire général de l'Alliance, Javier Solana, avait, le 29 avril, évoqué le chiffre de 820 000. *« Le nombre des personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo est de 200 000, elles sont regroupées dans trois régions »*, a affirmé à la mi-avril Hubert Védrine, le ministre français des affaires étrangères. Deux jours plus tôt, le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, avait évoqué les privations endurées par pas moins de *« 700 000 Kosovars déplacés »*, un chiffre cité le matin même par le *New York Times*. *« Je ne sais pas combien de personnes sont déplacées, au moins 270 000 »*, avait indiqué à la même période le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Sadako Ogata.

Venue au siège de l'OTAN à Bruxelles le 14 avril, Mme Ogata s'était entretenue de la situation des réfugiés et des personnes déplacées avec M. Solana. *« Les militaires de l'OTAN étudient les possibilités »* de venir en aide à ces personnes, mais *« il sera très difficile de trouver une solution car nous ne savons pas où elles se trouvent »*, avait alors déclaré le secrétaire de l'Alliance. Pourtant, le 21 avril, Mme Ogata déplorait le refus de l'OTAN de lui transmettre des informations sur les déplacés : *« J'ai demandé à l'OTAN de partager les informations qu'elle recueille sur les populations déplacées grâce à la surveillance aérienne, mais jusqu'ici elle a refusé de le faire. »*

Un peu auparavant, la presse internationale avait, sur la foi de clichés pris par les avions de reconnaissance occidentaux, publié de nombreuses cartes avec les localisations des groupes de déplacés, notamment dans les régions de Lapusnik (centre, entre 70 000 et 100 000), Podouevo (nord, 100 000) et Djakova (sud, à neuf kilomètres de la frontière albanaise, 100 000). D'après la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), *« le pire est à craindre pour les hommes, femmes et enfants qui se sont repliés dans les montagnes de la région de Kacanik et au sud-est, notamment entre Kacanik et Gnjilane. De nombreux décès doivent être déplorés. »*

Un instant évoquée, la perspective de largages de vivres à ces groupes épars fut rapidement abandonnée car trop problématique. Pour que les largages soient précis, les avions de l'Alliance devraient voler à basse altitude et à faible vitesse, se mettant à la portée des tirs de la DCA serbe. Enfin, la perspective d'une aide apportée aux déplacés du Kosovo par les dernières ONG sur place, une option avancée par la France en particulier, est mort-née. La majeure partie du personnel humanitaire a, en effet, quitté la province peu avant le début des frappes. Seuls sont sur place à l'heure actuelle quatre religieuses des Œuvres de Mère Teresa à Pec (ouest) et deux médecins grecs de Médecins du monde (MDM) présents à l'hôpital de Pristina.

La faim pousserait aujourd'hui nombre d'Albanais du Kosovo à fuir la province, selon le Programme alimentaire mondial (PAM). *« La pénurie alimentaire pousse les gens hors du Kosovo »*, a expliqué Mme Lindsey Davies, coordinatrice du PAM à Skopje. Dans une *« enquête de sécurité alimentaire »* effectuée quelques jours avant le déclenchement des bombardements de l'OTAN, Action contre la faim (ACF) soulignait *« l'accès moindre »* de la population albanaise aux commerces les mieux approvisionnés, tenus par des Serbes.

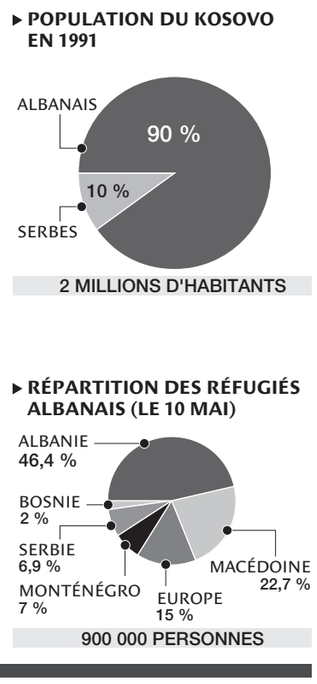
SELON des récits de réfugiés recueillis en Albanie et en Macédoine,les choses ont empiré depuis : les magasins d'alimentation tenus par des Albanais ont été systématiquement pillés et incendiés, le bétail et les stocks alimentaires détruits dans les villages attaqués (400 villages incendiés selon l'OTAN). D'après ces derniers, le marché noir des produits alimentaires s'est renforcé. Le prix du kilo de sucre a été multiplié par six. Mais, même dans le cas où les Albanais ont assez d'argent pour s'acheter des denrées au marché noir, *« les produits disponibles vont en majorité aux Serbes »*, explique Mme Davies. Enfin, corroborant ces craintes, le personnel humanitaire présent en Albanie, en Macédoine et au Monténégro souligne l'état de délabrement de plus en plus grand des derniers arrivants, parmi lesquels des cas de malnutrition sont signalés. L'OTAN a évoqué pour sa part des cas de choléra et de typhus parmi les personnes restées au Kosovo.

Mais des rumeurs encore plus alarmantes se font jour. Jamie Shea, le porte-parole de l'Alliance atlantique, a ainsi montré plusieurs prises de vues aériennes de possibles fosses communes, notamment dans le village de Pusto Selo (au sud-ouest de Pristina). Des hommes seraient contraints d'enfouir des mines dans le sol (l'OSCE aurait recueilli nombres de témoignages sur ce sujet), d'autres auraient été enrôlés pour creuser des tombes, pour enterrer les victimes de massacres.

Enfin, des civils, y compris des femmes et des enfants, seraient, selon le HCR, utilisés par les forces serbes comme « boucliers humains » : d'après les récits concordants de réfugiés parvenus en Albanie, des femmes et des enfants auraient été enfermés dans un dépôt de munitions des environs de Prizren, au sud-ouest du Kosovo, lors des raids de l'OTAN, a affirmé Kris Janowski, porte-parole du HCR. Préalablement séparés d'une soixantaine d'hommes par les forces serbes au cours de leur exode, ces femmes et ces enfants seraient détenus dans un bâtiment de trois étages. Au premier étage se trouverait le dépôt de munitions, le deuxième étage servirait de quartier à des militaires serbes, le dernier étage enfin serait bondé d'otages, a détaillé M. Janowski, qui reconnaît toutefois ignorer leur nombre exact.

Car, une fois partis les représentants de diverses ONG et les 1 400 vérificateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et en l'ab-

Le Kosovo vidé de sa population



900 000 Albanais ont fui le Kosovo depuis le début de l'épuration ethnique déclenchée par les Serbes, et plusieurs centaines de milliers errent encore à l'intérieur des frontières. Leurs témoignages, recoupés par le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies, la Fédération internationale des droits de l'homme et les organisations humanitaires, confirment la volonté de déporter les populations avec destruction des états civils, des cadastres, des biens. Ils attestent des exécutions, viols et pratiques qui relèvent des « crimes contre l'humanité »

« Ils nous ont demandé de nous déshabiller et de nous mettre vers des mitrailleuses qui étaient en action. Nous sommes restés là, sous la pluie, pendant deux heures. Des snipers ont visé plusieurs hommes du groupe »

OLEG POPOV/REUTERS

Cegrane en Macédoine, le 7 mai, un camp à 80 km de Skopje. L'agence des réfugiés aux Nations unies a déclaré que la Macédoine avait rouvert sa frontière vendredi 7 mai. Pourtant, sur cette photo, il n'y a aucun signe de réfugiés en transit venant du Kosovo.

LeMonde Job: WMQ1205--0015-0 WAS LMQ1205-15 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 09:50 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0385 Lcp:700 CMYK

L'EPURATION ETHNIQUE AU KOSOVO

GORAN TOMASEVIC/REUTERS

Pristina, le 1er avril. Un train bondé de réfugiés, la plupart d'origine albanaise, qui tentent de quitter le Kosovo pour la Macédoine.

sence de représentants de la presse internationale, plus rien ne filtre sur la situation interne au Kosovo. Les quelques journalistes convoyés par les autorités yougoslaves de Belgrade à Prizren (sud-ouest) afin de témoigner des effets du bombardement malencontreux d'une colonne de réfugiés par l'aviation de l'OTAN, à la mi-avril, ont décrit une province à feu et à sang où seules sont restées intactes les maisons serbes, reconnaissables à la croix entourée des quatre C (S en transcription latine, le symbole de l'unité des Serbes) dessinée sur la porte. *« Le long de la route menant de Gnjilane à Urosevac* [ouest]*, puis au sud de Prizren et au nord-ouest de Djakovica* [Djakova en albanais]*, on peut voir des centaines de commerces détruits, pillés, incendiés »*, a rapporté Steven Erlanger, du *New York Times.*

En fait, les seules informations sur la situation qui prévaut à l'intérieur de la province et sur l'échelle des exactions commises par la soldatesque de Milosevic viennent des personnes réfugiées en Albanie, en Macédoine et au Monténégro. Leurs témoignages ont été abondamment diffusés par la presse mondiale. Plusieurs ONG se sont récemment attachées à recueillir minutieusement et à croiser les récits de réfugiés. De quoi faire taire ceux qui nient, à Belgrade ou ailleurs, qu'un nettoyage ethnique ait jamais eu lieu. *« On ne peut pas parler d'épuration ethnique au Kosovo »*, avait affirmé Igor Ivanov, le ministre russe des affaires étrangères, lors d'un séjour à Madrid le 15 avril. C'est *« toute la population du Kosovo qui souffre.* (...) *Ce ne sont pas seulement les Albanais qui fuient, mais aussi les Serbes »*, avait-il confié à une radio espagnole.

Médecins sans frontières, Human Rights Watch, mais aussi l'OSCE ou la FIDH – en partenariat avec Médecins du monde –, ont établi des rapports. Ceux-ci, et plus particulièrement celui de la FIDH, qui s'attache à donner une qualification juridique à ces crimes, seront en partie transmis au Tribunal pénal international sur l'ex-Yougoslavie. Selon la FIDH, ces assassinats, déportations, persécutions, *« préparés, réfléchis et conduits de façon méthodique et systématique »*, recouvrent *« la qualification de crimes contre l'humanité, tels que prévus par l'article 5 des statuts du TPI »*.

Les équipes de MSF opérant dans les trois pays limitrophes (Monténégro, Albanie, Kosovo) ont ainsi recueilli et recoupé les récits de 639 personnes chassées de quarante-trois villes du Kosovo (soit huit régions : Djakova, Drenica, Mitrovica, Orahovac, Klina, Prizren, Istok et Pec, Pristina) entre le 25 mars et le 16 avril. *« La cause essentielle des mouvements de population est la déportation »*, indique la première conclusion du rapport, qui poursuit : *« Dans l'immense majorité des cas, l'objectif militaire est de déporter l'ensemble de la population d'une zone. Les villages sont vidés de toute leur population par la terreur et par la force. De l'autre côté de la frontière, on retrouve des familles, des quartiers, des villages entiers. »* Preuve du caractère forcé des déportations ? *« Des militaires, des policiers ou des paramilitaires armés encadrent tout le long de la route les colonnes de personnes. Celles-ci suivent un itinéraire imposé jusqu'à la frontière et ne peuvent, sans risque, tenter de s'en écarter. »* Certaines colonnes d'expulsés, selon MSF, ont parfois été *« contraintes de faire de très grands détours par rapport à l'itinéraire le plus court »*. Soumises à *« plusieurs ordres contradictoires »*, elles ont dû, après avoir été chassées une première fois, *« revenir sur leurs pas puis retourner chez elles, où elles ont de nouveau été attaquées »*.

L'organisation Human Rights Watch souligne ainsi que les gens qui ont passé le poste-frontière de Blace aux alentours du 26 avril, venus d'Urosevac (Ferizaj en albanais), ont erré près d'un mois avant de pouvoir sortir. Partis le 24 mars, ils ont été poussés ici et là par les forces serbes. Au cours de ces trajets erratiques, certains groupes de réfugiés, précise MSF, auraient été dirigés vers *« des lignes de front, des poches de résistance, et utilisées pour déstabiliser celles-ci »*. Aux déportations s'ajoutent les spoliations, les destructions de biens : *« Les habitations sont systématiquement brûlées, le bétail tué. »* Les personnes sont rançonnées par les policiers ou les paramilitaires, celles qui ne peuvent pas payer *« sont parfois exécutées devant les autres »*. Les voitures sont souvent volées. Pour les garder, les propriétaires doivent acquitter *« de fortes sommes »*. La plupart des assassinats *« sont liés au vol ou au racket »*.

Les expulsions se déroulent selon un procédé semblable : *« Dans un premier temps, soit le village ou la zone subit des bombardements, soit la police vient, maison par maison, donner les ordres d'expulsion et fixer aux habitants un ultimatum de départ sous peine de mort »*, détaille le rapport. Puis, dans un deuxième temps, si la population refuse d'obtempérer, *« elle est l'objet de violentes représailles : bombardement, encerclement par les chars, tirs des policiers et des paramilitaires. On relève alors l'assassinat de familles entières. »* Une fois le village vidé de ses habitants, *« il est systématiquement brûlé »*. Parfois, *« trains et bus peuvent aussi être réquisitionnés comme à Pristina »*, stipule le rapport.

> « Le long de la route menant de Gnjilane à Urosevac [ouest], puis au sud de Prizren et au nord-ouest de Djakovica, on peut voir des centaines de commerces détruits, pillés, incendiés »
>
> **Steven Erlanger, « New York Times »**

Souvent, au moment des expulsions, *« les hommes sont séparés des femmes »*. Un homme âgé de vingt-huit ans, originaire de la région de Klina (vidée de ses résidents entre le 25 mars et le 12 avril), raconte : *« La police est entrée dans notre maison le 28 mars et nous a demandé de partir pour l'Albanie. Il y avait environ 3 000 personnes rassemblées dans la rue. Sur la route, nous avons été arrêtés par la police et avons dû garder les mains en l'air très longtemps. La police a ensuite séparé les hommes de plus de seize ans du reste du groupe. Ils nous ont amenés à un endroit et nous ont demandé de nous déshabiller et de nous mettre vers des mitrailleuses qui étaient en action. Nous sommes restés là, sous la pluie, pendant deux heures. Des snipers ont visé plusieurs hommes du groupe. »*

UNE enquête épidémiologique réalisée par MSF à la mi-avril auprès de Kosovars réfugiés à Rozaje, au Monténégro, afin d'évaluer l'impact des exactions envers la population civile, fait apparaître *« une répartition globale par personnes et par sexes normale »*. Toutefois, *« dans la classe d'âge des 15-55 ans, les hommes sont sous-représentés, ce qui laisserait supposer qu'une proportion* [13 %, précise le rapport] *des hommes serait restée se battre ou serait décédée »*, conclut l'enquête.

Si les massacres ne semblent pas pouvoir être qualifiés de systématiques, *« des femmes, des hommes et des enfants ont été tués ou blessés lors de l'attaque à la grenade de leur maison, d'autres sont tués lors du vol des biens, d'autres encore sont victimes de tirs des policiers car ils n'obéissent pas assez vite ou résistent à l'ordre d'expulsion »*. Enfin, les personnes susceptibles de *« ralentir les déportations (handicapés, personnes âgées, invalides) ont été exécutées ou sont restées au Kosovo »*. Dans presque tous les cas, les témoignages mentionnent que les violences sont commises par des policiers et des paramilitaires masqués, parmi lesquels de nombreux témoins disent avoir reconnu *« des voisins serbes ou des policiers locaux »*.

Une jeune fille originaire de Padalista, un village aux environs d'Istok (ouest), raconte : *« Le 27 mars, la police, les paramilitaires et l'armée yougoslave ont assailli notre village avec des Jeep, des camions et des chars.* (...) *Pendant une heure, des tirs continus nous ont empêchés de sortir de la maison. Puis quelqu'un a cassé une fenêtre et est entré. C'était le fils de mon voisin. Il portait un foulard noir sur la tête. Il est entré en disant : "Nous ne sommes plus voisins maintenant." La police nous a ordonné de sortir. Trois membres de ma famille sont sortis. A peine à l'extérieur, ils se sont fait tirer dessus par l'armée. Le reste de ma famille a pu s'enfuir et nous nous sommes cachés dans les environs. J'ai été témoin, pendant que nous nous cachions, de plusieurs scènes semblables d'assassinats, y compris celui d'un enfant de deux ans. »* Sur la foi de témoignages recoupés de nombreux réfugiés, l'organisation Human Rights Watch signale le massacre de soixante Albanais – dont vingt membres de la famille Popaj et vingt-cinq membres du clan Zhuniqi – à Bela Crkva, le 24 mars, quelques heures à peine après les premiers bombardements de l'OTAN, celui de quarante hommes à Velika Krusa, le lendemain, et donne la liste de trente-deux victimes tuées entre le 1er et le 4 avril à Djakova. D'autres récits, *« dignes de foi »* selon HWR, évoquent des exécutions de masse à Mala Krusa, Celina, Pirane, dans la région d'Orahovac. La concentration des assassinats de masse dans cette région pourrait correspondre à *« une revanche »* des forces serbes, dans une zone autrefois contrôlée par l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

Pour le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), qui a recueilli les témoignages concordants de 2 476 réfugiés, c'est entre cent et deux cents hommes qui auraient été récemment massacrés par les forces serbes à Djakova (aujourd'hui totalement encerclée par les forces de « sécurité » serbes) et dans ses environs (village de Mei et Oriza). Les récits de ces réfugiés, arrivés épuisés et en état de choc au poste-frontière de Morina (Albanie), le 29 avril, mentionnent *« des piles de cadavres »* dans les rues.

Enfin, l'agence Kosovapress, organe de l'UCK, a fait état, le 28 avril, du massacre de cinquante-trois Albanais de souche, commis le 17 avril par la police spéciale serbe dans le village de Poklek, près de Glogovac, dans le centre du Kosovo. L'agence dresse une liste précise des victimes – essentiellement du sexe féminin – selon leur âge (de six mois à soixante-quinze ans) et leur sexe, et publie leurs noms. D'après Kosovapress, les auteurs sont revenus pour détruire la maison où les victimes avaient été tuées à la grenade et à l'arme automatique. Les villageois auraient été rassemblés dans un premier temps dans une maison par des policiers serbes au front cerné d'un bandeau qui cherchaient des *« terroristes »*. Ils ont été tués après avoir été enfermés toute une journée. Leurs corps ont été brûlés par la suite par les Serbes.

Marie Jégo

LES ENQUÊTES DES ONG

● **Médecins sans frontières** était présent au Kosovo depuis six ans lorsque les frappes ont commencé, le 24 mars.
Leurs missions se trouvaient à Pec, Pristina, Prizren où, depuis février 1998, ils avaient mis en place des *« consultations itinérantes »*. Une semaine après le début des bombardements de l'OTAN, la mission a dû être évacuée. Une mission a rouvert au Monténégro, il y a quelques mois.
Aujourd'hui, 110 personnes travaillent entre l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro.
Ces équipes ont mené une enquête entre le 25 mars et le 16 avril auprès de 639 personnes, qui ont répondu à un questionnaire standard.
Le rapport, intitulé *Histoires d'une déportation,* comporte trois feuillets de présentation, de nombreux témoignages de réfugiés, une enquête épidémiologique réalisée à Rozaje, au Monténégro.

● **La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH),** en partenariat avec **Médecins du monde,** dont les équipes sont sur place – y compris au Kosovo pour Médecins du monde-Grèce –, a envoyé un avocat, William Bourdon, au Monténégro du 8 au 11 avril, deux avocats en Albanie du 21 au 26, et un magistrat accompagné d'un avocat en Macédoine du 24 au 27 avril.
Ces rapports vont permettre de qualifier juridiquement les actes commis sur la base des statuts du Tribunal pénal international (TPI).
Après avoir envoyé de nombreuses missions sur place, la FIDH avait déjà, en 1998, interpellé la communauté internationale sur des *« violations massives des droits de l'homme au Kosovo »*.

● **Human Rights Watch** émet régulièrement des bulletins d'informations recueillies par ses enquêteurs sur place dans les trois pays limitrophes du Kosovo.
Les bulletins faisant état de massacres sont accompagnés de listes des noms des personnes assassinées.

LeMonde Job: WMQ1205--0016-0 WAS LMQ1205-16 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 09:50 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0386 Lcp:700 CMYK

Les grandes étapes de la guerre

La guerre sera courte

23 MARS Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, donne l'ordre de *« lancer des opérations aériennes en République fédérale de Yougoslavie »*. Bill Clinton déclare : *« La superpuissance mondiale doit se dresser contre la purification ethnique. »*

24 MARS premières frappes.

25 MARS Javier Solana indique que les frappes dureront *« encore quelques jours »*.

1er AVRIL Javier Solana précise qu'elles continueront *« des semaines plutôt que des jours »*.

15 AVRIL William Cohen, secrétaire américain à la défense, ajoute que les bombardements pourraient durer *« beaucoup, beaucoup, beaucoup de semaines, ou même de mois »*.

N. KOULISCHER

Le 25 mars, après les premières frappes : le général Wesley Clark, commandant en chef des forces alliées, et Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, donnent leur première conférence de presse.

SCOTT REED

Ravitaillement en vol d'un F-15 E américain. Les frappes s'étendent à tout le territoire yougoslave, de Novi Sad, au nord...

... où les ponts sur le Danube sont détruits, à Pristina, au Kosovo.

La guerre est médiatique

LE CONFLIT a donné lieu à une intense bataille de communication entre Belgrade et l'OTAN. Ainsi, dès le début de la guerre, la télévision de Belgrade a diffusé les images d'un peuple uni, solidaire, courageux, qui, une cible sur la poitrine, envahissait les ponts pour empêcher l'aviation alliée de les bombarder, et se pressait en masse aux concerts rock.

31 MARS trois soldats américains sont capturés en Macédoine. Ils seront libérés le 1er mai.

Slobodan Milosevic est un redoutable expert en communication. La capture de trois soldats américains, puis leur libération lorsque Jesse Jackson vint plaider leur cause à Belgrade...

NIKOLA SOLIC

1er AVRIL Slobodan Milosevic reçoit, à Belgrade, Ibrahim Rugova, chef modéré des Albanais du Kosovo, son otage. Les images seront diffusées dans le monde entier. Ibrahim Rugova pourra finalement quitter le pays pour Rome, le 6 mai, au moment où Belgrade paraît assouplir sa position face aux alliés.

RADE PRELIC

... ou la rencontre avec le leader kosovar modéré Ibrahim Rugova : autant de « coups » médiatiques savamment orchestrés.

La guerre sera propre

LA PRÉCISION des armements modernes utilisés par l'aviation et la marine alliés est censée éviter de tuer des civils. Plusieurs méprises tragiques font cependant des victimes, sans qu'il soit possible d'établir des bilans avec certitude. On retiendra surtout, dans l'opinion occidentale, cinq *« erreurs »* :

12 AVRIL bombardement d'un train qui s'engageait sur un pont dans le sud de la Serbie. 24 tués, de source serbe.

14 AVRIL bombardement d'une colonne de réfugiés, près de Djakovica. 75 morts selon Belgrade.

27 AVRIL bombardement d'un quartier résidentiel à Surdulica. 20 morts selon la télévision serbe.

1er MAI autobus touché lors du bombardement d'un pont près de Pristina. 47 morts.

8 MAI l'ambassade de Chine à Belgrade est frappée par trois missiles. 4 morts, une vingtaine de blessés.

EMIL VAS

Un train de voyageurs...

GORAN TOMASEVIU

... une colonne de réfugiés kosovars, un autobus touché lors du bombardement d'un pont : les civils ne sont pas épargnés par les frappes de l'OTAN...

... dont la dernière « bavure » est le bombardement de l'ambassade de Chine en Yougoslavie.

GORAN TOMASEVIC

La guerre contre Milosevic

SLOBODAN MILOSEVIC est la cible principale de l'OTAN. Pour qu'on le comprenne bien, les alliés ont bombardé des symboles de son pouvoir ou de son régime :

21 AVRIL l'immeuble du Parti socialiste de Slobodan Milosevic.

22 AVRIL la résidence officielle du président yougoslave.

23 AVRIL la télévision officielle serbe.

30 AVRIL le siège de l'état-major yougoslave et le ministère fédéral de l'intérieur.

6 MAI Pozarevac, ville natale du président.

EMIL VAS

L'OTAN cherche à toucher personnellement le président yougoslave : le siège de son parti...

ZORAN ANASTASIJEVIC

...dont les décombres sont fouillés par les secouristes, ont tour à tour été frappés.

... sa résidence officielle...

...et l'immeuble de la télévision serbe...

PHOTOS REUTERS

LeMonde Job: WMQ1205--0017-0 WAS LMQ1205-17 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:38 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0387 Lcp:700 CMYK

Cadavre exquis *par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française*

LA MORT de Mouna Aguigui va créer un vide au Festival de Cannes, qui s'ouvre cette semaine. Non pas sur l'escalier rouge où s'exposent décolletés et smokings, mais derrière les barrières de la Croisette, là où se bousculent les sans-grade ni badge. Aucune fête n'était complète, depuis trente ans, tant qu'on n'apercevait pas, au loin, son galure couvert de médailles, sa barbe piquetée de fleurs, son vélo à sonnette, toute une bimbeloterie proclamant son anarchisme écologiste. Monsieur Dupont, alias Mouna Aguigui, a rangé sa bécane tintinnabulante. Sa voix de folle sagesse s'est définitivement enrouée. Demain, ce sera comme si on jouait Shakespeare sans les scènes de bouffons, Marivaux sans la santé des valets, Beaumarchais sans Figaro. Peut-on gouverner, enseigner, penser, si plus personne, au dernier rang, ne se gausse des rationalités et des rhétoriques admises ?

Les Anglais, eux, disposent d'une tradition pour que soit tenu ce rôle vital. Le répertoire de théâtre et Hyde Park ont leur coin des grandes gueules « pas d'accord ». Le clown improvisé fait partie du paysage. Personne ne le remarque plus. Le droit au déguisement et l'indifférence au dégoisement appartiennent au contrat tacite de la citoyenneté. En France, l'hurluberlu des rues doit imposer sa présence et sa jactance. Faute d'un vedettariat acquis de longue lutte, c'est la conduite au poste. La fantaisie déviante relève du trouble à l'ordre public.

Il n'en a pas été toujours ainsi. Les « Aguigui » ont eu leur heure bénie, après la guerre, vers Saint-Germain-des-Prés. Il y avait le bonapartiste taciturne, les sandales et les drapés grecs de la famille Duncan, dont l'ancêtre Isadora avait été étranglée par son écharpe, enroulée dans la roue d'un cabriolet (Cocteau aidant, on croyait alors aux clins d'œil artistes du destin). Le poète Artaud faisait des croche-pieds aux passants avec sa canne rapportée d'Irlande, cadeau de Saint-Patrick. Un sosie de Verlaine s'aspergeait le visage, à genoux dans les caniveaux du boulevard Saint-Michel. Une joueuse de banjo calmait la faim des clients de Lipp attendant leur tour à la terrasse.

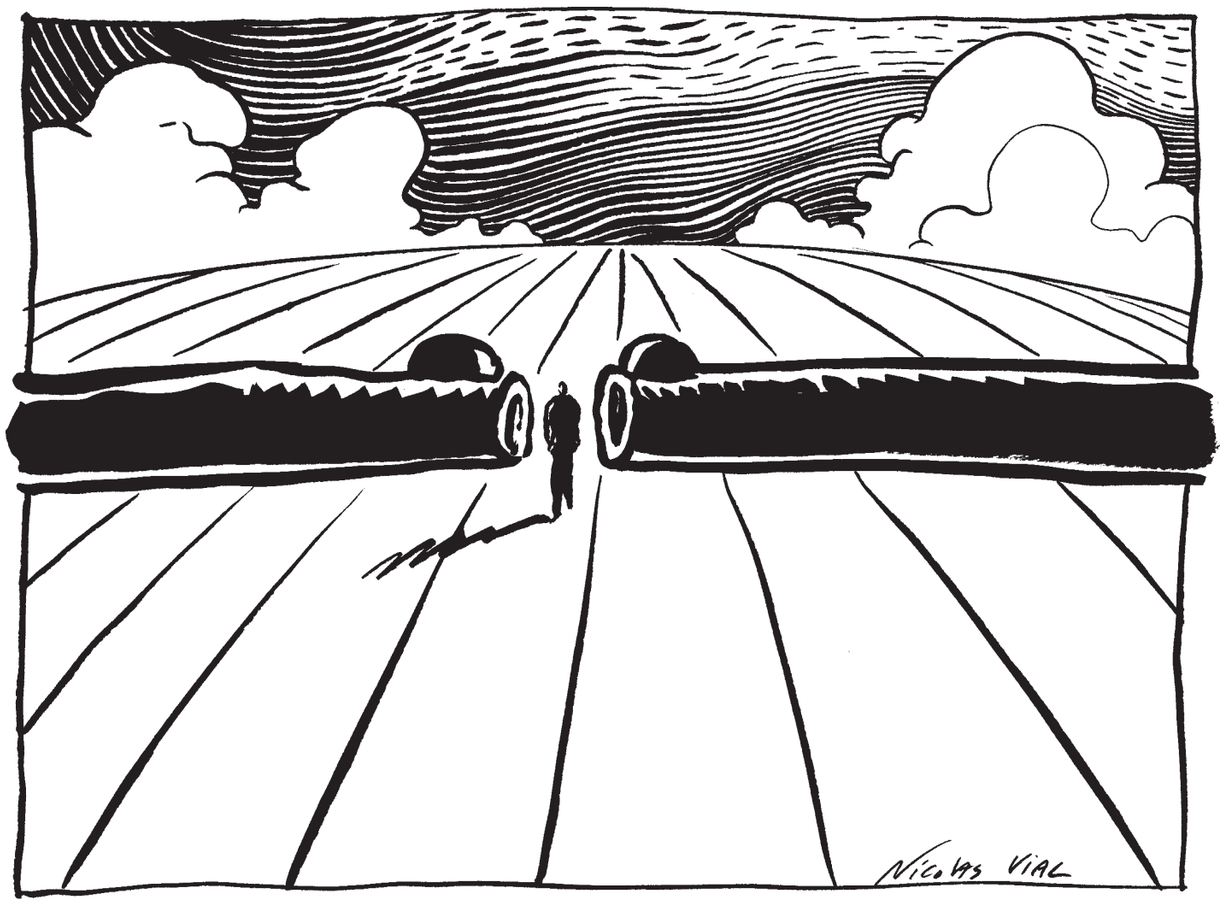
On jetait la pièce ou non. La « manche » n'était pas le but premier, comme aujourd'hui, chez les automates aux yeux rougis de rester ouverts interminablement, ou chez l'imperturbable explorateur casqué de la rue de Buci. D'un sourire gratuit, le fada de service reprenait le message des anciens carnavals : que l'ordonnancement des sociétés repose sur les frêles pilotis de nos consentements. Mai 68 allait populariser l'intuition du badaud que seule notre mollesse exclut le « tout autre chose », toujours possible.

Désormais, c'est l'actualité qui se charge de rappeler les probabilités du n'importe-quoi. Les « frappeurs » de l'OTAN en ex-Yougoslavie, et ceux de la gendarmerie en Corse, rivalisent, dirait-on, avec les gags d'un Gérard Oury. Dans ces cas d'extravagance au naturel, le vocabulaire emprunte ses superlatifs de navrance à la littérature : l'énormité est dite *ubuesque, kafkaïenne*. Depuis peu, l'ampleur des facéties du réel leur vaut le qualificatif de *surréalistes*, par allusion à l'art poétique qui donnait leurs chances au rêve, à l'association automatique, aux agencements de mots improbables, tels *cadavre* et *exquis*.

Le silence de l'innocent Aguigui prend valeur de symbole, en ces jours de kermesse et de tir forain. Les pitres qui montrent la machine tournant fou ne sont plus coiffés de grelots inoffensifs, mais de feuilles de chêne.

Et leurs pétards mouillés n'amusent personne.

Tensions *par Nicolas Vial*



L'Euroland à l'épreuve de la divergence

Suite de la première page

Autrement plus alarmant apparaît être le décalage actuel entre les trois grands poids lourds de l'Euroland que sont la France, l'Allemagne et l'Italie. Le PIB italien a progressé de 1,3 % seulement en 1998 et ne devrait guère croître davantage cette année. L'Allemagne n'est guère mieux lotie, avec une croissance limitée à 2,3 % en 1998 et amenée à se ralentir encore en 1999 (+ 1,5 %). En dépit d'un *« trou d'air »*, l'économie française tire mieux son épingle du jeu : une hausse du PIB de 3,2 % en 1998 et une perspective de progression de 2,3 % pour 1999. Entre Paris et Bonn, de tels écarts de croissance n'avaient plus été observés depuis huit ans. Jamais, depuis la réunification allemande, le couple économique franco-allemand n'avait été à ce point tiré à hue et à dia. La mission de la BCE s'en trouve singulièrement compliquée.

Sa décision d'abaisser, début avril, son principal taux directeur répondait bien à la dégradation économique en Allemagne et en Italie, alors que la situation de la France plaidait plutôt pour une neutralité monétaire. Enfin, celle du petit groupe de pays à croissance forte aurait justifié un resserrement, comme l'a d'ailleurs souligné le premier ministre espagnol José Maria Aznar.

En théorie, les inégalités de croissance observées en Europe ne devraient pas poser de problèmes monétaires insurmontables, du moins si l'on en juge d'après l'exemple des Etats-Unis. Il est arrivé fréquemment dans le passé que la Réserve fédérale américaine soit confrontée à de tels écarts entre les différents Etats. L'activité peut être au même moment dynamique en Californie et déprimée au Texas. La tâche de la Fed consiste à établir un bilan moyen de l'économie du pays pour en définir ses besoins monétaires généraux.

BANQUE CENTRALE LAXISTE

Il n'est pas sûr que la BCE, quoi qu'elle en dise, soit déjà parvenue à une lecture aussi globale. En réduisant ses taux, elle a délibérément privilégié l'évolution économique de l'Allemagne sur celle des autres membres de la zone, elle a agi en fonction de l'état de santé du pays le plus faible. Certes, cette attitude peut se justifier dans la mesure où l'économie allemande est la plus grande de l'Euroland et que son entrée en récession menacerait toute la zone. Mais le risque existe bien, selon les experts, d'une banque centrale exagérément charitable, laxiste, ne définissant sa politique qu'à partir de la situation économique de la nation la plus défavorisée : l'euro y perdrait vite une grande partie de sa crédibilité.

De surcroît, à la différence de ce qui se passe aujourd'hui en Europe, les inégalités de croissance observées aux Etats-Unis s'expliquent le plus souvent par des spécialisations industrielles régionales. Elles ne tiennent pas à des distorsions de fiscalité, d'organisation du marché du travail et surtout à des décalages de compétitivité. Elles présentent par conséquent des effets économiques, sur le plan national, moins profonds, moins durables, d'autant que la main-d'œuvre y est très mobile.

Sur le Vieux Continent, des tendances économiques de fond, liées aux structures de chaque pays, s'exercent : dans ces conditions, les écarts de croissance ne peuvent que persister, sinon grandir. L'Allemagne est aujourd'hui principalement handicapée – pour une fois les économistes de toutes tendances sont d'accord sur ce point – par un attachement à sa culture industrielle au détriment de celle des services et plus encore par son manque de compétitivité. Les coûts salariaux y sont parmi les plus élevés au monde et se trouveront renchéris par les accords généreux récemment conclus. Cette évolution se traduira immanquablement par des efforts accrus de productivité de la part des entreprises allemandes, avec à la clé une nouvelle vague de délocalisations et de destructions d'emplois.

Au mal économique de l'Allemagne, qui est aussi celui, euro oblige, de l'ensemble de l'Euroland, la BCE est dans l'incapacité d'apporter un remède. La seule potion monétaire vraiment efficace consisterait à rétablir la compétitivité du pays en dévaluant le deutschemark. Mais, depuis le 1er janvier 1999 et l'arrivée de la monnaie unique, cette solution n'est plus disponible. De nombreux analystes avaient pourtant souligné le danger qu'il y avait, pour l'Union monétaire, à faire adhérer une Allemagne lourdement handicapée par un taux de change surévalué. Ils avaient réclamé un réajustement de la parité du mark avant que l'euro ne soit lancé. En vain. Personne, en Europe, n'a osé aborder cette question tabou avec le gouvernement du chancelier Helmut Kohl et la Bundesbank. Les économies de la zone euro n'ont pas fini de payer cette erreur monétaire initiale majeure.

REMISE À FLOT

Aujourd'hui, les dirigeants allemands tolèrent la baisse de l'euro, espérant qu'elle permettra de restaurer la compétitivité du pays sur le marché mondial. Mais l'Allemagne réalisant la moitié de ses échanges avec le reste de la zone euro, c'est d'abord avec ses voisins qu'il serait indispensable que l'Allemagne se remette à flot. Certains affirment qu'il faut se réjouir des difficultés de l'économie allemande : ses pertes constitueraient autant de gains pour ses partenaires. Ce calcul n'est pas seulement égoïste, contraire à l'esprit même de l'Union monétaire, il est aussi erroné. L'économie de l'Euroland n'a aucun intérêt à conserver un cœur malade et à laisser s'installer une divergence de croissance durable entre les nations qui la composent. Car, faute d'outil monétaire d'harmonisation, il faudra alors envisager des solutions budgétaires sous la forme de transferts des pays les plus forts vers les nations les moins dynamiques. Mais qui imagine aujourd'hui sérieusement que l'Irlande puisse indemniser les chômeurs allemands ? Les esprits ne sont pas mûrs pour mettre en place cette forme ultime de coordination et de solidarité des politiques économiques.

Pierre-Antoine Delhommais

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : **01-42-17-20-00.** Télécopieur : **01-42-17-21-21.** Télex : **206 806 F**
Tél. relations clientèle abonnés : **01-42-17-32-90**
Internet : **http : //www.lemonde.fr**

ÉDITORIAL

M. Milosevic à la manœuvre

DÉBUT de retrait effectif du Kosovo ou nouvelle manipulation du président Slobodan Milosevic ? Aucune source indépendante n'était en mesure, mardi 11 mai, de confirmer l'annonce faite la veille à Belgrade : les forces serbes, police et armée, auraient commencé un *« désengagement partiel »* de la province martyre. Dûment vérifié, pareil mouvement pourrait changer l'évolution de la guerre, précipiter une solution diplomatique voire diviser les alliés sur la poursuite des bombardements...

Pour l'heure, et faute de la moindre preuve, force est de se borner à une observation : le président de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), en bon tacticien, exploite chacune des terribles bourdes commises par les alliés dans la conduite de la guerre. Car il lance son ballon d'essai au beau milieu de l'embarras causé par la dernière des bavures de l'OTAN, quand les opinions publiques occidentales commencent à douter, au moment où l'accumulation des ratages multiplie les morts civils et pose de manière plus aiguë et dramatique que jamais une question formulée ici au premier jour des raids : celle de la fin et des moyens, de l'adéquation des raids aériens à l'objectif poursuivi.

Même si le retrait annoncé à Belgrade pouvait être interprété comme un début de revirement des dirigeants serbes – hypothèse nullement prouvée –, il resterait logique avec la stratégie de M. Milosevic. Il a, lui, réalisé ses objectifs. Le jour même où il annonçait son *« désengagement »*, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) annonçait autre chose : 900 000 réfugiés aux frontières du Kosovo. En clair, les forces serbes ont vidé la moitié de la province de sa population. Les dirigeants de Belgrade disent eux-mêmes que l'« équilibre » démographique ainsi atteint pourrait les satisfaire, rendre le Kosovo contrôlable, bref justifier un certain *« désengagement »*. La sale besogne a été accomplie.

Plus qu'un ébranlement de la direction belgradoise, l'annonce de ce début de retrait paraît manifester que M. Milosevic a toujours l'initiative. Il a mené à terme son « offensive militaire » au Kosovo ; il en conduit une autre, politico-diplomatique, pour sortir de la guerre au meilleur coût. C'est l'autre côté, le camp allié, qui paraît sur la défensive. Ses chefs politiques et militaires passent leur temps à devoir présenter leurs « excuses » pour d'invraisemblables « bavures » – l'ambassade de Chine à Belgrade figure sur toute carte touristique –, sans être encore en mesure de prouver, réellement, que les forces serbes sont réduites à l'impuissance ou que M. Milosevic est à bout de forces.

Le président de la RFY sait – on a pris soin de le lui dire – qu'il n'a pas à craindre d'offensive terrestre. Il sait les limites des bombardements aériens. Il peut, à loisir, tester l'unité et la détermination des alliés. En relâchant trois soldats américains, en laissant Ibrahim Rugova, l'un des chefs historiques du mouvement kosovar, aller à l'étranger ou encore en annonçant un début de retrait militaire. D'une façon ou d'une autre, c'est toujours lui qui a la main.

Le Monde est édité par la **SA LE MONDE**
Président du directoire, directeur de la publication : **Jean-Marie Colombani**
Directoire : **Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy,** directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : **Edwy Plenel**
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz *(Editoriaux et analyses)* ;
Laurent Greilsamer *(Suppléments et cahiers spéciaux)* ; Michel Kajman *(Débats)* ;
Eric Le Boucher *(International)* ; Patrick Jarreau *(France)* ; Franck Nouchi *(Société)* ; Claire Blandin *(Entreprises)* ;
Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Christian Massol *(Secrétariat de rédaction)*
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : **Robert Solé**

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la **SA Le Monde**
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde,*
Fonds commun de placement des personnels du *Monde,*
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde,*
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde
Le premier survol de l'Atlantique nord

L'Europe a un peu oublié qu'il y aura trente ans le 16 mai prochain l'amiral Albert Read – alors lieutenant – et le navigateur Eugene Taylor Rhoads étaient les premiers à traverser l'Atlantique nord à bord d'une machine volante. Le 16 mai 1919, trois hydravions, le NC-1, le NC-3 et le NC-4, s'envolent de New York pour l'Europe en passant par Terre-Neuve. La marine américaine a lancé, pour soutenir la tentative de ses officiers, un véritable « pont de bateaux » sur l'Atlantique. Ils recueilleront le NC-1 et le NC-3 qui ne parviendront pas à atteindre les Açores. Seul le NC-4, que pilote le lieutenant Read, atterrit à Horta, puis gagne Lisbonne. Il s'est arrêté dix-sept fois en cours de route, et son voyage à duré cent cinquante-sept heures.

Mais cet exploit en service commandé, accompli avec l'appareil formidable d'une expédition guerrière, satisfait peu les sportifs. Le *Daily Mail* offre 250 000 francs au pilote qui le premier franchira l'Atlantique nord. Le 14 juin 1919, à 5 h 28, le bimoteur *Vimy* décolle de Saint-Jean-de-Terre-Neuve. Le lendemain, à 9 h 40, il arrivait à Clifden, en Irlande. Sur la route ou l'hydravion puis l'avion ont réussi, le dirigeable se lance à son tour : le R-34 de 56 000 mètres cubes quitte l'Ecosse le 6 juillet, gagne l'Irlande du Nord avant le grand bond vers Terre-Neuve, d'où il se rend à Halifax, puis à Long-Island, où il arrive le 6 juillet. C'est la première traversée aérienne *« confortable »* de l'Atlantique : les hommes couchent dans des hamacs, et ni le jambon, ni le thé, ni les œufs ne manquent à leur *breakfast.*

Jean Planchais
(12 mai 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : **3615 code LEMONDE**
Documentation sur Minitel : **3617 code LMDOC**
ou **08-36-29-04-56**

Le Monde sur CD-ROM : **01-44-08-78-30**
Index et microfilms du *Monde* : **01-42-17-29-33**

Le Monde sur CompuServe : **GO LEMONDE**
Adresse Internet : **http : //www.lemonde.fr**

Films à Paris et en province : **08-36-68-03-78**

LeMonde Job: WMQ1205--0018-0 WAS LMQ1205-18 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 09:50 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0388 Lcp:700 CMYK

La guerre, les nationalismes et l'avenir des Balkans

par Ivaylo Znepolski

IL n'y a pas de guerre qui jouisse de l'approbation de tous. D'ordinaire, la reconnaissance vient plus tard et elle est due aux résultats durables. Or, une guerre juste et gagnée peut se révéler un échec si les fins obtenues ne justifient pas les dépenses, les efforts et les victimes. Les frappes aériennes de l'OTAN, conçues comme des opérations punitives, n'ont pas pu atteindre leur but initial.

Entre-temps, le plan d'épuration ethnique du Kosovo que Milosevic a mis en action rendait nécessaire l'escalade de l'intervention à tel point que les opérations punitives se sont transformées en véritable guerre. Une guerre a cependant une tout autre logique et ses conséquences sont souvent imprévisibles, d'où la nécessité de redéfinir en permanence aussi bien ses moyens que ses fins. Les communiqués officiels ne font pas de commentaires là-dessus ou bien ce qu'ils nous en disent nous paraît de moins en moins suffisant.

L'ampleur de l'engagement dans la région écarte déjà la possibilité de s'en sortir à peu de frais, c'est-à-dire dans un avenir relativement proche. A l'évidence, on ne peut plus se contenter de faire revenir les Serbes à la table de négociations et de leur faire accepter les conditions de Rambouillet, pas plus que du retour des Kosovars dans le pays car le plus souvent ils n'ont pas où rentrer, tandis que le Kosovo prend de plus en plus l'aspect d'un territoire inhabitable, tout comme la Serbie risque de le devenir. D'où vient le danger principal et vers quoi devrait-on diriger les efforts futurs ?

La culture traditionnelle qui prédomine toujours dans cette région (en dépit de l'existence de différentes couches qui portent la culture de la modernité) est le milieu qui alimente les nationalismes des peuples balkaniques et l'esprit xénophobe en général. L'Histoire comme une série de violences subies, l'état économique arriéré, la vie dure et le repliement sur soi, tout cela est lié à cette culture.

L'homme à culture traditionnelle craint les différences et cherche à les réduire à tout prix. Sous la pression des circonstances, il recherche le salut individuel et un abri au sein du clan chaud, dans les rangs serrés de la petite communauté, dans la définition claire des *« nôtres »* et leur opposition à tous les autres. Tzvetan Todorov parle du nationalisme comme d'un *« égoïsme collectif »*. Il foisonne partout où il y a de graves problèmes sociaux : aujourd'hui en Serbie, en Albanie ou en Macédoine, demain ailleurs.

> Si l'on se contente de solutions partielles sans considérer le vaste contexte qui a rendu possibles ces événements et risque de les reproduire demain, la crise ne sera pas maîtrisée et la région ne sera pas normalisée

Cependant, la culture traditionnelle qui ranime le nationalisme ne fait pas que diriger ses énergies agressives vers l'*« extérieur »*, vers les autres ethnies. Si l'on regarde de plus près les nouvelles démocraties des Balkans, on peut constater que l'agression de cette culture est orientée tout aussi vers l'*« intérieur »*. La communauté nationale même se divise à son tour entre les *« nôtres »* et les *« autres »*, les amis et les ennemis à base de différences corporatistes, politiques, idéologiques, culturelles, sexuelles et même psychologiques...

En témoignent les événements d'hier en Albanie, dont la société commençait à se désagréger devant nos yeux, de même que les événements d'aujourd'hui en Serbie et la solidarité suicidaire de ses citoyens. En témoigne aussi l'aggravation maladive du climat politique et des conflits politiques en Bulgarie, en Roumanie, en Macédoine ou en Croatie... Voilà qui explique aussi bien le blocage interne de la société que son impossibilité de se développer.

Il n'y a pas de bon ni de mauvais nationalisme même si parfois l'un peut être la réponse à l'autre ; même si l'un peut être une arme de défense et de survie ou bien – comme c'est le cas pour les Albanais d'Albanie – même s'il conduit à la solidarité et au soutien humain. La volonté d'aider les *« frères »* en détresse lorsqu'on est à plaindre soi-même montre que les sentiments nationaux des Balkans ont un potentiel considérable d'énergie. Mais, dans les Balkans, les nationalismes se sont toujours induits les uns des autres et celui qui aujourd'hui se fait bouclier de protection du faible peut facilement devenir la pointe d'un glaive demain lorsque la force change de direction.

Nos sympathies vont tout naturellement du côté du plus faible et de la victime, mais il nous faut être très vigilants quant au soutien des armes dont le faible se sert pour se défendre. La solidarité humaine pourrait occulter le fait que le nationalisme de défense présente les mêmes traits qui peuvent reproduire demain la tragédie d'aujourd'hui. On le voit aussi à travers plusieurs articles empreints de pathos de condamnation qui paraissent dans la presse européenne et qui font entendre des notes de xénophobie envers les slaves, voire d'intolérance religieuse envers les orthodoxes. Ces articles deviennent malheureusement des armes auxquelles recourent certains intellectuels qui observent le conflit de loin et pour lesquels le discours du nationalisme se transforme en moyen efficace de légitimation et de reconquête d'un statut qu'ils ont perdu ou sont en train de perdre dans leur pays.

Il faut lutter de tous les moyens contre le nationalisme ravivé qui est passé en action, sans pour autant perdre de vue qu'il est très difficile de neutraliser un seul des nationalismes antagonistes. Les nationalismes des Balkans ne sauraient être supprimés ou dépassés qu'en même temps et dans leur globalité. C'est pourquoi, si l'on s'en tient au niveau des événements courants et si l'on se contente de solutions partielles sans considérer le vaste contexte qui a rendu possibles ces événements et qui risque de les reproduire demain, la crise ne sera pas maîtrisée et la région ne sera pas normalisée.

Il peut y avoir et il y aura toujours des débats pour savoir si les Etats-Unis, l'Union européenne et l'OTAN ont choisi la meilleure voie pour atteindre leurs objectifs. Il devient pourtant de plus en plus évident, même aux yeux de ceux pour qui la guerre est inacceptable, que dans la situation créée la guerre doit se terminer par un succès en dépit du prix très élevé à payer. Non pas parce que, comme il a été déjà dit, le fort ne peut se permettre de perdre. On peut être d'accord ou pas avec Zbigniew Brzezinski que le fait de ne pas gagner la guerre risque de compromettre et même de saper le nouvel ordre mondial récemment établi, risque d'entraîner le désarroi et le chaos. Il convient cependant d'ajouter que la victoire peut avoir aussi des conséquences négatives avant tout dans les Balkans, mais aussi en Europe. Il se peut que la guerre se termine par une fin formellement victorieuse qui amorcera une longue agonie des pays touchés et jettera une ombre sur les processus d'intégration dans ce continent.

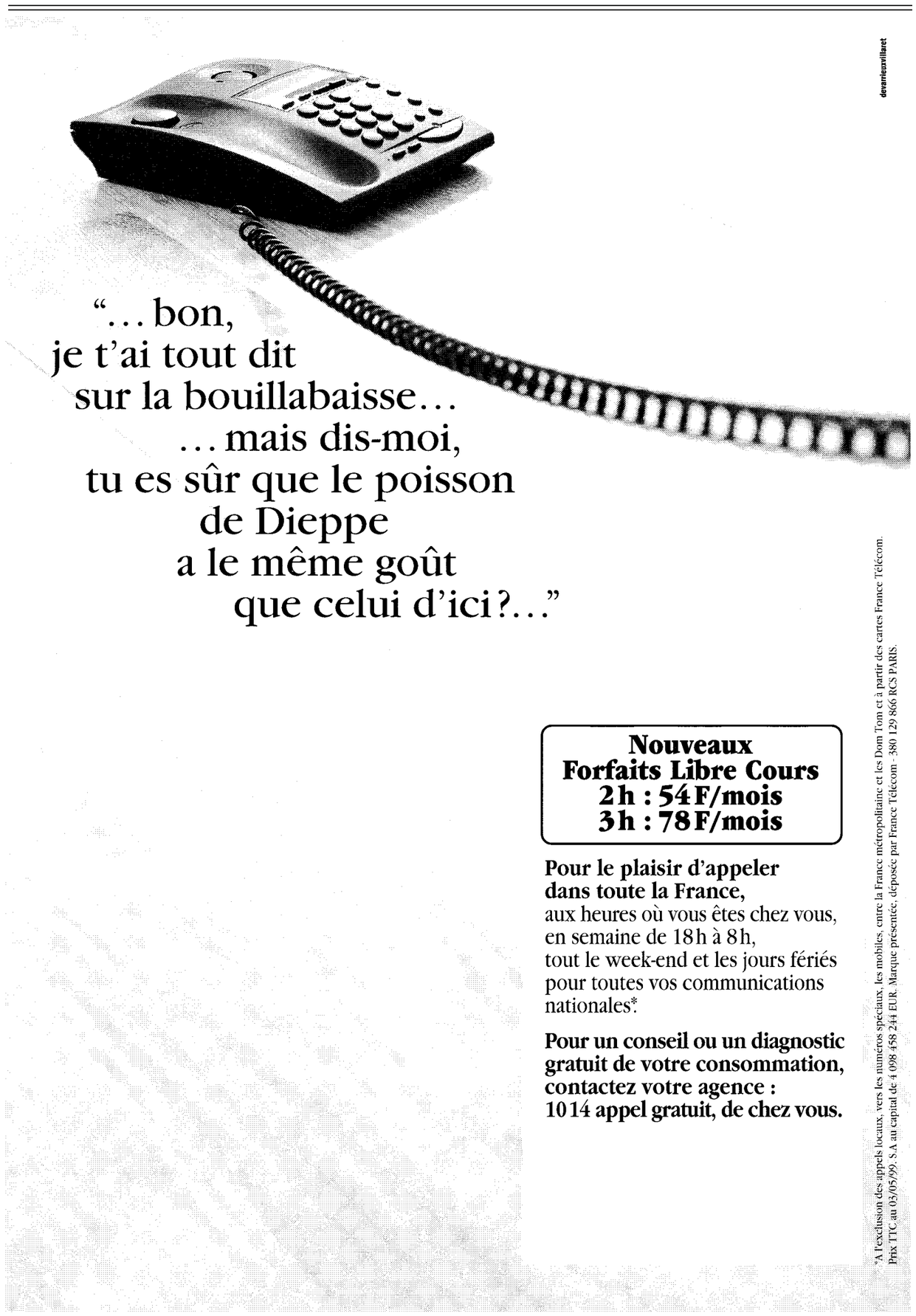
Le régime de Belgrade, s'il survit, continuera d'être un facteur essentiel de déstabilisation. Et le retour des Albanais kosovars dans leur maisons ne proclamera pas la fin de la purification ethnique dans la région. Les villes et les économies du Kosovo et de la Serbie seront en ruine. La Macédoine, l'Albanie, mais aussi la Bulgarie, dont personne n'évoque l'isolement de fait de l'Europe et les difficultés économiques, risquent de plonger dans le marasme d'une longue stagnation sociale. Les liens économiques dans la région seront totalement perturbés, ce qui rendra encore plus difficile le processus de normalisation.

La question qui s'impose aujourd'hui est : *« Que deviendra cette région après la guerre ? Sera-t-elle définitivement enfermée dans le statut confirmé d'une réserve de tensions ethniques, de petites guerres et de misère sociale, figée comme illustration de la notion de « balkanisation » dans le vocabulaire politique, ou bien choisira-t-elle la voie du changement ? »* Il devient de plus en plus clair que la réponse est directement liée à la définition et à la distinction entre les « petits » et les « grands » objectifs de la guerre.

Aujourd'hui, face aux effets réels des opérations militaires et à leur probable amplification, l'avenir promet des destructions encore plus grandes et des blessures qui mettront longtemps à se cicatriser et continueront de ranimer les nationalismes pathologiques. Le véritable changement peut être amorcé, mais il ne saurait être conduit à bien de l'extérieur et par la force. Il faut s'attaquer aux racines du phénomène, à savoir au type de culture, au sous-développement, à la misère, au sentiment de rejet et d'isolement.

Les effets de la guerre dans la conscience des hommes de la région ne sauraient être surmontés que par la définition claire et par la réalisation d'objectifs globaux et à long terme. L'Occident a entrepris, peut-être de façon inconsidérée, des pas et il lui sera difficile de reculer sans porter une grave atteinte non seulement à son image, mais aussi à celle des valeurs qu'il incarne. Il faut que l'engagement militaire tourne à un engagement pacifique visant au développement économique et social de la région et à son intégration au sein de l'espace européen. Aucun pays balkanique ne devrait être tenu à l'écart de ce processus.

***Ivaylo Znepolski**, ancien ministre bulgare de la culture, est professeur de philosophie à l'université de Sofia.*



AU COURRIER DU « MONDE »

PHOTOGRAPHIES INTERDITES

L'opposition de Richard Rogers à la publication de photographies de son œuvre est un véritable déni de justice, plutôt ridicule d'ailleurs. L'assimilation qu'il fait – et un certain nombre d'architectes avec lui – de son droit au droit d'auteur repose sur un abus de langage.

Un auteur est quelqu'un qui conçoit et réalise une œuvre et qui, dans la plupart des cas, est seulement rétribué par un droit que lui verse l'éditeur sur la vente de cette œuvre.

Un architecte est quelqu'un qui est payé pour réaliser un programme établi par un autre (le maître d'ouvrage) et réalisé par un troisième (l'entrepreneur). Que l'architecte ait un droit sur ce qu'il dessine, sans doute, mais ce ne peut être un droit d'auteur, car il n'est pas « l'auteur » du bâtiment. Si droit d'auteur il y avait, le maître d'ouvrage et l'entrepreneur devraient bien évidemment en avoir leur part...

On rêve à la tête qu'aurait faite M. Eiffel, maître d'ouvrage et entrepreneur de la tour, devant l'opposition qu'aurait faite l'architecte Stephen Sauvestre aux photographes !

Bernard Marrey
Paris

LA PAILLOTE ET L'ETAT

L'affaire de la paillote a mis un terme à la politique d'Etat de droit. Complices, ceux dans l'île qui ont réclamé l'État de droit depuis des années, ceux-là mêmes qui dénoncèrent les indépendantistes après l'assassinat du préfet Erignac, ceux-là mêmes qui applaudirent Bernard Bonnet quand il répondait aux élus de Corsica Nazione à la tribune de la collectivité territoriale corse : *« ... je partirai lorsque vos amis cesseront de plastiquer ! »* (...), ceux-là mêmes qui approuvèrent les moyens exceptionnels accordés au préfet ainsi que la création du GPS. (...) Complices, les ministres concernés qui accordèrent les moyens exceptionnels réclamés par le « gouverneur » Bonnet, montrant ainsi en Corse l'image d'un État totalitaire et non celui d'une démocratie. Cette machine répressive est devenue folle et leur a échappé. Tous ces gens-là sont responsables de l'incendie de la paillote « Chez Francis », de l'attentat de « l'Empereur », de celui de Ghisonaccia et de tant d'autres qui restent à élucider. Cela, ni la sémantique d'un premier ministre ni les propos d'un ministre de l'intérieur menaçant de dire tout ce qu'il savait du bâtonnier Antoine Sollacaro, n'y changera rien. L'Etat français si prompt à retenir les leçons de l'histoire pour partir en guerre au Kosovo et laver ainsi l'humiliation de Munich n'a rien retenu du dossier corse. (...)

Ange, Louis et Alexandre Bassani
Ajaccio

LeMonde Job: WMQ1205--0019-0 WAS LMQ1205-19 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 09:50 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0389 Lcp:700 CMYK

L'année du loup

par Jacques Gaillard

IL y a quelques années, on se contentait de danser avec eux. Gentille idéalisation, dans laquelle le carnassier aux yeux jaunes n'était qu'une métonymie de la nature tout entière, présentée sous un jour aimable (puisque chorégraphique). Depuis quelque temps, en ce crépuscule du siècle, les loups hurlent et montrent leurs crocs. Faut-il les aimer ?

Il y a, d'abord, ces loups qui gagnent nos Alpes, où ils font de beaux massacres. Dans les meilleures conditions possibles, puisqu'une convention signée à Berne les protège. On l'invoque, en tout cas, comme un article du Décalogue et un exemple de la sagesse des nations. Belle manière de culpabiliser les peuples qui ont exterminé le loup naguère et l'ont exécré jadis dans leur mythologie familière, parce qu'il mangeait les grand-mères naïves et les enfants innocents. En fait, le loup ne mange que des moutons, parce qu'il est paresseux. Jadis excommunié, il est désormais un profiteur pragmatique, ce qui, selon certains, démontre son intelligence : il vit avec son temps. Ce n'est pas un concurrent, c'est un modèle.

Si, depuis la plus haute Antiquité, l'homme est un loup pour l'homme (c'est dans Plaute), les droits du loup ne doivent pas être très éloignés des droits de l'homme : libre circulation, droit à la subsistance, droit à éduquer convenablement ses enfants en leur montrant comment égorger. Le loup, en effet, égorge bien au-delà de sa faim, pour jouir, en quelque sorte, et montre en cela qu'il est un loup. On a pu le lui reprocher, sauf dans des mythologies où tuer pour tuer est l'apanage des vrais héros. En terre humaniste, on prescrit de tondre les brebis sans les blesser, de ne pas faire cuire l'agneau dans le lait de sa mère, et de ne saigner le mouton que pour honorer Dieu, avant de le manger. Rome, cité de bergers et fondement de la culture politique de l'Europe latine, élimine le loup étrusque, réduit au rang de nourrice, et l'exècre comme totem de la tyrannie sanguinaire (les Tarquins). Dès lors, le héros civilisé est tout sauf un *« guerrier fou »*. Mais, au Nord, il est des mythologies que cette barbarie bestiale fascine comme le drame même de la liberté. Or le vent de l'idéologie dominante souffle du Nord.

Car le discours sur la sauvegarde du loup va bien au-delà des intérêts de la zoologie, et ne cache pas ses ambitions symboliques. Il s'inscrit dans une inflexion forte de l'idéologie contemporaine, en succédant à la célébration des mammifères marins.

La présence du loup est idéologiquement « utile ». Sans elle, comment être certains de ne pas vivre en barbarie ? Comment se régénérerait la certitude morale ? Comment se vérifierait la générosité du héros ? Le sacré, c'est ce qui est mis à l'écart, laissé à sa pureté effrayante, par-delà le bien et le mal, dans un territoire auquel, volontairement, l'humain renonce, sauf pour se faire le desservant d'un culte. L'idée même de placer le loup à l'abri de la violence humaine, dans un sanctuaire où se déploierait sans menaces sa naturelle capacité de destruction, alimentée par des sacrifices socialement consentis (des subventions pour chaque agneau trucidé), procède d'une religiosité archaïque qui affleure dans le discours des « protecteurs ».

Mais surtout, le retour du loup souligne ce que l'on pressentait, à savoir que l'héroïsation de la violence était un des thèmes majeurs de l'idéologie dominante. Une violence inscrite dans un « non-droit naturel » que les lois humaines ne sauraient entraver – seule la loi de Dieu peut, dans les consciences, placer les limites que requiert le Salut. Mais aussi une façon de dire la nécessité de contrer la violence bestiale par une autre, purificatrice, répressive, morale. De façon à bien faire le tri entre les moutons et les loups, dans un consensus jugé satisfaisant (c'est, en gros, la justice selon Rawls). L'opposition entre guerriers et pacifistes étant classiquement celle des loups et des moutons, les Verts, dont le discours sur la nature est hautement symboliste, ont accepté cette logique « pragmatique » – donc, libérale – en sortant du « pacifisme bêlant » des brebis qui croient que les loups sont végétariens. Chassez le naturel...

Le loup est donc un totem très complexe. Aux extrêmes de la réalité, il y a de mauvais loups, dont les meutes ravagent, égorgent et dévorent, mais qui, en incarnant la souveraineté de la sauvagerie naturelle, l'énergie de la force et de l'instinct, affirment que l'humanisme est un rêve présomptueux ; et il y a les loups rédempteurs, qui, de la pulsion font vertu, en menant les croisades nécessaires pour que la loi du plus fort coïncide avec la loi de Dieu. Ils disposent, à cet effet, du droit de verser le sang, car c'est le sang du rachat, quand l'autre était celui du meurtre et des charniers. Tant et si bien que le justicier et l'assassin, en déployant une égale violence, ne se différencient que par leurs traits : d'une monstrueuse animalité pour l'un, d'une sur-humanité hautement stylisée pour l'autre. Ce dernier peut être un robot, un ange ou un chevalier errant, c'est, en tout cas, un être virtuel, aux compétences extraordinaires : le loup blanc, en quelque sorte. Un « nettoyeur ». Capable d'une guerre propre.

Il serait tentant de dire que, lorsqu'on n'a plus le courage d'être philanthrope, on devient zoophile. Depuis que Dieu est mort (celui de la Bible), la loi d'anti-nature a, c'est évident, du plomb dans l'aile. Mais ce trouble ne se laisse pas réduire à des équations simplistes. Exactement comme dans les fictions de la modernité qui, en images, font grand usage des métamorphoses à coups d'effets spéciaux (notre magie noire), il fait échec à la raison par son polymorphisme, il s'investit dans des rituels ambigus, des symboles instables. Les archétypes que l'analyse rationaliste avait tenté de classifier se mêlent et s'embrouillent. Et c'est la raison pour laquelle, autour de vous, vous verrez beaucoup de loups, en désordre.

Son retour souligne que l'héroïsation de la violence était un des thèmes majeurs de l'idéologie dominante

Dans les Balkans, les commentaires ont successivement évoqué des loups croates et des loups serbes, selon que l'on envisageait des accointances avec le nazisme (grand consommateur du loup-totem) ou des massacres ethniques (le loup ne supporte pas de rival sur son territoire). La position suspecte de Vuk Draskovic a permis de rappeler que Vuk signifie « loup ». On s'avise qu'il y a, en Turquie, des « loups gris ». Dans l'actualité artistique, sans remonter aux Steppenwolf qui chantaient *« Born to be wild »* pour stimuler les Hell's Angels, ni à l'inspecteur Harry, qui chasse seul, on évoquera un dialogue extrait, pour promotion, du film d'Abel Ferrara : un personnage encourage l'autre à être un loup, et les critiques ont noté à l'envi que, dans une chambre d'hôtel-tanière, ce sont un loup blanc et un loup noir qui cohabitent avec un chaperon rouge.

Le message le plus pervers vient, toutefois, du film de Christophe Lambert. Dans le kitsch médiéval d'une mythologie scandinave, un fils du Mal ne peut se sauver qu'en tuant le Mal. Il est considérablement gêné par son inaptitude à l'amour, mais extrêmement séduisant. Ange noir ou ange blanc ? Il s'appelle Beowulf. Et ce nom se prononce : *Be a wolf.* Sois un loup !

Autrement dit : faut-il hurler avec les loups ?

***Jacques Gaillard** est maître de conférences à l'université Marc-Bloch de Strasbourg et écrivain.*

Des enfants étrangers hors la loi ?

par Pierre Cours-Salies

ALLONS-NOUS être victimes d'un « pataquès » gouvernemental à propos de l'adoption internationale ? Les parents font face à la nécessité de créer des liens bien vivants, assurant le développement affectif, social et culturel de l'enfant ; de fait, il s'agit de la même difficulté que pour toute naissance. Dans le cas des enfants adoptés à l'étranger, une complication s'ajoute : la différence de situations juridiques. On pourrait donc s'attendre que les pouvoirs publics (ministères de la justice, des affaires sociales et des affaires étrangères) fassent tout pour faciliter, notamment, la résolution des conflits entre normes de droits privés. Il en va de la vie de milliers d'enfants : chaque année, 3 700 environ sont adoptés par des Français à l'étranger.

Tout encouragerait à une attitude positive et constructive : la ratification de la convention de La Haye sur la protection des enfants donne l'occasion de discussions entre les divers pays afin d'harmoniser, autant qu'il se peut, des règles assurant les droits des enfants. La plupart des parents ayant adopté à l'étranger ont un souci remarquable de s'informer sur les pays d'origine de leurs enfants. Leurs associations ont souvent su créer des relations avec les ambassades et consulats concernés. Leur expérience des démarches faites sur place représente une véritable connaissance des relations sociales effectives dans ces pays, avec une précision et une richesse d'observation qu'aucun fonctionnaire, diplomate ou autre, ne peut rassembler. Des organismes consultatifs existent et pourraient être un lieu de réflexion bien informé en les y associant.

Depuis plusieurs semaines, cependant, les initiatives des pouvoirs publics vont au rebours de ces ressources. Une circulaire du 16 février, après un rapport au sujet du Vietnam, tranche à l'encontre des droits des enfants. Un gros argument, selon ses auteurs : les risques de *« dérives »*, à cause de la différence de situations. Des enfants abandonnés, au Vietnam, sont déclarés non adoptables au motif qu'*« il n'existe jamais de procédure de désignation du tuteur légal »* avec lequel examiner leur dossier d'état civil ! Souvent, les mères mineures qui confient leur bébé à un hôpital, par exemple, ont, avant tout, peur pour elles, pour cet enfant : elles ne veulent pas qu'il souffre et elles ont été laissées seules par des hommes qui ont disparu. Mais, ce qui scandalise ce rapport, c'est qu'un homme puisse, plusieurs mois après, se trouver devant le fait accompli de l'abandon de *« son enfant »*. Quelle hypocrisie ! Pour un homme qui aura de la nostalgie pour ce bébé ou sa mère, combien d'autres jeunes femmes et d'enfants sont par avance oubliés ? Et cet acte de confier leur bébé à l'adoption, dans ces cas, ne représente-t-il pas, somme toute, une certaine lucidité et un signe d'amour ?

Le rapport sur le Vietnam est bien loin de ces soucis, mais il attire l'attention sur *« Le climat éprouvant et l'absence d'infrastructures routières ou hôtelières* (...) *qui ajoutent des difficultés matérielles trop souvent sous-estimées par les adoptants »*. La circulaire établit que la plupart des enfants adoptés à l'étranger ne pourront pas avoir droit à une adoption plénière, celle qui crée un lien de parentalité équivalent à celui de la naissance biologique dans le mariage et accorde automatiquement la nationalité française. Est-ce parce que l'adoption à l'étranger incorpore en France 3 700 plus ou moins *« bronzés »* chaque année ? On n'ose soupçonner le gouvernement actuel de cela. Parmi les arguments qu'on peut lire dans ce texte, figure la préservation des racines de ces enfants : la circulaire évoque – cynisme ! – les droits de ces enfants, comme si l'abandon leur en laissait dans leur pays de naissance !

On croit à un cauchemar en découvrant, au détour des paragraphes, certains des arguments bien connus du racisme moderne qui insistent sur le différencialisme parmi les êtres humains. Pour ne pas cautionner un racisme subtil, le ministère de la justice se devrait de retirer au plus tôt un texte qui suinte la morgue néocolonialiste : au nom de quoi voulons-nous imposer ailleurs les normes françaises en matière de lois et d'organisation des services de l'aide sociale à l'enfance ? Ces textes (circulaire et mesures à l'encontre de l'adoption au Vietnam) créent un légitime émoi parmi les familles ayant adopté à l'étranger. Les parents sont excédés de se voir soupçonnés de malhonnêteté à cause des préjugés de quelques hauts fonctionnaires mal surveillés et mal dirigés. Pour ne prendre que le cas du Vietnam, dont 1 300 enfants étaient adoptés ces dernières années, combien d'entre eux vont mourir après de grandes souffrances, dans les mois qui viennent, si aucune issue n'était offerte à ceux qui les ont mis au monde et, ne pouvant pas les prendre en charge, souhaitent pour eux une adoption ?

Mmes Aubry et Guigou, MM. Jospin et Védrine, cette question vaut sans doute une petite heure d'attention, afin d'annuler ces textes qui salissent des dizaines de pays jugés infréquentables, comme les parents qui ont adopté à l'étranger, et condamnent un grand nombre d'enfants pour qui l'adoption est un espoir de vie.

***Pierre Cours-Salies** est professeur de sociologie, père adoptif.*

Quelle compagnie aérienne sait que les hommes d'affaires voyageant à l'étranger ont besoin de plus d'espace personnel ? Plus de vols non-stop ? Plus de personnel de bord ? Plus de vins de grand cru et de repas avec 5 plats ? Plus de gadgets ? Plus pour une satisfaction maximum ? Delta Air Lines, avec sa nouvelle classe BusinessElite®. Elle n'est pas seulement l'une des meilleures Classe Affaires, mais aussi celle qui offre de l'espace pour en profiter.
Vous trouverez une grande distance dossier à dossier de 152 cm, vous offrant un espace pour les jambes de 92 cm et une inclinaison* de 160°. Et jamais de siège au milieu. D'ici l'été, BusinessElite® sera proposée sur tous nos appareils à destination des Etats-Unis. Vous allez apprécier l'espace supplémentaire ainsi que les nouvelles installations à bord. Quel homme d'affaires n'apprécierait pas ? Et pour vous offrir encore plus de choix, nous vous proposons en partenariat avec une autre compagnie de tout premier plan, Air France, des vols quotidiens au départ de 13 villes françaises via Paris Charles-de-Gaulle à destination de 8 villes aux Etats-Unis. De plus, tous les miles que vous accumulez en voyageant avec Delta Air Lines peuvent être comptabilisés sur la carte Fréquence Plus d'Air France et réciproquement pour la carte SkyMiles® de Delta.

Réservation : Paris 01 47 68 92 92
Nice 0800 35 40 80.
Minitel : 3615 Delta Air Lines (2,23FF/mn)
Internet : http://www.bizelite.com

BUSINESSelite
Delta Air Lines

BusinessElite® est uniquement disponible sur les appareils Delta Air Lines.

*L'espace pour les jambes est la distance entre le point le plus en avant de l'assise du siège et le dossier du siège de devant (mesures prises sur siège de rangée standard sur appareil gros porteur). L'inclinaison est l'angle formé entre l'extrémité supérieure du bas du siège et l'extrémité arrière du dossier lorsque le siège est entièrement incliné.

LeMonde Job: WMQ1205--0020-0 WAS LMQ1205-20 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 09:17 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0390 Lcp:700 CMYK

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Karine SIBONI
et **Philippe COLLOMBEL**
sont très heureux de faire part de la naissance de

Octave,

le 3 mai 1999.

20, rue Odinot,
75007 Paris.

Décès

Eva BRINGUÉ-TOURNIER,
née **CZERWINSKA,**
médaille de la Résistance,
médaille du combattant volontaire,
croix du combattant,
engagée volontaire,

a quitté son fils, son petit-fils, sa famille, ses amis, le 9 mai 1999, pour rejoindre

Jean et **Maurice.**

On se réunira à l'entrée principale du cimetière du Père-Lachaise, boulevard de Ménilmontant, le mercredi 12 mai, à 15 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

49, rue Jeanne-d'Arc,
94160 Saint-Mandé.

Tous les jours dans le « Carnet du Monde »
NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES
520 F TTC - 79,27 € 10 lignes
62 F TTC - 9,45 € toute ligne suppl.
☎ 01.42.17.39.80
Fax : 01.42.17.21.36

– Hélène Deltour,
sa femme,
François Deltour,
son fils, et Stéphanie Stein,
Louis, Samuel et Gabrièle,
ses petits-enfants,
Pierrette et Henri Recoules,
sa sœur et son beau-frère,
Marie-Pierre Arnihac et Vincent,
Omar Ouchen,
Ses parents et amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre DELTOUR,

survenu le 8 mai 1999, à l'âge de soixante-treize ans.

L'enterrement aura lieu le 12 mai, à 11 heures, au cimetière du Père-Lachaise, Paris-20e (94e division).

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Piade, la Devèze,
34980 Montferrier-sur-Lez.
8, avenue Bertie-Albrecht,
75008 Paris.

– Mme Muriel Tiano,
sa compagne,
M. et Mme Robert Florent,
ses parents,
Mlle Annie Florent,
sa sœur,
Etienne, Estelle, Julie et Gabriel,
ses enfants,
Toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérard FLORENT,
professeur de philosophie,

survenu le 6 mai 1999, à l'âge de quarante-huit ans.

La cérémonie religieuse est célébrée ce mardi 11 mai, à 15 h 45, en l'église Saint-Justin, à Levallois-Perret.

L'inhumation a lieu au cimetière de Levallois-Perret.

M. Tiano,
10, rue Ernest-Lefèvre,
75020 Paris.

– Ginette Hugonnet,
son épouse,
Catherine Allary,
sa fille,
Jérôme et Laurent Allary,
ses petits-enfants,
Jean et Alice Hugonnet,
son frère et sa belle-sœur,
Jean et Eliane Hugonnet,
son neveu et sa nièce,
Magalie Hugonnet,
sa petite-nièce,
Et les familles Crouzet, Chaboureau et Damour,
ont la douleur de faire part du décès de

Yves HUGONNET,

survenu à Paris, le 4 mai 1999, jour de ses soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Saint-Roch, à Sorel-Moussel (Eure-et-Loir) dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue de Boulainvilliers,
75016 Paris.

Madeleine LAMBERET,
peintre,

nous a quittés le dimanche 9 mai 1999, dans sa quatre-vingt-douzième année.

L'incinération aura lieu le vendredi 14 mai, à 17 heures, au crématorium du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Sa famille et ses amis.

– Gérard-Georges Lemaire,
son mari,
Christian et Dominique Bourgois,
Claire Lagarde,
Les Editions Christian Bourgois,
Ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Patrizia RUNFOLA,

survenu à Milan, le dimanche 14 février 1999.

Gérard-Georges Lemaire,
2, rue du Canivet,
75006 Paris.

– M. Paul-Gabriel Boucé,
son mari,
Serge-Gilbert (†) et Serge Paul Auffret (†),
Serge et Christine Auffret,
Sylvie et Frédéric Pignot,
ses enfants,
Marie, Anne, Jean, Clémence, Solange, Joseph et Lise Auffret,
Aurélie, Marc, Irène, Nil et Hélène Pignot,
ses petits-enfants,
Paule Silva,
sa sœur,
Paul Le Feuvre,
son neveu,
Mme Jeanne Cathrin,
sa belle-mère,
Les familles Boucé, Abraham, Chahvékilian, Pencoat, Petit-Renaud, Boutet, Tripon, Pény et Pignot,
ont la douleur de faire part du décès, le 8 mai 1999, de

Mme Hélène Marie Stéphanie LE FEUVRE,
épouse **BOUCÉ.**

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Rémi de Gif-sur-Yvette, le vendredi 14 mai, à 15 h 45.

« Libera me Domine de morte aeterna ».

Ni fleurs ni couronnes, dons souhaités à l'ordre du Laboratoire de recherche d'hémobiologie (docteur D. Vassilieff), hôpital Cochin, 33, rue du Faubourg-Saint-Jacques, Paris-14e.

39, route de Chevreuse,
91190 Gif-sur-Yvette.

– Le lieutenant-colonel (TA) et Mme Olivier Paulus,
M. et Mme Eric Paulus,
M. Bruno Paulus,
M. Philippe Pinot et Mme, née Anne Paulus,
M. Xavier Luternauer et Mme, née Caroline Paulus,
M. Christophe Paulus et sa fiancée Carole Bruneau Latouche,
Ses enfants et ses huit petits-enfants,
Les familles Agnès Michel, Bernard et Xavier,
La famille Jost,
La famille Banfi,
La famille Allegret,
Et la famille Paulus,
font part du décès de

Elisabeth PAULUS,
née **AGNES,**

survenu le 7 mai 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 12 mai, à 14 h 30, en l'église de Mansac (Corrèze).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M. et Mme Stiffel
et leurs fils
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Edmond STIFFEL,

survenu le 4 mai 1999, à Charmes (Vosges), à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Les obsèques ont eu lieu le 7 mai, dans l'intimité familiale.

191, boulevard de la République,
92210 Saint-Cloud.

Anniversaires de décès

– Il y a dix ans, disparaissait le

docteur Charles BRISSET,
président
de l'Association française
de psychiatrie.

Ses enfants et petits-enfants, ses amis, tous ceux qu'il a soignés et aidés gardent vivants son souvenir et sa mémoire.

Une journée consacrée à son œuvre et à l'actualité de sa pensée sera organisée par la Fédération française de psychiatrie, le 2 octobre 1999, de 9 h 30 à 17 heures, au Centre Philippe-Paumelle, Association de santé mentale du 13e arrondissement, 11, rue Albert-Bayet, à Paris.

– Le 12 mai 1997,

Mme Geneviève LAURANCY,
née **ALLIER,**

disparaissait.

Que tous ceux qui l'ont connue et aimée se souviennent.

– Le 15 mai 1980, nous avons perdu notre

Liora,

qui, sur le chemin de l'école, a fait confiance à la signalisation.

Nous nous retrouverons comme chaque année, le vendredi 14 mai, à 14 h 30, cimetière de Pantin, entrée principale.

Les familles Cieurel et Wiener.

Avis de messe

– Le dimanche 16 mai 1999, les étudiants et ceux qui passent des examens sont invités à venir prier ensemble à l'intention de leur réussite à la messe de 18 h 30, en la **basilique de Notre-Dame-des-Victoires,** Paris-2e, métro Bourse. Tél. : 01-42-60-90-47.

Ce rendez-vous des étudiants est suivi d'une rencontre amicale et apéritive.

Soutenances de thèse

– Le 14 avril 1999, **Daniel Pomarède** a soutenu à l'Ecole polytechnique sa thèse de doctorat intitulée **« Recherche d'antimatière dans les rayons cosmiques de 10^{12} eV par la méthode Artemis et interprétation du spectre des rayons cosmiques ».**

Le jury, présidé par Murat Boratav, professeur à l'université Paris-VI, et composé de Antonio Codino, chercheur à l'université de Perugia, Pierre Fayet, directeur de recherche au CNRS, Philippe Goret, chercheur au CEA, Marcel Urban, directeur de recherche au CNRS, et Thomas Ypsilantis, directeur de recherche au CNRS, lui a décerné le titre de docteur en science physique de l'université Paris-IV avec la mention Très Honorable et les félicitations.

Communications diverses

– **Création du Centre de recherche et d'études de spiritualité cartusienne (ordre des chartreux) –** CRESC, à la Faculté des lettres de l'Institut catholique de Paris, le 18 mai 1999, à 18 heures, 21, rue d'Assas, Paris-6e. Entrée libre. Renseignement et invitation au 01-44-39-52-88.

Associations communiquez vos
Assemblées générales
tous les jours dans le Carnet
Tarif à la ligne
120 F TTC / 18,29 €
☎ 01.42.17.39.80
Fax : 01.42.17.21.36

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
Parution lundi daté mardi
TARIF ABONNÉS :
FORFAIT 5 LIGNES
(26 caractères ou espaces par ligne)
2 Parutions : **430 F TTC / 65,55 €**
4 Parutions : **600 F TTC / 91,46 €**
100 F TTC / 15,24 € la ligne suppl.
- Bouclage vendredi 12 h. -
☎ 01.42.17.39.80
Fax : 01.42.17.21.36

REPRODUCTION INTERDITE

EMPLOI

OFFRES

Entreprise de dimensions nationale et internationale, spécialiste des réseaux de communication, chargée de la conception et de la construction de réseaux téléphoniques de transport et de distribution (boucle locale cuivre) en AFRIQUE DE L'OUEST recherche pour mission de longue durée (1 à 3 ans) :

- **CONCEPTEURS (Génie Civil et câblage) chargés d'établir les projets et recollements**
- **CONDUCTEURS DE TRAVAUX, CHEFS DE CHANTIER, CHEFS D'EQUIPE chargés d'organiser, encadrer et superviser les entreprises sous-traitantes locales (du Génie Civil au raccordement d'abonné).**

Merci d'envoyer votre candidature par fax rapidement au 03.29.39.60.19

Opportunité
de participer à l'expansion d'une société anglaise en France.

Nous recherchons Homme ou Femme ayant un très bon sens du contact, une bonne présentation, une grande aisance de communication et une forte envie de réussir.

Un bon niveau en **anglais/français** est essentiel et le(la) candidat(e) doit disposer d'un véhicule personnel.

Salaire à débattre. Pour une entrevue immédiate, **veuillez contacter Mr JAMES**
Tél. : 01.48.68.56.06 (Poste 3211) - Port. : 06.09.93.28.46

Lycée Rochambeau
WASHINGTON D.C. (E.-U.)
recrute pour septembre 1999
PROF. AGRÉGÉ ANGLAIS
expér. collège & lycée
Fax : (301) 564-5779
e-mail:
dir@rochambeau.pvt.k12.md.us

PROPOSITION COMMERCIALE
Entreprise de liquidation en Suisse achète continuellement des lots de faillite et des stocks restants de toute sorte de marchandises.
Tél (004179) 358 96 21
Fax (00411) 482 58 62
Hans A. Bollag,
Mutschellenstr. 115,
CH-8038 Zurich

Séjours linguistiques et formation continue
Recherche
DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX
sur toute la France
enseignants, formateurs,
pour diffusion
de nos produits.
Contacter le 02-47-37-44-20

CABINET CONSEIL
recherche
INTERMÉDIAIRES
bien introduits auprès des entreprises (Dr gén.-Dr fin.)
pour mise en place relationnel
(activité complémentaire)
Env. lettre + CV
au Monde Publicité,
sous n° 9927,
21 *bis*, rue Claude-Bernard
75005 Paris

Dans le cas d'une annonce domiciliée au "Monde Publicité", il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

souhaitez
la fête des mères
le 30 mai
dans le carnet
Spécial fête des mères
tarif: 83 FTTC la ligne
tel: 01 42 17 29 96
tel: 01 42 17 29 94
fax: 01 42 17 21 36

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS *littéraires*
Victor Hugo
La légende d'un siècle
« C'est ici le lieu de rappeler que les grands maîtres, poètes ou peintres, Hugo ou Delacroix, sont toujours en avance de plusieurs années sur leurs timides admirateurs. Le public est, relativement au génie, une horloge qui retarde. » *(Charles Baudelaire.)*
Les écrivains engagés du XIXe siècle
De Charles Fourier à Eugène Sue,
de Jules Vallès à Emile Zola, comment
des intellectuels se sont battus pour la justice,
l'égalité et la liberté : une leçon de civisme
pour aujourd'hui.
UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble
Votre abonnement est prolongé chaque mois tacitement. Vous pouvez, bien sûr, le faire arrêter à tout moment en nous envoyant une simple lettre.

Vous ne payez rien d'avance
Avec le prélèvement automatique, vous ne payez rien d'avance, puisque le montant correspondant aux exemplaires servis pendant un mois n'est prélevé qu'au début du mois suivant. Cette formule vous permet en outre d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.

Vous êtes sur de ne manquer aucun numéro
Après signature de votre autorisation de prélèvement et envoi de votre R.I.B. ou R.I.P., vous n'avez plus à vous soucier des règlements. *Le Monde* s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

SPÉCIAL VACANCES :
J'ai bien noté que je pouvais faire suspendre ou suivre mon abonnement pendant mes vacances.
Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : **0 803 022 021** (0,99 F TTC/min)

Bulletin d'abonnement Offre à retourner au ***Monde*** : Service Abonnements, 24 avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex - Tel : 01 42 17 32 90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

❑ **OUI,** je désire m'abonner au *Monde* pour seulement 173 F (26,37 €) par mois pour 26 numéros par prélèvement automatique
Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier

❑ M. ❑ Mme ❑ Mlle 901MQ002
Prénom : .....
Nom : .....
Adresse : .....
Code Postal : | | | | | Ville : .....

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal ***Le Monde.*** Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal ***Le Monde.***
Date et signature obligatoires :

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031
ORGANISME CRÉANCIER Le Monde
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris CEDEX 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER
Nom .....
Prénom .....
N° .....rue .....
Code postal | | | | | | Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER *(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)*
.....
.....
N° .....rue.....
Code postal | | | | | | Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER
Code Établissement | Code Guichet | N° de compte | Clé RIB

Vous vous abonnez au *Monde* : vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant plus tard, à quelques publications avec lesquelles nous procédons à des échanges, sauf avis contraire de votre part. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces publications, merci de nous le signaler.

Recevez Le Monde chez vous pour seulement 173F* par mois

En vous abonnant au *Monde* vous êtes certain de ne manquer aucun rendez-vous avec l'actualité, aucun dossier, reportage, article correspondant à vos centres d'intérêt. Vous recevez bien sûr tous les suppléments et cahiers spéciaux à paraître dans l'année.

*** Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/1999.**

LeMonde Job: WMQ1205--0021-0 WAS LMQ1205-21 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:29 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0391 Lcp:700 CMYK

FINANCE Dans un entretien accordé au *Monde,* Maurice Lippens, président du groupe financier belgo-néerlandais Fortis, indique qu'il ne participera pas à la bataille entre les banques françaises BNP, Société générale et Paribas. ● CONSCIENT D'ÊTRE un *« partenaire idéal »,* déjà multinational, dont l'actionnaire principal (Suez-Lyonnaise des eaux) est français et perçu comme n'étant pas *« arrogant »,* M. Lippens veut prendre son temps pour trouver de nouveaux alliés européens. ● FORT de ses 250 milliards de francs de capitalisation boursière et d'une position très solide au Benelux sur son marché « national », Fortis attend une opportunité. ● LE PRÉSIDENT de Fortis se dit tout disposé, *« si d'aventure l'une des trois banques* [françaises] *tombe du bateau et se retrouve toute seule »,* à entamer des discussions avec elle.

Fortis ne veut pas participer à la bataille entre la BNP et SG-Paribas

Dans un entretien au « Monde », Maurice Lippens, président du groupe financier belgo-néerlandais, affirme qu'il ne veut pas s'engager dans un affrontement boursier franco-français, mais reconnaît avoir le profil d'un « partenaire idéal »

FORTIS, coprésidé par le Belge Maurice Lippens et le Néerlandais Hans Bartelds, est un groupe financier très original. Il est né en 1990 d'une fusion entre égaux de l'assureur belge AG et de l'assureur néerlandais Amev. Le groupe n'a cessé ensuite de grandir en prenant le contrôle de la Caisse d'épargne belge CGER en 1993, de la banque d'affaires des Pays-Bas Mees Pierson en 1997 et de la Générale de banque belge en 1998, après une bataille contre ABN Amro.

Fortis présente la particularité d'avoir une structure à double tête, avec deux sociétés mères, Fortis AG en Belgique et Fortis Amev aux Pays-Bas, qui détiennent chacune 50 % des droits de vote. Le bancassureur a réalisé un résultat de 1,76 milliard d'euros (11,6 milliards de francs), en hausse de 36 % en 1998.

« Le nom de Fortis a été cité comme celui d'un éventuel chevalier blanc se portant au secours de la Société générale et de Paribas, dont les dirigeants rejettent l'offre de la BNP. Vous présentez des caractéristiques qui feraient de votre groupe un "sauveur" très acceptable. Vous êtes multinational (belge et néerlandais) et votre actionnaire principal, Suez-Lyonnaise des eaux (20 % de Fortis), est français. Ce rôle vous tente-t-il ?

– Beaucoup de banquiers d'affaires sont venus nous proposer une telle opération. Nous avons à chaque fois refusé, car nous ne voulons pas participer à une bataille en cours, il y a trop de coups à prendre. Comme je l'ai déjà dit : il ne faut pas mettre son pied dans un nid de frelons. Cela ne veut pas dire que je considère que MM. Pébereau, Bouton et Lévy-Lang soient des frelons, mais pendant qu'ils se piquent les uns les autres, ils risquent de piquer le brave petit Belge qui s'approche de trop près. Nous manifestons peu d'enthousiasme... pour le moment. La nuance est importante. Car, si d'aventure l'une des trois banques tombe du bateau et se retrouve toute seule, peut-être que nous irions parler avec elle. Peut-être, j'insiste. A voir comment nous sommes sollicités, on essaie de nous faire croire que nous sommes le partenaire idéal !

» D'abord, des belges et des hollandais qui survivent à un mariage-partenariat depuis neuf ans, c'est inouï. Ensuite, nous avons un autre partenariat ancien, depuis 1988, et très solide avec Suez. Nous sommes aussi alliés de la Caixa Bank en Espagne, ce qui nous permet d'être le premier assureur-vie dans ce pays. Enfin, nous sommes des petits belges et des petits hollandais et ne sommes pas perçus comme menaçants et arrogants.

» Cela dit, nous serions tout à fait capables de nous entendre avec les dirigeants de la Société générale, qui a toujours eu d'excellentes relations avec la Générale de banque, avec M. Lévy-Lang, le patron de Paribas, que j'ai souvent rencontré chez Albert Frère, et avec M. Pébereau, le PDG de la BNP, qui est l'un des meilleurs banquiers français. Enfin, n'oublions pas qu'un chevalier blanc arrive juché sur un cheval de Troie. Je ne cherche pas une simple participation, mais une véritable alliance. Je ne crois pas aux tours de table dispersés « à la française » : c'est pour cela qu'une simple participation au groupe d'actionnaires partenaires du Crédit lyonnais ne nous intéresse pas. Mais, je le répète, tout ceci n'est pas du tout d'actualité !

MAURICE LIPPENS

– Il n'y a quasiment pas de précédent à l'offensive de la BNP sur la Société générale et Paribas d'une offre publique hostile entre des banques généralistes. Qu'en pensez-vous ?

– Les OPA hostiles à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières me semblent peu souhaitables. Il y a tellement de moyens de faire autrement ! Mais ce n'est pas à moi de juger.

– On peut vous rétorquer que les dirigeants de la Générale de banque ne vous étaient pas très favorables et penchaient plutôt pour votre adversaire ABN-Amro.

– C'est vrai, mais nous n'étions pas hostiles aux dirigeants. Il y avait énormément de méfiance à notre égard, au début, à la tête de la Générale de banque. Mais nous avons fini par trouver un accord avec le comité de direction de la banque. Certains dirigeants de cette banque ont cru pouvoir rester dans un splendide isolement. Ils n'ont pas préparé l'avenir et ont agi ensuite dans l'urgence. Leur tentative sur le CIC était une fuite en avant. Nous avions regardé le CIC aussi, tout comme nous nous étions intéressés au GAN, mais nous nous sommes écartés dans les deux cas.

– Qu'est-ce qui vous a effrayé au GAN et au CIC ?

– Nous nous sommes rendu compte qu'il existait une culture particulière à l'intérieur du GAN et du CIC contre laquelle des petits belges n'auraient pas pu lutter.

– Après le lancement de la monnaie unique, la plupart des experts s'attendent à une multiplication dans l'Euroland de rapprochements transfrontaliers entre groupes financiers. Fortis est un précurseur. Peut-il être un modèle ?

– Nous n'en sommes pas encore à la phase des rapprochements transfrontaliers, à quelques exceptions près, comme nous et Dexia (Crédit local de France et Crédit communal de Belgique). En Allemagne, en France, en Angleterre, en Italie, en Suisse et en Espagne, la concentration se fait pour le moment à l'intérieur des frontières. Les groupes cherchent à avoir une plate-forme domestique suffisante pour ensuite aller au-delà des frontières. Pour nous, la plate-forme « nationale », c'est le Benelux. Nous montrons la voie, mais elle est difficile. Faire une acquisition à l'étranger, ce n'est pas la même chose que réaliser une alliance et partager le pouvoir. Il faut marier les cultures d'entreprise – c'est le plus compliqué –, et les cultures nationales, ce qui n'est pas facile non plus. Nous avons discuté plus de douze mois avant de parvenir à créer Fortis.

– Votre expérience vous incite-t-elle à chercher à grandir encore ?

– Nous disposons aujourd'hui d'une capitalisation boursière appréciable, de l'ordre de 250 milliards de francs français, comparable à celle du Crédit suisse, d'Axa, de Generali, et 50 % plus grande que celle de la Deutsche Bank. Doit-on encore grandir pour grandir ? Non. Cela n'a jamais été notre objectif. La taille que nous avons acquise a toujours été une conséquence de notre stratégie. Nous voulons être un acteur majeur dans les marchés où nous sommes présents, que ce soit l'assurance-vie et la banque de détail en Belgique et aux Pays-Bas ou certains créneaux très ciblés aux Etats-Unis. Nous avons une taille confortable, septième en Europe. Nous avons le temps. Mais nous ne ferons ni acquisition, ni opération, ni alliance, si elles ne sont pas bonnes pour l'actionnaire. Quant aux rumeurs concernant un rapprochement avec Crédit suisse Winterthur, je peux vous affirmer que nous n'avons pas entamé la moindre discussion.

– Votre actionnaire principal, Suez-Lyonnaise, a pour axe de développement les services collectifs (eau, propreté, énergie, communication) et ne considère pas les services financiers comme stratégiques. Est-ce que la perspective de le voir vendre sa participation de l'ordre 20 % vous inquiète ?

– J'ai une notion totale et permanente de l'éphémère. Mais depuis 1988 et la reprise de la Générale de Belgique par Suez, sous le nez de Carlo De Benedetti, nous avons un accord qui a toujours été respecté à la lettre. Gérard Mestrallet, président du directoire de Suez-Lyonnaise, et moi nous voyons fréquemment. Nous avons construit une relation sur la confiance, qui a débouché sur une certaine intimité et complicité. Il est possible que M. Mestrallet décide un jour de vendre sa participation, et je ne peux pas lui en vouloir, mais il nous donnera du temps pour la replacer entre des mains amies. Et je pense pouvoir dire que ceci n'est vraiment pas d'actualité.

– La notoriété de Fortis dans le grand public n'est pas à la mesure de sa taille. Cherchez-vous à vous faire mieux connaître ?

– Il y a deux ans, j'étais parti aux Etats-Unis rencontrer des investisseurs institutionnels. Ils ne connaissaient pas bien Fortis. J'ai recommencé il y a peu de temps le même périple : 90 % de mes interlocuteurs nous connaissaient très bien. Maintenant, pour le consommateur final, il n'existe pas encore beaucoup de produits Fortis. Il y en a en France et aux Etats-Unis, et bientôt il y aura Fortis Bank, née de la fusion de la Générale de banque et de la CGER, qui va nous donner une notoriété beaucoup plus grande en Belgique et aux Pays-Bas.

– Dans Fortis Bank, les réseaux vont-ils conserver leurs noms d'origine, adopter celui de Fortis Bank ou passer par une période de transition ?

– Nous nous donnons cinq ans au maximum pour intégrer toutes les entités bancaires à l'intérieur de Fortis Bank, sous une même marque. Il y a des métiers qui seront intégrés d'ici à la fin du mois de juin : la banque privée, la gestion de patrimoine et les activités de marché. La banque privée conservera le label Mees Pierson. Ce qui prendra le plus de temps, entre trois et cinq ans, c'est la réorganisation et la fusion des réseaux. Nous voulons garder le plus d'agences possibles pour rester proches des clients et offrir davantage de services... à l'anglaise. »

Propos recueillis par Eric Leser et Pascale Santi

Groupama apure le bilan du GAN de nouveau en perte

LES RÉSULTATS du GAN réservent une nouvelle fois des surprises. Groupama, qui a racheté le dernier assureur public en juillet 1998, a publié ses résultats mardi 11 mai, affectés par une contribution négative du GAN de 645 millions de francs. Les comptes consolidés de Groupama comprennent ceux du GAN sur le second semestre de 1998. Au total, le résultat net consolidé du groupe dans son nouveau périmètre a diminué de 40 %, passant de 1 515 à 905 millions de francs (138 millions d'euros).

La perte du GAN s'explique par une *« baisse de chiffre d'affaires et un niveau de charges élevé »*. Groupama et sa filiale le GAN détiennent 9 % du marché français. La mutuelle d'assurances a souhaité *« apurer le passé »* en ajustant le bilan du GAN à sa valeur économique. Acheté 19,3 milliards de francs, le GAN valait, sur ses fonds propres comptables, 15,5 milliards de francs. Les risques souscrits par le GAN ont été passés au peigne fin et des provisions supplémentaires massives ont été constituées sur des secteurs comme la responsabilité civile des entreprises, la responsabilité civile médicale, et l'assurance-vie. Des *« décisions de gestion »* ont également été prises sur l'informatique, qui a coûté beaucoup d'argent à l'assureur sans grand résultat.

Au final, ces mesures pèsent pour près de 5 milliards de francs, prélevées sur les fonds propres, ce qui conduit à une survaleur de 8,9 milliards de francs, qui sera amortie sur vingt ans. Groupama a choisi de ne pas toucher aux plus-values latentes, qui atteignent 45,7 milliards de francs fin 1998. Cette optique lui *« laisse du temps »*, ce qu'il n'aurait pas pu se permettre s'il avait été coté. Ce n'est pas tout, Groupama a eu de mauvaises surprises à l'international, notamment aux Etats-Unis (*Le Monde* du 30 avril) et en Grande-Bretagne. Le pôle international contribue négativement au résultat consolidé du groupe à hauteur de 418 millions de francs.

Autre déception pour Groupama, le GAN, qui a beaucoup misé sur la bancassurance avec le CIC, a perdu une partie de sa substance depuis que la banque est passée sous le contrôle du Crédit mutuel. Certes, le Crédit mutuel n'a pas remis en cause les accords de distribution existants, et n'a aucune intention de le faire : il s'y est engagé très formellement au moment des privatisations de l'assureur et du groupe bancaire. Mais la banque a réussi à imposer un de ses hommes à la tête de Socapi (filiale commune du GAN et du CIC). Et surtout, elle a revu la plupart des accords tacites qu'elle avait avec le GAN sur d'autres contrats. Les Assurances du Crédit mutuel, filiale du Crédit mutuel Centre-Est Europe, ont repris une part significative des risques du CIC. Les contrats d'assurance-emprunteur (assurance des crédits du CIC) sont désormais partagés entre le GAN (à 53 %) et les ACM, ce qui provoqué des frictions.

S. F. et P. Sa.

Edmond Safra vend son empire au groupe britannique HSBC

LONDRES

de notre correspondant à la City

« Les banquiers cherchent à s'enrichir trop vite. Moi, je prends mon temps car je veux bâtir une banque qui va durer mille ans », avait coutume de dire le financier américano-brésilien d'origine libanaise Edmond Safra, dont l'empire a été racheté le 10 mai par le groupe britannique HSBC pour 10,3 milliards de dollars (9,5 milliards d'euros). Avec ce rachat, la Hongkong and Shanghai Banking Corporation voit tomber dans son escarcelle deux joyaux : la Republic National Bank of New York (RNYC), dix-septième banque commerciale américaine, troisième réseau bancaire de l'Etat de New York avec plus de deux millions de clients, et la Safra Republic Holdings (SRH) contrôlant une banque privée basée à Genève spécialisée dans la gestion de patrimoine et forte de 30 000 clients internationaux.

D'où ce juif sépharade issu d'une lignée de banquiers d'Alep (Syrie), résident genevois et président de Saban, la holding coiffant sa double participation dans la RNYC et dans la SRH, tire-t-il sa puissance ?

« L'HOMME MYSTÉRIEUX DE LA FINANCE »

Edmond Safra, c'est d'abord l'un des rares points de rencontre entre la communauté juive d'Orient et les milieux d'affaires arabes. Son grand-oncle Ezra fut l'un des financiers de l'empire ottoman. Son père Jacob emmena la famille après la première guerre mondiale à Beyrouth – où naquit Edmond en 1932 – qu'il quittera pour l'Italie en 1949 après les pogroms anti-juifs déclenchés lors de la naissance de l'Etat d'Israël. Après un séjour au Brésil, Edmond s'installe en Suisse en 1962 pour créer une petite banque privée, la Trade Development Bank.

Ce professionnel du secret, que *Business Week* appelait *« l'homme mystérieux de la finance »*, a réussi à attirer les pétrodollars des nouveaux riches du Golfe – y compris des membres de la famille royale saoudienne –, les fonds des Libanais chrétiens et ceux des émigrés iraniens d'après la révolution khomeiniste. Quitte pour cela à occulter ses liens philanthropiques d'abord, d'affaires ensuite, avec l'Etat juif.

L'acquisition du groupe Safra souligne la volonté d'HSBC de se concentrer davantage sur la banque de détail et la gestion de fortune plutôt que sur la banque d'affaires ou les activités de marché. Par ailleurs, les analystes insistent sur l'identité de culture des deux compagnies sensibles aux besoins des diasporas, juive pour la première, chinoise et indienne pour la seconde. Affaibli par la maladie, Edmond Safra, qui n'a pas d'enfants, ne tenait pas à léguer ses deux banques à ses frères, ni à les vendre à l'un des supermarchés américains de la finance.

Marc Roche

Marchés des changes : 1 500 milliards de dollars de transactions par jour

L'ENQUÊTE qu'a publiée, lundi 10 mai, la Banque des règlements internationaux (BRI) donnera de nouveaux arguments à ceux qui dénoncent la dimension tentaculaire des marchés financiers et la menace que ces derniers exerceraient sur l'économie mondiale et les démocraties. A partir des données recueillies en avril 1998 dans 43 pays, ses résultats indiquent que le volume quotidien des transactions sur le marché des changes s'élève à 1 500 milliards de dollars (1 400 milliards d'euros).

Ce montant – supérieur au produit intérieur brut annuel de la France – est en progression de 26 % par rapport à 1995. En neuf ans, il a pratiquement triplé. Il est aussi à comparer aux 500 milliards de dollars de réserves de changes mobilisables par les banques centrales des pays du G 7.

L'enquête réalisée par la BRI, il est vrai avant la création de l'euro, confirme le rôle prééminent du dollar. Le billet vert intervient dans 87 % des opérations – sur un total de 200 %, toute transaction sur le marché des changes faisant nécessairement intervenir deux devises. Le deutschemark arrive en deuxième position (30 %), devant le yen (21 %), la livre sterling (11 %), le franc suisse (7 %) et le franc français (5 %).

Les opérations sur le marché des changes au comptant, dit « spot », où la livraison des monnaies intervient dans les deux jours suivant la passation de l'ordre, ne représentent que deux cinquièmes du montant global. Le solde, 900 milliards de dollars, correspond à des transactions *« à terme »* ou effectuées sur le marché des swaps (contrats d'échanges de devises).

Enfin, en matière de hiérarchie des places financières, l'étude de la BRI démontre la domination écrasante de la City de Londres, qui centralise près du tiers des transactions (32 %). Viennent ensuite les Etats-Unis (18 %), le Japon (8 %), Singapour (7 %), l'Allemagne (5 %). Paris ne se situe qu'au sixième rang, avec 4 % du volume, à égalité avec la Suisse et Hongkong.

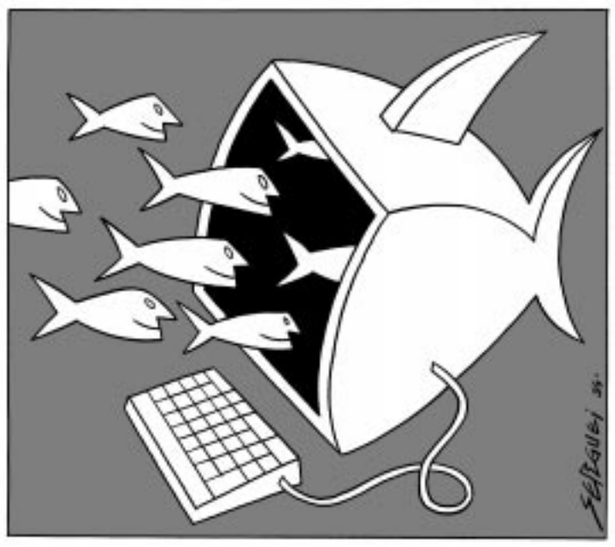
Pierre-Antoine Delhommais

LeMonde Job: WMQ1205--0022-0 WAS LMQ1205-22 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:40 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0392 Lcp:700 CMYK

De nouveaux fournisseurs d'accès à Internet bousculent le marché en offrant la gratuité

Six précurseurs cherchent à déloger les prestataires habituels

Face aux groupes qui contrôlent le marché français d'Internet, une nouvelle génération de fournisseurs d'accès est arrivée en proposant des services gratuits. Ni leurs sources de revenus ni leur rentabilité ne sont assurées, mais la conquête rapide d'une clientèle importante peut se révéler très lucrative. Cette offensive s'inspire du modèle britannique, où l'Internet gratuit connaît un succès phénoménal



L'ACCÈS GRATUIT à Internet va-t-il faire disparaître les services payants de Wanadoo (France Télécom), le numéro un du marché, et de ses concurrents, AOL/CompuServe/Cegetel, Club Internet ou Infonie ? Fin avril, six nouveaux acteurs ont débarqué avec une offre révolutionnaire : l'accès à Internet sans abonnement. Leur cible ? En priorité, les actuels abonnés individuels à Internet (1,8 million). Ils espèrent aussi accélérer la croissance du marché, qui double pour l'instant tous les ans.

Ces nouveaux venus s'appellent World Online (contrôlé par le français Bouygues et l'américain World Online international), Libertysurf (créé par le groupe de distributeur britannique Kingfisher en association avec le groupe de luxe LVMH), VNUnet Online (émanation du groupe d'édition néerlandais VNU), Freesurf (société d'Internet britannique), Lokace-Online (filiale du fournisseur français d'accès à Internet Infonie) et Free (filiale du groupe de télématique français Iliad). De nombreux autres projets sont en attente.

Que proposent ces trublions ? L'accès gratuit à une simple page d'accueil, permettant d'accéder ensuite à Internet. Cette offre s'inspire de l'exemple britannique *(voir ci-dessous)*. Mais, outre-Manche, l'opérateur téléphonique dont le réseau est utilisé reverse une partie du coût de la communication aux fournisseurs d'accès à Internet, car ces derniers lui apportent du trafic téléphonique supplémentaire, ce qui assure l'équilibre économique du système.

En France, ce principe est loin d'être acquis. France Télécom a encore la haute main sur les communications locales, utilisées par les internautes pour appeler leur fournisseur d'accès. Ne disposant pas de leur propre infrastructure locale, ses concurrents (MCI WorldCom, Colt ou Cegetel) doivent donc négocier avec lui un tarif d'interconnexion (6 centimes la minute en moyenne). Puis, une autre négociation s'engage entre ces opérateurs alternatifs et les fournisseurs d'accès. Ces derniers espèrent obtenir le reversement d'une partie du tarif d'interconnexion (entre 25 % et 50 %). Sans succès pour l'instant.

FAIBLES REVENUS PUBLICITAIRES

Par ailleurs, ces derniers ne peuvent pas espérer gagner de l'argent sur des services annexes comme l'aide en ligne (la « hot line »), car les prix des services audiotel sont plafonnés à 2,23 francs la minute. A ce tarif, le service d'aide leur coûte plus qu'il ne leur rapporte. Enfin, la modicité des revenus publicitaires (un bandeau de pub est payé de 200 francs à 300 francs pour mille utilisateurs) et du commerce en ligne (400 millions de francs en 1998) ne permet pas encore de rentabiliser l'investissement.

Ce qui les motive, c'est donc la course aux clients. Leur nombre détermine la valeur de l'entreprise, le jour où elle entre en Bourse ou se fait racheter. Entre-temps, les fichiers peuvent procurer des revenus. VNUnet Online ou World Online, qui pensent commercialiser les leurs auprès des publicitaires, font remplir un questionnaire détaillé aux candidats avant chaque ouverture d'accès. *« Nous visons une clientèle très ciblée, consommatrice de nouvelles technologies »*, affirme Dominique Busso, responsable des sites Web de VNU. D'autres, comme Free, visent un très large public. *« Nous voulons conquérir 200 000 utilisateurs la première année et 400 000 la seconde en permettant le libre accès à l'Internet pour tous »*, affirme Xavier Niel, président du groupe Iliad. Le calcul financier est simple : en cas de revente, chaque utilisateur d'Internet client d'un fournisseur « vaut » en moyenne 4 000 francs, actuellement en France. Sur cette base, Free pourrait être valorisé rapidement 800 millions de francs, pour un investissement de départ de 70 millions de francs.

Le groupe Infonie est le premier fournisseur d'accès Internet payant à avoir réagi à cette déferlante, par la biais de sa filiale Lokace. *« Ce nouveau service ne représente qu'un coût marginal pour Infonie, qui dispose déjà d'équipes de développement et d'infrastructures »*, souligne Christophe Sapet, président d'Infonie. Selon lui, le service gratuit sur Lokace Online ne devrait pas « cannibaliser » son service payant, car il ne s'adresse pas au même public. L'accès payant s'adresse aux novices qui ont besoin d'un contenu éditorial riche et d'un centre d'aide en ligne gratuit. Seuls les internautes de « deuxième génération » seront attirés par l'accès gratuit.

Ce sont eux également qui s'adonnent le plus volontiers au commerce électronique, dont Libertysurf a fait sa principale orientation. Le projet a été développé par Darty (filiale de Kingfisher) et LVMH. Cette annonce devrait faire réagir Pinault-Printemps-Redoute (FNAC, La Redoute, Le Printemps), qui contrôle l'opérateur téléphonique Kertel. Ce dernier prépare activement sa riposte, pour le mois de juin.

Enguérand Renault

Freeserve a détrôné AOL sur le Web britannique

APPARU IL Y A UN AN au Royaume-Uni, l'internet gratuit a bouleversé le marché. En moins de trois mois, un nouveau venu, Freeserve, filiale du plus gros distributeur de matériel informatique, Dixons, a détrôné AOL, filiale du numéro un mondial America Online et de l'allemand Bertelsmann. Avec 1,5 million d'abonnés, Freeserve compte aujourd'hui trois fois plus d'abonnés qu'AOL, qui revendique 600 000 clients. Freeserve a inondé le marché, et notamment les magasins Dixons, avec ses kits de connection gratuits. L'internaute n'a plus alors qu'à payer les communications locales (entre 10 centimes et 40 centimes la minute au Royaume-Uni, contre 7 à 28 centimes en France).

On dénombre aujourd'hui environ 70 prestataires de services gratuits sur les trois cents fournisseurs d'accès britanniques, pour 6 millions d'abonnés. Des distributeurs, comme Tesco et Toys R Us, et des opérateurs téléphoniques, dont British Telecom, ont dû se rallier à ce modèle. La surenchère ne fait que commencer. X-Stream, le premier à avoir ouvert le feu en mars 1998, propose depuis un mois à ses 300 000 abonnés de ne même plus payer les communications aux heures creuses, en se connectant via un « numéro vert » la nuit et le week-end. Freeserve s'apprête à répliquer à cette initiative en lançant, cette semaine, un système de pré-achat du temps de connexion, qui permettra d'obtenir une réduction d'environ 30 % sur le coût de communication.

RÉFLEXION AUTOUR D'UN FORFAIT

Face à cette déferlante, America Online a dû annoncer, lundi 10 mai, la baisse de 45 % de ses tarifs d'abonnement mensuel au Royaume-Uni pour le 1er juin, à 9,99 livres (environ 98 francs). AOL indique réfléchir au lancement, au cours des six prochains mois, d'un forfait incluant le prix de l'abonnement et le coût des communications, mais refuse toujours de croire à un *« quelconque modèle économique de l'internet gratuit »*.

Son équilibre financier défie en effet les modèles classiques. L'expérience britannique a été rendue possible par la réglementation européenne, qui oblige les opérateurs de communications locales (en général les ex-monopoles) à rétrocéder une partie des recettes de connexion à leurs concurrents, et indirectement aux fournisseurs d'accès à Internet. Aux Etats-Unis, où les appels locaux sont gratuits, la question ne se pose pas.

Les fournisseurs d'accès tirent également leurs revenus de la publicité diffusée sur leur page d'accueil. Le numéro trois britannique X-Stream a poussé cette logique à l'extrême puisqu'un sixième de l'écran est en permanence occupé par cinq ou six annonceurs, sélectionnés en fonction des critères d'intérêt de l'internaute (définis au moment de l'inscription). Ils sont également rémunérés à la commission, en fonction des achats réalisées par leurs abonnés sur le Web.

L'internet gratuit reste pourtant un pari. Freeserve devrait annoncer, début juillet, avoir franchi le point mort à la fin de son premier exercice, achevé fin avril. Mais, selon Morgan Stanley Dean Witter, son chiffre d'affaires ne sera que de 1,2 milliard de francs en 2004, soit 270 francs par abonné. Ce qui n'empêche pas la banque de valoriser l'entreprise à 25 milliards de francs aujourd'hui. De quoi donner à Dixons l'idée de mettre rapidement en Bourse sa filiale.

Christophe Jakubyszyn

Grandes manœuvres dans l'industrie pétrolière norvégienne

STOCKHOLM
de notre correspondant en Europe du Nord

La réorganisation du secteur pétrolier norvégien a commencé. Norsk Hydro, la deuxième compagnie du pays, a lancé, lundi 10 mai, une offre inamicale sur la troisième, Saga Petroleum. A la clé : le sort d'une industrie qui, certes, rapporte très gros au royaume scandinave, mais qui est d'une taille limitée à l'échelle mondiale et a le désavantage d'être plus coûteuse que dans la plupart des autres pays producteurs.

Depuis quelques mois, des voix se font entendre en Norvège pour réclamer une remise à plat de tout le secteur et une diminution de l'influence de l'Etat. Celui-ci possède 100 % de Statoil, le leader national, et 51 % de Norsk Hydro. Il est aussi présent dans le capital de Saga, *via* Statoil qui en détient 20 %... Une omniprésence destinée à l'origine à préserver l'or noir des appétits étrangers. Le pétrole a transfiguré ce pays de 4,4 millions d'habitants, devenu l'un des tout premiers exportateurs mondiaux après l'Arabie saoudite. Mais cette configuration ne semble plus adaptée à une industrie qui, affectée par le contrechoc pétrolier de 1998, accélère sa restructuration.

L'ancien président de Statoil, Harald Norvik, s'en est fait l'avocat, en prônant la privatisation partielle de son entreprise. Peu enthousiaste, le gouvernement de centre-droit commence néanmoins à prendre conscience de l'ampleur du défi. Mais, tout comme l'opposition travailliste, il veut que l'Etat garde le contrôle de l'exploitation du pétrole et du gaz.

C'est dans ce contexte que Norsk Hydro a pris l'initiative, lundi, en mettant 2,23 milliards de dollars (2,06 milliards d'euros) sur la table. Pour réussir son coup, il faudra que 90 % des actionnaires de sa cible accepte l'offre : une action de Norsk Hydro contre trois de Saga, agrémentée d'une prime. Cette émission de nouvelles actions aurait pour conséquence de réduire la part de l'Etat dans Norsk Hydro à 41,9 %.

LICENCIEMENTS

L'opération permettrait, selon l'acheteur, de réaliser des économies annuelles de 1 milliard de couronnes (121 millions d'euros). Elle se traduirait aussi par un licenciement de 800 des 4 000 personnes travaillant dans les divisions pétrole des deux firmes concernées. Le conseil d'administration de Saga devait se réunir mardi pour évaluer l'offre de sa rivale. Le gouvernement, qui a la capacité de bloquer une telle opération, a réagi avec prudence. Par principe, il est favorable au maintien de trois compagnies nationales distinctes.

Mais les lourdes pertes de Saga en 1998 et sa taille relativement petite pourraient l'inciter à réviser sa position. *« Il faudra que le Parlement discute de cette affaire »*, a commenté la ministre du pétrole par intérim, Anne Enger Lahnstein. L'offre de Norsk Hydro *« est intéressante, puisque nous craignons que les compétences norvégiennes disparaissent à l'étranger »*, a-t-elle ajouté.

Une surenchère n'est toutefois pas à exclure. Statoil, qui a les moyens de saboter les plans de Norsk Hydro grâce à ses 20 % dans Saga, pourrait contre-attaquer. Une nouvelle offre qui ne serait pas pour déplaire au gouvernement puisque, si elle était couronnée de succès, Saga tomberait dans l'escarcelle de l'Etat...

Antoine Jacob

Télécopieur Multi-fonction Chez Duriez

Fax : 10 s. par page, papier ordinaire, impression jet d'encre économique, mémoire 22 pages. ● Copieur : 2 pages par minute, agrandissement réduction 70/140 ● Scanner : 200 x 200 dpi ● Imprimante pour PC

2.396 F H.T. (2.980 F TTC).

Duriez,
112 bd St-Germain - 75006 Paris

Après un premier échec, Coca-Cola veut aller vite pour racheter Orangina

L'entreprise française serait scindée en deux

C'EST REPARTI pour un tour. Les représentants des salariés d'Orangina, propriété de Pernod-Ricard, ont été convoqués, lundi 10 mai, à un comité central d'entreprise extraordinaire (CCE). A l'ordre du jour : le nouveau projet de cession de la marque au groupe américain Coca-Cola (*Le Monde* du 6 mai). Il devrait exclure cette fois *« la totalité de la force de vente hors domicile et éventuellement un site industriel »*, a précisé le CCE dans un communiqué. Pour les salariés, cela signifie que l'entreprise va être coupée en deux. La centaine de personnes, essentiellement des commerciaux, travaillant pour le marché du « hors domicile » (lieux publics de consommation), est destinée soit à rester dans le giron de Pernod-Ricard, soit à rejoindre une nouvelle structure, indépendante de Coca-Cola.

Coca-Cola semble, cette fois, déterminé à aller vite. A peine signé le nouvel accord, le 4 mai, un dossier de demande d'agrément a été transmis au ministère de l'économie, qui s'était opposé au premier rachat. D'autre part, Bill Yadlovski, le directeur des ressources humaines du groupe américain, a déjà proposé de rencontrer les représentants du personnel.

Pernod-Ricard, lui, commence à mettre en avant les atouts de sa filiale de jus de fruits CSR Pampryl, seul candidat déclaré à ce jour à la reprise pour dix ans de la distribution d'Orangina dans le hors domicile en France, tel qu'exigé par Bercy. Encore faudrait-il convaincre le ministère de l'économie que le maintien sous la coupe de Pernod-Ricard d'une partie non négligeable des activités d'Orangina, en concurrence avec Coca-Cola, dont le groupe français aura touché par ailleurs un chèque de 4,7 milliards de francs pour la cession de cette même marque, n'est pas contradictoire. Alain Chamla, le PDG de Pampryl, souligne que son entreprise réalise un chiffre d'affaires équivalent à celui d'Orangina, soit 1,5 milliard de francs, et a *« une solide expérience du marché hors domicile »*, où Pampryl réalise 30 % de ses ventes.

De son côté, Pepsi tente de convaincre à nouveau les autorités françaises que le rachat, même partiel, d'Orangina par Coca demeure préjudiciable à la concurrence. L'acquisition de Schweppes par Coca-Cola, intervenue à l'automne 1998, a changé la donne sur le marché des *soft drinks,* estime Pepsi, même si Coca s'est abstenu de racheter Schweppes en France. Coca-Cola est de fait dans le collimateur des autorités de plusieurs pays, et même de la Commission européenne, à la suite du rachat de Schweppes, refusé en l'état par la Belgique, l'Allemagne, le Mexique et l'Australie.

Pascal Galinier

La BNP publie à son tour des résultats trimestriels

LA BANQUE NATIONALE DE PARIS (BNP) est prête à moderniser le secteur bancaire français en proposant à la Bourse le gigantesque mariage de trois établissements bancaires, la Société générale, Paribas et elle-même, mais pas pour autant à publier chaque trimestre ses résultats financiers. Si elle l'a fait, lundi 10 mai, pour le 1er trimestre de 1999, c'est uniquement pour répondre aux communiqués sur le même sujet publiés, quelques jours plus tôt, précisément par la Société générale et par Paribas (*Le Monde* du 8 mai). Ce n'est pas une nouvelle politique de communication financière, précise la banque.

En annonçant une progression de 78 % de son bénéfice net, à 536 millions d'euros (3,5 milliards de francs), la BNP espère gagner une nouvelle manche, pour amener ses deux consœurs à discuter avec elle d'un projet de rapprochement. Certes, son résultat est inférieur à ceux de la Société générale (565 millions d'euros, en hausse de 43 %) et de Paribas (576 millions d'euros, + 52 %), mais la banque présidée par Michel Pébereau souligne qu'il comporte de très bons éléments, comme une progression plus modérée des coûts que celle de ses consœurs et un recours plus limité aux plus-values sur portefeuille de participations.

Plus de 500 emplois menacés à la Société marseillaise de crédit

L'INTERSYNDICALE (CFDT, FO, CGT, SNB, CFTC) de la Société marseillaise de crédit (SMC) appelle à une *« grève de vingt-quatre heures à guichets fermés »* lundi 17 mai, pour protester contre la restructuration et les licenciements qui doivent être annoncés ce jour-là en comité central d'entreprise. La banque, reprise en novembre 1998 par le Crédit commercial de France (CCF) à l'issue de sa privatisation, se préparerait à supprimer 578 postes sur un effectif de 1 860 salariés.

Pour Gérard Guedj, responsable de la CFDT (majoritaire avec 50 % des voix), les pertes d'emplois ne sont pas une surprise, mais *« la hauteur du chiffre avancé nous a stupéfiés : ce plan est l'un des plus élevés de la profession »*. Les coupes claires seraient la conséquence d'une réorganisation administrative proposée par le directoire mis en place par le CCF. La direction ne fait pas de commentaire, mais il semble que le chiffre avancé soit surestimé, les suppressions de postes envisagées n'étant « que » de 400 ou 450, alors que des audits préconisaient un chiffre plus élevé (entre 600 et 800). – *(Corresp.)*

Strafor-Facom rachète Autodistribution

OBJET D'UNE OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT (OPA) lancée par Fimalac, Strafor-Facom a, malgré tout, annoncé, lundi 10 mai, l'acquisition au comptant de la société Autodistribution (AD), leader dans la distribution de pièces détachées pour automobile. L'opération s'élèvera au total à 3,3 milliards de francs, portant l'endettement du groupe à 90 % de ses fonds propres. Le rachat d'AD pourrait, cependant, n'être que provisoire. Des acquéreurs se seraient manifestés auprès de Strafor.

Une revente faciliterait le plan de Strafor-Facom pour contrer l'OPA de Fimalac : la distribution automobile gêne d'éventuels « chevaliers blancs », surtout intéressés par l'outillage. Marc Ladreit de Lacharrière, le patron de Fimalac, a écrit à Paul-Marie Chavanne, le président de Strafor-Facom, pour lui demander si une revente éventuelle de cette nouvelle filiale entrait dans la gestion courante d'une société soumise à OPA. Une copie a été transmise à la Commission des opérations de Bourse. M. Ladreit de Lacharrière va déposer un référé devant les tribunaux pour demander la mise sous séquestre des titres AD.

LeMonde Job: WMQ1205--0023-0 WAS LMQ1205-23 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 08:30 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0393 Lcp:700 CMYK

Le mécénat social devient un outil sophistiqué de communication

Depuis les années 90, cette forme de mécénat permet aux entreprises de toucher des publics qui échappent à leur sphère d'influence traditionnelle. Les patrons qui y recourent préfèrent invoquer leur responsabilité sociale plutôt que leurs intérêts commerciaux

FRANÇOIS BRAYET dirige depuis trois ans le centre social de Millau Ouest (Aveyron). Lui qui *« [vient] du social »*, comme il dit, a convaincu son association de payer 1 000 francs de droit d'entrée pour participer aux Assises internationales du mécénat d'entreprises, début mai à Paris (*Le Monde* du 11 mai). M. Brayet espère y trouver de l'argent, mais aussi des professionnels qui pourront conseiller les jeunes de sa ville qui tentent de faire naître des micro-projets avec des bouts de ficelle. Pour l'instant, ils se débrouillent – douze adolescents de quinze à dix-sept ans ont réussi, par exemple, à collecter 10 000 francs pour visiter Barcelone en organisant des tournois de pétanque et de football –, mais le soutien d'entreprises, affirme-t-il, leur permettrait de *« faire tellement mieux ! »*.

Les entreprises croulent depuis des années sous les sollicitations de ce type, mais leur ont opposé des fins de non-recevoir jusqu'en 1990, date à laquelle les fondations d'entreprises ont obtenu une existence juridique et fiscale. Aujourd'hui, de plus en plus de patrons considèrent que soutenir des actions sociales fait partie de leur stratégie globale. Cinq cents entreprises ont alloué, en 1998, 900 millions de francs (contre 1,2 milliard de francs pour le financement des arts) à des actions sociales. Il s'agit de sociétés de taille importante – Air France qui soutient des enfants défavorisés en France et dans les pays qu'elle dessert (3 millions de francs), l'assureur Axa qui se concentre sur les quartiers en difficulté dans les milieux ruraux (4 millions), les laboratoires Bayer (1,03 million) qui travaillent sur le bien-être des malades, etc. –, mais aussi de PME, comme la Cave coopérative vinicole de Ribeauvillé, qui veut rendre accessibles aux non-voyants les œuvres exposées dans les musées.

Pourquoi s'engagent-elles sur ce terrain qui ne leur est pas naturel ? *« A l'occasion de nos cent ans, nous voulions rappeler que cette Cave avait été créée sur le principe de la solidarité. (...) Nous voulions introduire des rapports un peu différents entre ses acteurs, des rapports qui dépassent la seule logique économique »*, explique Jean-Marie Lang, le directeur de la Cave de Ribeauvillé. A une autre échelle, Bernard Arnault, PDG du groupe LVMH, reprend le credo de la cohésion interne : le mécénat *« a permis de montrer qu'on pouvait dynamiser et motiver les cadres du groupe par autre chose que le suivi des tableaux financiers »*, explique-t-il.

CIBLES INHABITUELLES

Mais la majorité invoque, en général, la responsabilité sociale de l'entreprise. Depuis 1947, le géant japonais du cosmétique, Shiseido, consacre au Japon 600 millions de yens par an (4,6 millions d'euros) au financement de maisons de retraite, d'orphelinats, de maisons de réinsertion : *« Notre entreprise exploite les biens humains, financiers et matériels de la société, elle a l'obligation, en contrepartie, de rendre à cette société ce qu'elle y puise pour survivre »*, affirme Yoshiharu Fukuhara, le président de Shiseido.

Plus prosaïquement, les entreprises ont pris conscience des avantages offerts par cette technique de communication. En s'associant matériellement (en mettant, par exemple, à disposition des équipements), financièrement (par des dons) ou humainement (en détachant leur personnel) à des actions en faveur des jeunes, des handicapés ou de la lutte contre la précarité, elles se font connaître auprès de cibles qui ne leur sont pas habituelles (artistes, jeunes, milieu associatif, etc.). Elles peuvent ainsi mener un lobbying discret – parce que non commercial – auprès des militants écologistes, des syndicats et des collectivités locales auxquels elles pourraient, un jour, en cas de crise, être confrontées.

D'ailleurs, les mécènes soutiennent plutôt les micro-projets de leur zone de chalandise (74 % des actions de mécénat de solidarité se sont faites en province, contre 17 % en Ile-de-France en 1996), selon l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (Admical).

Alain-Dominique Perrin, le président de Cartier, fut l'un des premiers à reconnaître que, dans le mécénat, *« l'entreprise recherche indiscutablement son intérêt »*. Ce que peu de dirigeants français assument. Ils préfèrent, en général, parler d'un échange non médiatisé duquel ils n'attendent rien en retour. Mais la pureté des intentions achoppe sur la réalité réglementaire : le dirigeant qui ne peut pas prouver qu'il a utilisé les fonds de son entreprise à des fins qui servent son objet commercial risque d'être épinglé pour abus de biens sociaux. L'invocation de la responsabilité sociale de l'entreprise reste donc un simple discours, d'autant que les budgets comme les personnels dépendent des directions de la communication.

Les Américains ne cachent pas, eux, que le mécénat permet d'obtenir des résultats : la banque Chase, par exemple, explique que lorsqu'elle a ouvert son bureau à Bruxelles, il lui a suffi d'inviter deux cents clients potentiels au spectacle d'une troupe de danse dont elle est le mécène pour que vingt-cinq d'entre eux lui confient, la semaine suivante, 16 millions de dollars d'encours.

S'il reste compliqué de monter des opérations de relations publiques dans les quartiers difficiles, certains trouvent des astuces pour valoriser leur action aux yeux du public. C'est le cas de France Télécom, qui médiatise sur des cartes de téléphone son action en faveur des autistes. Toutefois, Daniel Lebègue, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, prévient : *« Le mécénat ne doit pas être un alibi. L'engagement sociétal ne peut pas être limité au mécénat : il n'existe que si, dans la politique d'investissements financiers, il y a la préoccupation de l'efficacité économique, mais aussi des conséquences sociales et écologiques de ce que l'on fait. »*

Fl. A.

TROIS QUESTIONS À...

CHRISTIAN SAUTTER

1 Pourquoi, en tant que secrétaire d'Etat au budget, proposez-vous aux entreprises de formuler, d'ici à fin juillet, des idées susceptibles d'améliorer la fiscalité des actions de soutien à la culture, à la protection de l'environnement ou de solidarité ?

Je crois que l'Etat fait énormément dans le domaine de la culture, et dans le social, mais il n'entend pas avoir le monopole dans ces domaines. Si les entreprises décident de participer à des travaux d'intérêt général, de façon désintéressée, c'est une bonne chose. Après vingt ans d'actions de ce type financées par des entreprises [l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (Admical) a fêté le 5 mai ses vingt ans], nous avons besoin de faire un bilan sur les conditions juridiques et fiscales de leur intervention. Le gouvernement cherche le dialogue. Nous avons donc décidé de regarder, au moins rapidement, les aspects fiscaux.

2 Ce faisant, on assiste un peu plus au désengagement de l'Etat au profit d'entreprises privées.

Non, pas du tout. Le budget de la culture a fortement progressé en 1998-1999 et le premier ministre, Lionel Jospin, a de nouveau donné la priorité à la culture pour 2000. Il suffit de regarder les lettres de cadrage. Les initiatives prises sur le terrain par les entreprises – je pense par exemple à ce que fait une cave vinicole en faveur de l'accès des non-voyants à la culture – ne portent pas ombrage à l'Etat. Nous devons les encourager si leurs motivations sont bonnes.

3 Justement, aucune entreprise n'ayant de vocation philanthropique, comment jugez-vous ces récentes actions financées, par exemple, par des entreprises dans les quartiers difficiles ?

Le gouvernement a montré sa volonté de mettre en place une politique de la ville qui puisse rétablir l'espoir, la solidarité et aussi améliorer la qualité de vie dans ces quartiers. Toutes les initiatives qui vont dans ce sens sont les bienvenues. Celles des entreprises, comme les autres. On peut espérer que les entreprises qui, aujourd'hui, financent l'art ou la musique, contribueront, à terme, à y créer des emplois.

Propos recueillis par Florence Amalou

CFI et TV5 rationalisent leur couverture de l'Afrique

SIX MOIS après l'annonce du plan d'entreprise par la nouvelle direction, les activités de Canal France international (CFI) sont désormais clairement distinctes. D'une part, les services de banque de programmes à destination des professionnels sont regroupés sous l'appellation CFI-Pro (quatre-vingt-quatre télévisions étrangères les reprennent actuellement). D'autre part, la fonction de chaîne de télévision, en réception directe dans les foyers, ne s'applique plus que sur le continent africain, en complémentarité avec la chaîne francophone TV5.

L'objectif de CFI-Pro, présenté jeudi 6 mai par Jean-Claude Kuentz, directeur général de CFI, est de proposer *« moins de programmes, mais de meilleure qualité »*. Déjà expérimenté en Europe de l'Est et en Afrique, le système du *« preview broadcast »* permet aux télévisions partenaires de visionner une première fois les programmes avant de les commander. Ce service de banque ne peut plus être confondu avec une chaîne : les images diffusées sont barrées d'un bandeau *« preview »* et la grille est conçue par thèmes (programmes jeunesse, le mercredi ; documentaires, le jeudi ; divertissement, le vendredi, etc.).

Grâce à ce nouveau service professionnel, CFI *« se veut le catalyseur de l'exportation de programmes »* en partenariat avec l'association TV France International. En 1999, CFI consacrera 41 millions de francs, soit le quart de son budget, à l'achat de droits français et 4 millions de francs à des productions africaines.

« DÉFICIT D'IMAGES »

En Afrique francophone, où sa notoriété est grande grâce à ses programmes sportifs, CFI restera une chaîne grand public, sous le nom de CFI-TV. Sa grille sera remodelée à compter du 1er juillet. La diffusion en parallèle de CFI-TV et de TV5 Afrique – une chaîne française et une chaîne francophone – a été décidée, selon Jean Stock, PDG de TV5 et de CFI, *« pour combler le très gros déficit d'images et de télévisions que connaît le continent africain »*.

Les deux chaînes vont jouer la complémentarité dans leur programmation. Dans le domaine de l'information, par exemple, elles diffuseront en alternance les journaux de TF 1, France 2 et France 3. Alors que TV5 Afrique vise les cadres, CFI-TV s'attachera à séduire les jeunes urbains.

Jean-Jacques Bozonnet

Le groupe suisse Ringier envisage un retour en France

C'EST en visitant *L'Equipe*, il y a deux ans, que Michael Ringier, président du premier groupe de médias suisse, qui porte son nom, a pris conscience de l'importance des quotidiens sportifs pour son développement dans les pays de l'Est. *« En Allemagne et en Suisse, il n'y a pas de quotidiens sportifs, contrairement aux pays de l'Est, où ils ont une excellente image, parce que ce sont les seuls où l'on a pu vraiment faire du journalisme, pendant de nombreuses années »*, a expliqué M. Ringier, lors d'une conférence de presse, le 5 mai à Paris, en soulignant la complémentarité d'un *« quotidien populaire tabloïd et d'un journal sportif »*. Ringier vient donc d'acquérir le quotidien sportif hongrois *Nemzeti Sport*, deuxième tirage du pays.

Il entend réitérer la même opération en Roumanie et dans les autres pays où il est présent : la République tchèque et la Slovaquie. Ces quatre pays restent les priorités pour le groupe suisse dans son développement international, même si l'année 1998 a été difficile dans ces trois derniers pays. *« La phase des pionniers est terminée dans les pays de l'Est. Il faut avoir des positions fortes car il y a encore des journaux et des magazines à vendre »*, a expliqué Michael Ringier.

S'il fait une percée significative en Hongrie, Ringier reste absent du principal marché de l'Europe de l'Est, la Pologne. *« Nous avons voulu éviter la bataille avec les éléphants allemands. Puisque les grands groupes étaient en Pologne, nous sommes allés ailleurs »*, a souligné M. Ringier. *« Si le marché de l'Europe de l'Est est dominé par les Allemands, nous en tirons avantage dans la mesure où tout le monde ne veut pas vendre aux Allemands »*, a-t-il poursuivi en s'étonnant de l'absence des groupes français dans cette région.

Après plusieurs années quelque peu difficiles, le groupe suisse peut assurer son développement, avec prudence. *« La restructuration est terminée »*, a affirmé M. Ringier en présentant les bons résultats 1998, qui voient progresser le chiffre d'affaires (895,2 millions de francs suisses, 560 millions d'euros) le cash-flow et le bénéfice (28,1 millions de francs, 17,5 millions d'euros). La plupart des titres suisses du groupe ont affiché des diffusions en hausse en 1998.

STRUCTURES DES ANNÉES 60

S'il entend se concentrer au cours des deux prochaines années sur les pays de l'Est, le groupe compte se développer à nouveau sur deux pays où il a connu des échecs au début des années 90 : l'Allemagne et la France. Il est également en contact avec des éditeurs italiens. Il se donne deux ans pour revenir en France, où il a été actionnaire du *Point* et où il avait lancé, sans succès, le magazine *Emois*. Il privilégierait la presse magazine, mais n'exclut pas la presse quotidienne. Il a étudié le dossier de reprise des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, mais il juge *« difficile le marché des quotidiens, avec des prix et des coûts élevés »*. *« Je ne sais pas si ça va changer en deux ans, mais pour un éditeur de quotidiens, le marché français n'est pas intéressant. Ses structures datent des années 60. C'est le seul pays que je connaisse qui garde ces structures. C'est une sorte de protection négative du marché français. »*

Michael Ringier compte maintenir la structure familiale de son groupe. Il en a vu les avantages pour le rachat du quotidien sportif hongrois, où il estime que c'est cette structure qui lui a permis de devancer Grüner und Jahr (Bertelsmann), mais il entend rester *« ouvert »* : *« La priorité ira à l'entreprise, pas à la famille »*, a-t-il conclu.

Alain Salles

Festival de Cannes
Un supplément spécial de 12 pages
Mercredi 12 mai
Le Monde daté 13

LeMonde Job: WMQ1205--0024-0 WAS LMQ1205-24 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:55 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0394 Lcp:700 CMYK

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **BOC ET PRAXAIR : les producteurs de gaz industriels britannique BOC et américain Praxair** sont en pourparlers pour créer le plus grand groupe du monde sur leur marché, selon le *Financial Times* du 11 mai. La capitalisation boursière des deux entreprises s'élèverait à 17 milliards de dollars, devant le leader mondial, le français Air Liquide.

● **GAZ DE FRANCE : le ministère norvégien du pétrole** a refusé le 10 mai le rachat par GDF des 4,2 % détenus par Saga Petroleum dans le champ *off shore* de Visund, en mer du Nord. Selon un porte-parole du ministère, *« Gaz de France n'a pas les compétences techniques pour opérer en Norvège »*.

● **ELF : la filiale britannique** du groupe pétrolier va mettre en vente plusieurs de ses actifs en mer du Nord, dans le cadre de la restructuration de ses opérations dans la région.

● **YPF REPSOL : le directoire du groupe pétrolier argentin a approuvé à l'unanimité l'offre publique d'achat** de l'espagnol Repsol.

● **PLASTIC OMNIUM : le plasturgiste** a annoncé mardi 11 mai la vente de sa division équipements intérieurs automobiles à l'équipementier américain Visteon pour trois milliards de francs (457 millions d'euros) hors dettes.

● **VALEO : Noël Goutard** (68 ans), PDG de Valeo, a nommé André Navarri comme directeur général à compter du 1er juin. M. Navarri est actuellement directeur général de la branche transport d'Alstom.

● **RENAULT/NISSAN : selon le quotidien économique japonais,** *Nihon Keizai Shimbun*, la Megane de Renault et ses dérivés seront montés dans l'usine Nissan d'Afrique du Sud dès l'an 2 000. Le journal des milieux d'affaires indique également que la Clio pourrait pour sa part être assemblée par la filiale thaïlandaise de Nissan. Renault affirme ne rien exclure mais qu'aucune décision n'est prise.

● **BIC : l'entreprise va construire** sa principale usine européenne de stylos à Marne-la-Vallée. Cet investissement représente 160 millions de francs.

● **INTEL : le géant américain du microprocesseur**, Intel, a annoncé, lundi, la création d'un fonds commun de placement de 250 millions de dollars (233 millions d'euros) lancé avec le concours des plus importants fabricants d'ordinateurs américains et leurs principaux clients, afin de soutenir le développement d'applications qui fonctionneront sur la nouvelle plate-forme Intel IA-64.

● **SGE : Antoine Zacharias, président de la filiale BTP de Vivendi,** a reconnu, lundi, lors de son assemblée générale, que SGE pourrait quitter le giron du groupe. *« Quand Vivendi choisira de nous faire voler de nos porpres ailes, notre actionnaire majoritaire le fera correctement »*, a-t-il précisé.

SERVICES

● **ELIOR : le groupe de restauration collective,** numéro un de la restauration sous contrat en France et numéro trois européen, a racheté la totalité de la société britannique Brian Smith, selon un communiqué publié lundi. Par ailleurs, Elior a regroupé ses activités anglaises et celles de son partenaire britannique Catering and Allied London dans une même entité, Eurocater, dont le groupe français a pris 80 %. A la suite de ces deux opérations, le chiffre d'affaires d'Elior en Grande-Bretagne passera de 445 millions de francs à 1,1 milliard de francs en 1999.

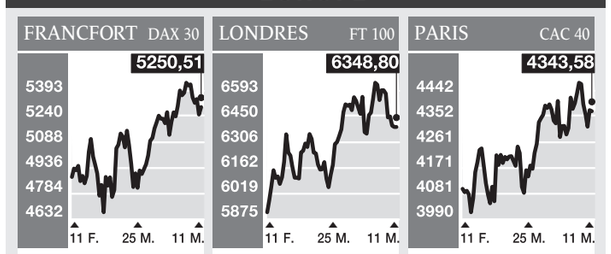
FINANCE

● **AXA : la filiale britannique d'Axa, Sun Life and Provincial Holdings** (SLPH) a annoncé lundi 10 mai qu'elle prévoyait *« le départ d'environ 2 000 personnes dans la branche assurances dommages avant mai 2001, dont environ 1 500 licenciements »* après la fusion de ses activités dommages avec celles de Guradian Royal Exchange (GRE), a annoncé lundi Axa.

RÉSULTATS

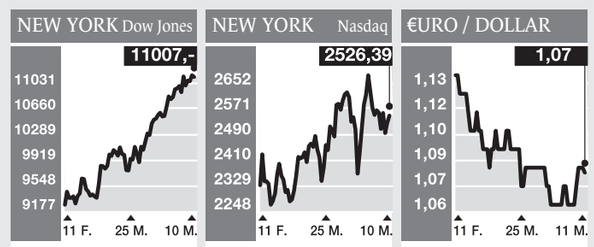
■ **SWISS LIFE : l'assureur helvétique Rentenanstalt/Swiss Life** a réalisé en 1998 un bénéfice net en hausse de 79,3 %, à 273,4 millions de francs suisses (170 millions d'euros). Le montant des primes brutes a légèrement progressé de 0,54 % à 16,76 milliards de francs suisses (10,5 milliards d'euros).

EUROPE



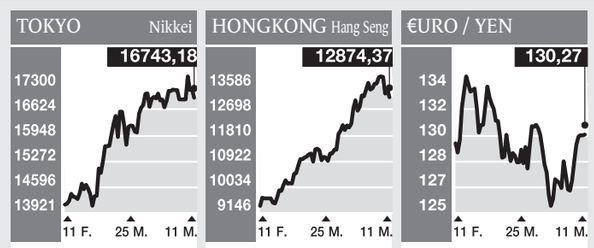
Europe 10 h 15	Indices sélection	cours 11/05	Var. % 10/05	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3691,84	– 0,04	10,46
EUROPE	STOXX 50	3659,1	– 0,09	10,21
EUROPE	EURO STOXX 324	318,44	– 0,04	6,73
EUROPE	STOXX 653	305,41	– 0,09	9,39
PARIS	CAC 40	4343,58	– 0,08	10,17
PARIS	MIDCAC	0,00	....	....
PARIS	SBF 120	2947,24	....	10,95
PARIS	SBF 250	0,00	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	0,00	....	....
AMSTERDAM	AEX	561,06	– 0,17	4,22
BRUXELLES	BEL 20	3213,94	0,28	– 8,55
FRANCFORT	DAX 30	5250,51	0,86	4,96
LONDRES	FTSE 100	6348,80	– 0,11	7,93
MADRID	STOCK EXCHANGE	0,00	....	....
MILAN	MIBTEL 30	36010,00	– 0,71	2,44
ZURICH	SPI	7208,80	– 0,23	0,67

AMÉRIQUES



Amérique 10 h 15	Indices sélection	cours 10/05	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	11007,25	– 0,22	19,89
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1340,30	– 0,35	9,04
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2526,39	0,91	15,22
TORONTO	TSE INDEX	6997,13	0,55	7,88
SAO PAULO	BOVESPA	12412,00	1,46	82,96
MEXICO	BOLSA	352,19	2,56	51,49
BUENOS AIRES	MERVAL	580,37	– 1,63	34,95
SANTIAGO	IPSA GENERAL	124,63	2,28	61,86
CARACAS	CAPITAL GENERAL	6246,39	5,85	30,44

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10 h 15	Indices sélection	cours 11/05	Var. % 10/05	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	16743,18	– 1,38	20,96
HONGKONG	HANG SENG	12874,37	– 2,19	28,12
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	....	36,14
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	89,32	– 4,28	37,54
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2984,90	– 0,39	6,10
BANGKOK	SET	37,37	0,89	45,52
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3899,22	2,07	27,62
WELLINGTON	NZSE-40	2194,95	– 1,42	6,28

ÉCONOMIE

Selon M. Tietmeyer, « la crise financière semble s'être calmée »

« LA CRISE financière globale semble s'être calmée », a indiqué lundi 10 mai le président de la Bundesbank Hans Tietmeyer, à l'issue d'une réunion du G 10 (G 7 plus Suisse, Suède, Belgique-Luxembourg et Pays-Bas) à laquelle participaient aussi le Mexique, la Chine, la Russie, l'Australie et l'Arabie saoudite. *« Cela ne veut pas dire que tout est sous contrôle, mais, après plusieurs mois de révisions en baisses successives, les prévisions pour la croissance mondiale se sont stabilisées autour de 2 % »*, a souligné M. Tietmeyer.

■ **UNION EUROPÉENNE : le ministre italien des finances Carlo Azeglio Ciampi** a proposé lundi à ses collègues de l'Union européenne réunis à Bruxelles la réduction *« coordonnée »* de la fiscalité pesant notamment sur les entreprises et le travail.

■ **ALLEMAGNE : le pays a dégagé un excédent commercial** de 5,7 milliards d'euros en mars, selon des chiffres provisoires diffusés mardi par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. Les exportations ont atteint 42,8 milliards d'euros, soit 0,6 % de plus qu'en mars 1998, tandis que les importations affichaient une progression de 1,8 % à 37,1 milliards d'euros.

■ **ROYAUME-UNI : l'indice des prix à la production** a progressé de 0,7 % en avril au Royaume-Uni et de 1 % par rapport à la période correspondante de l'année dernière, selon les chiffres annoncés lundi par l'Office des statistiques nationales (ONS).

■ **NORVÈGE : le gouvernement de centre-droit** du premier ministre norvégien, Kjell Magne Bondevik, a présenté lundi un projet de budget 1999 excédentaire prévoyant un léger relâchement de la pression fiscale dans un contexte de ralentissement économique.

■ **L'indice des prix à la consommation en Norvège** a progressé de 0,3 % en avril par rapport à mars et de 2,5 % sur un an, a indiqué lundi le bureau central des statistiques norvégien.

■ **JAPON : l'indicateur avancé de la conjoncture,** censé préfigurer l'évolution de l'économie japonaise dans les six mois à venir, s'est hissé à 62,5 points en mars, contre 50,0 points en février, a annoncé mardi l'Agence de planification économique (EPA).

■ **Les ventes de véhicules de marque étrangère au Japon** se sont contractées de 6,3 % en avril, par rapport à leur niveau du même mois de 1998, pour revenir à 17 900 unités, selon un communiqué publié mardi par l'Association des importateurs automobiles japonais (JAIA).

■ **BRÉSIL : le président brésilien Fernando Cardoso** a affirmé lundi à la Maison Blanche que la situation financière du Brésil était beaucoup plus stable et a remercié le président Bill Clinton pour le soutien apporté par Washington à son pays durant sa récente crise monétaire. M. Cardoso a indiqué que la contraction du PIB brésilien pourrait n'être que de 2 % en 1999, soit beaucoup mieux que les projections du FMI qui tablent sur un recul de 3,8 % de l'économie du Brésil.

■ **AFRIQUE : la Banque mondiale a invité lundi le secteur privé européen** à un nouveau regard sur les opportunités que représente désormais l'Afrique, en assurant qu'elle était prête à aider les investisseurs à minimiser leurs risques. L'Afrique *« est un partenaire sérieux qui a beaucoup de potentiel »*, a déclaré le vice-président pour l'Afrique de la Banque mondiale, Jean-Louis Sarbib.

■ **OMC : l'Union européenne veut limiter à trois ans** la durée du prochain round de négociations multilatérales au sein de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), selon les conclusions d'une rencontre informelle des ministres européens du commerce, lundi à Berlin.

■ **OR : le président de la Bundesbank Hans Tietmeyer** a indiqué lundi, à l'issue d'une réunion élargie des banques centrales du G 10 à Bâle (Suisse), qu'aucune autre banque centrale, à part celle de la Grande-Bretagne, ne s'apprêtait à vendre de l'or.

■ **PÉTROLE : le manque à gagner des pays membres de l'OPEP** (Organisation des pays exportateurs de prétrole) dû à la chute des cours du pétrole a atteint 82 milliards de dollars (76 milliards d'euros) en quinze mois, de janvier 1998 à mars 1999, selon les calculs de l'hebdomadaire *Pétrostratégies* publiés lundi.

■ **Les pays de l'OPEP ont réduit leur production de brut** de 1,6 million de barils par jour (mbj) en avril à 26,2 mbj, respectant *« rigoureusement »* le programme de réduction décidé le 23 mars à Vienne, annonce lundi l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport mensuel.

VALEUR DU JOUR

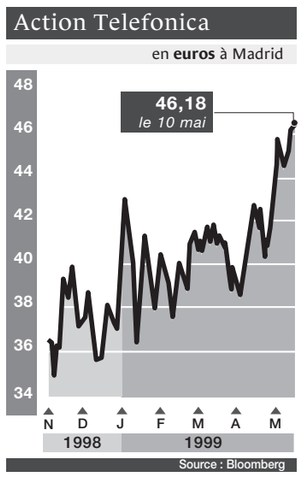
Spéculations autour de Telefonica

LUNDI 10 MAI, le quotidien espagnol *Cinco Dias* a annoncé que l'opérateur historique Telefonica négociait un mariage avec le cinquième opérateur téléphonique américain SBC et Telefonos de Mexico (Telmex), qui dispose encore d'un monopole sur la téléphonie fixe au Mexique. Cette rumeur, non commentée par Telefonica et démentie par Telmex, n'est pas la première concernant Telefonica. Elle a étonné les observateurs qui notent que le groupe espagnol dispose déjà d'un accord international avec MCI WorldCom. Elle a également étonné France Télécom qui est actionnaire de Telmex (6,7 % du capital, mais 24,5 % des droits de vote) au côté de SBC depuis la privatisation de Telmex en 1990.

Telefonica, qui n'est plus contrôlé par l'Etat espagnol mais par des banques espagnoles (Argentaria détient 5 % du capital avec la Caixa 5 % et BBV 3 %), est très entouré depuis l'annonce du projet de mariage entre Deutsche Telekom et Telecom Italia. Subitement, les investisseurs ont redécouvert cette valeur (+ 15 % en un mois), qui avait souffert de la crise brésilienne en août 1998 (son cours de Bourse a plongé de 40 % entre les mois de juillet et septembre). Avant la crise, sa filiale Tisa avait participé à la mise aux enchères des différentes composantes de Telebras, l'ex-monopole brésilien, en prenant le contrôle de Telesp Fixa, de Tele Sudeste Celular plus d'autres participations minoritaires. Certes, la facture de 5,34 milliards de dollars (5 milliards d'euros) a été minorée par la chute du real brésilien, mais les investisseurs s'inquiétaient de la rentabilité des activités brésiliennes.

Isabelle Tourret, spécialiste du marché espagnol à la société de Bourse madrilène Beta Capital, constate que les résultats du premier trimestre de Portugal Telecom, lui aussi très impliqué au Brésil, ont démontré que les activités brésiliennes se portent plutôt bien. Les analystes espèrent donc une bonne nouvelle lors de la publication des résultats trimestriels de Telefonica, le lundi 17 mai. Elle relève également que Telefonica doit mettre sur le marché, en juin 1999, 35 % de sa filiale TPI (pages jaunes) estimée entre 1,2 et 1,5 milliard d'euros.

Enguérand Renault



SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris a ouvert en baisse de 0,37 %, à 4 331,04 points, mardi 11 mai. La veille, le CAC 40, hésitant tout au long de la séance, s'était fortement redressé en fin de journée dans l'espoir d'un arrêt du conflit dans les Balkans après l'annonce par l'armée serbe du retrait partiel de ses troupes au Kosovo. Le marché parisien avait terminé sur un gain de 1,34 %, à 4 347,15 points.

FRANCFORT

LORS DES PREMIERS ÉCHANGES mardi 11 mai, l'indice DAX de la Bourse de Francfort continuait de se déprécier, cédant 0,13 % à 5 254,12 points, après avoir déjà clôturé la veille en baisse de 0,29 %, à 5 261,01 points.

LONDRES

LE PRINCIPAL INDICE du marché des actions de la Bourse de Londres, le FTSE–100, a fini la séance du lundi 10 mai en légère baisse, comme la grande majorité des places boursières européennes. L'indice Footsie des cent principales valeurs a terminé la séance à 6 348,8 points, en recul de 0,11 % par rapport à son niveau de clôture de vendredi.

TOKYO

MARQUÉ PAR LE RECUL enregistré par Wall Street, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo s'est replié mardi 11 mai, perdant 1,4 % durant la séance pour finir à 16 743,18 points.

NEW YORK

L'INDICE Dow Jones de la Bourse de New York a perdu 24,34 points (– 0,22 %) à 11 007,25 points, lundi 10 mai, tandis que le Nasdaq a gagné 22,78 points à 2 526,40 points grâce à des transferts de capitaux vers les actions technologiques. L'indice Standard and Poor's 500 a reculé de 4,70 points à 1 340,30 points. Wall Street, qui avait atteint un nouveau record vendredi dernier, continue à subir le contrecoup des incertitudes du règlement du conflit au Kosovo

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens s'inscrivaient en légère hausse, mardi 11 mai. Les taux de rendement des emprunts d'Etat à 10 ans en France et en Allemagne, qui évoluent en sens inverse des prix, enregistraient une baisse respective de 0,008 % et de 0,004 %, s'établissant à 4,122 % et à 4,029 %. Le rendement de l'obligation à 30 ans du Trésor américain a reculé lundi 10 mai à 5,780 % contre 5,808 % vendredi 7 mai en fin de séance.

MONNAIES

L'EURO restait ferme mardi 11 mai sur le marché des changes à Tokyo à 1,0784 dollar contre 1,0781 lundi soir à New York. La devise européenne s'était appréciée lundi jusqu'à 1,0805 dollar poussée par la perspective d'un retrait partiel des troupes serbes du Kosovo, avant de se replier légèrement. Le dollar, quant à lui, s'est raffermi face au yen mardi, se négociant à 120,65 yens.

Taux de change fixe zone €uro

€uro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	€URO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND	5,94573	MARKKA FINLAND	1,10324

Hors zone €uro

€uro contre	10/05
COURONNE DANOISE	7,4323
COUR. NORVÉGIENNE	8,2110
COUR. SUÉDOISE	8,9445
COURONNE TCHÈQUE	37,690
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6012
DOLLAR CANADIEN	1,5662
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9183
DRACHME GRECQUE	326,15
FLORINT HONGROIS	250,48
ZLOTY POLONAIS	4,1918

Cours de change croisés

11/05 10 h 15	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours €URO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	....	0,82675	1,07735	0,16421	1,62090	0,66957
YEN	120,95500	....	130,27000	19,85500	196,05000	80,98500
€URO	0,92820	0,76764	....	0,15245	1,50450	0,62175
FRANC	6,08975	5,03565	6,55957	....	9,87215	4,07815
LIVRE	0,61694	0,51005	0,66470	0,10125	....	0,41310
FRANC SUISSE	1,49350	1,23485	1,60840	0,24515	2,42075	....

Taux d'intérêt (%)

Taux 10/05	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,51	2,45	4,13	5,05
ALLEMAGNE	2,51	2,56	4,04	5,01
GDE-BRETAG.	5,41	5,08	4,77	4,72
ITALIE	2,51	2,53	4,29	5,27
JAPON	0,07	0,05	1,34	....
ÉTATS-UNIS	4,75	4,61	5,52	5,79
SUISSE	0,78	0,97	2,54	3,80
PAYS-BAS	2,45	2,53	4,18	5,06

Matières premières

En dollars	Cours 10/05	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1572,5	– 1,29
ALUMINIUM 3 MOIS	1346	– 0,52
PLOMB 3 MOIS	535	– 1,47
ETAIN 3 MOIS	5570	– 0,71
ZINC 3 MOIS	1067	– 0,84
NICKEL 3 MOIS	5475	– 1,44
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,44	0,18
PLATINE A TERME	79328,10	– 0,34
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	252	– 1,47
MAÏS (CHICAGO)	218	– 0,23
SOJA TOURTEAU (CHG.)	128	– 2,36
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	943	– 3,58
CAFÉ (LONDRES)	1385	....
SUCRE BLANC (PARIS)	178	....

Matif

Cours 10 h 15	Volume 11/05	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
JUIN 99	4356	94,94	94,92
Euribor 3 mois			
JUIN 99	565	97,41	97,41

Pétrole

En dollars	Cours 10/05	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	16,45	....
WTI (NEW YORK)	18,57	0,38
LIGHT SWEET CRUDE	18,57	0,90

Or

En €uros	Cours 10/05	Var % 07/05
OR FIN KILO BARRE	8350	– 0,95
OR FIN LINGOT	8460	+ 0,24
ONCE D'OR (LO) $	278	– 1,56
PIÈCE FRANCE 20 F	49,50	+ 1,43
PIÈCE SUISSE 20 F	49,20	+ 0,20
PIÈCE UNION LAT. 20 F	48,50	– 1,22
PIÈCE 10 DOLLARS US	249	....
PIÈCE 20 DOLLARS US	465	+ 0,59
PIÈCE 50 PESOS MEX	314,25	+ 0,32

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

LeMonde Job: WMQ1205--0025-0 WAS LMQ1205-25 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:52 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0395 Lcp:700 CMYK

VALEURS EUROPÉENNES

● Les valeurs du secteur bancaire ont été légèrement affectées, lundi 10 mai, par l'annonce du rachat par la banque britannique Hongkong and Shanghai Banking Corp (HSBC) de l'américain Republic New York et de sa filiale Safra Republic Holdings pour un montant de 10,3 milliards d'euros (63 milliards de francs). Alors que l'action **HSBC** a abandonné 3,24 %, celle de l'allemand **Dresdner Bank** a perdu 0,38 % et celle de l'italien **San Paolo-IMI** a cédé 2,25 %.

● Le titre **Buhrmann** a poursuivi son mouvement de baisse, lundi, perdant 9,25 %, à 15,70 euros. La valeur avait déjà perdu du terrain vendredi 7 mai après l'annonce d'une chute de 17 % des revenus nets du papetier européen, à 24 millions d'euros au premier trimestre 1999.

● L'action **Cable & Wireless** a gagné 3 %, à 857,5 pence, lundi. Plusieurs candidats seraient intéressés par One 2 One, le quatrième opérateur de télécommunication britannique actuellement détenu par Cable & Wireless et MediaOne.

● La valeur **Norsk Hydro** s'est dépréciée, lundi, de 0,87 %, à 346 couronnes norvégiennes, après le lancement de son offre publique d'achat sur son concurrent local Saga Petroleum pour 17 milliards de couronnes (2,1 milliards d'euros).

11/05 10 h 16 ▶

AUTOMOBILE

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	32,25	....
BASF AG	BE★	40,3	−0,74
BMW	DE★	674	+0,82
CONTINENTAL AG	DE★	23,95	−0,83
DAIMLERCHRYSLER	DE★	90,4	+0,22
FIAT	IT★	3,2	−1,54
FIAT PRIV.	IT★	1,6	+0,63
LUCAS VARITY	GB	4,32	....
MICHELIN-B- /RM	FR★	42,2	....
PEUGEOT /RM	FR★	152,5	....
PIRELLI	IT★	2,87	−1,37
RENAULT	FR★	39,05	....
VALEO /RM	FR★	84	....
VOLKSWAGEN	DE★	64,3	+0,78
VOLVO -A-	SE	24,76	−0,23
VOLVO -B-	SE	24,97	−0,72
▶ DJ E STOXX AUTO P		278,44	−0,24

BANQUES

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ABBEY NATIONAL	GB	20,52	....
ABN AMRO HOLDIN	NL★	20,75	−1,19
ALLIED IRISH BA	GB	14,16	+0,11
ALPHA CREDIT BA	GR	68,37	....
ARGENTARIA R	ES★	21,95	....
B PINTO MAYOR R	PT★	18,3	....
BANCO ESSI R	PT★	10,48	....
BANK AUSTRIA AG	AT★	53	−4,09
BANK OF IRELAND	GB	18,29	+1,09
BANK OF PIRAEUS	GR	31,27	....
BANKINTER R	ES★	37,5	....
BARCLAYS PLC	GB	27,27	....
BAYR.HYPO-U.VER	DE★	63,2	+2,27
BCA FIDEURAM	IT★	5,39	−0,37
BCA INTESA	IT★	5,16	−0,39
BCA ROMA	IT★	1,47	....
BCO BILBAO VIZC	ES★	14,11	−0,77
BCO POPULAR ESP	ES★	68	....
BSCH R	ES★	20,61	....
BCP R	PT★	27,01	....
BNP /RM	FR★	78,25	....
CCF /RM	FR★	103,4	....
CHRISTIANIA BK	NO	3,51	....
COMIT	IT★	7,68	+0,13
COMM.BANK OF GR	GR	177,50	....
COMMERZBANK	DE★	30,15	+1,17
DEN DANSKE BK	DK	110,42	+0,28
DEN NORSKE BANK	NO	3,25	....
DEUTSCHE BANK A	DE★	54,95	+0,64
DEXIA CC	BE★	146,8	....
DEXIA FCE RM	FR★	129,7	....
DRESDNER BANK	DE★	38,3	....
ERGO BANK	GR	89,44	....
FIRST AUSTRIAN	AT★	....	....
FOERENINGSSB A	SE	19,40	....
FOKUS BK	NO	9,26	....
HALIFAX	GB	12,48	....
HSBC HOLDS	GB	32,47	....
IONIAN BK REG.S	GR	55,59	....
JYSKE BANK REG	DK	80,73	....
KAPITAL HOLDING	DK	35,92	+0,21
KBC BANCASSURAN	BE★	60,15	....
LLOYDS TSB	GB	13,66	....
MERITA	FI★	5,35	−0,37
NAT BANK GREECE	GR	68,68	....
NATEXIS	FR★	53,4	....
NATL WESTM BK	GB	21,71	....
NORDBANKEN HOLD	SE	5,65	....
ROLO BANCA 1473	IT★	23,35	+2,41
ROYAL BK SCOTL	GB	20,22	....
S-E-BANKEN -A-	SE	11,40	....
STE GENERAL-A-/	FR★	172,9	....
SV HANDBK -A-	SE	35,33	....
UBS REG	CH	312,29	−0,40
UNICREDITO ITAL	IT★	4,59	−1,29
UNIDANMARK -A-	DK	66,48	+0,84
XIOSBANK	GR	30,57	....
▶ DJ E STOXX BANK P		281,55	−0,58

PRODUITS DE BASE

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ALUMINIUM GREEC	GR	99,34	....
ARJO WIGGINS AP	GB	2,94	....
ASSIDOMAEN AB	SE	19,23	....
AVESTA	SE	3,99	....
BEKAERT	BE★	448,3	....
BILTON	GB	4,59	....
BOEHLER-UDDEHOL	AT★	54,2	−0,50
BRITISH STEEL	GB	2,21	....
BUHRMANN NV	NL★	16,25	+3,50
BUNZL PLC	GB	4,01	+3,11
CART.BURGO	IT★	6,41	+1,10
ELKEM ASA, OSLO	NO	17,91	−1,97
ELVAL	GR	14,55	....
INPARSA	PT★	16,05	....
JOHNSON MATTHEY	GB	8,93	....
MAYR-MELNHOF KA	AT★	46,6	+0,11
METSAE-SERLA A	FI★	8,4	....
MODO B FR	SE	25,27	....
NORSKE SKOGIND-	NO	35,74	....
OUTOKUMPU OY -A	FI★	11,4	....
PECHINEY-A-	FR★	41,69	....
PORTUCEL INDUST	PT★	5,6	....
RAUTARUUKKI K	FI★	6,65	....
RIO TINTO	GB	14,58	....
SIDENOR	GR	29,10	....
SILVER & BARYTE	GR	38,17	....
SMURFIT JEFFERS	GB	2,51	....
SONAE INDUSTRIA	PT★	9,26	....
SOPORCEL	PT★	9,08	....
SSAB SW ST A FR	SE	11,96	....
STORA ENSO -A-	FI★	10,87	+2,55
STORA ENSO -R-	FI★	11,2	+1,82
SVENSKA CELLULO	SE	24,32	....
THYSSEN	DE★	174	....
TRELLEBORG B	SE	8,39	....
UNION MINIERE	BE★	36,9	....
UPM-KYMMENE COR	FI★	29,55	−0,17
USINOR	FR★	13,97	....
VIOHALCO	GR	32,19	....
VOEST-ALPINE ST	AT★	29,85	−1,78
▶ DJ E STOXX BASI P		181,02	+0,68

CHIMIE

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AGA -A-	SE	13,98	+8,70
AGA -B-	SE	13,25	+3,04
AIR LIQUIDE /RM	FR★	150	....
AKZO NOBEL	NL★	....	....
BASF AG	DE★	40,3	−0,74
BAYER AG	DE★	38,2	−1,55
BOC GROUP PLC	GB	16,28	+4,27
CIBA SPEC CHEM	CH	75,43	+0,21
CLARIANT N	CH	469,05	−0,79
DEGUSSA-HUELS	DE★	41,3	−0,84
DYNO INDUSTRIER	NO	17,05	....
EMS-CHEM HOLD A	CH	4562,99	−0,20
HENKEL KGAA VZ	DE★	74,5	+1,09
ICI	GB	10,27	....
KEMIRA	FI★	6,75	+0,75
LAPORTE	GB	10,54	−0,14
PERSTORP -B-	SE	11,12	....
SNIA	IT★	1,24	+0,81
SOLVAY	BE★	67	....
TESSENDERLO CHE	BE★	42,2	....
▶ DJ E STOXX CHEM P		340,1	−0,98

CONGLOMÉRATS

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AKER RGI -A-	NO	13,09	+0,47
CGIP /RM	FR★	45,6	....
CIR	IT★	1,09	+0,93
D'IETEREN SA	BE★	420,2	....
GAZ ET EAUX /RM	FR★	45	....
GBL	BE★	172,5	....
GENL ELECTR CO	GB	9,77	....
GEVAERT	BE★	62,9	....
HAGEMEYER NV	NL★	31,45	−0,79
INCHCAPE PLC	GB	2,27	−1,96
INVESTOR -A-	SE	10,73	....
INVESTOR -B-	SE	10,87	+0,73
KVAERNER -A-	NO	18,88	+3,33
LVMH / RM	FR★	257	....
MYTILINEOS HOLD	GR	19,59	....
NORSK HYDRO	NO	42,14	....
OERLIKON-BUEHRL	CH	138,10	−0,34
ORKLA -A-	NO	16,66	−0,88
ORKLA -B-	NO	14,74	....
SONAE INVESTIME	PT★	34,83	....
VEBA AG	DE★	56,3	+2,18
▶ DJ E STOXX CONG P		255,04	+0,93

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
BRITISH TELECOM	GB	15,07	+0,51
CABLE & WIRELES	GB	12,84	....
DEUTSCHE TELEKO	DE★	35,8	+1,56
EUROPOLITAN HLD	SE	80,05	....
FRANCE TELECOM	FR★	74,2	−0,67
HELLENIC TELE (	GR	23,21	....
KONINKLIJKE KPN	NL★	41,75	+0,12
CAMDEN NATIONAL	GR	....	....
PORTUGAL TELECO	PT★	41,3	....
SWISSCOM N	CH	324,73	+0,38
TELE DANMARK	DK	89,89	+0,32
TELECEL	PT★	130,15	....
TELECOM ITALIA	IT★	9,8	−0,71
TELECOM ITALIA	IT★	4,95	+1,23
TELEFONICA	ES★	46,18	....
TIM	IT★	5,61	+1,08
VODAFONE GROUP	GB	16,61	+0,73
▶ DJ E STOXX TCOM P		646,55	−0,43

CONSTRUCTION

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ACCIONA	ES★	46,3	....
ACESA REG	ES★	11,85	....
AKTOR SA	GR	21,36	....
ASKO OY	FI★	16	....
AUMAR R	ES★	20,26	....
AUTOSTRADE	IT★	7,14	−1,11
BCA INTESA	IT★	5,16	−0,39
BICC PLC	GB	1,50	....
BLUE CIRCLE IND	GB	6,50	+0,94
BOUYGUES /RM	FR★	246,5	....
BPB	GB	4,89	....
CARADON	GB	2,23	....
CBR	BE★	90,6	....
CHARTER	GB	6,80	....
CIMPOR SGPS R	PT★	26,51	....
COLAS /RM	FR★	184	....
CRH PLC	GB	18,16	....
CRISTALERIA ESP	ES★	53	....
DRAGADOS CONSTR	ES★	32,68	....
FOM CON CONTRAT	ES★	53,4	....
GROUPE GTM	FR★	94,5	....
HANSON PLC	GB	9,18	....
HEIDELBERGER ZE	DE★	75	−1,19
HELL.TECHNODO.R	GR	18,53	....
HERACLES GENL R	GR	30,66	....
HOCHTIEF ESSEN	DE★	41	+1,23
HOLDERBANK FINA	CH	314,15	−2,88
HOLDERBANK FINA	CH	1208,71	−0,36
IMETAL /RM	FR★	125,8	....
ITALCEMENTI	IT★	11,55	....
ITALCEMENTI RNC	IT★	4,71	−0,63
LAFARGE /RM	FR★	94	....
MICHANIKI REG.	GR	12,72	....
PARTEK	FI★	11	−0,90
PHILIPP HOLZMAN	DE★	165	+0,61
PILKINGTON PLC	GB	1,20	....
RMC GROUP PLC	GB	13,60	....
RUGBY GRP	GB	1,92	....
SAINT GOBAIN /R	FR★	157,2	....
SEMAPA	PT★	15,35	....
SKANSKA -B-	SE	35,22	....
SUPERFOS	DK	13,08	+0,19
TARMAC	GB	1,74	....
TAYLOR WOODROW	GB	2,76	....
TECHNIP /RM	FR★	106	....
TITAN CEMENT RE	GR	89,38	....
UNICEM	IT★	11,5	....
URALITA	ES★	8,72	....
VALENCIANA CEM	ES★	9	....
WIENERB BAUSTOF	AT★	178,3	−0,27
WILLIAMS	GB	6,37	....
▶ DJ E STOXX CNST P		202,9	−0,19

CONSOMMATION CYCLIQUE

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ACCOR /RM	FR★	242,4	....
ADIDAS-SALOMON	DE★	95	−0,52
ALITALIA	IT★	2,99	+0,34
AUSTRIAN AIRLIN	AT★	27,1	+0,18
BANG & OLUFSEN	DK	63,15	+0,43
BARRATT DEV PLC	GB	5,78	....
BEAZER GROUP	GB	3,30	....
BENETTON GROUP	IT★	1,83	+1,67
BERKELEY GROUP	GB	11,51	....
BRITISH AIRWAYS	GB	7,56	....
BRYANT GROUP PL	GB	2,29	....
CHARGEURS RM	FR★	55,5	....
CLUB MED. /RM	FR★	87	....
COATS VIYELLA	GB	0,67	....
COMPASS GRP	GB	9,66	....
COURTAULDS TEXT	GB	2,51	....
DT.LUFTHANSA N	DE★	21,25	−0,09
ELECTROLUX -B-	SE	19,12	....
EMI GROUP	GB	7,43	+0,20
EURO DISNEY /RM	FR★	1,42	....
FINNAIR	FI★	5,25	−0,38
G WIMPEY PLC	GB	2,57	−0,58
GRANADA GROUP P	GB	19,56	....
HERMES INTL	FR★	79,5	....
HPI	IT★	0,63	....
HUNTER DOUGLAS	NL★	30,75	−4,06
KLM	NL★	30,6	+1,16
LADBROKE GRP	GB	4,32	....
MOULINEX /RM	FR★	11,74	....
NCL HLDG	NO	2,35	−1,53
PATHE /RM	FR★	232	....
PENTLAND GRP	GB	1,64	....
PERSIMMON PLC	GB	4,15	....
PREUSSAG AG	DE★	47,2	+1,40
RANK GROUP	GB	3,65	....
SAIRGROUP N	CH	210,58	−0,44
SAS DANMARK A/S	DK	10,90	−1,22
SEB /RM	FR★	81,6	....
THE SWATCH GRP	CH	639,50	−0,96
THE SWATCH GRP	CH	141,99	−0,87
WILLIAM BAIRD	GB	1,68	....
WILSON BOWDEN	GB	12,28	....
WOLFORD AG	AT★	47	+1,53
WW/WW UK UNITS	GB	0,97	....
▶ DJ E STOXX CYC GO P		167,68	−0,13

PHARMACIE

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ASTRA -A-	SE	20,01	....
ASTRA -B-	SE	19,01	....
ELAN CORP	GB	58,90	....
GLAXO WELLCOME	GB	26,65	....
HOECHST AG	DE★	43,1	+2,50
NOVARTIS N	CH	1412,75	−1,17
NOVO NORDISK B	DK	97,49	−0,47
ORION A	FI★	19,85	+0,25
ORION B	FI★	19,5	+0,26
RHONE POUL./RM	FR★	45,7	....
ROCHE HOLDING	CH	16842,92	+0,61
ROCHE HOLDING G	CH	10706,07	+0,58
SANOFI /RM	FR★	150,8	+0,87
SCHERING AG	DE★	109,75	−0,23
SMITHKLINE BEEC	GB	12,02	+1,02
ZENECA GROUP	GB	....	....
▶ DJ E STOXX PHAR P		386,19	+0,35

ÉNERGIE

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AKER MARITIME	NO	9,50	....
BG	GB	5,66	....
BP AMOCO	GB	17,29	....
BURMAH CASTROL	GB	15,67	....
CESPA	ES★	31,47	....
ELECTRAFINA	BE★	115,1	....
ELF AQUITAINE /	FR★	143,3	....
ENI	IT★	6,15	−0,81
ENTERPRISE OIL	GB	6,39	....
F.OLSEN ENERGY	NO	8,04	....
LASMO	GB	2,18	....
OMV AG	AT★	92,65	−0,48
PETROFINA SA BR	BE★	542	....
PETROLEUM GEO-S	NO	16,53	+1,27
PRIMAGAZ /RM	FR★	76	....
PROSAFE	NO	8,04	−1,49
REPSOL	ES★	45,3	....
ROYAL DUTCH CO	NL★	55,1	−0,63
SAGA PETROLEUM	NO	13,64	+1,82
SAIPEM	IT★	4,16	+0,73
SHELL TRANSP &	GB	7,24	....
SMEDVIG -A-	NO	11,20	....
TOTAL /RM	FR★	122,7	....
▶ DJ E STOXX ENGY P		297,04	−0,36

(Publicité)
http://www.lemonde.fr
La Bourse au quotidien :
l'actualité des entreprises
les cotations en direct
les informations financières...

SERVICES FINANCIERS

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
3I	GB	10,61	+1,15
ALMANIJ	BE★	63,9	....
ALPHA FINANCE	GR	42,62	....
AMVESCAP	GB	9,12	....
BAIL INVEST /RM	FR★	125,5	....
BPI-SGPS R	PT★	26,4	....
BRITISH LAND CO	GB	8,40	....
CAPITAL SHOPPIN	GB	5,95	....
COBEPA	BE★	63	....
CORP FIN ALBA -	ES★	143,95	....
CPR /RM	FR★	46,5	....
CS GROUP N	CH	173,25	−1,42
EURAFRANCE /RM	FR★	498	....
FONCIERE LYONNA	FR★	125,8	....
GECINA /RM	FR★	102,5	....
HAMMERSON	GB	7,19	+0,64
KAPITAL HOLDING	DK	35,92	+0,21
LAND SECURITIES	GB	12,31	....
LIBERTY INT.HDG	GB	7,21	....
MEDIOBANCA	IT★	11,8	−0,42
MEDIOLANUM	IT★	6,26	−1,88
MEPC PLC	GB	7,13	....
METROVACESA	ES★	20,85	....
MEDIOLANUM	NL★	6,26	−1,88
PARIBAS	FR★	102	....
PROVIDENT FIN	GB	14,90	....
RODAMCO NV	NL★	22,85	−0,65
SCHRODERS PLC	GB	21,32	....
SEFIMEG N /RM	FR★	61,35	....
SIMCO N /RM	FR★	81,75	....
SLOUGH ESTATES	GB	5,12	....
UNIBAIL /RM	FR★	129,3	....
UNIM	IT★	0,53	....
VALLEHERMOSO	ES★	9,99	....
WOOLWICH PLC	GB	6,30	....
▶ DJ E STOXX FINS P		253,74	−0,48

ALIMENTATION ET BOISSON

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ALLIED DOMECQ	GB	8,19	−0,55
ASSOCIATE BRIT	GB	7,25	....
BASS	GB	14,54	....
BBAG OE BRAU-BE	AT★	40,9	+0,25
BONGRAIN /RM	FR★	360	....
BRAU-UNION	AT★	47,5	−1,55
CADBURY SCHWEPP	GB	12,37	....
CARLSBERG -B-	DK	44,97	+0,44
CARLSBERG AS -A	DK	44,07	−0,35
CHR. HANSEN HLD	DK	97,41	−0,14
CULTOR -1-	FI★	17,35	−0,86
DANISCO	DK	45,78	+0,48
DANONE /RM	FR★	253,8	....
DELTA DAIRY	GR	16,86	....
DIAGEO	GB	10,74	....
ELAIS OLEAGINOU	GR	21,62	....
ERID.BEGH.SAY /	FR★	146	....
GREENCORE GROUP	GB	3,63	....
HEINEKEN	NL★	49,65	+3,44
HELLENIC BOTTLI	GR	28,51	....
HELLENIC SUGAR	GR	9,15	....
HUHTAMAEKI I VZ	FI★	36	....
KERRY GRP-A-	GB	12,49	....
MONTEDISON	IT★	0,89	....
NESTLE N	CH	1805,91	+0,45
PARMALAT	IT★	1,32	−0,75
PERNOD RICARD /	FR★	63,9	....
RAISIO GRP V	FI★	8,92	+0,11
RIEBER & SON -B	NO	7,06	....
TATE & LYLE	GB	6,66	−2,22
UNICER R	PT★	21,8	....
UNIGATE PLC	GB	6,62	....
UNILEVER	NL★	68,15	....
UNILEVER	GB	8,84	....
▶ DJ E STOXX F & BV P		239,15	....

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ABB AB -A-	SE	13,53	....
ABB AB -B-	SE	13,53	−0,41
ABB BADEN	CH	1404,67	−0,18
ADECCO CHESEREX	CH	472,78	....
ALSTOM	FR★	28,2	....
ALUSUISSE LON G	CH	1148,37	−0,16
ASSOC BR PORTS	GB	4,24	....
ATLAS COPCO -A-	SE	24,93	....
ATLAS COPCO -B-	SE	24,48	....
ATTICA ENTR SA	GR	9,90	....
BAA	GB	9,54	+0,80
BBA GROUP PLC	GB	7,59	....
BERGESEN	NO	15,83	....
BONHEUR	NO	27,28	....
CMB	BE★	43,65	....
CMG	GB	23,52	....
COOKSON GROUP P	GB	2,76	....
DAMPSKIBS -A-	DK	7938,32	−1,09
DAMPSKIBS -B-	DK	8613,62	+0,03
DAMSKIBS SVEND	DK	12378,40	....
DELTA PLC	GB	2,74	+2,26
DET SONDENFJ NO	NO	6,88	−2,59
ELECTROCOMPONEN	GB	8,03	....
EQUANT NV	DE★	75,5	....
FINNLINES	FI★	28	+0,72
FKI	GB	2,63	....
FLS IND.B	DK	21,15	+0,26
FLUGHAFEN WIEN	AT★	42,7	+3,02
GKN	GB	15,69	....
GLYNWED INTL PL	GB	3,23	....
HALKOR	GR	10,70	....
HAYS	GB	10,36	....
HEIDELBERGER DR	DE★	54	−0,92
HELLAS CAN SA P	GR	28,27	....
IFIL	IT★	3,56	−1,66
IMI PLC	GB	4,35	....
ISS INTL SERV-B	DK	55,57	−0,22
KOEBENHAVN LUFT	DK	92,75	−0,10
KON.NEDLLOYD	NL★	26,55	+0,95
KONE B	FI★	107	....
LAHMEYER	DE★	45,2	....
LEGRAND /RM	FR★	225	....
LEIF HOEGH	NO	13,09	−2,27
LINDE AG	DE★	589	....
MAN AG	DE★	29	+1,05
MANNESMANN AG	DE★	117,3	+1,73
METALLGESELLSCH	DE★	17,2	−2,27
METRA A	FI★	22	....
MORGAN CRUCIBLE	GB	4,48	....
NFC	GB	2,36	....
NKT HOLDING	DK	61,89	....
OCEAN GROUP	GB	14,87	....
PENINS.ORIENT.S	GB	13,63	....
PREMIER FARNELL	GB	4,35	....
RAILTRACK	GB	19,55	....
RANDSTAD HOLDIN	NL★	41,5	−1,43
RATIN -A-	DK	150,69	....
RATIN -B-	DK	157,42	−0,43
RAUMA OY	FI★	13	....
RENTOKIL INITIA	GB	5,48	....
REXAM	GB	3,51	....
REXEL /RM	FR★	79,1	....
RHI AG	AT★	27,5	−0,22
RIETER HLDG N	CH	562,36	+0,11
SANDVIK -A-	SE	21,13	....
SANDVIK -B-	SE	21,02	−0,79
SAURER ARBON N	CH	547,43	+0,57
SCANIA AB -A-	SE	25,60	....
SCANIA AB -B-	SE	25,66	....
SCHINDLER HOLD	CH	1486,78	+0,04
SCHINDLER HOLD	CH	1545,88	−0,12
SCHNEIDER ELECT	FR★	57,2	....
SEAT-PAGINE GIA	IT★	1,22	+0,83
SECURICOR	GB	8,63	....
SECURITAS -B-	SE	13,53	....
SGS GENEVA BR	CH	1020,22	+4,13
SHANKS & MCEWAN	GB	3,21	+1,44
SIDEL /RM	FR★	111,4	....
INVENSYS	GB	4,78	....
SITA /RM	FR★	213,5	....
SKF -A-	SE	15,43	....
SKF -B-	SE	16,16	−0,34
SOPHUS BEREND -	DK	27,72	−0,96
STORK NV	NL★	21,7	+1,88
SULZER FRAT.SA1	CH	599,07	+0,10
SVEDALA	SE	16,21	....
SVENDBORG -A-	DK	11620,36	+1,61
T.I.GROUP PLC	GB	7,45	....
TOMRA SYSTEMS	NO	36,11	−1
VA TECHNOLOGIE	AT★	90,5	+1,34
VALMET	FI★	11,85	....
▶ DJ E STOXX IND GO P		334,51	+0,18

ASSURANCES

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AGF /RM	FR★	48,15	....
ALLEANZA ASS	IT★	10,9	−0,91
ALLIANZ AG	DE★	277,5	+0,73
ALLIED ZURICH	GB	11,74	....
ASPIS PRONIA GE	GR	15,32	....
AXA /RM	FR★	115	....
CGU	GB	13,43	....
CNP ASSURANCES	FR★	23,98	....
CORP.MAPFRE R	ES★	19,86	....
ERGO VERSICHERU	DE★	118,5	+1,28
ETHNIKI GEN INS	GR	52,12	....
FONDIARIA ASS	IT★	5,09	−1,74
FORSIKRING CODA	DK	95,66	−0,20
FORTIS AMEV NV	NL★	....	....
GENERALI ASS	IT★	36,1	−0,55
GENERALI HLD VI	AT★	193	+0,57
INA	IT★	2,34	−1,68
IRISH LIFE	GB	8,78	....
LEGAL & GENERAL	GB	....	....
MUENCH RUECKVER	DE★	175,8	+1,74
NORWICH UNION	GB	6,51	−0,69
POHJOLA YHTYMAE	FI★	47	....
PRUDENTIAL CORP	GB	13,16	....
RAS	IT★	9,54	−0,52
ROYAL SUN ALLIA	GB	7,72	....
SAMPO -A-	FI★	27,8	+0,36
SWISS RE N	CH	2009,33	+0,40
SEGUROS MUNDIAL	PT★	26,65	....
SKANDIA INSURAN	SE	16,71	....
STOREBRAND	NO	7	+0,88
SWISS LIFE BR	CH	637,64	−0,58
TOPDANMARK AS	DK	156,75	−0,43
TRYG-BALTICA	DK	24,49	−1,04
ZURICH ALLIED N	CH	582,89	+0,54
▶ DJ E STOXX INSU P		328,16	−0,09

MEDIAS

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
B SKY B GROUP	GB	8,83	....
CANAL PLUS /RM	FR★	264	....
CARLTON COMMUNI	GB	8,19	....
ELSEVIER	NL★	13,2	−0,38
HAVAS ADVERTISI	FR★	193,6	....
INDEPENDENT NEW	IR★	5,05	....
LAGARDERE SCA N	FR★	38	....
MEDIASET	IT★	8,15	−0,97
PEARSON	GB	19,19	....
REED INTERNATIO	GB	7,89	....
REUTERS GROUP	GB	12,78	....
SCHIBSTED	NO	11,69	....
TELEWEST COMM.	GB	4,38	....
TF1	FR★	204	....
UNITED NEWS & M	GB	10,49	....
WOLTERS KLUWER	NL★	171,35	....
WPP GROUP	GB	8,10	....
▶ DJ E STOXX MEDIA P		319,7	−0,34

BIENS DE CONSOMMATION

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AHOLD	NL★	35,2	+0,43
ASDA GROUP PLC	GB	2,85	....
ATHENS MEDICAL	GR	22	....
AUSTRIA TABAK A	AT★	61,5	−0,39
BEIERSDORF AG	DE★	65	+1,25
BIC /RM	FR★	48,07	....
BRIT AMER TOBAC	GB	8,21	+2,26
CASINO GP /RM	FR★	93,45	....
CFR UNITS -A-	CH	1539,66	....
CPT MODERNES /R	FR★	564	....
DELHAIZE	BE★	84,15	....
ESSILOR INTL /R	FR★	324,6	....
ETS COLRUYT	BE★	626	....
FYFFES	GB	2,04	....
GIB	BE★	36,55	....
GOODYS	GR	25,72	....
IMPERIAL TOBACC	GB	10,21	+4,17
KESKO OY	FI★	14,4	....
L'OREAL /RM	FR★	600	....
MODELO CONTINEN	PT★	20	....
PAPASTRATOS CIG	GR	16,56	....
PROMODES /RM	FR★	595	....
RECKITT & COLMA	GB	11,30	....
SAFEWAY	GB	3,94	....
SAINSBURY J. PL	GB	6,39	....
SEITA /RM	FR★	60,4	....
SMITH & NEPHEW	GB	2,54	....
STAGECOACH HLDG	GB	3,15	....
TABACALERA REG	ES★	17,92	....
TAMRO	FI★	3,9	+0,52
TESCO PLC	GB	2,79	....
TNT POST GROEP	NL★	23,8	−0,83
▶ DJ E STOXX N CY G P		481,68	−0,01

COMMERCE DISTRIBUTION

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ARCADIA GRP	GB	4,32	....
BOOTS CO PLC	GB	12,48	....
CARREFOUR /RM	FR★	122,5	....
CASTO.DUBOIS /R	FR★	230	....
CENTROS COMER P	ES★	16,64	....
CONTINENTE	ES★	23,2	....
DIXONS GROUP PL	GB	18,32	....
GEHE AG	DE★	44,6	−0,89
GREAT UNIV STOR	GB	10,57	....
GUILBERT /RM	FR★	141,1	....
HENNES & MAURIT	SE	81,73	....
JERONIMO MARTIN	PT★	33,94	....
KARSTADT AG	DE★	414	+2,48
KINGFISHER	GB	12,52	....
MARKS & SPENCER	GB	6,16	....
METRO	DE★	65,5	+0,77
NEXT PLC	GB	12,42	−2,84
PINAULT PRINT./	FR★	150	....
RINASCENTE	IT★	7,9	−0,88
STOCKMANN A	FI★	20,65	+0,73
VALORA HLDG N	CH	220,22	....
W.H SMITH GRP	GB	10,46	....
WOLSELEY PLC	GB	8,19	....
▶ DJ E STOXX RETL P		358,91	−0,04

HAUTE TECHNOLOGIE

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ALCATEL /RM	FR★	121,4	....
ALTEC SA REG.	GR	16,51	....
BAAN COMPANY	NL★	8,65	....
BARCO	BE★	161,1	....
BRITISH AEROSPA	GB	7,27	....
CAP GEMINI /RM	FR★	135	....
COLOPLAST B	DK	89,88	+1,21
COLT TELECOM NE	GB	18,47	....
DASSAULT SYST./	FR★	33,61	....
FINMECCANICA	IT★	0,89	....
FRESENIUS MED C	DE★	56	....
GAMBRO -A-	SE	9,73	....
GETRONICS	NL★	35,6	+1,42
GN GREAT NORDIC	DK	31,89	+3,04
INTRACOM N	GR	68,97	....
KON. PHILIPS EL	NL★	83,4	+1,40
MERKANTILDATA	NO	8,71	+0,70
MISYS	GB	7,77	....
NERA ASA	NO	2,35	....
NETCOM ASA	NO	29,59	....
NOKIA	FI★	71,5	+1,45
NOKIA -K-	FI★	....	....
NYCOMED AMERSHA	GB	7,21	....
OCE	NL★	26,7	−1,66
OLIVETTI	IT★	3,14	−0,95
ROLLS ROYCE	GB	4,38	....
SAGEM	FR★	555	....
SAP AG	DE★	303	+2,02
SAP VZ	DE★	347	+2,06
SEMA GROUP	GB	8,21	....
SIEMENS AG	DE★	70,9	+0,71
SMITHS IND PLC	GB	14,14	....
STMICROELEC SIC	FR★	96,8	....
TANDBERG DATA A	NO	4,66	....
THOMSON CSF /RM	FR★	31,8	....
WILLIAM DEMANT	DK	67,95	+1,41
▶ DJ E STOXX TECH P		413,68	+0,48

SERVICES COLLECTIFS

Valeur	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ANGLIAN WATER	GB	11,28	....
BRITISH ENERGY	GB	9,04	....
CENTRICA	GB	1,89	....
EDISON	IT★	8,66	−0,35
ELECTRABEL	BE★	309	....
ELECTRIC PORTUG	PT★	18,05	....
ENDESA	ES★	20,97	....
EVN	AT★	142,91	−0,10
GAS NATURAL SDG	ES★	76,4	....
HAFSLUND -A-	NO	5,69	−1,58
HAFSLUND -B-	NO	3,90	....
IBERDROLA	ES★	13,62	....
ITALGAS	IT★	4,12	−0,72
NATIONAL GRID G	GB	6,71	....
NATIONAL POWER	GB	7,92	....
OESTERR ELEKTR	AT★	139,5	+0,08
POWERGEN	GB	11,66	....
SCOT POWER	GB	8,18	....
SEVERN TRENT	GB	13,90	+0,33
SUEZ LYON EAUX/	FR★	160,5	....
SYDKRAFT -A-	SE	24,82	....
SYDKRAFT -C-	SE	16,99	....
THAMES WATER	GB	14,10	....
TRACTEBEL	BE★	132	....
UNION EL.-FENOS	ES★	12,61	....
UNITED UTILITIE	GB	11,36	....
VIAG	DE★	477	+1,06
VIVENDI/RM	FR★	221,4	....
▶ DJ E STOXX PO SUP P		301,44	+0,25

EURO NOUVEAU MARCHÉ

11/05 10 h 16 ▶

AMSTERDAM

Valeur	Cours en €uros	% Var. veille
AIRSPRAY NV	24,7	+0,41
ANTONOV	1	−1,96
C/TAC	11,95	−0,42
CARDIO CONTROL	8,5	....
CSS	12,2	+0,41
HITT NV	8	....
INNOCONCEPTS NV	19,95	−0,25
NEDGRAPHICS HOLD	16,85	....
POLYDOC	2,6	+6,12
PROLION HOLDING	82,05	−0,06
RING ROSA	6	−1,64
RING ROSA WT	0,5	−16,67
UCC HOLDING NV	13	....

BRUXELLES

Valeur	Cours en €uros	% Var. veille
ENVIPCO HLD CT	2,05	....
FARDEM BELGIUM ABC	24,25	....
INTERNOC HLD	3,7	....
INTL BRACHYTHER B	12,9	....
LINK SOFTWARE B	13,5	....
PAYTON PLANAR	2,25	....
SYNERGIA	9,3	....

FRANCFORT

Valeur	Cours en €uros	% Var. veille
1 & 1 AG & CO.KGAA	125	+1,63
AIXTRON	228	−3,39
AUGUSTA BETEILIGUN	57	−1,72
BB BIOTECH ZT-D	30,1	+0,33
BB MEDTECH ZT-D	16,8	....
BERTRANDT AG	62	....
BETA SYSTEMS SOFTW	15,81	−2,11
CE COMPUTER EQUIPM	156	+0,65
CE CONSUMER ELECTR	390	+1,30
CENIT SYSTEMHAUS	187	−1,58
DRILLISCH	123,5	....
EDEL MUSIC E 98	....	....
ELSA	57	....
EM.TV & MERCHANDI	860	−0,58
EUROMICRON	26,2	....
GRAPHISOFT NV	16,6	+2,41
HOEFT & WESSEL	147	−4,55
HUNZINGER INFORMAT	106,76	....
INFOMATEC	160	+1,92
INTERSHOP COMMUNIC	185,5	−4,87
KINOWELT MEDIEN	194,5	+0,26
LHS GROUP	31	−3,13
LINTEC COMPUTER	131	....
LOESCH UMWELTSCHUT	5,4	....
MENSCH UND MASCHIN	35	....
MOBILCOM	198	−1,25
MUEHL PRODUCT & SE	21,8	+0,69
MUEHLBAUER HOLDING	61,6	....
PFEIFFER VACU TECH	37,5	....
PLENUM	94,35	−3,72
PSI	54	−1,82
QIAGEN NV	72,1	+0,14
REFUGIUM HOLDING A	30,3	....
SACHSENRING AUTO	14,8	....
SALTUS TECHNOLOGY	26,5	....
SCM MICROSYSTEMS	62	+0,65
SER SYSTEME	365	+6,41
SERO ENTSORGUNG	5,8	....
SINGULUS TECHNOLOG	126,5	−0,39
SOFTM SOFTWARE BER	63,9	−1,69
TDS	82	−2,38
TECHNOTRANS	48,5	+1,04
TELDAFAX	34,65	+2,82
TELES AG	156,5	−6,29
TIPTEL	8,9	+2,89
TRANSTEC	46	....
W.E.T. AUTOMOTIVE	45	−1,75
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....

★ CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - **DE** : Allemagne - **ES** : Espagne **IT** : Italie - **PT** : Portugal - **IR** : Irlande **LU** : Luxembourg - **NL** : Pays-Bas - **AT** : Autriche **FI** : Finlande - **BE** : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - **NO** : Norvège - **DK** : Danemark **GB** : Grande-Bretagne - **GR** : Grèce - **SE** : Suède.

LeMonde Job: WMQ1205--0026-0 WAS LMQ1205-26 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:53 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 Nº:0396 Lcp:700 CMYK

VALEURS FRANÇAISES

● L'action **BNP**, profitant de la publication de ses résultats trimestriels en hausse de 78 %, s'échangeait, mardi 11 mai à l'ouverture, en hausse de 0,95 % à 79 euros. Le titre **SG** perdait 0,46 % à 172,1 euros et **Paribas** restait stable à 102 euros. A ces cours, les parités proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 169,28 euros et l'action Paribas à 108,62 euros. L'OPE de SG sur Paribas valorise, elle, le titre Paribas à 107,56 euros.

● La valeur **CNP** se négociait mardi à l'ouverture à 23,81 euros, en perte de 0,70 %. La veille, la compagnie d'assurances avait indiqué que son chiffre d'affaires s'était amélioré de 6,6 % au premier trimestre 1999.

● Le titre **Usinor** cédait 0,50 % à 13,9 euros mardi matin, après avoir perdu 5,2 % au cours de la séance du lundi. Le groupe a annoncé avant l'ouverture mardi une baisse de 15 % de son chiffre d'affaires trimestriel.

● L'action **Rhône-Poulenc** reculait de 1,59 % à 44,97 euros dans l'attente de la réunion mardi du conseil d'administration du groupe pharmaceutique français et du conseil de surveillance de Hoescht sur l'avenir de leur nouvel ensemble Aventis.

● Le titre **Vivendi** gagnait 0,49 % à 222,5 euros lors des premiers échanges mardi, avant le résultat de l'assemblée générale annuelle des actionnaires du groupe qui se tenait dans la matinée.

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 11 MAI — **Cours relevés à 10 h 15**

Liquidation : 21 mai

France ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Montant coupon (1)
B.N.P. (T.P)	149,70	151,01	990,56	+ 0,87	....
CR.LYONNAIS(TP)	141,80	141,80	930,15	....	6,10
RENAULT (T.P.)	409,50	413,90	2715,01	+ 1,07	15,15
SAINT GOBAIN(T.P	181,50	....	....	....	9,77
THOMSON S.A (T.P	145,80	....	....	....	6,11
ACCOR	242,40	240	1574,30	− 0,99	3,51
AGF	48,15	48,25	316,50	+ 0,20	0,76
AIR FRANCE GPE N	16,97	16,61	108,95	− 2,12	2,74
AIR LIQUIDE	150	147,70	968,85	− 1,53	2,38
ALCATEL	121,40	121	793,71	− 0,32	1,75
ALSTOM	28,20	28,60	187,60	+ 1,41	....
ALTRAN TECHNO. #	232,10	233	1528,38	+ 0,38	0,53
ATOS CA	81,50	82,40	540,51	+ 1,10	....
AXA	115	115,40	756,97	+ 0,34	1,70
BAIL INVESTIS	125,50	125,90	825,85	+ 0,31	9,80
BAZAR HOT. VILLE	110,50	110,50	724,83	....	2,59
BERTRAND FAURE	55	54,80	359,46	− 0,36	0,61
BIC	48,07	48,38	317,35	+ 0,64	0,46
BIS	91,20	87,60	574,62	− 3,94	1,22
B.N.P.	78,25	78,70	516,24	+ 0,57	....
BOLLORE	182,10	182,70	1198,43	+ 0,32	2,06
BONGRAIN ■	350,20	353,20	2316,84	+ 0,85	9,76
BOUYGUES	246,50	245	1607,09	− 0,60	2,59
BOUYGUES OFFS	29,06	29,40	192,85	+ 1,16	0,58
BULL#	8,30	8,36	54,84	+ 0,72	....
CANAL +	264	264	1731,73	....	3,05
CAP GEMINI	135	132,40	868,49	− 1,92	0,84
CARBONE LORRAINE	51,90	51,85	340,11	− 0,09	3,81
CARREFOUR	122,50	123,10	807,48	+ 0,48	4,90
CASINO GUICHARD	93,45	93,50	613,32	+ 0,05	1,19
CASINO GUICH.ADP	57	57,20	375,21	+ 0,35	1,23
CASTORAMA DUB.(L	230	228,40	1498,21	− 0,69	1,68
C.C.F.	103,40	105	688,75	+ 1,54	1,40
CEGID (LY)	162,70	163,80	1074,46	+ 0,67	3,81
CERUS	7,18	7,17	47,03	− 0,13	0,15
CGIP	45,60	46	301,74	+ 0,87	6,40
CHARGEURS	55,50	55	360,78	− 0,90	1,45
CHRISTIAN DALLOZ	50	50,65	332,24	+ 1,30	0,76
CHRISTIAN DIOR	124,40	123,10	807,48	− 1,04	0,96
CIC -ACTIONS A.	79,30	79,30	520,17	....	....
CIMENTS FRANCAIS	55,55	56	367,34	+ 0,81	0,76
CLARINS	82,80	82,80	543,13	....	0,99
CLUB MEDITERRANE	87	85,15	558,55	− 2,12	0,69
CNP ASSURANCES	23,98	23,82	156,25	− 0,66	....
COFLEXIP	80,40	79,35	520,50	− 1,30	1,14
COLAS	184	186,80	1225,33	+ 1,52	4,27
COMPTOIR ENTREP.	2,44	2,42	15,87	− 0,81	1,14
CPR	46,50	47,10	308,96	+ 1,29	3,35
CRED.FON.FRANCE	16,20	16,20	106,27	....	4,27
CFF.(FERRAILLES)	39	38,46	252,28	− 1,38	0,57
CREDIT LYONNAIS	38,30	38,20	250,58	− 0,26	1,52
CS SIGNAUX(CSEE)	56,80	56,95	373,57	+ 0,26	0,84
DAMART	68	68,90	451,95	+ 1,32	24,39
DANONE	253,80	251,60	1650,39	− 0,86	2,82
DASSAULT-AVIATIO	134,50	134,50	882,26	....	6
DASSAULT SYSTEME	33,61	33,79	221,65	+ 0,53	0,18
DE DIETRICH	54	55,50	364,06	+ 2,77	0,96
DEVEAUX(LY)#	82,30	83	544,44	+ 0,85	4,57
DEV.R.N-P.CAL LI	10,82	10,82	70,97	....	....
DEXIA FRANCE	129,70	129,70	850,78	....	2,64
DMC (DOLLFUS MI)	6,13	6,12	40,14	− 0,16	0,61
DYNACTION	27,20	27,40	179,73	+ 0,73	0,46
ECIA	126	125	819,95	− 0,79	1,98
EIFFAGE	69	69,80	457,86	+ 1,15	1,52
ELF AQUITAINE	143,30	142,50	934,74	− 0,55	2,29
ERAMET	37,30	37,50	245,98	+ 0,53	1,14
ERIDANIA BEGHIN	146	145	951,14	− 0,68	5,34
ESSILOR INTL	324,60	328	2151,54	+ 1,04	2,59
ESSILOR INTL.ADP	320,50	321	2105,62	+ 0,15	2,71
ESSO	81	82,50	541,16	+ 1,85	1,52
EURAFRANCE	498	498	3266,67	....	8,54
EURO DISNEY	1,42	1,51	9,90	+ 6,33	0,10
EUROPE 1	288,70	289	1895,72	+ 0,10	2,90
EUROTUNNEL	1,53	1,53	10,04	....	....
FIMALAC SA	101	101,70	667,11	+ 0,69	2,59
FINEXTEL	19,14	....	....	....	0,60
FIVES-LILLE	73,10	73	478,85	− 0,13	1,07
SOC.FONC.LYON.#	125,80	125,80	825,19	....	2,93
FRANCE TELECOM	74,70	74,65	489,67	− 0,06	0,99
FROMAGERIES BEL	688	690	4526,10	+ 0,29	8,38
GALERIES LAFAYET	1072	1100	7215,53	+ 2,61	1,83
GASCOGNE	80,40	81	531,33	+ 0,74	2,44
GAUMONT #	58,90	59,05	387,34	+ 0,25	0,57
GAZ ET EAUX	45	45,30	297,15	+ 0,66	8,38
GECINA	102,50	102,30	671,04	− 0,19	2,97
GEOPHYSIQUE	44,02	44,98	295,05	+ 2,18	1,22
GRANDVISION	26,24	26,23	172,06	− 0,03	0,20
GROUPE ANDRE S.A	149,80	147	964,26	− 1,86	0,99
GR.ZANNIER (LY)	19,65	20,40	133,82	+ 3,81	0,38
GROUPE GTM	94,50	93,20	611,35	− 1,37	1,30
GPE VALFOND ACT.	45,20	45,20	296,49	....	0,38
GROUPE PARTOUCHE	66	65,50	429,65	− 0,75	1,52
GUILBERT	141,10	141	924,90	− 0,07	2,06
GUYENNE GASCOGNE	448,10	447	2932,13	− 0,24	5,18
HACHETTE FILI.ME	235	240	1574,30	+ 2,12	2,29
HAVAS ADVERTISIN	193,60	197,40	1294,86	+ 1,96	2,29
IMETAL	125,80	126	826,51	+ 0,15	2,67
IMMEUBLES DE FCE	17	16,70	109,54	− 1,76	....
INFOGRAMES ENTER	70	70,15	460,15	+ 0,21	....
INGENICO	22,90	22,97	150,67	+ 0,30	0,46
INTERBAIL	22,15	22,12	145,10	− 0,13	2,61
INTERTECHNIQUE	306,50	306,10	2007,88	− 0,13	3,81
ISIS	72	72	472,29	....	2,16
JEAN LEFEBVRE	92,90	....	....	....	1,83
KLEPIERRE	82,40	82,25	539,52	− 0,18	2,29
LABINAL	224,10	228,70	1500,17	+ 2,05	4,12
LAFARGE	94	92,80	608,73	− 1,27	1,68
LAGARDERE	38	37,88	248,48	− 0,31	0,67
LAPEYRE	72,90	72,90	478,19	....	0,85
LEBON (CIE)	43,68	....	....	....	1,07
LEGRAND	225	224,10	1470	− 0,40	0,70
LEGRAND ADP	125,30	126,30	828,47	+ 0,79	1,12
LEGRIS INDUST.	41,50	41,50	272,22	....	0,91
LOCINDUS	117,10	117,20	768,78	+ 0,08	9,24
L'OREAL	600	597	3916,06	− 0,50	2,44
LVMH MOET HEN.	257	256,30	1681,22	− 0,27	0,96
MARINE WENDEL	152,20	152,50	1000,33	+ 0,19	2,90
METALEUROP	6,34	6,34	41,59	....	0,61
MICHELIN	42,20	42,04	275,76	− 0,37	0,58
MONTUPET SA	36,70	36,75	241,06	+ 0,13	2,29
MOULINEX	11,74	11,74	77,01	....	0,61
NATEXIS	53,40	53,90	353,56	+ 0,93	1,52
NEOPOST	18,90	18,80	123,32	− 0,52	....
NORBERT DENTRES.	29,31	28,30	185,64	− 3,44	1,30
NORD-EST	26,61	26,30	172,52	− 1,16	0,84
NORDON (NY)	71,80	71	465,73	− 1,11	....
NRJ #	199,50	199,40	1307,98	− 0,05	1,27
OLIPAR	8,28	8,25	54,12	− 0,36	....
PARIBAS	102	102,20	670,39	+ 0,19	....
PATHE	232	231	1515,26	− 0,43	1,52
PECHINEY ACT ORD	41,69	41	268,94	− 1,65	0,61
PERNOD-RICARD ■	63,10	63,10	413,91	....	0,78
PEUGEOT	152,50	152,30	999,02	− 0,13	0,46
PINAULT-PRINT.RE	150	150	983,94	....	5,95
PLASTIC OMN.(LY)	100,70	....	....	....	1,52
PRIMAGAZ	76	....	....	....	1,31
PROMODES	595	605	3968,54	+ 1,68	2,59
PUBLICIS #	178,80	176,20	1155,80	− 1,45	0,03
REMY COINTREAU	15,91	16	104,95	+ 0,56	0,70
RENAULT	39,05	38,80	254,51	− 0,64	0,53
REXEL	79,10	80,50	528,05	+ 1,76	3,58
RHODIA	17,70	17,64	115,71	− 0,33	....
RHONE POULENC A	45,70	45,25	296,82	− 0,98	0,57
ROCHEFORTAISE CO	107,90	107,90	707,78	....	0,73
ROCHETTE (LA)	2,95	2,91	19,09	− 1,35	0,18
ROYAL CANIN	49,60	49,55	325,03	− 0,10	0,66
RUE IMPERIALE (L	1050	1050	6887,55	....	19,51
SADE (NY)	38,50	38,50	252,54	....	1,91
SAGEM SA	555	555	3640,56	....	4,19
SAINT-GOBAIN	157,20	156,30	1025,26	− 0,57	2,82
SALVEPAR (NY)	77	75,75	496,89	− 1,62	2,82
SANOFI	149,50	151	990,50	+ 1	1,07
SAUPIQUET (NS)	52,85	52,10	341,75	− 1,41	1,52
SCHNEIDER SA	57,20	56,75	372,26	− 0,78	0,99
SCOR	50	50	327,98	....	1,52
S.E.B.	81,60	83	544,44	+ 1,71	1,89
SEFIMEG CA	61,35	61,70	404,73	+ 0,57	2,30
SEITA	60,40	60,10	394,23	− 0,49	1,11
SELECTIBANQUE	9,97	9,95	65,27	− 0,20	0,91
SFIM	39,60	39,45	258,78	− 0,37	4,57
SGE	42,10	42,80	280,75	+ 1,66	0,61
SIDEL	111,40	111,90	734,02	+ 0,44	0,76
SILIC CA	154,40	154,40	1012,80	....	5,69
SIMCO	81,75	81,70	535,92	− 0,06	2,29
S.I.T.A	213,50	211,50	1387,35	− 0,93	2,06
SKIS ROSSIGNOL	12,33	12,49	81,93	+ 1,29	0,23
SOCIETE GENERALE	172,90	172,30	1130,21	− 0,34	....
SODEXHO ALLIANCE	163	163,50	1072,49	+ 0,30	1,34
SOGEPARC (FIN)	69,60	69,70	457,20	+ 0,14	2,44
SOMMER-ALLIBERT	29,15	29,50	193,51	+ 1,20	0,69
SOPHIA	39,05	39,05	256,15	....	2,18
SPIR COMMUNIC. #	67,65	67,75	444,41	+ 0,14	2,29
STRAFOR FACOM	83,80	82,75	542,80	− 1,25	1,30
SUEZ LYON.DES EA	160,50	160,50	1052,81	....	2,29
SYNTHELABO	193,20	195,20	1280,43	+ 1,03	0,94
TECHNIP	106	105,60	692,69	− 0,37	2,21
THOMSON-CSF	31,80	31,41	206,04	− 1,22	0,55
TOTAL	122,70	121,80	798,96	− 0,73	1,98
UNIBAIL	129,30	130	852,74	+ 0,54	4,57
UNION ASSUR.FDAL	119	117,70	772,06	− 1,09	3,05
USINOR	13,97	13,90	91,18	− 0,50	0,50
VALEO	84	84	551	....	0,99
VALLOUREC	35,97	36,50	239,42	+ 1,47	1,14
VIA BANQUE	28,35	28,10	184,32	− 0,88	1,83
VIVENDI	221,40	223,40	1465,41	+ 0,90	....
WORMS (EX.SOMEAL	13,90	13,80	90,52	− 0,71	0,40
ZODIAC EX.DT DIV	210	209,70	1375,54	− 0,14	2,13

International ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Montant coupon (1)
AMERICAN EXPRESS	124,70	123	806,83	− 1,36	0,18
A.T.T. #	55,70	54,95	360,45	− 1,34	0,26
BARRICK GOLD #	18,10	17,55	115,12	− 3,03	0,06
CROWN CORK ORD.#	33,20	32,01	209,97	− 3,58	0,20
DE BEERS #	22,30	22	144,31	− 1,34	0,10
DU PONT NEMOURS	69,15	69,25	454,25	+ 0,14	0,26
ERICSSON #	24,71	25,01	164,05	+ 1,21	0,16
FORD MOTOR #	60	59,55	390,62	− 0,75	0,37
GENERAL ELECT. #	101	101,30	664,48	+ 0,29	0,27
GENERAL MOTORS #	80,40	79,10	518,86	− 1,61	0,37
HITACHI #	7,15	6,98	45,79	− 2,37	0,03
I.B.M # ■	203,30	202,40	1327,66	− 0,44	0,19
ITO YOKADO #	59,90	57,90	379,80	− 3,33	0,09
MATSUSHITA #	17,35	....	....	....	0,03
MC DONALD'S #	37,47	36,75	241,06	− 1,92	0,04
MERCK AND CO #	67,85	67,30	441,46	− 0,81	0,21
MITSUBISHI CORP.	6,26	6,24	40,93	− 0,31	0,02
MOBIL CORPORAT.#	95	94,35	618,90	− 0,68	0,43
MORGAN J.P. #	126	....	....	....	0,77
NIPP. MEATPACKER	12,50	12,69	83,24	+ 1,52	0,09
PHILIP MORRIS #	34,05	35,50	232,86	+ 4,25	0,34
PROCTER GAMBLE	83	....	....	....	0,23
SEGA ENTERPRISES	16,50	16,30	106,92	− 1,21	0,08
SCHLUMBERGER #	59,30	57,75	378,82	− 2,61	0,17
SONY CORP. #	85,40	84,65	555,27	− 0,87	0,13

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux ; Li = Lille ; Ly = Lyon ; M = Marseille ; Ny = Nancy ; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; ♦ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; **Mardi daté mercredi :** montant du coupon en euros ; **Mercredi daté jeudi :** paiement dernier coupon ; **Jeudi daté vendredi :** compensation ; **Vendredi daté samedi :** nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 10 MAI

Une sélection. **Cours relevés à 17 h 35**

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
ADLPARTNER #	20,79	136,37	− 0,90
AB SOFT	17,95	117,74	− 5,27
ALPHAMEDIA	21,95	143,98	− 0,22
ALPHA MOS	5,79	37,98	− 5,08
ALTAMIR & CI	158	1036,41	....
APPLIGENE ON	2,98	19,55	+ 4,56
ASTRA	0,86	5,64	− 5,49
ATN	14,80	97,08	− 1,33
AVENIR TELEC	48,50	318,14	+ 0,83
BELVEDERE	81	531,33	+ 0,49
BIODOME #	14,34	94,06	− 4,40
BVRP EX DT S	46,55	305,35	+ 0,64
CAC SYSTEMES	9,16	60,09	....
CEREP	11,50	75,44	− 11,47
CHEMUNEX #	0,82	5,38	− 3,52
COIL	47	308,30	− 1,05
CRYO INTERAC	17,50	114,79	− 1,12
CYBER PRES.P	43	282,06	+ 0,02
CYRANO #	10,70	70,19	+ 0,94
DESK #	22,10	144,97	− 3,91
DESK BS 98	2,20	14,43	....
DMS #	8,47	55,56	+ 4,56
DURAND ALLIZ	7,10	46,57	....
DURAN DUBOI	85	557,56	....
EFFIK #	18,90	123,98	− 5,50
ESKER	22,20	145,62	− 1,33
EUROFINS SCI	44,05	288,95	+ 0,11
EURO.CARGO S	10	65,60	....
EUROPSTAT #	47,50	311,58	+ 1,06
FABMASTER #	13,01	85,34	+ 0,07
FI SYSTEM #	28,50	186,95	+ 1,06
FLOREANE MED	8,55	56,08	+ 2,39
GENERIX #	55,65	365,04	− 2,19
GENESYS #	11,20	73,47	− 3,44
GENSET	47,80	313,55	....
GROUPE D #	19,50	127,91	+ 1,03
GUILLEMOT #	55	360,78	....
GUYANOR ACTI	0,42	2,76	− 10,63
HF COMPANY	79	518,21	+ 1,28
HIGH CO.	53	347,66	+ 3,92
HOLOGRAM IND	42,60	279,44	− 0,18
IGE + XAO	4,27	28,01	− 0,69
ILOG #	5,20	34,11	....
IMECOM GROUP	3,65	23,94	+ 2,81
INFONIE	20,75	136,11	− 7,36
INFOTEL #	21,95	143,98	− 2,44
LEXIBOOK #	26,40	173,17	....
JOLIEZ-REGOL	7,50	49,20	....
JOLIEZ-REGOL ♦	0,28	1,84	....
LACIE GROUP	10,25	67,24	− 1,91
MEDIDEP #	16,50	108,23	− 0,06
MILLE AMIS #	5,30	34,77	− 7,66
MONDIAL PECH	6,94	45,52	+ 13,95
NATUREX	7,69	50,44	+ 1,18
OLITEC	65,10	427,03	− 1,73
OMNICOM	195	1279,12	....
OXIS INTL RG	1,33	8,72	+ 9,91
PERFECT TECH	20,43	134,01	+ 0,14
PHONE SYS.NE	9,50	62,32	− 4,04
PICOGIGA	12,86	84,36	+ 2,22
PROSODIE	75	491,97	+ 1,28
PROLOGUE SOF	26	170,55	+ 7,43
QUANTEL	4,87	31,95	− 12,72
R2I SANTE	36	236,14	....
RADOUX INTL	32,50	213,19	....
RECIF #	13	85,27	− 0,76
REPONSE #	17,99	118,01	− 0,05
REGINA RUBEN	4,78	31,35	....
SAVEURS DE F	22,99	150,80	− 3,80
SILICOMP #	12,03	78,91	− 0,82
SERP RECYCLA	147,90	970,16	+ 1,16
SOI TEC SILI	28,10	184,32	+ 0,35
STACI #	22,49	147,52	− 0,04
STELAX	0,98	6,43	+ 3,15
SYNELEC #	21,90	143,65	− 0,45
LA TETE D.L.	2,87	18,83	− 1,03
THERMATECH I	30,44	199,67	− 0,97
TITUS INTERA	99,60	653,33	+ 1,94
TITUS INTER. ♦	100,60	659,89	....
TRANSGENE #	34,30	224,99	− 0,86
TR SERVICES	10,02	65,73	− 0,29
VALORUM # ♦	0,01	0,07	....
V CON TELEC	4,01	26,30	− 0,49
WESTERN TELE	5,50	36,08	− 1,78

SECOND MARCHÉ

MARDI 11 MAI

Une sélection. **Cours relevés à 10 h 15**

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
ADA	62,50	409,97	− 0,79
AIGLE #	83,50	547,72	− 0,59
ALGECO #	78	511,65	+ 1,56
APRIL S.A.#(	87,10	571,34	− 3,11
ARKOPHARMA #	64	419,81	− 1,38
ASSUR.BQ.POP	96,40	632,34	+ 1,47
ASSYSTEM #	21,60	141,69	− 1,81
BENETEAU CA#	177	1161,04	− 1,55
BISC. GARDEI ♦	5,85	38,37	....
BOIRON (LY)#	62	406,69	− 1,11
BOISSET (LY) ♦	35,60	233,52	....
BOIZEL CHANO	80	524,77	− 0,06
BONDUELLE	18,25	119,71	− 2,40
BOURGEOIS (L ♦	6,91	45,33	....
BRICE	53	347,66	....
BRICORAMA #	46,50	305,02	− 1,06
BRIOCHE PASQ	102	669,08	+ 0,59
BUT S.A.	44	288,62	....
SOLERI ♦	49,60	325,35	....
CDA-CIE DES	28,75	188,59	− 0,75
CEGEDIM #	37,05	243,03	− 2,50
CERG-FINANCE	101,80	667,76	+ 1,80
CGBI ♦	30,95	203,02	....
CLAYEUX (LY) ♦	7,62	49,98	....
CNIM CA#	41,51	272,29	+ 0,07
COFITEM-COFI ♦	55,55	364,38	....
CIE FIN.ST-H ♦	64,60	423,75	....
C.A. PARIS I	153,90	1009,52	+ 0,45
C.A.ILLE & V	49,50	324,70	+ 0,20
C.A.LOIRE AT ♦	49,39	323,98	....
C.A.MORBIHAN	48,90	320,76	− 0,10
C.A.DU NORD#	72,60	476,22	− 0,54
C.A. OISE CC ♦	61,25	401,77	....
C.A.PAS DE C	88	577,24	....
C.A.TOULOUSE ♦	77,40	507,71	....
CRCAM CCI NV ♦	42,49	278,72	....
CRCAM TOUR.P ♦	57,10	374,55	....
CROMETAL ♦	52,40	343,72	....
DAPTA-MALLIN	....	....	....
GROUPE J.C.D	57,95	380,13	− 0,08
DAUPHIN OTA	82,10	538,54	+ 0,12
DECAN GROUPE	39,80	261,07	....
DU PAREIL AU	63,90	419,16	....
ENTRELEC CB	42	275,50	+ 0,23
L ENTREPRISE	107,40	704,50	....
ETAM DEVELOP	37,55	246,31	+ 0,10
EUROPEENNE C	87,85	576,26	....
EUROP.EXTINC	48	314,86	+ 6,73
EXEL INDUSTR	42,39	278,06	+ 1,33
EXPAND S.A.	32	209,91	+ 2,89
FACTOREM ♦	145,10	951,79	....
FACTOREM NV. ♦	126,70	831,10	....
FAIVELEY #	19,20	125,94	− 1,53
FINACOR ♦	5,80	38,05	....
FINATIS(EX.L ♦	73	478,85	....
FININFO ♦	150	983,94	....
FLO (GROUPE)	44	288,62	+ 1,12
FOCAL (GROUP	47	308,30	− 2,08
FRAIKIN 2#	52	341,10	− 1,70
GAUTIER FRAN	46	301,74	....
GEL 2000 ♦	1,80	11,81	....
GENERALE LOC ♦	23,50	154,15	....
GEODIS #	71	465,73	− 1,66
G.E.P PASQUI ♦	2,14	14,04	....
GFI INDUSTRI	39	255,82	....
GFI INFORMAT	120	787,15	+ 2,91
GO SPORT ♦	60,50	396,85	....
FINANCIERE G ♦	14,40	94,46	....
GRAND MARNIE ♦	4950	32469,87	....
GROUPE BOURB ♦	51,60	338,47	....
GUERBET S.A. ♦	18	118,07	....
GUY DEGRENNE	38,20	250,58	+ 0,13
GUYOMARC H N ♦	46,70	306,33	....
HERMES INTL	80	524,77	+ 0,62
HYPARLO #(LY	103,20	676,95	+ 0,19
I.C.C.# ♦	27,60	181,04	....
IMMOB.BATIBA	50,95	334,21	− 0,09
IMS(INT.META	9,90	64,94	....
INFO REALITE	37	242,70	+ 0,40
INT. COMPUTE ♦	7,10	46,57	....
JET MULTIMED	124,90	819,29	− 0,87
LATECOERE #	91,20	598,23	− 0,86
L.D.C.	117	767,47	− 0,76
LECTRA SYST.	7,32	48,02	....
LEON BRUXELL	49,70	326,01	− 0,99
LOUIS DREYFU	19,49	127,85	− 0,05
LVL MEDICAL	16,20	106,27	− 1,21
M6-METROPOLE	194,50	1275,84	+ 0,25
MEDASYS DIGI	2,35	15,41	....
MANITOU #	158	1036,41	+ 0,19
MANUTAN INTE	50,60	331,91	− 0,19
MARC ORIAN ♦	95,30	625,13	....
MARIONNAUD P	47,40	310,92	....
MECATHERM #	32,10	210,56	− 2,87
MGI COUTIER	37,60	246,64	+ 0,05
MICHEL THIER	139,60	915,72	+ 3,79
NAF-NAF #	9,25	60,68	+ 0,54
PENAUILLE PO	246	1613,65	....
PHYTO-LIERAC ♦	28,50	186,95	....
POCHET ♦	70,05	459,50	....
RADIALL #	62,95	412,92	....
RALLYE(CATHI	58,80	385,70	+ 0,68
REYNOLDS	42,90	281,41	+ 0,94
RUBIS #	24,40	160,05	− 0,20
SABATE SA #	116	760,91	− 4,13
SEGUIN MOREA	70	459,17	+ 0,71
SIDERGIE	89	583,80	− 0,72
SIPAREX (LY)	23,40	153,49	− 0,25
SOCAMEL-RESC ♦	20	131,19	....
SOPRA #	49,40	324,04	− 0,20
SPORT ELEC S ♦	3,50	22,96	....
STALLERGENES	15,20	99,71	....
STEF-TFE #	44,50	291,90	....
SUPERVOX (B) ♦	2,19	14,37	....
SYLEA	58	380,46	+ 0,17
TF1	205,90	1350,62	+ 0,93
TOUPARGEL (L ♦	11,50	75,44	....
TRANSICIEL #	106	695,31	− 0,93
TRIGANO ♦	33,80	221,71	....
UBI SOFT ENT	120	787,15	− 2,20
UNILOG	443	2905,89	+ 1,83
VIEL ET CIE	21,90	143,65	....
VILMOR.CLAUS	79	518,21	− 1,25
VIRBAC	52,50	344,38	+ 1,54
WALTER #	89,20	585,11	− 1,97
AFE ♦	130,60	856,68	....
AFIBEL ♦	39,10	256,48	....
AIRFEU#(NS)	35,80	234,83	+ 2,28
ALAIN MANOUK ♦	29,80	195,48	....
BQUE TARNEAU ♦	72	472,29	....
BIOPAT ♦	76	498,53	....
C.A.GIRONDE ♦	92,45	606,43	....
C.A.LOIRE/H. ♦	42,83	280,95	....
C.A. MIDI CC ♦	63,60	417,19	....
C.A. SOMME C	54,90	360,12	....
CR.AG.SUD RH ♦	57,50	377,18	....
CIDER SANTE	50	327,98	+ 0,10
CODETOUR ♦	71	465,73	....
COFIDUR #	12,90	84,62	+ 0,78
CORA INDUSTR ♦	34	223,03	....
DELACHAUX S. ♦	167	1095,45	....
DELMON INDUS ♦	41,90	274,85	....
DIGIGRAM #	19,49	127,85	− 0,05
DISTRIBORG G	53,40	350,28	− 2,64
EMIN-LEYDIER	45,20	296,49	+ 0,44
FLAMMARION S	27	177,11	+ 2,66
GRAVOGRAPH ♦	13,81	90,59	....
GPE GUILLIN	21,23	139,26	....
JEANJEAN # ♦	15,40	101,02	....
HBS TECHNOLO	34,40	225,65	− 0,28
HOT.REG.PARI ♦	144,30	946,55	....
HUREL DUBOIS	112,90	740,58	− 0,08
IDI ♦	119	780,59	....
IMV TECHNOLO ♦	21,58	141,56	....
INTER PARFUM ♦	30,30	198,75	....
IPO (NS) # ♦	42,75	280,42	....
LABO.PHARMYG ♦	20,91	137,16	....
M.B.ELECTRON ♦	105	688,75	....
NSC GPE (NY) ♦	98	642,84	....
NOCIBE ♦	45,27	296,95	....
ONET #	115	754,35	+ 0,52
ORGASYNTH	16,90	110,86	....
PARIS EXPO ♦	39,02	255,95	....
PAUL PREDAUL ♦	22,75	149,23	....
PIER IMPORT ♦	8,15	53,46	....
PISC. DESJOY ♦	20	131,19	....
PLAST.VAL LO ♦	22,80	149,56	....
REGIONAL AIR ♦	37	242,70	....
SECHE ENVIRO	30,60	200,72	− 0,32
SERVICES ET ♦	61	400,13	....
SICAL ♦	20,10	131,85	....
SMOBY (LY) #	55	360,78	+ 3,77
SODICE EXP.(♦	108,50	711,71	....
SOFIBUS ♦	51,75	339,46	....
SOGEPAG(PARC ♦	31,97	209,71	....
SOLVING # ♦	53,85	353,23	....
S.T. DUPONT	7,61	49,92	− 2,43
STEDIM # ♦	41,90	274,85	....
SURCOUF ♦	18,51	121,42	....
SYLIS #	89	583,80	....
TEAMLOG # ♦	53	347,66	....
THERMADOR GP	44	288,62	+ 0,45
THERMOCOMPAC ♦	14,60	95,77	....
UNION FIN.FR	106,50	698,59	+ 0,47
VRANKEN MONO.	52	341,10	+ 1,96
VULCANIC # ♦	34,20	224,34	....

SICAV FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 10 mai

Émetteurs ▶	Valeurs unitaires★ €uros	Valeurs unitaires★ francs★★	Date cours
AGIPI			
AGIPI AMBITION (AXA)	25,55	167,60	10/05
AGIPI ACTIONS (AXA)	26,07	171,01	10/05
BNP — 3615 BNP			
ANTIGONE TRÉSORIE	142485,85	934645,91	10/05
NATIO COURT TERME	2284,31	14984,09	10/05
NATIO COURT TERME 2	62035,33	406925,09	10/05
NATIO EPARGNE	337,85	2216,15	10/05
NATIO EP. CROISSANCE	674,49	4424,36	10/05
NATIO EP. PATRIMOINE	27,43	179,93	10/05
NATIO EPARG. RETRAITE	31,18	204,53	10/05
NATIO EPARGNE TRÉSOR	1858,77	12192,73	10/05
NATIO EURO VALEURS	218,74	1434,84	10/05
NATIO EURO OBLIG.	174,78	1146,48	10/05
NATIO EURO OPPORT.	204,52	1341,56	10/05
NATIO EURO PERSPECT.	347,68	2280,63	10/05
NATIO IMMOBILIER	258,92	1698,40	10/05
NATIO INTER	182,33	1196,01	10/05
NATIO MONÉTAIRE C	868,47	5696,79	10/05
NATIO MONÉTAIRE D	799,39	5243,65	10/05
NATIO OBLIG. LT	35,56	233,26	10/05
NATIO OBLIG. MT C	145,09	951,73	10/05
NATIO OBLIG. MT D	138,14	906,14	10/05
NATIO OPPORTUNITÉS	34,91	228,99	10/05
NATIO PLACEMENT C	12607,09	82697,09	10/05
NATIO PLACEMENT D	11523,59	75589,80	10/05
NATIO REVENUS	174,34	1143,60	10/05
NATIO SÉCURITÉ	1769,71	11608,54	10/05
NATIO VALEURS	287,57	1886,34	10/05
BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT			
MONEDEN	14904,76	97768,82	10/05
CDC Asset Management — www.cdc-assetmanagement.com			
LIVRET B. INV.D PEA	177,67	1165,44	03/05
NORD SUD DÉVELOP. C	431,98	2833,60	03/05
NORD SUD DÉVELOP. D	367,55	2410,97	03/05
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC			
PATRIMOINE RETRAITE C	50,23	329,49	10/05
PATRIMOINE RETRAITE D	46,27	303,51	10/05
CDC TRESOR — Minitel : 3616 CDC TRESOR (1,29 F/mn)			
FONSICAV C	3170,37	20796,26	10/05
MUTUAL. DÉPÔTS SIC. C	3157,55	20712,17	10/05
CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,23 F/mn)			
ÉCUR. ACT. FUT.D PEA	60,89	399,41	10/05
ÉCUR. CAPITALISATION C	41,92	274,98	10/05
ÉCUR. EXPANSION C	13457,34	88274,36	10/05
ÉCUR. GÉOVALEURS C	694,25	4553,98	10/05
ÉCUR. INVESTIS. D PEA	48,43	317,68	10/05
ÉC. MONÉT.C/10 30/11/98	207,75	1362,75	10/05
ÉC. MONÉT.D/10 30/11/98	187,42	1229,39	10/05
ÉCUR. TRÉSORERIE C	50,98	334,41	10/05
ÉCUR. TRÉSORERIE D	46,59	305,61	10/05
ÉCUR. TRIMESTRIEL D	308,49	2023,56	10/05
ÉPARCOURT-SICAV D	29,39	192,79	10/05
GÉOPTIM C	2197,67	14415,77	10/05
GÉOPTIM D	1967,46	12905,69	10/05
HORIZON C	468,47	3072,96	10/05
PRÉVOYANCE ÉCUR. D	15,87	104,10	10/05
INDOCAM Asset Management — CRÉDIT AGRICOLE — 08 36 68 56 55 (2,23 F/mn)			
ATOUT AMÉRIQUE	41,44	271,83	10/05
ATOUT ASIE	16,69	109,48	10/05
ATOUT CROISSANCE	303,56	1991,22	10/05
ATOUT FONCIER	291,68	1913,30	10/05
ATOUT FRANCE EUROPE	180,76	1185,71	10/05
ATOUT FRANCE MONDE	44,10	289,28	10/05
ATOUT FUTUR C	178	1167,60	10/05
ATOUT FUTUR D	165,07	1082,79	10/05
COEXIS	327,14	2145,90	10/05
DIÈZE	418,86	2747,54	10/05
EURODYN	535,47	3512,45	10/05
INDICIA EUROLAND	109,67	719,39	07/05
INDICIA FRANCE	375,20	2461,15	07/05
INDOCAM CONVERT. C	247,04	1620,48	10/05
INDOCAM CONVERT. D	218,40	1432,61	10/05
INDOCAM EUR. NOUV.	1845,20	12103,72	07/05
INDOCAM HOR. EUR. C	197,01	1292,30	10/05
INDOCAM HOR. EUR. D	185,91	1219,49	10/05
INDOCAM MULTI OBLIG.	159,81	1048,28	10/05
INDOCAM ORIENT C	33,23	217,97	07/05
INDOCAM ORIENT D	29,86	195,87	07/05
INDOCAM UNIJAPON	157,88	1035,62	10/05
INDOCAM STR. 5-7 C	327,21	2146,36	10/05
INDOCAM STR. 5-7 D	223,97	1469,15	10/05
MONÉDYN	1558,83	10225,25	07/05
MONÉ.J C	1904,73	12494,21	11/05
MONÉ.J D	1762,93	11564,06	11/05
OBLIFUTUR C	95,38	625,65	10/05
OBLIFUTUR D	84,83	556,45	10/05
ORACTION	216,71	1421,52	10/05
REVENU-VERT	181,42	1190,04	10/05
SÉVÉA	18,22	119,52	07/05
SYNTHÉSIS	3263,13	21404,73	10/05
UNIVERS ACTIONS	52,61	345,10	10/05
MONÉ ASSOCIATIONS	183,68	1204,86	11/05
UNIVAR C	197,87	1297,94	11/05
UNIVAR D	185,51	1216,87	11/05
UNIVERS-OBLIGATIONS	41,43	271,76	10/05
Fonds communs de placements			
INDOCAM VAL. RESTR.	2825,88	18536,56	06/05
MASTER ACTIONS	40,87	268,09	06/05
MASTER OBLIGATIONS	29,31	192,26	06/05
OPTALIS DYNAMIQ. C	19,85	130,21	07/05
OPTALIS DYNAMIQ. D	19,65	128,90	07/05
OPTALIS ÉQUILIB. C	18,85	123,65	07/05
OPTALIS ÉQUILIB. D	18,37	120,50	07/05
OPTALIS EXPANSION C	17,92	117,55	07/05
OPTALIS EXPANSION D	17,92	117,55	07/05
OPTALIS SÉRÉNITÉ C	17,19	112,76	07/05
OPTALIS SÉRÉNITÉ D	16,42	107,71	07/05
PACTE SOL. LOGEM.	80,29	526,67	04/05
PACTE VERT T. MONDE	82,24	539,46	04/05
CIC BANQUES			
FRANCIC	31,66	207,68	10/05
FRANCIC PIERRE	27,43	179,93	10/05
EUROPE RÉGIONS	42,74	280,36	10/05
CIC PARIS			
ASSOCIC	169,54	1112,11	10/05
AURECIC	98,38	645,33	10/05
CICAMONDE	29,41	192,92	10/05
CONVERTICIC	75,98	498,40	10/05
ECOCIC	309,16	2027,96	10/05
EPARCIC	786,30	5157,79	10/05
MENSUELCIC	1505,41	9874,84	10/05
OBLICIC MONDIAL	679,96	4460,25	10/05
OBLICIC RéGIONS	193,32	1268,10	10/05
RENTACIC	25,24	165,56	10/05
SECURICIC	363,33	2383,29	10/05
SECURICIC D	328,35	2153,83	10/05
CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT			
LION 20000 C	2733,37	17929,73	10/05
LION 20000 D	2493,14	16353,93	10/05
SICAV 5000	156,15	1024,28	10/05
SLIVAFRANCE	267,37	1753,83	10/05
SLIVARENTE	42,12	276,29	10/05
SLIVINTER	158,34	1038,64	07/05
TRILION	792,12	5195,97	10/05
Fonds communs de placements			
ACTILION DYNAMIQUE C	1924,16	12621,66	06/05
ACTILION DYNAMIQUE D	1924,16	12621,66	06/05
ACTILION ÉQUILIBRE C	1825,04	11971,48	06/05
ACTILION ÉQUILIBRE D	1790,01	11741,70	06/05
ACTILION PEA ÉQUIL.	1658,95	10882	06/05
ACTILION PRUDENCE C	1721,21	11290,40	06/05
ACTILION PRUDENCE D	1687,22	11067,44	06/05
LION ACTION EURO	92,76	608,47	10/05
LION PEA EURO	88,21	578,62	10/05
Crédit Mutuel FINANCE			
CM EURO PEA	20,09	131,78	10/05
CM FRANCE ACTIONS	32	209,91	10/05
CM MID. ACT. FRANCE	26,41	173,24	10/05
CM MONDE ACTIONS	332,41	2180,47	10/05
CM OBLIG. LONG TERME	107,78	706,99	10/05
CM OPTION DYNAM.	28,13	184,52	10/05
CM OPTION ÉQUIL.	49,94	327,58	10/05
CM OBLIG. COURT TERME	152,09	997,65	10/05
CM OBLIG. MOYEN TERME	318,18	2087,12	10/05
CM OBLIG. QUATRE	169,73	1113,36	10/05
Fonds communs de placements			
CM OPTION MODÉRATION	17,91	117,48	10/05
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE			
ASIE 2000	80,51	528,11	10/05
SAINT-HONORÉ CAPITAL	3407,78	22353,57	10/05
ST-HONORÉ MAR. ÉMER.	64,48	422,96	10/05
ST-HONORÉ PACIFIQUE	95,68	627,62	10/05
ST-HONORÉ VIE SANTÉ	316,50	2076,10	10/05
LEGAL & GENERAL BANK			
SÉCURITAUX	291,87	1914,54	09/05
STRATÉGIE IND. EUROPE	197,58	1296,04	07/05
STRATÉGIE RENDEMENT	334,41	2193,59	07/05
LA POSTE — Sicav Info Poste : 08 36 68 50 10 (2,23 F/mn)			
AMPLITUDE AMÉRIQUE C	25,93	170,09	10/05
AMPLITUDE AMÉRIQUE D	25,86	169,63	10/05
AMPLITUDE EUROPE C	34,92	229,06	10/05
AMPLITUDE EUROPE D	34,24	224,60	10/05
AMPLITUDE MONDE C	224,77	1474,39	10/05
AMPLITUDE MONDE D	205,89	1350,55	10/05
AMPLITUDE PACIFIQUE C	19,34	126,86	10/05
AMPLITUDE PACIFIQUE D	19,19	125,88	10/05
ÉLANCIEL FRANCE D PEA	40,92	268,42	10/05
ÉLANCIEL EURO D PEA	106,48	698,46	10/05
ÉMERGENCE E.POST.D PEA	29,75	195,15	10/05
GÉOBILYS C	110,44	724,44	10/05
GÉOBILYS D	103,35	677,93	10/05
INTENSYS C	19,24	126,21	10/05
INTENSYS D	17,16	112,56	10/05
KALEÏS DYNAMISME C	221,03	1449,86	10/05
KALEIS DYNAMISME D	217,93	1429,53	10/05
KALEÏS ÉQUILIBRE C	194,35	1274,85	10/05
KALEIS ÉQUILIBRE D	191,33	1255,04	10/05
KALEÏS SÉRÉNITÉ C	180,15	1181,71	10/05
KALEIS SÉRÉNITÉ D	176,71	1159,14	10/05
LATITUDE C	23,74	155,72	10/05
LATITUDE D	20,67	135,59	10/05
OBLITYS D	105,65	693,02	10/05
PLÉNITUDE D PEA	40,95	268,61	10/05
POSTE GESTION D	2238,47	14683,40	10/05
POSTE PREMIÈRE SI	6523,27	42789,85	10/05
POSTE PREMIÈRE 1 AN	39070,55	256286,01	10/05
POSTE PREMIÈRE 2-3	8436,38	55339,03	10/05
REVENUS TRIMESTR. D	820,15	5379,83	10/05
THÉSORA C	171,37	1124,11	10/05
THÉSORA D	147,68	968,72	10/05
TRÉSORYS C	43136,69	282958,14	10/05
SOLSTICE D	367,28	2409,20	10/05
SG ASSET MANAGEMENT — Serveur vocal : 08 36 68 36 62 (2,23 F/mn)			
ACTIMONÉTAIRE C	6082,47	39898,39	10/05
ACTIMONÉTAIRE D	4691,18	30772,12	10/05
CADENCE 1 D	164,34	1078	10/05
CADENCE 2 D	162,72	1067,37	10/05
CADENCE 3 D	162,58	1066,45	10/05
CAPIMONÉTAIRE C	65,20	427,68	10/05
CAPIMONÉTAIRE D	57,40	376,52	10/05
INTEROBLIG C	51,78	339,65	10/05
INTERSÉLECTION FR. D	73,30	480,82	10/05
SÉLECT DÉFENSIF C	182,80	1199,09	10/05
SÉLECT DYNAMIQUE C	226,62	1486,53	10/05
SÉLECT ÉQUILIBRE 2	160,72	1054,25	10/05
SÉLECT PEA 3	152,71	1001,71	10/05
SOGEPEA EUROPE	234,08	1535,46	10/05
SG FRANCE OPPORT. C	407,10	2670,40	10/05
SG FRANCE OPPORT. D	382,72	2510,48	10/05
SOGENFRANCE C	454,31	2980,08	10/05
SOGENFRANCE D	410,78	2694,54	10/05
SOGEOBLIG D	96,43	632,54	10/05
SOGÉPARGNE D	47,23	309,81	10/05
SOGINTER C	60,08	394,10	10/05

LÉGENDE

★ Hors frais. ★★ A titre indicatif.

LeMonde Job: WMQ1205--0027-0 WAS LMQ1205-27 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 09:50 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0397 Lcp:700 CMYK

SCIENCES **Organisée à l'initiative de l'Agence spatiale européenne (ESA), une conférence interministérielle va décider, les 11 et 12 mai à Bruxelles, de programmes d'une valeur de 5,9 milliards d'euros (38 milliards de francs) pour la période 1999-2006. ● QUATRE ANS après la rencontre de Toulouse, marquée par l'engagement de l'Europe dans la station spatiale internationale, l'ESA défend des projets porteurs d'indépendance vis-à-vis de la puissance américaine. ● OUTRE L'OBSERVATION de la Terre, les télécommunications et la poursuite des programmes scientifiques, il s'agit principalement d'augmenter la capacité d'emport d'Ariane-5 et de doter l'Europe d'un système de navigation par satellite concurrent du GPS américain. ● CLAUDE ALLÈGRE, ministre français de l'espace, préconise une réforme de l'ESA, afin de la rendre *« plus souple et plus réactive ».***

Claude Allègre définit les priorités de la France pour l'Europe spatiale

Alors que se discute à Bruxelles l'avenir spatial des Européens, le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie estime, dans un entretien au « Monde », que « la programmation financière de l'ESA doit être plus orthodoxe »

« Le conseil des ministres européens de l'espace se réunit les 11 et 12 mai à Bruxelles. Récemment encore, vous aviez craint que cette réunion ne puisse se tenir à cette date. Que s'est-il passé pour que tout le monde se retrouve ?

– J'avais indiqué que, si nous n'étions pas prêts, je ne voulais pas tenir cette réunion, pour ne pas bâcler les discussions. Nous voulons un vrai changement. D'une part, il y a une volonté de la part du directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), Antonio Rodota, de faire évoluer les choses, et, d'autre part, le moment est venu pour les trois grands pays spatiaux européens, la France, l'Allemagne et l'Italie, qui contribuent tout de même pour 76 % au financement de l'Europe spatiale, de faire entendre leur point de vue sur la nécessité d'une évolution des structures et du fonctionnement de l'Agence. Je donnerai, à Bruxelles, la position de la France sur ce point. Je laisserai ensuite à la délégation française le soin de poursuivre la discussion sur les programmes à l'ordre du jour, ce qui ne signifie nullement que nous accepterons intégralement toutes les propositions qui nous seront faites, mais marque notre volonté de ne pas bloquer les dossiers urgents.

– A savoir ?

– Je souhaite que l'ESA fonctionne sur la règle de la majorité qualifiée et non plus sur celle de l'unanimité. Aujourd'hui, chacun des 14 pays dispose d'une voix. Résultat : une tendance à multiplier les petits projets pour satisfaire chacun et assurer à chaque contributeur un juste retour. Ce n'est pas la meilleure façon de faire pièce à la puissance américaine. En outre, la règle de la majorité qualifiée me paraît la meilleure pour que l'Union européenne participe au financement des activités spatiales. Mais, attention, il n'est pas question qu'elle contrôle l'ESA.

» La situation actuelle est financièrement inacceptable. On contribue au budget général et scientifique de l'agence et ensuite on s'engage sur les autres programmes que l'on appelle « facultatifs ». Si, sur ce dernier volet, l'ESA dépasse les coûts sur lesquels elle s'était engagée, on est obligé de suivre. Si on ne le fait pas, l'ESA a le droit d'emprunter en votre nom. On arrive à des situations difficiles. Mon prédécesseur en sait quelque chose qui a dû accepter ainsi plusieurs milliards de francs d'emprunts que nous continuons à rembourser à hauteur de 250 millions de francs par an.

» Je souhaite désormais une programmation financière de l'ESA qui soit plus orthodoxe au plan financier. L'agence doit être un organisme plus souple et très réactif. Elle doit être un réseau, qui encourage la mobilité des compétences et des hommes, ce qui signifie une uniformisation des salaires avec les organismes nationaux.

– Les résultats de la précédente conférence de Toulouse, en 1995, avaient été mitigés. Qu'attendez-vous de la réunion de Bruxelles ?

– Mitigé n'est pas le mot. A Toulouse, l'Europe s'est engagée dans la station spatiale internationale. Ce fut à mon avis une mauvaise décision. Tant sur le plan financier que sur le plan scientifique – on n'a toujours pas compris l'intérêt de cet équipement –, et politique, parce que c'est un arrimage sans condition au leadership américain. L'Allemagne s'est récemment alignée sur notre analyse de la situation.

– Quels sont, de votre point de vue, les grands défis auxquels est confrontée l'Europe spatiale ?

– Il y a quatre grands secteurs : les lanceurs ; le GPS européen Galileo qui est une constellation de satellites d'aide à la navigation ; les télécommunications, et l'observation de la Terre.

» Ariane-5 doit évoluer. Je suis favorable au programme Ariane-5 Plus, mais pas forcément dans le contexte budgétaire proposé par l'ESA. Il faut commencer dès à présent à faire pression sur les industriels pour que les prix baissent. Ariane-5 ne sera un bon lanceur que s'il offre une plate-forme pour des vols interplanétaires, s'il permet de lancer des gros satellites géostationnaires, et s'il est capable demain de mettre d'un coup sur orbite des grappes d'une vingtaine de petits satellites.

Aujourd'hui, la règle est simple : si Ariane lance deux satellites en même temps, on gagne de l'argent. Si elle n'en lance qu'un, on en perd. L'une des grandes actions entreprises par Daniel Goldin à la tête de la NASA est d'avoir su faire baisser les prix des industriels américains. Nous devons le faire aussi. Si nous ne parvenons pas à réduire de moitié le prix de lancement d'Ariane-5 d'ici quatre ans, le lanceur européen ne sera pas compétitif et les opérateurs de satellites s'adresseront aux américains Lockheed Martin et Boeing.

– Pensez-vous élargir la panoplie des lanceurs européens ?

– Ariane-5 ne répond pas à tous les marchés. Il faut pouvoir lancer des satellites moins lourds en orbite basse. Le lanceur russe Soyouz, commercialisé par la société franco-russe Starsem, répond en partie à ces besoins. La possibilité de le lancer depuis le centre spatial guyanais de Kourou est envisagée. Mais il reste des problèmes de financement et de sécurité à résoudre.

» Reste le problème du petit lanceur. Les Italiens ont un projet, VEGA. C'est un projet intéressant, mais à ce stade il nous paraît trop onéreux. Je m'interroge également sur la possibilité qu'il y a, comme les Américains, de lancer de petites fusées à partir d'un avion volant à haute altitude, un Airbus par exemple. Quoi qu'il en soit, je souhaite que le Centre national d'études spatiales reste le centre de référence européen de la recherche sur les lanceurs.

– Et les autres programmes ?

– La grande priorité, c'est le GPS européen. L'idée avancée par Alcatel de recourir à une horloge atomique au sol et non à des horloges à bord de chaque satellite est excellente. Elle devrait permettre de faire un système plus compact. La Commission européenne veut s'impliquer dans ce projet. La collaboration avec les Russes nous intéresse.

Aujourd'hui tout le monde – militaires, transports, etc. – s'y intéresse. Mais personne ne veut payer. Pourtant il faut aller vite, d'autant que les Américains font un lobbying intense pour contrer ce système concurrent de leur GPS. Pour les télécoms, les programmes proposés sont encore trop maigres et dispersés. On va en discuter à Bruxelles. Il faut dynamiser ce secteur, ce qui devrait être possible car il existe en Europe toutes les compétences pour cela.

» Reste l'observation de la Terre, à laquelle un très gros budget va être consacré. C'est un secteur très important. Le contexte technologique est en train de changer. On va pouvoir développer des satellites radars ou infrarouges à partir des constellations, et l'on va tomber dans des gammes de prix qui nous permettront d'avoir des systèmes purement français.

– Que faut-il faire ?

– Nous entrons dans un contexte international et technologique nouveau. L'époque des gros satellites multifonctions tire à sa fin. L'heure est à la miniaturisation, au *« smaller, cheaper, better »,* le plus petit, le moins cher et le meilleur, dans lequel les Américains se sont lancés à fond. Nous devons le faire aussi pour engager rapidement de petits programmes ciblés et pas chers qui très vite apportent des résultats. Le temps des monstres à tout faire est terminé.

» L'exemple des constellations de satellites en est une bonne image et chacun doit comprendre aujourd'hui que ce qu'il faut, c'est avoir des idées et faire en sorte que l'espace soit présent dans la vie de tous les jours (éducation, télémédecine, communications, observation de la Terre). Soyons originaux. Prospectons des domaines où les Américains ne vont pas et sur d'autres programmes coopérons avec eux. Nous devons avoir avec eux une attitude simple, être des amis, mais aussi des compétiteurs.

» N'oublions pas que l'Europe n'est pas si bête que ça en technologie spatiale ou aéronautique. Nous réalisons Ariane ou Airbus avec vingt fois moins de frais d'études que leurs concurrents américains ! »

Propos recueillis par
Jean-François Augereau
et Hervé Morin

Une enveloppe totale de près de six milliards d'euros

LES PROGRAMMES FACULTATIFS :		**3 183 millions d'euros**
NAVIGATION PAR SATELLITE (Galileosat)	(1999-2005)	**500**
TÉLÉCOMMUNICATIONS/MULTIMÉDIAS	(1999-2005)	**359**
OBSERVATION DE LA TERRE	(1999-2002)	**759**
EXPLOITATION DE LA STATION INTERN.	(2000-2001)	**344**
ARIANE 5 PLUS	(2002)	**649**
PETIT LANCEUR VEGA	(2002)	**317**
LANCEURS DU FUTUR	(2001)	**70**
CENTRE SPATIAL GUYANAIS (Kourou)	(2001)	**87**
RECHERCHE EN MICROGRAVITÉ	(2000-2003)	**98**
LE PROGRAMME SCIENTIFIQUE 1999-2003 : (répartition ultérieure)		**1 850 millions d'euros**
4 MISSIONS EN COURS (Ulysse, Hubble, Soho, Cassini/Huygens)		
5 SATELLITES EN DÉVELOPPEMENT (XMM, Cluster 2, Integral, Rossetta, First/Planck)		
6 MISSIONS À L'ÉTUDE		
MARS EXPRESS : *(somme à ne pas dépasser)*	(2003)	**150**
BUDGET GÉNÉRAL 1999-2003 : 850 millions d'euros (fonct. gestion, support technique...)		

Source : ESA

GaliléoSat, un GPS pour l'Europe

L'ESA et l'Union européenne souhaitent développer à parts égales un système mondial de navigation par satellite (GNSS), baptisé GaliléoSat, capable de faire pièce au système américain GPS (*Le Monde* du 11 février). Dépendant du département de la défense américain, le GPS est actuellement disponible gratuitement dans le monde entier. Il *« constitue l'une des principales menaces envers l'indépendance stratégique de l'Europe aussi bien qu'à l'encontre de son industrie »,* notait récemment l'ESA dans un rapport sur sa politique à long terme.

Entre 1998 et 2007, la valeur ajoutée de ce secteur et de celui des télécommunications sera, estime la société Euroconsult, de 35 milliards d'euros pour les satellites et les lanceurs, de 27 milliards d'euros pour les services de lancement, de 135 milliards d'euros pour la gestion des satellites, de 225 milliards d'euros pour les relais au sol, et de 365 milliards d'euros pour les services associés. Or, insiste l'ESA, *« le fournisseur du segment spatial établit les standards, guide leur utilisation et s'assure la part du lion dans les bénéfices commerciaux dérivés, qui surpassent de beaucoup les investissement initiaux ».*

La constellation européenne, comptant de 24 à 45 satellites selon les configurations à l'étude, pourrait entrer en service en 2008. Son coût était initialement estimé entre 1,6 et 2,2 milliards d'euros, mais certains évoquent déjà un montant de 3 milliards d'euros. L'ESA demande aujourd'hui une première enveloppe de 500 millions d'euros pour la période 1999-2005 : 40 millions d'euros pour les phases de définition et 460 millions d'euros pour le développement et la validation du système. Le secteur privé pourrait apporter son appui financier pour la phase opérationnelle.

La collaboration avec le Glonass russe, dont le système analogue au GPS est confronté à de lourds problèmes de maintenance, est activement recherchée. *« Les fréquences attribuées aux Russes nous intéressent »,* reconnaît Gérard Brachet, directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES). L'Europe n'est en effet pas assurée de se voir attribuer les faisceaux les plus performants pour ce type de service.

Les discussions sur le mode de rémunération des opérateurs se poursuivent. Gratuité totale ou seulement pour une qualité dégradée ; taxe sur les récepteurs ; paiement à l'usage, calqué sur celui pratiqué en téléphonie mobile, etc., la solution retenue aura des répercutions sur l'architecture technique. Plusieurs industriels sont en lice : Dasa en Allemagne, Alenia en Italie, Alcatel et Matra en France.

H. M.

Rendre Ariane-5 plus puissante

ARIANE-5 ne sera compétitive que si elle peut effectuer des lancements doubles avec de gros satellites (3 700 kg) ou emporter des grappes de satellites pour les constellations. Deux programmes, Ariane-5 Evolution et Perfo-2000, ont déjà été engagés à cette fin. Le premier vise à augmenter la poussée (110 à 130 tonnes) du moteur Vulcain du premier étage, ce qui ferait passer la charge utile de 5,9 tonnes à 7,3 tonnes. Le second porte sur des allégements de structures et le développement d'un nouvel adaptateur de satellites (Sylda) : 500 kg à 700 kg seraient ainsi gagnés, donnant au lanceur une capacité d'emport de 8 tonnes en 2002.

Ce n'est pas assez. L'ESA, le CNES et les industriels ont donc lancé un programme en trois étapes baptisé Ariane-5 Plus. La première, Versatile, décidée l'an dernier, prévoit l'amélioration du moteur allemand du deuxième étage (EPS) d'Ariane-5, qui deviendrait réallumable pour mieux répondre aux besoins de la clientèle. Les deux suivantes, plus ambitieuses, ont pour but de doper fortement le lanceur en dotant son deuxième étage d'un moteur cryogénique brûlant un mélange d'hydrogène et d'oxygène liquides.

L'Europe doit décider à Bruxelles du financement de la seconde de ces étapes (ESC-A), qui vise à installer sur le corps supérieur d'Ariane-5 le moteur cryogénique HM-7 de l'actuelle Ariane-4. Le nouveau lanceur européen pourrait ainsi, selon Gérard Brachet, directeur général du CNES, mettre en orbite de transfert géostationnaire une charge de 9 tonnes. *« C'est pour la France,* insiste-t-il, *une priorité. Il nous faut ce lanceur le plus tôt possible, au début de 2002. »* Coût d'ESC-A et de Versatile : 589 millions d'euros (3 863 millions de francs).

Le financement de la troisième étape, ECS-B, évalué à 484 millions d'euros, doit donner lieu à la mise au point d'un tout nouveau moteur cryogénique (Mesco) pour le deuxième étage d'Ariane-5 lui permettant d'emporter entre 11,5 et 12 tonnes en 2006. Ce moteur serait réallumable, *« un atout que le Delta-3 américain et le Proton russe offrent à une clientèle qui le réclame ».*

J.-F. A.

NOUVEAU

Le Web des Franciliens

Ensemble, parlons de l'Ile-de-France de demain !

exprimez-vous TOUT NET

:-) Sourire heureux

:-/ Sourire sceptique

:-@ Sourire grimaçant

;^) Petit sourire narquois

:-D Sourire rieur

:-)) Sourire vraiment heureux

:-(Sourire triste

>:-(Sourire coléreux

Dialoguez en direct avec Jean Paul HUCHON,
Président de la Région,
Le mercredi 12 Mai de 17h30 à 19h.

Big Bang Communication

MA REGION C'EST L'ILE-DE-FRANCE Conseil régional

www.cr-ile-de-france.fr

LeMonde Job: WMQ1205--0028-0 WAS LMQ1205-28 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 11:09 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0398 Lcp:700 CMYK

Le peloton ébranlé par l'enquête de la brigade des stupéfiants

Cinq nouveaux témoins, dont Richard Virenque, Marc Madiot, directeur sportif de l'équipe de La Française des Jeux, et Laurent Roux (Casino), ont été convoqués, mardi 11 mai, par les enquêteurs, qui remontent la filière comme dans une affaire classique de trafic de stupéfiants

Les policiers de la brigade des stupéfiants de Paris, dont l'enquête sur un trafic supposé de produits illicites dans le milieu cycliste a démarré peu avant le Tour de France 1998, ont poursuivi mardi 11 mai leurs interrogatoires. Ils devaient entendre Richard Virenque, ainsi que Marc Madiot et Alain Gallopin, respectivement directeur sportif et directeur sportif adjoint de la Française des Jeux. Laurent Roux, coureur de l'équipe Casino, avait également été convoqué. Lundi 10 mai, les équipes Cofidis et La Française des Jeux ont suspendu Franck Vandenbroucke, Philippe Gaumont et Yvon Ledanois, impliqués dans cette affaire. Le même jour, à Lille, dans le cadre de l'affaire Festina, une confrontation a mis en présence Willy Voet, Bruno Roussel et Richard Virenque. Durant près de cinq heures, ce dernier a continué de nier les faits de dopage qui lui sont reprochés, malgré des accusations de plus en plus précises et de nouvelles pièces versées au dossier.

L'AFFAIRE de dopage mise au jour jeudi 6 mai par la brigade des stupéfiants n'en finit plus de provoquer des remous dans le milieu du cyclisme. Mardi 11 mai, deux jours après la mise en examen de cinq personnes, cinq autres « témoins » étaient convoqués au Quai des Orfèvres, siège de la PJ parisienne. Parmi eux Marc Madiot, directeur sportif de l'équipe la Française des Jeux, son adjoint Alain Gallopin, Laurent Roux (Casino) et un coureur de l'équipe semi-professionnelle Jean Floc'h-Mantes, Stéphane Corlay. Le Français Richard Virenque devait également s'expliquer sur ses relations avec les deux personnages-clés du dossier, l'avocat Bertrand Lavelot et Bernard Sainz, un « soigneur » aux méthodes d'alchimiste.

Selon les policiers, les deux hommes étaient au cœur d'un *« système réfléchi »* d'approvisionnement en produits illicites. Un *« système »* que les enquêteurs ont décortiqué en procédant comme dans une affaire classique de trafic de stupéfiants. Il s'agissait, pour eux, d'établir la pyramide des responsabilités – organisateurs, intermédiaires, consommateurs – puis d'organiser un « flagrant délit ».

Leur enquête commence à l'été 1998, peu avant le Tour de France. Un renseignement confidentiel leur parvient selon lequel Bernard Sainz fournirait certains coureurs. Cet éleveur de chevaux, surnommé *« docteur Mabuse »* pour ses capacités à traiter les organismes défaillants, fréquente le peloton depuis une trentaine années. En 1991, il déclarait au journal *La Croix*: *« Je suis un thérapeute avec des méthodes particulières. Au temps de l'Inquisition, j'aurais fini sur le bûcher. »* Les investigations s'orientent aussi vers l'un de ses amis, Me Lavelot, défenseur attitré de nombreux cyclistes, dont Richard Virenque. Dès lors, les policiers vont surveiller les deux hommes. Ces surveillances les mènent aussi bien au cabinet de l'avocat, à Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine), qu'en Normandie, au haras de Bernard Sainz. Ce dernier semble avoir mal vécu les scandales du Tour de France et se fait si discret qu'ils perdent un moment sa trace. L'enquête s'en trouve ralentie mais pas compromise pour autant. Tout indique en effet que le *« thérapeute »* entretient des relations privilégiées, tant personnelles que professionnelles, avec l'avocat.

« UNE SORTE DE RASPOUTINE »

Il élit domicile chez les époux Lavelot, à Colombes (Hauts-de-Seine). Les policiers constatent qu'il exerce une forte influence sur le couple, au point de lui prodiguer ses *« conseils »* en matière d'hygiène alimentaire et de pharmacopée. *« Plus qu'un gourou, c'était une sorte de Raspoutine »* résume un enquêteur. Me Lavelot, dont l'épouse est pharmacienne, ne se contente pas d'héberger son ami : il lui offre en quelque sorte un soutien logistique, l'autorisant même à « travailler » dans ses bureaux. Bernard Sainz est ici chez lui. Il vend ses mixtures.

Mais il faut attendre l'ouverture de la saison cycliste 1999 pour que les investigations s'accélèrent. A l'approche des courses du printemps, les policiers notent une soudaine *« effervescence »* autour de Bernard Sainz. Plusieurs coureurs se manifestent. Installé chez son ami, le *« docteur »* est sollicité de toutes parts. Les policiers dressent ainsi une liste des sportifs en contact, plus ou moins direct, avec lui : une dizaine de coureurs, dont le belge Frank Vandenbroucke et le Français Richard Virenque, mais aussi le footballeur lyonnais Jean-Christophe Devaux.

L'objectif des policiers n'est pas d'aboutir à des poursuites pénales contre eux mais de les entendre comme témoins. A ce stade, les éléments réunis contre Sainz et Lavelot sont tels qu'il reste juste à attendre un flagrant délit. Cette opération, réportée à plusieurs reprises, aura lieu le 6 mai au soir, mobilisant une soixantaine de fonctionnaires.

Elle débute à Colombes, devant le domicile de l'avocat. Les policiers du groupe dit de *« flag »* repèrent un coureur de VTT, Raphaël Martinez, le cousin – et non le frère comme nous l'avons indiqué par erreur – du champion Miguel Martinez. Le jeune homme détient une fiole suspecte, remise par Bernard Sainz. Les policiers suivent Raphaël Martinez et l'interpellent en pleine rue, à Paris. Dans le même temps, le *« docteur »* est appréhendé à Colombes. Vient ensuite le tour de Me Lavelot, en rendez-vous avec le frère de Richard Virenque.

Comme dans toute affaire de *« stups »*, il convient maintenant d'identifier d'éventuels intermédiaires. Trois coureurs semblent avoir joué ce rôle : Philippe Gaumont (Cofidis), Yvon Ledanois (Françaises des Jeux), tous deux suspendus à titre conservatoire par leurs équipes depuis lundi 10 mai, et l'ex-professionnel Pascal Peyramaure. A en croire les policiers, ils auraient agi ainsi pour *« rendre service »* et non par appât du gain.

Reste la base de la pyramide, les supposés *« consommateurs »*, identifiés *« depuis longtemps »* par les enquêteurs : Frank Vandenbroucke (Cofidis), frappé de la même mesure de suspension que son coéquipier et ami Philippe Gaumont, Franck Perque (Française des Jeux), Stéphane Heulot (Française des jeux), le footballeur lyonnais Jean-Christophe Devaux. Richard Virenque, lui, se trouve en Suisse. Son interpellation est reportée, de même que celles de Laurent Roux et Stéphane Corlay.

Le vendredi 7 mai, certains reconnaissent l'usage de produits interdits. Ils ne peuvent guère faire autrement : des corticoïdes ont été saisis chez huit de ces *« consommateurs »*. L'un d'eux déclare avoir versé plusieurs dizaines de milliers de francs au *« docteur »*. Celui-ci, tout comme M. Lavelot, nie les faits qui lui sont reprochés.

Les seringues, les dizaines de fioles et surtout les documents saisis au domicile et au cabinet de l'avocat permettent cependant d'en douter. Les policiers découvrent en effet d'étonnants protocoles qui, selon eux, donneraient la marche à suivre pour se nourrir, et se doper, en toute quiétude, en fonction d'analyses sanguines. Ces documents nominatifs sont riches d'enseignements puisqu'ils mentionnent – de manière allusive ou sous forme de code – le nom des produits prescrits, qu'ils soient dopants ou masquants. Forte de cette découverte, la brigade allonge sa liste : une quinzaine de sportifs, tous coureurs cyclistes, viennent s'ajouter au groupe initial.

Mardi, les policiers avaient prévu une nouvelle phase : l'interrogatoire de responsables de la Françaises des Jeux et de coureurs qui n'avaient pu être interpellés vendredi. Viendra ensuite la troisième étape : la convocation des personnes concernées par les « protocoles ». Ces auditions devraient élargir un peu plus la base de la pyramide.

Philippe Broussard

Les accusations pesant sur l'ancien leader de Festina se font de plus en plus précises

LA SCÈNE a duré près de dix minutes. Dans un bureau étroit du palais de justice de Lille, les treize personnes qui faisaient face au juge Patrick Keil ont écouté le magistrat énoncer une à une, jour par jour, dose par dose, les produits livrés à Richard Virenque par son soigneur Willy Voet de 1995 à 1998. Personne n'a bronché. Des cinq avocats présents dans la salle, Me Gilbert Collard, le défenseur du champion français, a été le plus discret. Son client a bredouillé quelques dénégations.

Lundi 10 mai, au cours de la troisième confrontation entre Bruno Roussel, Willy Voet et Richard Virenque, tous trois mis en examen dans l'affaire de dopage instruite depuis le 8 juillet 1998, l'ex-coureur vedette de la formation Festina est resté fidèle à sa ligne de conduite. Malgré les charges et les témoignages, dont certains jusque-là inédits, le Varois nie toujours s'être dopé. Ni les notes scrupuleuses des fameux carnets de Willy Voet, ni les récentes déclarations du docteur Erik Rykaert le désignant comme véritable patron de l'équipe, ni la déposition chez les policiers du SRPJ du Nord des fiches de suivi physiologique du coureur, il y a deux semaines, d'un ancien préparateur physique chez Festina, Antoine Vayer, n'ont fait flancher le coureur.

Tout comme cette conversation, figurant désormais au dossier, entre Richard Virenque et Hugues Morcrette, échographe, qui examinait Stéphanie, l'épouse du coureur. Le futur papa demande au praticien *« un remontant »*. Ce dernier lui propose une série de médicaments que le champion refuse. *« Je veux faire monter mon hématocrite »*, explique-t-il au médecin. *« Mais c'est de l'EPO que vous me demandez »*, lui réplique alors le praticien.

Enfin, le président de l'Union cycliste internationale (UCI), Hein Verbruggen, a été entendu, lundi également, par les policiers du SRPJ de Lille. Convoqué pour 10 h 30, il a été placé en garde à vue dès son arrivée dans les locaux de la police et relâché onze heures plus tard. Ni lui ni les enquêteurs n'ont émis de commentaires au sortir de cette audition.

Yves Bordenave

Face à Parme, l'Olympique de Marseille compte retrouver le chemin de la gloire européenne

C'EST bien connu : vu de Marseille, le pôle Nord commence à Lyon. Dès lors, Moscou se perd forcément dans un immense brouillard où s'égare la pensée et où se confondent Paris et Uranus. Pour l'OM, le chemin du renouveau, et peut-être de la gloire, passe pourtant par ces confins arctiques. Le club a en effet été convié dans cette terre de froidure pour affronter Parme, mercredi 12 mai, en finale de la Coupe UEFA. Les 3 500 supporteurs qui feront le voyage auront une double raison d'emmener l'écharpe de leur équipe.

Marseille-la-Méridionale se rend donc à Moscou-la-Septentrionale tenter de renouer avec son prestigieux passé. Il y a quelque ironie dans ce long voyage tant, du côté de la Canebière, on n'a jamais trop apprécié ceux des latitudes supérieurs. Aux Nordistes, il est volontiers reproché de marcher sur la tête des Sudistes. Et le supporteur de l'OM, plus qu'un autre, cultive cette défiance qui culmine dans l'antiparisianisme. *« Le XXe siècle est une période de transition pour la cité phocéenne écrasée par le centralisme parisien. Marseille y perd son port, son commerce et son industrie. Une ultime fierté éclaire la ville, son club de football ! »*, est-il écrit dans *Massalia 2600*, une brochure distribuée à l'occasion du centenaire du club.

Aux yeux d'une partie au moins de son public, l'Olympique de Marseille est un foyer de résistance à l'hégémonisme du Nord qui menace une cité vieille de vingt-six siècles. Ainsi peut-on lire dans un fanzine des Winners, un des groupes de supporteurs : *« Ce n'est qu'en 536 après J.-C. que Marseille tombe sous la domination des Francs, qui l'annexent au royaume qu'ils ont constitué au nord. Se comportant comme de véritables barbares, les Francs devront lutter pendant plusieurs siècles contre Marseille, la rebelle. Mais, en 739, Charles Martel, alors roi des Francs, mettra notre ville à feu et à sang. Comme aujourd'hui, nos ennemis viennent du nord. »* (*en Football et sociétés*, ouvrage collectif, Ed. Credhess, 160 F.) Le sentiment alimenté par cette rhétorique vengeresse explique sans doute les débordements violents qui ont entouré le match contre le Paris-Saint-Germain (2-1), le 4 mai.

« FIERS D'ÊTRE MARSEILLAIS »

« Marseille n'a jamais su si elle était le nord du Sud ou le sud du Nord. Du coup, les gens se sentent ici avant tout Marseillais, estime Christian Bromberger, professeur d'ethnologie à l'université d'Aix-Marseille et auteur de plusieurs ouvrages sur le football. *Par son histoire, la ville a toujours eu le sentiment d'être montrée du doigt. Par ailleurs, une large partie de sa population, qu'elle soit arménienne, pied-noir ou autre, est arrivée ici au bout d'un triste itinéraire. D'où l'émergence d'une culture* « victimiste » *qui demeure forte même si elle est contredite dans les faits. »*

Car l'OM qui se croit si mal-aimé est devenu le club préféré des Français. L'audience télévisée inégalée ne mesure pas seule cette popularité. En championnat, cette saison, l'équipe a joué à guichets fermés dans tous les stades où elle s'est déplacée. Soixante pour cent des ventes de marchandisage du club (estimée à 50 millions de francs cette saison) se sont effectués hors de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA). Les seuls Ultras, un des groupes de supporteurs du Stade-Vélodrome, possèdent une quinzaine de filiales dans tout le pays. A chaque déplacement des Olympiens dans leur région, ces succursales viennent au stade soutenir leur équipe fétiche.

« La carte du Tendre marseillaise est beaucoup plus ample qu'autrefois, explique Christian Bromberger, qui voit là une évolution du supportérisme dans notre pays. *A l'étranger, en Italie ou en Espagne notamment, un supporteur ne s'identifie pas forcément à sa ville mais plutôt à l'image que véhicule un club. Avec retard, le football hexagonal va dans ce sens. La France verte des années 70 correspondait à des valeurs laborieuses. Marseille représente plutôt le panache, le spectacle, à l'image des papinades, des vertus qui séduisent la France jeune. »*

Le caractère cosmopolite de l'OM lui gagne également la sympathie d'une autre frange de la population. A la périphérie des grandes villes, les banlieues ne se reconnaissent pas forcément dans le club du cru. A Paris, à Lyon ou à Lille, la présence de supporteurs d'extrême droite, même très minoritaires, dissuade les jeunes issus de l'immigration d'adhérer à l'équipe locale. Ceux-ci préfèrent s'associer à une formation qui a toujours recruté de nombreux étrangers et qui porte à leurs yeux des valeurs d'intégration.

L'esprit frondeur de l'OM lui gagne aussi la sympathie de qui s'estime en rupture avec une société jugée hypocritement correcte. L'opprobre jeté sur Bernard Tapie et le club phocéen après l'affaire du match truqué Valenciennes-OM est jugé partial. Paradoxalement, l'ostracisme dont se sent victime le public phocéen nourrit en réalité un courant de sympathie qui contredit cette paranoïa. Par un autre paradoxe, cette popularité extérieure irrite la susceptibilité locale. Le désir des dirigeants de faire du club une *« trade mark »* internationale, à l'image de Manchester United ou du Bayern Munich, provoque un réflexe renforcé de repli. *« On veut vendre la Bonne Mère aux Japonais ! »*, entend-on.

Pourtant, sur les travées du stade Loujniki, à Moscou mercredi, plusieurs centaines de supporteurs viendront de toute la France renforcer le contingent bleu et blanc des purs Provençaux. Et, venus de Paris, de Vendée ou d'autres régions boréales, ils brandiront leur écharpe avec inscrit : *« Fiers d'être Marseillais. »*

Benoît Hopquin

Les deux finalistes

● **Le palmarès des deux clubs.** Marseille : vainqueur de la Ligue des champions en 1993 ; vainqueur du championnat de France en 1937, 1948, 1971, 1972, 1989, 1990 , 1991 et 1992 ; vainqueur de la Coupe de France en 1924, 1926, 1927, 1935, 1938, 1943, 1969, 1972, 1976 et 1989. Parme : vainqueur de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes en 1993, vainqueur de la Coupe de l'UEFA en 1995, vainqueur de la Supercoupe d'Europe en 1994, vainqueur de la Coupe d'Italie en 1992 et 1999

● **Leurs parcours jusqu'à la finale.** Pour parvenir en finale, Marseille, qui est resté invaincu contrairement à Parme, a successivement éliminé Sigma Olomouc (Rép. tch.) 2-2 et 4-0, Werder Brême (All.) 1-1 et 3-2, Monaco 2-2 et 1-0, Celta Vigo (Esp.) 2-1 et 0-0, Bologne (It.) 0-0 et 1-1. Parme a éliminé, pour sa part, Fenerbahce (Tur.) 0-1 et 3-1, Wisla Cracovie (Pol.) 1-1 et 2-1, Glasgow Rangers (Ec.) 1-1 et 3-1, Bordeaux 1-2 et 6-0, Atletico Madrid (Esp.) 3-1 et 2-1.

La deuxième carrière de Laurent Blanc

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Laurent Blanc est un faux lent. Sur un terrain, sa manière de courir en levant haut les genoux semble tout droit sortie du film *Les Chariots de feu*. Cette manière de trimballer péniblement son 1,90 m et ses 82 kilos sur une pelouse l'a longtemps fait passer pour un balourd. Pourtant, à 33 ans passés, ses courses d'apparence pataude laissent encore l'adversaire sur place. Et lorsqu'il hisse lourdement sa carcasse sur les balles aériennes, comme un vieillard souffreteux, on est chaque fois surpris de voir ses opposants plafonner un mètre au-dessous de lui.

Aujourd'hui, Laurent Blanc est un homme pressé qui court après les années dilapidées. Quand Didier Deschamps, joueur avec lequel il dispute l'honneur du plus grand nombre de sélections en équipe de France, accumule un énorme palmarès, le grand « Lolo » en sera, mercredi 12 mai, à disputer sa première finale internationale, avec Marseille, contre Parme.

En 1997, une blessure aux adducteurs l'avait empêché de disputer la finale de la Coupe des coupes avec Barcelone contre le Paris-Saint-Germain. L'année suivante, en demi-finale de la Coupe du monde, un carton rouge extrêmement sévère l'avait privé de l'apothéose du Stade de France. Le pays en avait pleuré. *« Cette sanction a sans doute beaucoup fait pour ma réputation*, estime l'intéressé. *Mais la déception de ne pas avoir disputé cette finale, elle a été, elle est et elle sera pendant longtemps. »*

Erreur de trajectoire et malchance ont sans cesse entravé son chemin. Celui qui fut champion d'Europe avec l'équipe de France espoir, en 1988, a été bien prêt de partager le drame de cette génération perdue qui comptait également Eric Cantona et Stéphane Paille. Il était de cette bande de surdoués des années post-platiniennes qui sabordèrent leur talent. Il a joué ce triste France-Bulgarie de 1993 (1-2) qui priva les Bleus de la Coupe du monde 1994 et a bien failli ne jamais s'en remettre.

« MEILLEUR LIBERO DU MONDE »

Aimé Jacquet, le nouveau sélectionneur, a dû insister pour le décider à revenir en équipe de France. Le même, alors entraîneur à Montpellier, l'avait convaincu d'abandonner le milieu de terrain pour devenir libéro.

« Le meilleur libéro du monde », disait Michel Platini. L'hommage de l'ancien Turinois avait séduit Naples. Le club italien avait embauché en 1991 Laurent Blanc, qui végétait depuis dix ans à Montpellier. C'était avant l'arrêt Bosman et la valdingue des salaires et des mercenaires. Naples et ses outrances : un choix contre nature pour cet introverti, comme le furent ensuite Saint-Etienne (1993-1995), Barcelone (1996-1997) et, aujourd'hui, Marseille (depuis 1997). Mais Laurent Blanc, le roc cévenol, l'impavide tireur de penalty, qui *« n'arrive pas à extérioriser ses joies et ses peines »* – *« un trait que j'ai hérité de mon père »* – a toujours cherché son contraire en football.

« Je ne saurais pas l'expliquer, mais j'adore ces clubs-là. J'adore voir un joueur crier de partout, partir comme un fou après un but ou enlever son maillot. Moi, j'en suis incapable. De la même manière, mes amis sont souvent très expansifs. Ce qu'ils font, je ne pourrais pas le faire. C'est pour cela que ça me plaît d'être avec eux. » Au premier rang des dilections figure l'imprévisible Eric Cantona que Laurent Blanc suivra jusque dans ses errances à Nîmes, en 1992.

Pourtant, c'est à deux hommes terre-à-terre comme lui que Laurent Blanc devra de rebondir quand le joueur semblait définitivement s'être brûlé dans un monde d'excès : Aimé Jacquet, l'ouvrier de l'équipe de France, et Guy Roux, le paysan d'Auxerre. Alors qu'il était au plus bas, le second offrira au joueur un titre de champion de France, en 1996. Le premier, on l'a vu, vouera une confiance quasi instinctive à ce joueur au naturel posé et discipliné, le reconnaissant comme un des cadres de l'équipe de France.

Dans ce club *« si particulier »* qu'est l'OM, Laurent Blanc achève sa carrière tambour battant. *« Je veux vraiment jusqu'au bout être le plus professionnel possible »*, explique-t-il. Avec l'âge, il a cependant appris à dompter les passions excessives qui le fascinent. Il s'est trouvé une maison dans la campagne, près d'Aix-en-Provence, où règne ce calme qui lui correspond. Deux années, au mieux trois, et il s'y adonnera pleinement : *« Alors je pourrai partir à la pêche à la truite avec mes amis au fond de l'Ardèche ou de l'Aveyron. »*

B. H.

LeMonde Job: WMQ1205--0029-0 WAS LMQ1205-29 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 09:51 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0399 Lcp:700 CMYK

Quand le Sud loge au Nord

Un restaurant d'hôtel parisien et sa carte provençale

DANS LES VARIANTES de l'ennui de groupe, le dîner en solitaire pris à l'hôtel est un exercice qu'il est toujours préférable d'éviter. Mis dans l'obligation de parler sans s'exprimer, le sujet va progressivement s'enfoncer dans une attitude honteuse et contrariée, à moins qu'il n'adopte une mine satisfaite, ce qui va immédiatement le faire repérer par l'ensemble de la salle comme un dangereux provocateur. *« L'enfer, c'est les autres »,* nous y sommes. Aucune issue. Nous avons tous été un jour l'un de ces VRP de l'inutile, victime du public de l'Hôtel de la Gare ou du Grand Cerf, vagabond louche en agitation de pensées peu recommandables. Petite scénographie de la vie banale et courante, mais saisie ici dans un point fixe d'intimité et de danger surdoublés.

Cette interrogation que la société se pose sur le marginal vaut pour l'ensemble des théâtres d'opérations sur lesquels on le rencontre ; province rapiéceuse de ragots ou métropole aux vues larges. Restaurant d'un palace parisien. Après avoir feint, pendant vingt minutes, d'attendre Ava Gardner, à la déception générale, l'homme passe la commande. Voilà la cible. Comment va-t-il s'en sortir ? Mal, très mal. Trop bien placé dans sa loge, il va s'agiter sur un repas qui ne le concerne pas, peu aidé par un personnel rendu imperceptiblement désinvolte. Du plafond, une claie conventuelle est descendue, qui l'isole en pleine lumière. On ne voit que lui. Il est devenu insupportable. Café, alcool et cigare pour signer la déroute, et fuite. Mauvaise soirée.

Avenue Hoche, le Royal-Monceau. Grosse chose fleurie, du genre abri pour grand quartier général par temps de guerre ou nuits douillettes pour Texans myopes par temps de paix. Le coin guinguette y a pour enseigne le Royal's Bar ; dans *Playtime*, Tati appelait sa boîte de nuit le Royal Garden. On n'est pas loin. Si peu que la bulle futuriste, en réminiscence involontaire du film-fable de Jacques Tatischeff (1908-1982), a baptisé l'un de ses deux restaurants, Le Jardin. Hulot le Devin.

Les restaurants d'hôtel ont longtemps eu une mauvaise cote, jusqu'à ce que des chefs à l'esprit inventif et aux mains libres viennent y installer une nouvelle vocation gastronomique. Triomphe du genre, le Louis XV de l'Hôtel de Paris, à Monte-Carlo, qui, avec Alain Ducasse comme patron et seul maître à bord, emporte la décision, contraignant le Michelin à revenir sur ses a priori et à finir par le certifier trois étoiles. C'était dit : en écornant beaucoup des avoirs de sa caisse d'épargne, on pourrait désormais dormir confortable en même temps que manger à l'aise.

ÉCLABOUSSEMENTS SOLAIRES

Et justement, comme c'est curieux, la toque du Jardin se trouve être un ancien élève du professeur Ducasse et comme lui appliqué à promouvoir cette cuisine méditerranéenne trop facilement retenue prisonnière d'huile d'olive et de menaces de harengères marseillaises. Il y aurait mieux à faire et à défendre. Les nordistes se sont toujours posé des questions sur ces éclaboussements solaires, qui arrivaient le plus souvent flétris dans leurs assiettes ou rectifiés de procédés peu avouables. Comme si le Midi avait du mal à voyager et prenait un air chagrin une fois la Loire passée. Remarquons que le baeckoeffe n'a jamais eu une grande renommée du côté d'Aix-en-Provence ; alors pourquoi forcer l'ailloli à parler « pointu » ?

Mais nos Provençaux y tiennent. A Paris, c'est devenu une sorte de mode ; déjeunons dans l'azur, cigales et cigalons, mistral et lavande sur l'addition. Loin du rivage, sous son engin spatial du 8e arrondissement, Bruno Cirino fait ce qu'il peut dans une contrariété de latitudes où l'estragon et les herbes des garrigues ont du mal à retrouver leur souffle. Pour ne pas reparler de restaurant d'hôtel, il faut dire aussi que la clientèle qui fréquente l'endroit n'est pas des plus simples à ordonner.

Les cérémonies paraissent se dérouler en deux temps, sur deux rythmes. Un premier contingent d'habitués, ou d'ingénus, pékins absolument sortis du moule et maniant le hochet du luxe avec distinction et complaisance ; suivi d'une vague d'assaut de locataires à forfait, touristes débraillés et joyeux, déjà très au fait des coutumes locales et qui ramènent leur fraise incitant le personnel à prendre des allures moins guindées. L'onde de choc doit se propager vers les fourneaux, qui se mettent à trembler au son d'appétits plus fantaisistes.

CHARIVARI

Comment s'y retrouver dans le charivari ? Loup de mer de la pêche de Port-Vendres cuit très convenablement, queues d'écrevisses et spaghettis aux truffes tuées raides sous la chaleur inattentive. Sauvons une araignée de mer préparée au moment et nappée de haricots cocos blancs de Carros.Alors la Provence, alors l'hôtel, alors Paris ? Dangereux. De sa Riviera nourricière, Ducasse prendra soin de ne s'encombrer que du strict minimum quand il est venu jouer les gros bras dans la capitale. Il y a des idées et des recettes qui voyagent mal. Et des civilisations qui ne sont pas toujours faites pour s'entendre. Près de la Seine, c'est l'Aveyron, la Lozère, le Cantal, qui ont posé leurs griffes.

Jean-Pierre Quélin

★ Le Jardin, Hôtel Royal-Monceau, 37, avenue Hoche, 75008 Paris ; tél. : 01-42-99-98-70. Menus : 290-440 F, 44,21-67,07 €. Carte : 550 F, 83,84 €.

DESCLOZEAUX

Le fromage blanc

Cent vingt places assises, un ballet de limousines à l'entrée et un décor qui ressemble à celui d'une hacienda comme on les imaginait à Hollywood dans les années 40 : tel est « Daniel », le restaurant le plus en vue actuellement à New York. Et que sert-on dans ce temple gastronomique de la 65e Rue ? Du fromage blanc. L'un des desserts vedettes à la carte du Français Daniel Boulud n'est en effet rien d'autre qu'une simple crêpe au fromage blanc, accompagnée de rhubarbe sautée et d'une étonnante glace au riz au lait.

Pourquoi les Américains font-ils la fête à cette cuisine simple et inventive ? Sans doute parce qu'elle leur rappelle celle de leurs ancêtres. Le fromage blanc était au XVIIIe siècle d'un emploi si courant à New York que les colons, pour qui il remplaçait souvent la viande au cours du repas, l'avait surnommé *« white meat »*.

Basique, le fromage blanc l'est resté, que ce soit sur le nouveau ou l'ancien continent. *« Deux tiers des foyers français en consomment, c'est ce qu'on appelle entre nous un "fond de frigo" »,* raconte Isabelle Flouquet de chez Danone. Ce fromage non affiné et dont la fermentation est uniquement lactique se décline aujourd'hui sous deux formes : campagne ou battu. L'une n'est pas plus authentique que l'autre comme l'appellation de campagne tendrait à le faire croire.

Le premier, vendu dans une faisselle où il s'égoutte lentement, a gardé sa texture originelle. De gros grains brillants et onctueux du caillage que la revue *La Technique laitière* qualifie moins poétiquement de *« texture hétérogène morcellaire »*. Pour sa part, le fromage blanc battu (qui représente les trois quarts des ventes en France) a une consistance beaucoup plus veloutée. Pour y parvenir, le lait caillé est battu pendant environ deux heures et subit enfin ce que les laitiers appellent un *« égouttage actif »* pour lui faire perdre son sérum jusqu'à la dernière goutte.

Au goût, ce qui différencie le plus un fromage blanc d'un autre c'est son taux de matière grasse. Plus il est élevé – ce qui reste toutefois peu calorique – moins le fromage blanc sera acide. Pour obtenir un pot d'un kilo, deux litres de lait sont nécessaires. Un lait que l'on prendra entier pour obtenir un fromage blanc à 40 % et demi-écrémé pour faire du fromage blanc à 20 %.

Si le phytothérapeute Maurice Mességué recommandait il y a quelques années dans la presse l'usage de fromage blanc en couche épaisse pour apaiser les coups de soleil, ce n'est évidemment pas son premier emploi chez nos compatriotes. *« Qu'il soit de campagne ou battu, le fromage blanc est avant tout dégusté comme un dessert, en y ajoutant du sucre, du miel ou des morceaux de fruits,* raconte Arnaud de Belloy du groupe Nestlé. *Le fromage en faisselle qui est surconsommé dans le centre de la France,* ajoute-t-il, *est parfois mélangé avec une bonne cuillère de crème fraîche pour lui redonner un supplément d'onctuosité. »* Enfin ce fromage frais que l'on disait autrefois *« à la pie »* est la base d'une pléiade de desserts russes : pashka, vatrouchka, cymiki ou nalesniki. A goûter au moins une fois dans sa vie.

Guillaume Crouzet

★ Fromage blanc battu Jockey 40 %, 11,50 F (1,75 €) environ le kilo. Fromage blanc de campagneLa Laitière 40 %, 15 F (2,28 €) environ le kilo.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

PIERRE AU PALAIS-ROYAL

■ Est-il vraiment, comme le revendique Jean-Paul Arabian, son directeur, le seul restaurant parisien étoilé au Michelin qui serve un museau à la vinaigrette, d'ailleurs excellent ? L'un des rares, assurément, dont les quenelles de brochet gratinées à la Lyonnaise, reviennent souvent sur la carte. Et le seul aussi à nous offrir une petite fantaisie, la faluche grillée (petit pain rond des Flandres) aux oignons, tomates et lard fumé, savoureuse entrée en matière, avant le très goûteux parmentier de joues de bœuf et sa salade aux herbes. Cuisine du marché, la carte est à l'écoute de la météo : un rayon de soleil et voici la marinade de légumes croquants au caillé de brebis. Jean-Paul Arabian exploite brillamment la formule rodée au Cercle Ledoyen et, autour d'une entrecôte frites, d'un pied de cochon poêlé meunière – que l'on aimerait plus croustillant – ou d'un millefeuille à la vanille, rallie les suffrages des sages du Palais-Royal et ceux des abonnés du « Français ». A la carte, compter 230 F. (35,06 €), sans le vin.

★ 10, rue de Richelieu 75001 Paris, tél. : 01-42-96-09-17. Fermé samedi midi et dimanche.

LE QUINCY

■ Un genre que l'on croyait disparu, avec bibelots et nappes à carreaux. Le patron, c'est Bobosse, Franc-comtois et volubile, déguisé en maquignon, intarissable sur l'écrevisse, la grenouille ou la – délicieuse – caillette ardéchoise. Le chef, breton et expérimenté, exploite le répertoire berrichon (lapereau aux échalotes et vin blanc) ou provençal avec la même maestria : brandade de morue et pieds et paquets de Sisteron. Voici une heureuse anthologie de la bonne et parfois roborative cuisine des terroirs avec le saladier de museau de bœuf, la tarte aux poireaux, le cassoulet au confit d'oie ou la fameuse *« queue de bœuf de la Camille »*. A la carte, compter 300 F, 45,75 €.

★ 28, avenue Ledru-Rollin 75012 Paris, tél. : 01-46-28-46-76. Fermé samedi, dimanche et lundi.

LE MERISIER

■ Confortable maison, genre club anglais, service diligent pour une honnête cuisine non exempte d'audace, avec la polenta soufflée aux crevettes royales ou bien la rémoulade d'endives aux écrevisses. Puis sagement, la salade d'asperges ou le filet de bœuf à la ficelle, la souris d'agneau garnie de bonnes pommes de terre puisent dans le répertoire classique. Rien que du sérieux, comme ces poissons de qualité : bar rôti, turbot en tronçons, sandre à la fondue de poireaux, ou bien dos de rascasse rôti. Vins choisis, touraine mesland, ou bien chardonnay, vin blanc d'Ardèche, un peu chers toutefois. Menu à la carte, 228 F (34,76 €).

★ 28, rue Jean-Mermoz, 75008 Paris, tél. : 01-42-25-36-06. Fermé samedi et dimanche.

Jean-Claude Ribaut

GASTRONOMIE
Publicités

PARIS 5e
"Un des restos indiens les plus connus" (TELERAMA)
MAHARAJAH
72, bd Saint-Germain 5e
127 F - 169 F - Climat.
01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 6e
Kâmala - Inde
"La cuisine indienne"
Recom. Gault Millau, Gallimard, Petit Futé, France Soir, M. Pivot
13, rue Mr Le Prince
☎ 01 40 51 73 27
- M° Odéon -

PARIS 7e
LA TERRASSE
Face à l'École Militaire, qualité et tradition. au 1er étage son restaurant gastronomique.
Menu 180 F (vin et café compris).
Menu prestige à 215 F avec homard.
- Banc d'huitres -
2 pl. de l'École Militaire - ☎ 01.45.51.62.60

PARIS 12e
Les SAVEURS de PRINTEMPS
"une cuisine de goûts pour des gens de goût"
Exceptionnel menu des 4 cuisines régionales
Sichuan, Shangaï, Canton, Pékin à 150 F et Carte
23, avenue Docteur Arnold Netter
☎ 01.44.68.99.99 - Fermé Lundi

PARIS 12e
Face au port de la Bastille
LE MANGE TOUT
Cuisine traditionnelle
Spécialités Rouergue, Quercy, Aveyron.
Menu saveur 190 F (vin compris)
Menu du jour 99,50 F. Carte 129 F et 159 F
24, bd de la Bastille - Tél. 01.43.43.95.15
Le soir service sur réserv. après Spectacles

PARIS 6e
LA CATALOGNE
BISTROT & RESTAURANT
Maison de la Catalogne
VINS ET PRODUITS CATALANS
4-6-8, cour du Commerce St-André / 01.55.42.16.19
Au Bistrot Formules à 78 F et 85 F + tapas
Salon de thé après-midi. Ouvert 7j/7
au 1er et. Restaurant avec Menu-Carte à 180 F
poss. Banquets et Cocktails - Fermé Lundi.

PARIS 6e
Vagenende
Maison classée, fondée en 1904
Cuisine traditionnelle et du marché
Service continu TLJ de midi à 1h du matin
142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

PARIS 11e
LE JARDIN du CURÉ
Béni soit qui bien y mange !
"Cuisine du marché à l'excellent rapport qualité/prix". Menu 89 F et 129 F. Ferm. dim. soir
6 av. Parmentier 11e - 01 43 79 19 61
46 r. Jacques Hillairet 12e - 01 43 42 18 22

PARIS 5e
L'Atlas
Gastronomie Marocaine
Menu 98 F déjeuner et Carte
12, boulevard Saint-Germain
☎ 01.46.33.86.98 - F/lundi

PARIS 6e
Yugaraj
Spécialités Indiennes
"Yugaraj demeure, dans sa catégorie, l'un des plus sûrs représentants parisiens". GaultMillau 99 - 14/20
A midi le Delhi-Express 130 F
Carte environ 180 F à 190 F
14, rue Dauphine 01.43.26.44.91 - Fermé lundi midi

PARIS 7e
LES MINISTERES
Depuis 1919 un brin de Paris.
Menu 175 F apéritif et vin compris.
Servi même le Samedi et Dimanche.
30, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37
LE RESTAURANT DE LA BELLE EPOQUE

PARIS 14e
AU MOULIN VERT
À 5 minutes de la Porte de Versailles, cette accueillante chaumière propose un menu-carte exceptionnel à 185 F, kir maison, vin et café compris. Douze entrées (terrine de foie gras, ...), un grand choix de viandes et poissons (escalope de saumon aux morilles, ...) et le choix entre fromage ou dessert font de cette adresse un des meilleurs rapports qualité-prix de la capitale. Menu spécial anniversaire 185 F avec flûte de champagne. En semaine menu "express-midi" à 109 F.
Salle climatisée - Terrasse d'été.
Ouvert tous les jours - Métro ALÉSIA
34 bis, rue des Plantes - 01.45.39.31.31

Les Frères Blanc
RESTAURATEURS A PARIS
En mai Menu Tout Homard du Canada 228 F* 34,76 €
"Pour se mettre en bouche"
Bavaroise de homard à l'estragon
pain Poîlane toasté
"Entrée"
Printanière de pinces de homard
pointes d'asperges et petits légumes verts croquants
"Plat"
Dos de homard rôti en coque au Whisky
riz sauvage aux champignons d'Acadie pommes "Trappeur"
"Dessert"
Feuille du Canada croustillante
crème légère et fruits rouges, glace d'érable parfumée au gingembre
*Prix service compris 15% sur H.T. hors boissons.
CHARLOT 12, place de Clichy - 01 53 20 48 00
LA LORRAINE 2, place des Ternes - 01 42 27 80 04
LA FERMETTE MARBEUF 5, rue Marbeuf - 01 53 23 08 00
AU PIED DE COCHON 6, rue Coquillière - 01 40 13 77 00
LA MAISON D'ALSACE 39, Champs-Elysées - 01 53 93 97 00
LE PROCOPE 13, rue de l'Ancienne Comédie - 01 40 46 79 00
GRAND CAFE CAPUCINES 4, bd des Capucines - 01 43 12 19 00

Retrouvez chaque semaine la rubrique "GASTRONOMIE", renseignements : ☎ 01.42.17.39.40 - Fax : 01.42.17.39.25

LeMonde Job: WMQ1205--0030-0 WAS LMQ1205-30 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:43 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0400 Lcp:700 CMYK

Eclaircies au Nord, chaleur au Sud

MERCREDI, un front ondulant, donnant des pluies généralement faibles, glisse dans un flux d'ouest sur une partie centrale de la France, approximativement de la Gironde à la Franche-Comté. Au Nord-Ouest, les éclaircies sont de retour. Dans le Sud, le soleil d'autan devient plus présent quand on se rapproche de la Méditerranée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.– La matinée sera encore très nuageuse, avec de rares trouées. Les éclaircies seront plus généreuses l'après-midi. On ne dépassera pas 16 à 18 degrés.

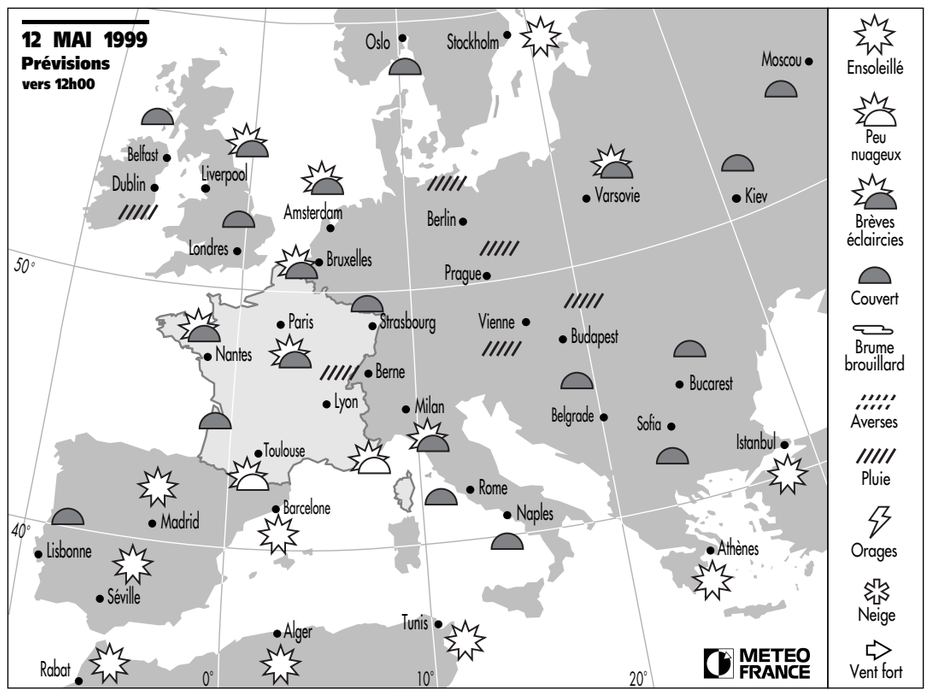
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.– Les nuages se déchirent par endroits et le soleil refait quelques apparitions, plus belles l'après-midi que le matin. On atteindra 15 à 19 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.– De la Bourgogne à la Franche-Comté, la pluie, soutenue sur le relief et faible en plaine, sera encore au menu. Plus au nord, après le départ des pluies, la tendance est à l'amélioration avec le retour timide du soleil. Il fera 17 à 19 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.– Les régions les plus au sud seront épargnées par les pluies, mais le soleil laissera parfois la place aux nuages. Plus au nord, la grisaille s'accompagne de pluies faibles. Il fera de 18 à 24 degrés du nord au sud.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.– La grisaille, avec de petites pluies éparses, persiste au nord. Plus au sud, malgré les nuages qui s'épaississent par le nord, le soleil, souvent voilé, n'est pas absent. Il fera 18 à 21 sous la grisaille, et 22 à 27 degrés au sud.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.– Les brouillards se dissiperont rapidement pour laisser la place à un soleil qui se voilera par le nord en journée. En Corse, le ciel reste bleu. Prévoir 23 à 28 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **MADAGASCAR.** L'épidémie de choléra qui sévit dans l'île pour la première fois pourrait compromettre sérieusement la haute saison touristique qui débute au mois de juin. La maladie, qui a frappé le Nord-Ouest, s'est propagée jusqu'à la capitale, Antananarivo. Le Quai d'Orsay invite les visiteurs étrangers *« à redoubler de vigilance en matière d'hygiène individuelle et alimentaire, principalement dans la zone touchée, et à se conformer strictement aux consignes des autorités sanitaires du pays »*. Les Français représentent la moitié des étrangers qui visitent l'île.

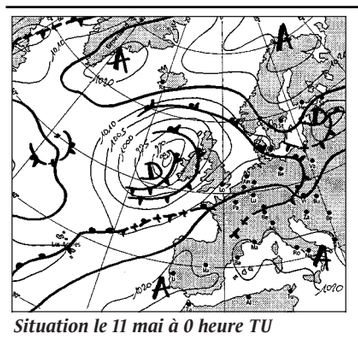
■ **ÉTATS-UNIS.** Les sites de réservations en ligne sont en plein développement aux Etats-Unis, où, par exemple, Priceline.com vend chaque jour quelque six mille billets d'avion et environ un millier de chambres d'hôtel. Globalement, selon des statistiques, un billet d'avion serait vendu de cette façon toutes les quinze secondes.

PRÉVISIONS POUR LE 12 MAI 1999

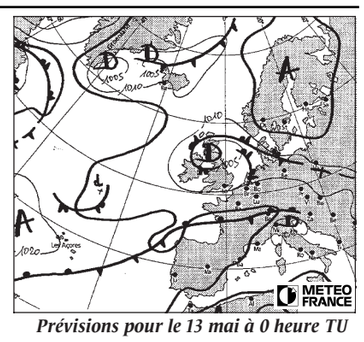
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole								PAPEETE	24/30	S	KIEV	4/14	C	VENISE	15/23	N
AJACCIO	13/22	S	NANCY	11/19	P			POINTE-A-PIT.	23/30	P	LISBONNE	15/23	C	VIENNE	14/16	P
BIARRITZ	14/24	N	NANTES	11/18	N			ST-DENIS-RÉ.	21/27	S	LIVERPOOL	10/15	N	**AMÉRIQUES**		
BORDEAUX	15/22	C	NICE	17/20	S			**EUROPE**			LONDRES	10/17	C	BRASILIA	17/27	N
BOURGES	12/18	P	PARIS	12/18	N			AMSTERDAM	12/15	N	LUXEMBOURG	10/15	C	BUENOS AIR.	8/17	S
BREST	10/15	N	PAU	14/23	S			ATHENES	17/25	S	MADRID	16/30	S	CARACAS	24/28	P
CAEN	12/15	N	PERPIGNAN	13/25	S			BARCELONE	16/23	S	MILAN	14/26	N	CHICAGO	14/20	P
CHERBOURG	10/16	N	RENNES	10/17	N			BELFAST	9/13	C	MOSCOU	0/7	C	LIMA	16/22	N
CLERMONT-F.	13/23	P	ST-ETIENNE	13/22	C			BELGRADE	13/23	C	MUNICH	10/16	P	LOS ANGELES	18/24	S
DIJON	12/21	C	STRASBOURG	10/20	C			BERLIN	11/15	P	NAPLES	13/23	C	MEXICO	13/23	P
GRENOBLE	14/25	C	TOULOUSE	14/22	S			BERNE	12/18	P	OSLO	-2/11	C	MONTREAL	3/15	S
LILLE	11/16	N	TOURS	12/18	N			BRUXELLES	12/15	N	PALMA DE M.	15/26	N	NEW YORK	11/18	N
LIMOGES	13/18	C	**FRANCE outre-mer**					BUCAREST	11/24	C	PRAGUE	9/16	P	SAN FRANCIS.	11/18	S
LYON	15/23	P	CAYENNE	24/28	P			BUDAPEST	13/16	P	ROME	10/21	C	SANTIAGO/CHI	5/24	C
MARSEILLE	14/23	S	FORT-DE-FR.	23/31	N			COPENHAGUE	4/9	C	SEVILLE	20/36	S	TORONTO	8/18	S
			NOUMEA	23/27	C			DUBLIN	9/14	P	SOFIA	11/23	C	WASHINGTON	12/26	S
								FRANCFORT	12/17	C	ST-PETERSB.	-2/6	S	**AFRIQUE**		
								GENEVE	16/23	P	STOCKHOLM	-2/7	S	ALGER	15/28	S
								HELSINKI	-2/7	S	TENERIFE	13/19	C	DAKAR	18/22	N
								ISTANBUL	13/24	S	VARSOVIE	6/15	N	KINSHASA	22/29	P

LE CAIRE	17/28	S
MARRAKECH	22/30	S
NAIROBI	15/23	N
PRETORIA	9/22	S
RABAT	17/28	S
TUNIS	19/32	S
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	25/30	P
BOMBAY	25/32	S
DJAKARTA	26/30	C
DUBAI	27/36	S
HANOI	22/30	C
HONGKONG	20/25	C
JERUSALEM	17/24	S
NEW DEHLI	28/36	N
PEKIN	19/31	S
SEOUL	15/24	S
SINGAPOUR	26/31	C
SYDNEY	14/21	S
TOKYO	17/23	C



Situation le 11 mai à 0 heure TU



Prévisions pour le 13 mai à 0 heure TU

PRATIQUE

Louer une camionnette pour un déménagement ou un transport

POUR UN DÉMÉNAGEMENT de proximité, ou de faible volume (quelques meubles à transporter dans sa résidence secondaire), la meilleure solution consiste à convier des amis pour assurer la manutention et à louer une camionnette. Avant de se décider pour un véhicule et une formule (forfait avec kilométrage inclus, ou véhicule seul plus facturation au kilomètre), il faut d'abord évaluer correctement le volume du fret, qui peut aller de 3 m³ à 23 m³.

C'est lui qui conditionnera la taille du véhicule, en fonction du nombre d'allers-retours possibles. Pour les longues distances, certains loueurs proposent un « aller simple » (ou *« one way »*), qui permet la restitution du véhicule dans une autre ville. Il faut enfin penser à la maniabilité et à l'encombrement de la camionnette si l'on doit charger ou décharger dans une rue étroite.

La période choisie a aussi son importance, tant pour la facilité de circulation que pour le prix : les week-ends de fin de mois sont très demandés, la location est plus chère et il sera prudent de réserver. Enfin, si l'on doit déménager en fin de semaine, il faut être attentif à la période couverte par l'appellation « week-end », variable selon les loueurs. Ainsi, chez Sixt, le week-end va du vendredi 17 heures au lundi 9 heures, alors que, chez Avis, il peut commencer le jeudi midi et se terminer le mardi midi.

Enfin, les rapides et les noctambules pourront opter pour une location à la demi-journée ou la nuit. Attention, là aussi, au nombre de kilomètres inclus (230 F avec 100 kilomètres chez Europcar, 369 F avec 50 kilomètres seulement chez Ada) et au prix du kilomètre supplémentaire, qui peut aller de 1,15 F (Ada, Europcar) à 1,50 F (Budget).

TROIS TYPES D'ASSURANCES

Il faut aussi vérifier les assurances incluses dans le prix de la location, ou à prendre en supplément. Trois assurances sont proposées : la CDW (Collision Damage Waiverable), qui permet de réduire la responsabilité financière en cas d'accident ; la TPC (Theft, Protection Coverage), qui fait de même en cas de vol ; et la PAI (Protection additionnelle de l'individu), qui assure individuellement le conducteur et les passagers.

Toutes ces assurances comportent une franchise non rachetable qui peut aller de 2 000 F à 6 000 F (304 € à 914 €) selon le type de véhicule. Trois sociétés (Ada, Avis, Hertz) doublent la franchise en cas de vol, ou pour certaines formules (location à la journée + kilomètres chez Ada). Il est possible de supprimer partiellement la franchise en optant pour une assurance supplémentaire, la « super CDW » ou la « super PAI ». Enfin, les possesseurs de certaines cartes bancaires (Visa Premier, American Express) bénéficient automatiquement d'une assurance lorsqu'ils paient avec leur carte.

Aucune assurance ne couvrira un conducteur non déclaré : il faut donc signaler toutes les personnes amenées à piloter le véhicule. Enfin, le haut d'un camion n'est jamais assuré ; on aura intérêt à vérifer la hauteur des ponts avant de s'engager sous ceux-ci.

COMMENT PAYER

La plupart des loueurs exigent un règlement par carte bancaire. Lorsqu'ils acceptent les chèques ou les espèces, ils encaissent immédiatement la caution : 2 500 F (304 €) chez Hertz, 3 000 F (457 €), plus le montant estimé de la location chez Europcar, 6 000 F (914 €) chez Ada. Avis est le seul loueur à ne pas demander de caution, mais il n'accepte que les règlements par carte bancaire.

On peut obtenir une réduction, tant sur la caution que sur le prix de la location, qui peut être réduit de 5 % à 35 %, si l'on est salarié d'une entreprise qui a un contrat commercial avec un loueur, ou si l'on est adhérent d'une association partenaire d'une société de location : se renseigner auprès de la direction, ou du comité d'entreprise. Ada est partenaire de la Camif, Europcar de la BNP, de la Banque populaire et d'associations sportives. Chez Budget, les réductions sont consenties en semaine uniquement. Enfin, on bénéficie de réductions si l'on possède une carte de crédit ou de fidélité chez Avis, Budget, Hertz et Sixt.

Il est également possible de réaliser des économies en profitant des promotions : chez Europcar, on peut louer du lundi matin au vendredi après-midi, en ne payant que trois jours, ou bénéficier de 100 kilomètres supplémentaires pour toute réservation enregistrée dix jours à l'avance. Il ne reste plus qu'à comparer les prix des différentes formules proposées par les loueurs, en tenant compte de ces divers éléments. Pour quelqu'un qui acquitterait le prix public, un forfait d'un jour en semaine, avec 100 kilomètres, assurances comprises, pour une camionnette de 9 m³ (type Renault-Master ou Fiat-Ducato), peut aller de 392 F (59,75 €) chez Avis (qui propose généreusement 250 kilomètres) à 685 F (104 €) chez Kiloutou. Un samedi, les prix iront de 523 F (79 €) chez Sixt, à 802 F (122 €) chez Avis ! Quant au Paris-Marseille « aller simple », il va de 4 442 F (677 €) à plus de 5 000 F (762 €).

Michaëla Bobasch

Utiliser un 9 m³ assurances comprises

● **Ada.** Une journée avec 100 km inclus : 489 F (74,5 €) en semaine et 599 F (91 €) le week-end. Avec 500 km : 859 F (131 €) ; avec 1 000 km : 1 718 F (261 €). Nuit ou demi-journée en semaine, avec 50 km : 369 F (56,25 €). Autre formule : 379 F (57,77 €) par jour + 1,60 F le kilomètre.

● **Avis.** Un jour avec 250 km : 392 F (59,75 €). Le samedi : 802 F (122,25 €). Le week-end : 1 271 F (193,75 €).

● **Budget.** Un jour avec 100 km : 449 F (68,44 €). Le week-end : 589 F (89,78 €). Avec 250 km : 639 F et 739 F (97,40 € et 112,65 €). Avec 500 km : 1 029 F (157 €). Nuit ou demi-journée en semaine avec 50 km : 294 F (45 €).

● **Europcar.** Un jour avec 100 km : 460 F (70 €) en semaine et 600 F (92 €) le week-end. Avec 300 km : 630 F et 773 F (96 € et 118 €). Avec kilométrage illimité : 1 093 F et 1 348 F (166 € et 205 €). Nuit ou demi-journée avec 100 km : 230 F (35,06 €).

● **Hertz.** Un jour avec 100 km : de 429 F à 489 F (65 € à 74 €) en semaine en province, et de 569 F à 659 F (87 € à 100 €) le samedi à Paris. Un jour avec 500 km en semaine : de 775 F à 889 F (de 118 F à 135 €) ; le samedi : de 1 030 F à 1 119 F (de 157 € à 170 €).

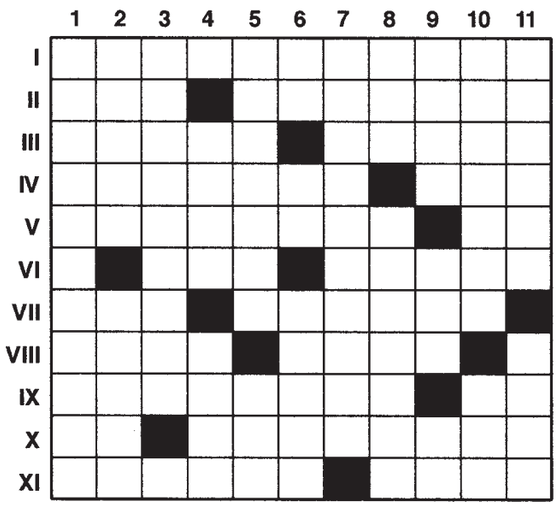
● **Kiloutou.** Un jour en semaine avec 100 km : 685 F (104 €) ; le samedi : 855 F (130 €). Avec 800 km : 1 395 F (212 €). Autre formule en semaine seulement : 349 F pour le véhicule (53 €) + 1,80 F le kilomètre.

● **Sixt.** Un jour avec 100 km : 523 F (80 €).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99111

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Valeur ajoutée. – II. Entrée en force, même si ce n'est qu'une proposition. Complètement truqué. – III. Comme un régime qui fait monter les cours. Lieux de combats. – IV. Renforce les bordures. Attrapés. – V. Attaquent les bordures. Saint régional. – VI. Sauvé des eaux, il sombra dans le vin. Prisent pour être bien. – VII. Ensemble. Mouvements aériens. – VIII. Chant populaire en Allemagne. Va bientôt laisser sa place à l'euro. – IX. Porte-drapeau. Eclaire les pyramides. – X. Note. Secondes peaux. – XI. Impressionnée dès que l'on ouvre l'œil. Protège le pied.

VERTICALEMENT

1. Son aide ne sera jamais financière. – 2. Euphorisant. Passée à l'huile. – 3. Plus que regrettables. – 4. Du continent noir. Crée la division. – 5. Liés par la nécessité. Particule. – 6. Tirer par un bout. Article. A absolument besoin d'eau pour vivre. – 7. Sa poussée fait explosion. – 8. Personnel. Préparent la « une ». – 9. Enregistré au départ. Trois points. Négation. – 10. Eléphants, chevaux et autres camélidés. Sol désertique. – 11. Régla ses comptes avec Héraclès. Bon départ.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99110

HORIZONTALEMENT

I. Upérisation. – II. Sonatine. Ni. – III. Usure. Onega. – IV. Remembrer. – V. Pues. Amures. – VI. Asr. Charade. – VII. Team. Ul (lu). Ti. – VIII. Tact. Buté. – IX. Irisé. Armes. – X. CIO. Paru. Es. – XI. Eonisme. Osé.

VERTICALEMENT

1. Usurpatrice. – 2. Poseuse. Rio. – 3. Enumération. – 4. Rares. Mas. – 5. Item. Ceps. – 6. Si. Bahut. Am. – 7. Anormal. Are. – 8. Teneur. Bru. – 9. Erratum. – 10. ONG. Editées. – 11. Niaise. Esse.

SCRABBLE ® PROBLÈME N° 121

A la recherche du troisième mot

1. Tirage : A E P R T U V

a) Trouvez et placez 2 mots de sept lettres.

b) Avec ce même tirage, trouvez 4 mots de huit lettres en le complétant avec 4 lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots placés sur la grille.

N. B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

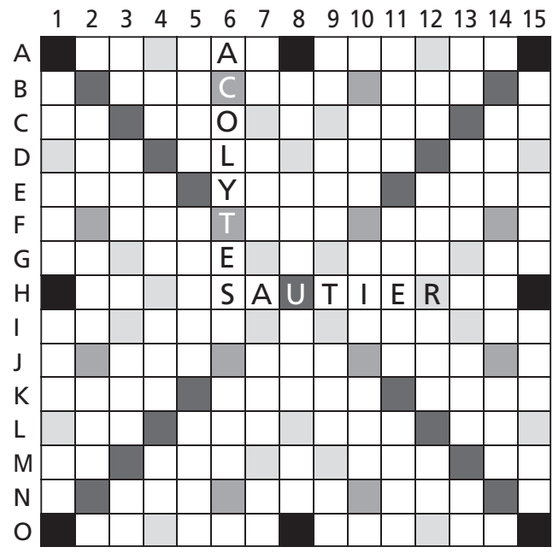
2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.

c) E E F I L N O. Trouvez 2 sept-lettres. C I I O R T V. En utilisant une lettre du tirage précédent, trouvez un huit-lettres.

Solution dans *Le Monde* du 19 mai.

Solutions du problème paru dans *Le Monde* du 5 mai

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.



a) MARONNE, I 3, 79, *vi, maugrée,* en collante sous CODEINE.

b) RAMONENT, B 4, 65 – MONNAYER, D 6, 88 – MARMONNE, E 8, 60 – MERLONNA, *fortifia (un dépôt d'explosifs)*, G 8, 69, en semi-collante au-dessus de CODEINE – MAÇONNER, 4 F, 72 – NORMANDE, 6 B, 64, ou l'anagramme MONANDRE, *qui n'a qu'une étamine* – NOMINERA, 8 E, 60.

c) SAUTIER, fonctionnaire genevois, AURISTE, RESITUA, SITUERA, SUERAIT, TUERAIS et USERAIT.

Michel Charlemagne

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

LeMonde Job: WMQ1205--0031-0 WAS LMQ1205-31 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 09:51 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0401 Lcp:700 CMYK

BRÉSIL La Cité de la musique de La Villette, à Paris, a donné carte blanche pour trois jours au chanteur brésilien Caetano Veloso, les 14, 15 et 16 mai. Ses invités sont Lenine, autre chanteur originaire de Recife, capitale de l'Etat de Pernambouc, et le poète Augusto de Campos. Caetano Veloso, bahianais, explique ainsi son premier choix : *« Le nouveau pôle culturel au Brésil est Pernambouc. »* Le chanteur a prévu *« un récital spécial »* qui mêlera des classiques de son répertoire et hommages à la France. ● EN PLUS de vingt ans de carrière, son nom est lié aux mouvements « de rupture », l'anthropophagisme, le tropicalisme et le panaméricanisme. ● AUGUSTO DE CAMPOS, figure de la poésie concrète, estime que Caetano Veloso *« a trouvé dans la musique une façon de montrer les constructions verbales »*.

Les constructions poétiques de Caetano Veloso, l'homme du Nordeste

Hôte de la Cité de la musique de La Villette, à Paris, durant trois jours, l'artiste originaire de l'Etat de Bahia offrira avec ses invités un panorama des sonorités âpres et vibrantes de sa région

RECIFE
de notre envoyée spéciale

« Pernambouc est un mot de dix lettres, dont aucune ne se répète », dit Lenine, l'un des deux invités – avec le poète Augusto de Campos – de Caetano Veloso à la Cité de la musique. Lenine, chanteur, est né à Recife, capitale de l'Etat de Pernambouc, long rectangle incrusté dans le désertique *sertao*, où fleuves et bras de mer ont valu à la ville le surnom de « Venise du Nordeste ». Ainsi Pernambouc a fait sa cuisine, mariant l'odeur de canne à sucre venue des plantations côtières aux échos abrupts des vachers et des bandits vêtus de cuir.

Les voix des *favelados*, pauvres échoués dans les *mangues* (marécages) et nourris de crabes noirs et vaseux, se sont mêlées à celles des *coroneis*, maîtres d'immenses latifundias parsemées de cactus et de troupeaux de zébus. Rendu mythique par le *cinema novo* et suggéré aujourd'hui par le film *Central do Brasil*, de Walter Salles, ce Nordeste bouge.

Caetano Veloso, né en 1942 dans l'Etat nordestin de Bahia, a choisi d'inviter un Recifense, car, explique-t-il, *« le nouveau pôle culturel au Brésil est Pernambouc »*. Recife, centre marchand de la première *capitania* (comptoir) portugaise du Brésil, fondée en 1535 par le progressiste Duarte Coelho, a conservé plus qu'ailleurs les traditions de la péninsule Ibérique. En s'enfonçant dans le *sertao*, les hommes de la colonisation ont protégé l'héritage de l'Europe médiévale. *Romanceros* populaires et joutes poétiques y ont gardé des formes anciennes, tandis que le drame des *cavalhadas*, batailles à cheval entre Maures et chrétiens, se rejoue chaque année depuis quatre siècles. Dans les années 60, le mouvement artistique Armorial, suscité par l'écrivain Ariano Suassuna, a cherché à retrouver ces aspects chevaleresques. Régionaliste, admirateur d'Alexandre Dumas, de Cervantès autant que de la littérature populaire (les *folhetos de cordel*), l'académicien brésilien combattait l'hégémonie du sud plus riche et l'américanisation de la culture.

Si leurs noms sont profondément attachés au Pelourinho, cœur historique et noir de Salvador, Caetano Veloso et sa sœur Maria Bethânia sont nés hors les murs. Originaires de Santo-Amaro-da-Purificaçao, ville nichée au fond du Reconcâvo bahianais, entrelacs de bras de mer, de plantations de café et de cacao, ils sont aussi les héritiers de ce Nordeste de l'intérieur, torride et messianique.

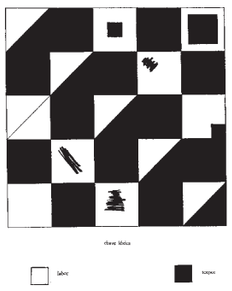
PERNAMBOUC L'INDIGÈNE

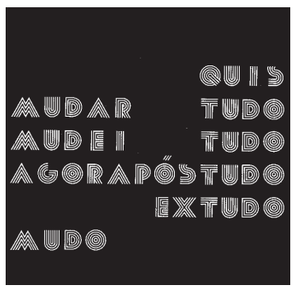
En 1968, ces enfants d'un Brésil à la nature paradisiaque ont déclenché le séisme du tropicalisme, conté par Caetano Veloso dans *Verdade Tropical*, une somme de plus de 500 pages écrite en 1997. *« Bahia, pour le moment, a tout donné »*, ajoute Caetano Veloso : le tropicalisme, les rythmes yorubas, la capoeira, la samba-reggae, et plus récemment l'*axé music*, née sur les *trio-electricos* (des chars de carnaval munis d'une énorme sono) et qui a submergé le marché brésilien jusqu'au dégoût. Trop d'*axé* a tué l'*axé*. Bahia, aussi chauvine et pittoresque que Marseille pour la France, s'est provisoirement renfermée.

Laissant à Salvador-de-Bahia la charge de perpétuer dans sa conformité les lignées ancestrales africaines, essentiellement fon et ioruba, Pernambouc avait, pendant ce temps, cultivé son côté indigène. Pendant le carnaval, les *caboclinhos*, groupes déguisés en Indiens, avec arcs et flèches, plumes et colliers en dents d'animaux, défilent dans les rues étroites d'Olinda, la ville historique accrochée sur une colline à quelques kilomètres de la tourbillonnante Recife – 3 millions d'habitants, des bidonvilles sur pilotis, un front de mer chic, des quartiers défoncés, des gratte-ciel high tech.

C'est sur la route du bord de mer, qui mène vers les églises et les couvents baroques d'Olinda, que Chico Science, jeune musicien précurseur d'une nouvelle vague artistique alors dénommée le *mangue-beat*, a trouvé la mort dans un accident de voiture, à vingt-sept ans, la veille du carnaval de 1996. Venu à plusieurs reprises en France, notamment aux Transmusicales de Rennes, Chico Science avait réveillé Recife d'une torpeur où elle était tombée sans doute par provincialisme.

BUBBY COSTA





AUGUSTO DE CAMPOS

Caetano Veloso (photo) a invité à Paris Augusto de Campos, poète concret. Le mouvement est né sous l'impulsion de Haroldo de Campos et Decio Pignatari. Ci-contre : « Labor-torpor », de Ronaldo Azeredo (1964), et « Pos-tudo », d'Augusto de Campos (1985), extraits du livre « A Margem da margem », d'Augusto de Campos.

LES DISCIPLES DE CHICO SCIENCE

Sous l'impulsion d'un maire actif, Jarbas Vasconcelos, élu à plusieurs reprises meilleur maire du Brésil et aujourd'hui gouverneur désargenté d'un Etat au bord de la faillite, la restauration du quartier du port a redonné aux Recifense le goût de la culture : galeries, bars, restaurants, bals publics, cinémas en plein air se sont installés dans les entrepôts anciens, les maisons de maître.

Pernambouc, jusqu'alors en attente, s'est branché sur le monde. Tandis que Bahia dansait, ses jeunes musiciens ont fait leur révolution technologique et ont profité de ce temps suspendu pour s'approprier la vague électronique sans renoncer au tambourin ni à la *viola* des chanteurs aveugles itinérants. Du *côco*, danse très heurtée d'origine afro-indigène, Chico Science avait fait le *côco-dub*, avec beaucoup d'électronique et de guitare rock et un débit poétique hérité des *repentistas*, ces poètes-reporters qui improvisent des vers dans les bars ou les rues en s'accompagnant à la guitare à douze cordes, dans la plus pure tradition occitane – les Fabulous Trobadors, de Toulouse, en sont les cousins.

Chico Science avait fait de même avec le *maracatu* nègre, rendez-vous hebdomadaire immanquable à Olinda, sous l'effet du *revival* actuel mené par la jeunesse estudiantine. Avec ses guitares distordues et ses machines à échantillonner, le trublion de l'assoupissement nordestin a aussi bousculé la *ciranda* des pêcheurs ou le *frevo*, la musique jouée par des harmonies carnavalesques. Chico Science est mort, mais il a ses disciples : son groupe, Naçao Zumbi (du nom du premier esclave fugitif), Mundo Livro SA, plus rock, Arakatuba, tous restés à Recife.

D'autres se sont établis au sud : Mestre Ambrosio, où brille un jeune joueur de rebeca (le violon), Otto, dernière coqueluche brésilienne. *« Recife*, explique Lenine, qui appartient à la génération intermédiaire, entre Caetano Veloso et Chico Science, *est une ville de liaisons – des dizaines de ponts – et d'isolement – les îles. La culture à Recife a toujours été perçue comme un moyen d'en finir avec les îles. »* Ce fils d'un militant communiste éminent de l'Etat voisin de la Paraïba – *« Je m'appelle Lenine, mon frère Renan. Pour les filles, mon père a laissé la responsabilité des prénoms à ma mère. Nous avons donc des saintes : Maria Teresa et Maria das Graças » –, « expatrié heureux à Rio de Janeiro »*, vient, dit-il, du rock progressif. *« J'ai été élevé à Recife et, enfant, j'ai écouté Genesis et les Bandes de fifres du marché de Caruaru, puis l'underground urbain du sud, Arrigô Barnabé, Itamar Assumpçao... »*

Son dernier album s'intitule *O dia em que faremos contato* (*Le jour où nous entrerons en contact*). S'y mêlent les bruits d'un envoi d'e-mail, la narrative d'une enfant démunie (avec le laconique accent nordestin), des tambourins de crieurs de rue. Les lignes de basse techno sont calquées sur les rythmes *caboclos*, proches dérivés des danses qui présidèrent à la fête indigène donnée en 1550 à Rouen, devant Catherine de Médicis, par des marins français *« dévêtus à la manière indienne »* et par *« cinquante naturelz sauvages freschement apportez »* de Pernambouc.

V. Mo.

Morceaux de choix

Pour son récital parisien, Caetano Veloso, qui vient de terminer la bande sonore du nouveau film de Carlos Diégues, *Orfeu,* a conçu *« un répertoire spécial, pensé pour l'événement »,* dit-il, parsemé de chansons-clés : le très nordestin *O Ciume,* l'hymne velouté *Coraçao Vagabundo,* le festif *Trilhos urbanos, Fina Estampa* sans doute, et *Estrangeiro, « qui fait référence à Gauguin découvrant la baie de Guanabara à Rio »,* qu'il prévoit d'interpréter avec le poète Augusto Campos.

Mais, au Paris de ses amours cinéphiles et philosophiques, Caetano Veloso offrira aussi *C'est mon île,* chanson d'Henri Salvador, un artiste très admiré au Brésil où il avait suivi pendant la seconde guerre mondiale l'orchestre de Ray Ventura. Pour le côté crooner (et *« pour Godard »*), ce sera *Tu t'laisses aller,* de Charles Aznavour, et un tango, *Mano a Mano, « tant le tango fut fort à Paris ».*

TROIS QUESTIONS À...

AUGUSTO DE CAMPOS

1 Poète, vous appartenez au mouvement du concrétisme brésilien. Ces formes érudites de littérature ont-elles des points communs avec les chansons de Caetano Veloso ?

La poésie concrète, née au Brésil dans les années 50, avait notamment pour but de mettre en valeur la matérialité de la poésie. Elle doit beaucoup au *Coup de dés* de Mallarmé, aux *Calligrammes* d'Apollinaire, à l'*Ulysse* de Joyce... Caetano Veloso, comme les artistes du modernisme brésilien, n'a jamais suivi de chemins conformistes. C'est un chanteur populaire, mais il a écrit des chansons où les mots sont répétés, où la syntaxe est bousculée, et ce depuis *Araça Azul*. Dans son dernier album, il y a un *Rap pop concreto*, basé sur le mot *creto*, qui pourrait être signé par n'importe quel poète concret. Il a trouvé dans la musique une façon de montrer les constructions verbales, comme nous essayons de profiter de l'aire digitale pour aller au-delà des formes classiques du vers.

2 Avez-vous déjà travaillé avec Caetano Veloso ?

C'est une première. Il m'a invité à présenter à Paris des extraits d'un spectacle, *Poesia e risco*, monté à l'Université de Sao Paulo avec le musicien Cid Campos, mon fils, et l'artiste multimedia Walter Silveira pour les images. Ce sont des sortes de poèmes-clips, de bandes sonores – le *Verbivocovisual* défendu par James Joyce. Cela dit, Caetano Veloso a déjà enregistré trois fois *O Pulsar*, l'un de mes poèmes, chanté sur trois notes.

3 Comment l'avez-vous rencontré ?

En 1968, j'étais critique littéraire à l'*Estado de Sao Paulo*, au *Correo da Manha*. Caetano et les tropicalistes étaient alors très attaqués. Je l'ai défendu. Les chanteurs tropicalistes et les artistes du concrétisme viennent d'un même tronc, l'anthropophagisme d'Oswald de Andrade. Les premiers ont cultivé le côté dionysiaque, les seconds le versant apollinien de cette doctrine. Mon dernier recueil de poésie s'appelle *Def Poesia* – dans le sens d'anti-poésie.

Propos recueillis par Véronique Mortaigne

Concerts et disques

● **Concerts.** Carte blanche à Caetano Veloso à la Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 20 heures, les 14 et 15 ; 16 h 30, le 16. Tél. : 01-44-84-44-84. 120 F.

● **Discographie**.
Caetano Veloso : *Estrangeiro*, *Estampa Fina*, *Livro* et *Prenda Minha* (en public), chez Mercury/Verve.
Lenine : *O dia em que faremos contato*, 1 CD Globe Music/Sony.
Nouvelles musiques de Pernambouc : Chico Science, *Afrociberdelia*, 1 CD Sony. Otto : *Samba pra burro*, 1 CD Trama/import.
Les New-Yorkais : Vinicius Cantuaria, *Tucuma*, 1 CD Verve, DJ Soul Slinger, *Upload : A Continuous Mix*, 1 CD Jungle Sky/Import. Arto Lindsay, *Mundo civilizado*, 1 CD Verve.
Compilation : *Brasil 2 mil*, *The Soul of Bass-o-nova* (Bebel Gilberto, Arakatuba, Fernanda Abreu, etc.), 1 CD Crammed Disc.

La rupture en trois mouvements

CAETANO VELOSO, cinquante-six ans, est considéré au Brésil comme un *« senhor »*, un monsieur, toujours provocant, parfois agaçant, mais jamais en panne d'idées. En plus de vingt ans de carrière, il s'est lié aux mouvements *« de rupture »*.

● **L'anthropophagisme**

En 1928, paraît le *Manifeste anthropophage,* rédigé par Oswald de Andrade, écrivain provocateur lié au modernisme brésilien, mouvement opposé à *« toutes les catéchèses »*. Ce fils de riche sillonnait les rues de Sao Paulo, alors capitale mondiale du café, au volant d'une Cadillac verte. D'Europe, il avait apporté le futurisme, dont il s'éloignera ensuite. En 1928, le peintre Tarsila do Amaral, compagne de l'écrivain, termine *Abaporu*, une toile d'inspiration surréaliste (une main, une jambe, un cactus, un soleil stylisé) : c'est en la contemplant que le groupe anthropophage rédige un manifeste dont la devise est : *« Tupy or not Tupy, that is the question »* (les Tupis sont une tribu indigène). Les anthropophages, un temps marxistes, préconisaient la « dévoration » de toutes les formes artistiques extra-brésiliennes, comme moyen mythique et rituel de retrouver l'essence du pays du bois de braise (*pau brasil*) – un paradis sauvage.

« Avant que les Portugais ne découvrent le Brésil, le Brésil avait déjà inventé le bonheur », dit encore le *Manifeste*, ajoutant : *« Mais nous n'avons jamais admis la naissance de la logique entre nous. »* Selon l'essayiste Benedito Nunes, ce cannibalisme culturel, *« métaphore d'une violence extrême »*, transforme *« le tabou en totem »*. Mario de Andrade, autre membre du cercle anthropophage, romancier et musicologue, écrira *Macunaïma*, chef-d'œuvre du genre.

● **Le tropicalisme**

Lancé à Rio par les cinéastes Glauber Rocha et Carlos Diegues, par Nelson Motta, critique du journal *Ultima Hora*, Hélio Oiticica, auteur de *Tropicalia*, un tableau peint en hommage au métissage brésilien, le tropicalisme trouve très vite son relais chez d'effervescents musiciens bahianais : en 1967, Caetano Veloso fait scandale avec *Alegria Alegria* et Gilberto Gil avec *Domingo no Parque*. Ils ont les cheveux longs, copient les hippies. Ils scandent bientôt le slogan des soixante-huitards parisiens, *« E prohibido prohibir »* (il est interdit d'interdire), et bravent toutes les autorités, y compris celle du père de la bossa-nova, Joao Gilberto, défiguré à la guitare électrique. La dure répression de 1968 menée par le gouvernement militaire oblige Caetano Veloso et Gilberto Gil à un exil londonien en 1969.

La création du tropicalisme, dit aujourd'hui Caetano Veloso, doit davantage à *Une femme est une femme* de Jean-Luc Godard, à la lecture des livres de Lévi-Strauss puis d'Edgar Morin, qu'au rock anglo-saxon. Dans la chanson *Livros* (1998), Caetano Veloso décrit l'ambiance de sa jeunesse – il y lit sur fond sonore échantillonné un passage du *Rouge et le Noir*, de Stendhal : *« Les livres sont des objets transcendentaux/Mais nous pouvons les aimer d'amour tactile. »*

● **Le panaméricanisme**

Arrivé au sommet de la gloire à la fin des années 80, Caetano Veloso qui a alors déjà destructuré, restructuré l'héritage de la bossa-nova (elle-même mariage moderniste de la samba et des *crooners* nord-américains), chanté le carnaval, l'amour velouté, les complaintes nordestines, cherche d'autres pistes. Il rencontre deux musiciens de l'avant-garde new-yorkaise, Arto Lindsay, guitariste éclaté, Américain né dans l'Etat de Pernambouc, et Peter Sherer. Avec eux, il crée l'image du chaos brésilien de la période Fernando Collor, premier président élu démocratiquement depuis 1965, et vite frappé d'*impeachment* pour cause de corruption. *Estrangeiro*, puis *Circulâdo*, désarticulent les structures mélodiques, bousculent le balancé du Brésil natif.

Puis, ayant travaillé pour la tournée de *Circulâdo* avec le violoncelliste et arrangeur Jaques Morellenbaum, un ancien complice du jazzman « anthropophage » Egberto Gismonti, Veloso poursuit sa quête panaméricaine par *Estampa Fina*, recueil de chansons hispanophones du début du siècle. Son dernier album, *Livro*, paru en même temps que le livre *Verdade Tropical*, est une illustration de ces courants mêlés – bossa, samba-reggae, boléro et musiques de l'avant-garde new-yorkaise. Dans *Livro*, l'auteur-compositeur dit avoir voulu donner une *« version sonore »* de la poésie concrète.

V. Mo.

LeMonde Job: WMQ1205--0032-0 WAS LMQ1205-32 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:22 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0402 Lcp:700 CMYK

Michel Prigent, président du directoire des Presses universitaires de France (PUF)

« Gallimard a proposé de prendre dans notre capital une participation minoritaire »

Le président du directoire des Presses universitaires de France (PUF), Michel Prigent, a présenté, lundi 10 mai, au conseil de surveillance un plan de restructuration destiné à endiguer les pertes répétées de la maison. Au cours de cette réunion, Pierre Angoulvent a annoncé qu'il démissionnait de la présidence du conseil de surveillance des PUF. Créées en 1921, publiant plus de 1 000 titres par an mais confrontées à la crise des sciences humaines, les PUF abandonneraient leur statut de coopérative pour une nouvelle forme juridique. Gallimard et d'autres partenaires devraient entrer, comme actionnaires minoritaires, dans le capital des PUF, dont l'activité de distribution serait sous-traitée à la Sodis. Faute de repreneur parmi les professionnels du livre, la librairie du boulevard Saint-Michel, à Paris, sera fermée dans l'année, ce qui irait de pair avec une quarantaine de licencie-

« Quelles sont les grandes lignes du plan que vous avez présenté lundi 10 mai afin de répondre aux difficultés rencontrées par votre maison *(Le Monde* **du 22 décembre 1998) ?**

– L'objectif est de permettre la baisse des besoins de financement et le rétablissement de la rentabilité des PUF. Une étude, menée à l'automne, a montré que l'entreprise est confrontée à trois problèmes : le rétrécissement de son marché ; la difficulté de mener de front ses cinq métiers : édition, diffusion, distribution, imprimerie, librairie ; et la lourdeur de son statut juridique de coopérative, qui veut que son capital était jusqu'à présent dispersé entre un peu moins de 4 000 personnes.

» Ce plan va nous permettre de sortir du cadre coopératif pour mettre en place un actionnariat stable. Celui-ci sera composé d'un premier pôle d'actionnaires historiques – coopérateurs, auteurs, directeurs de collection, salariés et dirigeants de la maison. Un deuxième pôle sera constitué de partenaires de l'économie du livre : Gallimard a proposé de prendre dans notre capital une participation minoritaire, et d'autres éditeurs pourraient faire de même.

» Enfin, nous envisageons de négocier une alliance stratégique avec un groupe industriel spécialisé dans la numérisation. Ce dernier, tout en nous apportant son soutien financier, devrait nous permettre de rendre effectif, d'ici deux à trois ans, l'accès à nos publications sur Internet.

– Que deviennent, dans cette nouvelle configuration, les différents métiers des PUF ?

– Nous restons clairement éditeur. Nos activités de diffuseur et d'imprimeur subsistent. Nous souhaitons même que le changement de structure capitalistique conduise des confrères européens à s'interroger sur un recours possible à l'imprimerie des PUF, spécialisée dans les petits tirages à forte valeur ajoutée, notamment pour les langues mortes ou les ouvrages scientifiques.

» Pour la distribution, nous nous orientons vers un accord de sous-traitance avec la Sodis, filiale de Gallimard. Cela présente un certain nombre d'avantages techniques et sociaux puisque, concernant la distribution, la totalité des emplois actuels des PUF seront intégralement maintenus dans la nouvelle configuration de la Sodis. Par ailleurs, cette opération pourrait nous amener à réaliser un produit exceptionnel en cédant notre centre de distribution d'Evry (Essonne).

» La librairie est le point le plus sensible (« Le Monde des livres » du 7 mai). Le magasin de la place de la Sorbonne, en raison de son caractère universitaire de référence, a des contraintes de stock et de personnel qui ne sont pas celles d'une librairie normale. Elle a perdu 4 millions de francs sur les trois dernières années. Une modernisation aurait supposé un budget de 7 millions de francs, ce qui, rapporté à l'endettement des PUF, était un investissement trop élevé. Nous avons donc décidé de céder le bail en 1999. Une soixantaine de suppressions d'emplois est prévue, ce qui, au terme d'un plan social non encore établi, pourrait aboutir à une quarantaine de licenciements.

– Comment envisagez-vous la restructuration de l'activité d'édition ?

– L'analyse montre que les pertes enregistrées depuis huit à dix ans sont essentiellement liées aux traductions. La correction de trajectoire amorcée depuis quatre ans sera poursuivie. Le nombre de traductions engagées chaque année était de 40 à 50 entre 1990 et 1995. Il est de moins de 10 actuellement et peut baisser encore.

» J'ai déjà dit que le coq gaulois n'aurait comme héritier qu'un chapon francophone. C'est intéressant que les traductions ne se vendent pas. Cela veut dire que les bases idéologiques ou scientifiques du débat international ne rentrent pas dans la sphère de l'intelligentsia franco-française. Quand on voit des titres qui se vendent à 7 000-8 000 exemplaires en anglais, à 3 000-4 000 en italien ou en allemand et à 700 en français, il y a un problème.

» Ce qu'on a appelé la crise des sciences humaines correspond au déclin de la bataille des idées. A force de tout mélanger, de rechercher partout le consensus, moins par passion d'une position commune que par faiblesse devant l'âpreté de la bataille intellectuelle, on finit tout de même par payer. Le fond du fond, et c'est ça qui est dangereux, c'est que ce n'est pas un compromis avec le marché, parce qu'un compromis, ça se négocie. C'est un compromis avec la vérité et le réel, et ça, ça ne se négocie pas.

– On vous reproche de n'avoir pas réagi assez tôt et de « dépecer » les PUF. La petite-fille d'un des fondateurs, Anne-Laure Angoulvent, qui reste directrice littéraire et de l'audiovisuel et directrice de « Que sais-je ? », a démissionné du directoire, vous accusant de trahir la philosophie de la maison.

– Depuis 1994, nous avons renforcé le contrôle de gestion, informatisé complètement nos librairies, réduit le nombre de salariés – de 230 à 190 environ – avec très peu de licenciements. Surtout, nous avons ramené l'endettement de 57 à 41 millions de francs, ce qui montre que nos investissements éditoriaux ont été rentables. Agir plus tôt ? Nous n'en avions pas les moyens. Les mesures que nous proposons – sortir de la coopérative en particulier – n'ont été acceptées que parce que la crise est très grave. Et, jusqu'à présent, personne n'a imaginé une politique alternative qui puisse sauver l'essentiel. »

Propos recueillis par Florence Noiville

DÉPÊCHES

■ **MUSIQUE : le 7 avril, le Groupe d'information et de soutien des immigrés** (Gisti) réunissait à l'Elysée-Montmartre, à Paris, une trentaine de groupes et artistes (Yann Tiersen, Louise Attaque, Noir Désir, Les Têtes Raides...) pour faire connaître son *« action en faveur d'une politique migratoire fondée sur la liberté de circulation »*. La présidente du Gisti, Danièle Lochak, a annoncé la sortie, début juin, d'un CD intitulé *Liberté de circulation*, enregistré lors de ce concert. Rodolphe Burger, Theo Hakola, les groupes Noir Désir, KDD, Femmouze T et Blankass ont néanmoins dû réenregistrer *P'tits papiers*, la chanson de Serge Gainsbourg, Catherine Ringer (la chanteuse de Rita Mitsouko) n'ayant pas donné son accord pour l'utilisation de la version live de ce titre.

■ **Une chanson inédite des Beatles,** enregistrée en 1968, devrait accompagner la réédition de l'album *Yellow Submarine,* prévue pour l'automne, vient d'annoncer, lundi 10 mai, à Londres, un porte-parole du groupe. La musique et les chansons de *Yellow Submarine* constituent la bande originale du dessin animé du même nom (les dessins étaient d'Heinz Edelmann). Le titre de ce morceau inédit n'a pas été révélé. C'est la première fois qu'un album des Beatles sera remixé et remasterisé pour le format CD. Jusqu'à maintenant, les responsables de la compagnie phonographique des Beatles, EMI Records, s'étaient contentés de ressortir les albums du groupe tels quels. Cette réédition « améliorée » pourrait être la première d'une campagne plus importante qui concernerait l'ensemble de la discographie des Fab Four.

Alain Jouffroy expose sa vie et la réinvente

LYON
de notre envoyé spécial

Que reste-t-il d'une vie vécue quand elle n'est pas finie et qu'on l'expose ? A quoi l'expose-t-on ? Dirigé par Gabrielle Perrier, le Musée de l'imprimerie de Lyon présente en vitrines et tableaux une exposition consacrée à Alain Jouffroy : « Poésie vécue ». La scénographie, due à Malek Abbou, est saisissante. Jouffroy est un des êtres vivants les plus vivants de ce temps. Ce qui lui permet d'échapper à cette célébration tout en restant au centre, c'est sa légèreté même, sa vitesse trouvée, ni plus pressée que le temps (comme les truqueurs), ni plus lente (comme ceux qui posent), simplement trouvée.

De celui qui a écrit *La Vie réinventée* se réinvente la vie au fil des images, des lettrages et des noms. Plus les courriers, manuscrits ou tapés n'importe comment, et souvent vraiment tapés, des peintres et des poètes. Michel Foucault : *« Vous savez peut-être avec quelle attention passionnée je suis votre œuvre : comme l'une de celles dont l'existence aujourd'hui importe le plus ; comme l'une de celles qui forceront notre époque à passer ; comme l'une de celles où la vieille contestation désertique prend un corps de violence et de tendresse. Il me semble qu'avec votre œuvre, c'est tout le mode d'existence de l'écriture qui est en train de bouger – imperceptiblement –, nous laissant plantés là, nous qui croyions l'avoir capturé. »* 1968.

Et Guattari : *« Je suis jaloux de toi rapport aux formes et aux couleurs. Envieux. Il faudrait que tu me donnes plein de choses. Bon ! On ferait une société, un club. On aurait un café, toujours le même, pour les retrouvailles. On l'appellerait le Pimpayou. Une machine à faire des envieux. Ils seraient tous le nez collé sur la vitrine, bavant de jalousie. T'as vu, c'est nous ! Qu'est-ce qu'on va devenir sans ça ? C'est si vite fait de vieillir. Ça vous prend d'un coup. Moi je veux pas. J'aime mieux mourir. »* 1978. Ce que restitue en plein, sans morcellement, sans musée, cette exposition, c'est l'impossible : le mouvement qui jamais ne s'arrête, la fin des alternances, la course libre de l'IR (individualisme révolutionnaire), aux manettes !

Ce que ces vitrines d'éditions, de missives et de couleurs retrouvent spontanément, c'est le jeu des posages, des collages et des montages auxquels il s'adonne. Ce qu'elles disent, c'est le cours d'une vie passée par l'absence de portes, l'exercice extérieur de la légèreté, le matérialisme immatériel, un consentement sensuel à la violence et à l'éros, la solitude en réseau, connexion immédiate, aérienne, malentendus compris (dialogue passionnant *avec* Breton, *avec* Bailly), parties d'échecs à New York *avec* Marcel Duchamp, déconnages *avec* Ferlinghetti, chaleur, toujours, sensible, électrique, des échanges avec les peintres (Miro, Matta, Monory, Fromanger, Chambas, Michaux, Lam, Brauner) et les écrivains (Aragon, Sollers, Debray). Entre Sade et Saint-Just, le demi d'ouverture de l'Externet siffle : *« Arrêtez ! Ne parlez que de tout ce qui passe à travers vous, sexe sans image, tête & cœur. Faites tout bouger puisque tout, c'est vous, traçant tout, premiers en tout. »* Signé Alain Jouffroy, le plus lié des solitaires, le moins médiatisé des médiums, une vie seule et nombreuse mais *avec*.

Francis Marmande

★ « Alain Jouffroy-poésie vécue ». Musée de l'imprimerie de Lyon, 13, rue de la Poulaillerie, 69002 Lyon. Du mercredi au dimanche, de 14 heures à 18 heures. Tél. : 04-78-37-65-98. 25 F (3,8 €). Tarif réduit : 13 F (1,9 €). Jusqu'au 28 juin. Catalogue édité par la Ville de Lyon et le Musée de l'imprimerie (couverture illustrée par Jacques Monory, préface de Philippe Sollers), 172 p. 121 ill, 50 F (7,6 €).

Le Festival international de musique de Sarrebourg continue d'explorer les voies du baroque latino-américain

METZ
de notre correspondant

Une nouvelle page du Retour des caravelles s'écrira du 20 au 24 mai à l'occasion du XIIe Festival international de musique de Sarrebourg (Moselle). Cinq cents ans après la « découverte » de l'Amérique, le Messin Alain Pacquier parcourt inlassablement les chemins du baroque et notamment ceux du Nouveau Monde, à la recherche de notre mémoire. Depuis douze ans maintenant, ses découvertes illuminent la manifestation sarrebourgeoise.

Créateur du Festival de Saintes (Charente-Maritime) et de l'Institut de musiques anciennes de Metz (Moselle), Alain Pacquier répond en 1987 à l'appel de Pierre Messmer, ancien premier ministre et maire de Sarrebourg, qui souhaite créer un festival de musique baroque. En 1992, se souvient Alain Pacquier, pour la première fois au monde, une manifestation allait se consacrer à un thème que l'on croyait alors sans grand avenir, celui des musiques anciennes nées en Amérique latine. *« Rien n'indiquait,* explique-t-il, *que cette initiative, promise en principe à l'éphémère d'une commémoration, déclencherait dans les années suivantes un tel engouement, tant auprès du public – en croissance régulière – qu'auprès des partenaires culturels. »*

TRADITION VIVANTE

En allant aider les Mexicains, les Argentins, les Brésiliens et les Boliviens à exhumer des manuscrits oubliés, l'éditeur discographique messin K 617 s'est vite rendu compte qu'il allait aussi à la rencontre de la mémoire des formes musicales anciennes conservées en l'état. La musique fut dès le début de la colonisation considérée par les missionnaires comme un instrument d'évangélisation. Le franciscain Pedro de Gante installa à Texcoco, ancienne capitale culturelle de l'empire aztèque, dans le palais de l'ancien roi Nezhualpilli, une école, véritable asile des arts. Après le départ des missionnaires, la tradition musicale est restée vivante même si la lecture de la musique s'est estompée avant de disparaître. A preuve, Alain Pacquier a retrouvé des Indiens Maxos et Chiquitos qui continuent à se réunir à la fête de saint Ignace de Loyola pour chanter des psaumes. *« Le plus étonnant*, observe-t-il, *est qu'ils chantent par cœur sans tourner les pages des partitions qu'ils éprouvent néanmoins le besoin de placer devant eux. »*

Depuis, Alain Pacquier et son équipe aident les Latino-Américains à se réapproprier leur patrimoine musical sauvé de l'oubli : ouverture d'écoles de musique, construction d'orgues... Ce travail de renaissance se double d'une recherche sur les incidences de ces musiques sur celles ayant émergé depuis en Amérique latine. Avec le Festival de Sarrebourg, Les chemins du baroque (nom de l'association d'Alain Pacquier) combinent coopération décentralisée et animation locale. *« Aider les pays d'Amérique latine ne doit en aucun cas nous faire oublier qu'au sein de notre propre société détresse sociale et misère culturelle vont malheureusement de pair »*, reconnaît Alain Pacquier, qui dispose depuis cette année d'un lieu, l'ancien couvent Saint-Ulrich racheté par la ville de Sarrebourg et occupé jusqu'à l'automne 1998 par des pères oblats.

Le XIIe Festival international de Sarrebourg sera le reflet de ces préoccupations avec la présence par exemple des Jovenes Musicos d'Urubicha (Bolivie).

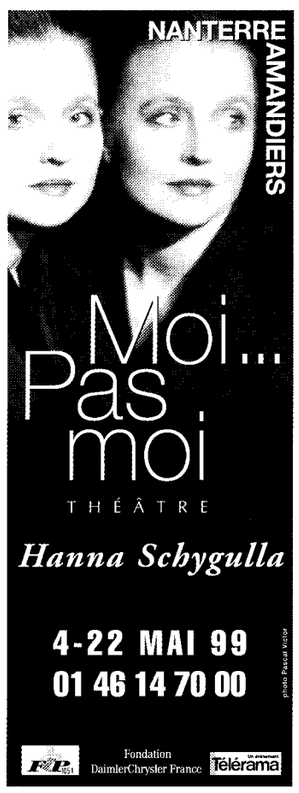
Jean-Louis This

★ Festival de Sarrebourg : concerts, rencontres autour des musiques latino-américaines, à la Chapelle des cordeliers, église Saint-Martin, église Saint-Barthélemy, de Sarrebourg et au couvent de Saint-Ulrich, avec Josep Cabré, Francis Chapelet, Jean-Claude Malgoire, des élèves de l'école de musique d'Uribicha (Bolivie). Tél. : 03-87-32-43-86.

Les musiques actuelles cherchent les crédits

LE 19 OCTOBRE 1998, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, annonçait une série d'aides aux musiques actuelles, pour un montant de 35 millions de francs (5,3 millions d'euros). Selon Dominique Wallon, directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles, 7 des 10 millions de francs ont été à ce jour attribués à l'aménagement de nouveaux lieux de spectacles, notamment dans des villes moyennes, telles Bourg-en-Bresse (Ain), Castres (Tarn), Nîmes (Gard) et Tulle (Corrèze), ces scènes proposant un service multicarte (studios de répétition ou d'enregistrement, diffusion, aide à la création, etc.) 24,9 millions de francs ont été octroyés au titre de l'aide au fonctionnement, dont 13 millions de francs pour l'aide aux Scènes de musiques actuelles (SMAC), 1,2 million de francs pour les résidences d'artistes, 1,5 million de francs pour les ensembles de jazz, dont certains bénéficieront du statut de *« compagnies musicales »,* selon le système en vigueur pour le théâtre et la danse. Les crédits restants ont été saupoudrés entre l'Office national de diffusion artistique (ONDA), l'aide aux festivals, l'enseignement du jazz, ou encore le Bureau Export (300 000 F). Dominique Wallon a admis que la complexité des *« circuits administratifs »* avaient retardé le versement de ces crédits par les DRAC aux intéressés. M. Wallon a annoncé l'ouverture du Hall de la chanson à La Villette en 2001, et l'élargissement du Fonds de soutien à la chanson et aux variétés à un *« établissement public auquel les professionnels seraient associés ».*

CIE OPOSITO TRANSHUMANCE SPECTACLE DE RUE
FERNANDO ARRABAL VIVA LA MUERTE MARTIN PETITGUYOT
M SHAKESPEARE UN CONTE D'AMOUR EMMANUEL DEMARCY-MOTA
THÉÂTRE DU RADEAU ORPHÉON FRANÇOIS TANGUY
MARINA TSVÉTAEVA UNE AVENTURE NICOLAS STRUVE
BERNARD-MARIE KOLTÈS SALLINGER JEAN-CHRISTOPHE SAÏS
MARIUS VON MAYENBURG FEUERGESICHT JAN BOSSE
THE ANTHOLOGY SMADAR YAARON ET MONI JOSEPH
JUAN RULFO PEDRO PARAMO NORDINE LAHLOU
COPI, UN PORTRAIT MARCIAL DI FONZO BO, ÉLISE VIGIER, PIERRE MAILLET
HEINRICH HOFFMANN CRASSE TIGNASSE CHRISTIAN DUCHANGE
BERNARD-MARIE KOLTÈS ROBERTO ZUCCO OSKARAS KORSUNOVAS
ET SOUS UN CHAPITEAU, LE MAGIC MIRROR, RESTAURATION ET MUSIQUE
10ES RENCONTRES INTERNATIONALES DE THÉÂTRE
DU 9 AU 23 MAI 99
☎ 03.80.30.12.12
Théâtre national Dijon Bourgogne
Direction Dominique Pitoiset
http://www.tndb.com



Pierre Corneille mise en scène Christian Schiaretti
Théâtre des Quartiers d'Ivry
La Place Royale
Polyeucte, martyr
en alternance du 3 au 30 mai - 01 46 72 37 43

U.C.S. ANTIQUITÉS
Recherche : Meubles anciens
Argenterie - Bronzes
Objets 1900 - GALLÉ
ACHAT TABLEAUX IMPRESSIONNISTES
Renoir, Bonnard, etc...
ESTIMATIONS GRATUITES
Partage de successions
21 bis, Av. de Ségur 75007 PARIS
☎ 01.53.69.06.06
Déplacements Paris - Province

LeMonde Job: WMQ1205--0033-0 WAS LMQ1205-33 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 09:51 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0403 Lcp:700 CMYK

Angela Winkler, figure exigeante d'un théâtre européen à son acmé

L'actrice allemande joue à Strasbourg le rôle-titre de « Hamlet » mis en scène par Peter Zadek

Invitée du Théâtre national de Strasbourg, la comédienne allemande Angela Winkler joue le personnage de Hamlet dans la pièce de Shakespeare mise en scène par Peter Zadek. A cinquante-cinq ans, l'actrice, qui avoue avoir *« besoin de faire des pauses »* avec son mari et ses quatre enfants, choisit ses aventures : *« Si ce n'est pas un combat, je n'accepte pas. Il doit y avoir un frottement. »*

C'EST une femme qui n'aime pas parler d'elle mais dit son âge : *« J'ai cinquante-cinq ans. »* A voir Angela Winkler, cela paraît à la fois incroyable et évident. Sur scène, elle joue Hamlet en tunique et collants – elle pourrait ainsi être Peter Pan. A la ville, elle porte une jupe longue d'étudiante et marche avec l'assurance d'une enfant qui va sauter dans les flaques. Les cheveux sont longs comme ils l'étaient quand elle est apparue sur les écrans. C'était en 1976, dans *L'Honneur perdu de Katharina Blum*, de Volker Schlöndorf. Angela Winkler allait seule à travers la foule du carnaval de Cologne, gouvernante livrée une nuit à la rue où elle croisait l'amour d'un homme – un déserteur recherché par la police qui bientôt la traquerait. Déjà, Angela Winkler avait l'air décidé, une manière de jouer évidente, naturelle, qui la mènerait, vingt ans plus tard, à être Hamlet sous la direction de Peter Zadek.

PORTRAIT

Elle n'aime que le travail « dur » : « Le théâtre doit être une autre façon de vivre »

« Mon père et ma mère pensaient que je n'aurais jamais la force d'être actrice, parce que j'étais très timide. » Angela Winkler n'a connu son père qu'à l'âge de six ans. Médecin sur le front russe, il est revenu en Allemagne en 1950. Ensuite, la famille n'a cessé d'aller d'un village à l'autre. *« Chaque année, on changeait. Vers seize ans, j'ai fui la maison, pour apprendre le métier de comédienne. Je suis allée trois mois dans une école, mais les professeurs ont dit qu'ils ne savaient pas quoi faire de moi. On ne sait pas si cette fille est très douée ou non. Elle reste toujours dans un coin." Alors je suis partie pour Munich, et toc, toc, toc, j'ai frappé à la porte d'un vieux comédien qui ne prenait qu'un élève à la fois. Puis j'ai commencé à jouer. »* Comme beaucoup de grands acteurs allemands, Angela Winkler se rode dans un théâtre de province (à Castrop-Rauxel, dans la Ruhr), où il faut être sur le plateau tous les jours. Rude école, très formatrice.

C'est là, alors qu'elle joue *Marat-Sade*, de Peter Weiss, dans un village, que Peter Stein et des membres du collectif de la Schaubühne de Berlin viennent la voir. *« Je leur avais écrit : "J'aimerais bien être avec vous." »* Elle sera avec eux, de 1971 à 1978. Sept ans à jouer sous la direction de Peter Stein, Klaus-Michael Grüber ou Luc Bondy. Puis elle arrête. En vertu d'une règle qui guide sa vie : *« Je ne peux pas jouer tout le temps. J'ai besoin de faire des pauses, d'être avec ma famille. »* Un mari sculpteur, quatre enfants – le plus jeune a aujourd'hui treize ans, le plus âgé, vingt-quatre. Ensemble, ils ont toujours préféré se mettre à l'écart. Loin des gens, à la campagne. Ils ont ainsi vécu en Auvergne, au nord de Hambourg, en Italie. Bientôt, ils s'installeront en Bretagne.

Ce choix guide depuis vingt ans la carrière d'Angela Winkler, qui s'écrit en pointillés. Une dizaine de films – *La Femme gauchère*, avec Peter Handke, *Le Couteau dans la tête*, de Reinhard Hauff, *Le Tambour*, de Schlöndorf, *Danton*, d'Andrzej Wajda, *La Provinciale*, de Claude Goretta, *Bennys video*, de Michael Haneke... C'est peu, mais Angela Winkler avoue tranquillement ne pas avoir de propositions. Et elle n'aime pas le cinéma allemand d'aujourd'hui.

« IL DOIT Y AVOIR UN FROTTEMENT »

Au théâtre, les rôles ne sont pas tellement plus nombreux, mais ils comptent. *« Si ce n'est pas un combat, je n'accepte pas. Il doit y avoir un frottement. C'est très important pour moi que le travail corresponde à un moment précis de ma vie, et qu'il soit dur. Si on me propose un rôle qui ne me demande pas vraiment un travail qui en soit un, je préfère vivre avec mon mari et mes enfants. Le théâtre doit être une autre façon de vivre. »*

Qu'Angela Winkler soit *« autre »*, personne n'en doute, surtout pas Klaus-Michael Grüber et Peter Zadek, qui viennent de lui offrir trois années qui en valent trente. 1996-1997 : *La Cerisaie*, de Tchekhov, mise en scène par Peter Zadek (*Le Monde* du 29 mai 1996), *Iphigénie en Tauride*, de Goethe, mise en scène par Klaus-Michael Grüber (*Le Monde* du 25 février 1998), *Hamlet*, de Shakespeare, mis en scène par Zadek *(lire ci-dessous)*. Ces trois spectacles resteront dans les annales. *« Je ne connais pas de metteurs en scène qui sachent aussi bien regarder qu'eux »*, dit Angela Winkler. Regarder les comédiens qui répètent sur scène. Les laisser être, la laisser être ce qu'elle est : une femme en qui l'adolescente et l'enfant sont intactes. *« Pourquoi Zadek a-t-il voulu d'une femme pour jouer Hamlet ? Pourquoi m'a-t-il choisie ? Je ne sais pas. Je ne demande jamais aux metteurs en scène de s'expliquer. Peter m'a dit : "Veux-tu être Hamlet ?" Je n'avais vu la pièce qu'une fois, en 1977, je ne l'avais jamais lue, et je n'avais jamais joué Shakespeare. J'ai dit à Zadek : ÖK, je le fais." Je n'ai pas cherché à jouer un homme parce que je jouais Hamlet – je ne trouve pas ça intéressant. Comment je travaille ? Je lis, je lis, je lis, je lis. Toujours lire. Puis, quand j'arrive sur scène, je fais. Qu'est-ce que je fais ? Je ne sais pas, mais je fais. »*

Brigitte Salino

Une réalité froide comme le regard d'un enfant

HAMLET, de Shakespeare. Mise en scène : Peter Zadek. Avec Angela Winkler, Otto Sander, Eva Mattes, Ulrich Wildgruber, Uwe Bohm, Annett Renneberg, Hermann Lause, Barnaby Metschurat, Rüdiger Kuhlbrodt... THÉÂTRE NATIONAL DE STRASBOURG, 1, avenue de la Marseillaise, 67 Strasbourg. Tél. : 03-88-24-88-00. 100 F (15 €) et 140 F (21 €). Jusqu'au mercredi 12, à 20 heures. Tournée : Vienne à partir du 22 mai, Berlin à l'automne, Hambourg, Hanovre, Zurich...

STRASBOURG
de notre envoyée spéciale

En 1977, Peter Zadek disait adieu au Théâtre de Bochum, dont il était le directeur depuis 1972, en mettant en scène *Hamlet* avec les comédiens de la troupe. Il avait choisi pour décor une usine désaffectée de la Ruhr, et pour vision de la pièce de Shakespeare un *« no man's land entre la folie et la mort »* (*Le Monde* du 20 octobre 1977). En 1999 et à soixante-treize ans, Peter Zadek s'est arrêté à Strasbourg – la ville sur la route – pour mettre en scène à nouveau *Hamlet*, avec certains comédiens qui étaient avec lui à Bochum et d'autres que le théâtre a mis sur sa route.

Ainsi, Herman Lause, qui jouait Claudius, joue le spectre, et Ulrich Wildgruber, qui était Hamlet, devient Polonius. Une femme le remplace dans le rôle-titre : Angela Winkler. Une grande parmi les grands, Otto Sander, l'ange des *Ailes du désir*, de Wim Wenders, joue Claudius ; Eva Mattes est Gertrude. Peter Zadek sait choisir les comédiens : à chaque mise en scène, il réunit ceux qui comptent parmi les meilleurs des scènes de langue allemande. Pendant les répétitions, il parle peu. Il regarde et fait confiance.

Cette confiance va loin. Un bel exemple en est donné à Strasbourg, où la troupe a répété *Hamlet* pendant plusieurs mois. Officiellement, le spectacle sera créé le 22 mai au Festival de Vienne. Pour que les comédiens se sentent au mieux, Peter Zadek les fait jouer avant, face à des salles censées assister à des répétitions publiques. En fait, le spectacle est prêt, c'est-à-dire en gestation avancée : Zadek aime que ses mises en scène bougent. Le 5 mai à 20 heures, les comédiens se sont donc lancés. Avec, dans la salle, la lumière qui ne s'éteint jamais, comme toujours chez Zadek. Avec, sur le plateau, une baraque de chantier qui remplace l'usine de Bochum.

Hamlet 1999 navigue loin de la folie et de la mort qui hantaient *Hamlet* 1977. C'est un état des choses d'autant plus désespérant qu'il est mis à plat. Foudroyé froidement par le regard d'un enfant qui regarde autour de lui : il voit sa mère dans le lit de son oncle deux mois après la mort de son père, il voit de faux amis s'agiter autour de lui, des conseillers gérer le royaume comme s'il s'agissait d'un petit business. Et il demande : *« Qu'est-ce qui se passe ? »* Hamlet est cet enfant, ni fille ni garçon : un regard posé sur le monde qui l'entoure. Seule Angela Winkler pouvait être cet Hamlet.

Personne n'est monstrueux. Chacun est misérable. Tous sont fatalistes. Sans même s'accorder le désir de recourir à la tragédie. Ils vivent un instant après l'autre, une mort après l'autre, une folie après l'autre. Ils disent *« Les malheurs se suivent »* comme ils diraient bonjour. Gertrude n'est pas plus horrible qu'une autre. C'est une femme qui vit à travers son enfant, Hamlet, et le désir de son amant, Claudius. A aucun moment Peter Zadek ne se laisse éblouir par le mythe. Il regarde la pièce en face, n'hésite pas à faire venir le spectre en scène, mais contient son monde dans une baraque qui signe sa mort : une voiture sur une autoroute aurait tout aussi bien fait l'affaire. Pas de contexte historique, ni de repère géographique : un mur bouche le fond du plateau, il ne s'effondrera pas à la fin.

> Personne n'est monstrueux.
> Chacun est misérable.
> Tous sont fatalistes.
> Ils vivent un instant
> après l'autre,
> une mort après l'autre,
> une folie après l'autre

B. Sa.

NOUVEAUX FILMS

COMME UN POISSON HORS DE L'EAU

■ Un naïf se fait plumer par trois arnaqueurs minables spécialisés dans les toutes petites affaires. Mis à part des comédiens irréprochables (Michel Muller, excellent dans le rôle du pigeon, Tchéky Karyo, Monica Bellucci, eux aussi très bons, méritent mieux que cet ersatz de production américaine), *Comme un poisson hors de l'eau* tente de reprendre sans succès les recettes des films de Quentin Tarantino. Pour y parvenir, il aurait fallu que le film dispose d'un scénario abouti, ce qui est loin d'être le cas. Le fonctionnement de l'arnaque ne présente aucun intérêt et demeure très prévisible. On se serait attendu à une description minutieuse du métier d'arnaqueur, mais cette dimension documentaire est écartée au profit de dialogues tous insipides où le bon mot doit l'emporter sur l'histoire. ***Samuel Blumenfeld***
Film français d'Hervé Hadmar. Avec Tchéky Karyo, Monica Bellucci, Dominique Pinon, Michel Muller. (1 h 30.)

UNE VIE DE PRINCE

■ Les ressorts de la comédie sont parfois énormes, mais il y a des limites à ne pas franchir pour ne pas sombrer dans l'outrance, et c'est le cas d'*Une vie de prince*. Le contraste entre un couple qui tente de vivre son histoire d'amour et un environnement qui semble en complète contradiction avec elle aurait pu être exploité de manière plus intéressante. Lee tombe amoureux de Nicole, alors que son employeur trafique avec des truands, que le comptable est à moitié dingue, alors que la femme de ménage est tombée amoureuse de ce dernier. Cette galerie de personnages volontairement pittoresques souffre d'une histoire qui tourne en rond, de comédiens livrés à eux-mêmes et tirés vers la caricature. Un scénario filiforme amène une série de sketches parfois réussis, d'autres fois beaucoup moins, qui laissent au final un film inabouti. ***S. Bd***
Film français de Daniel Cohen. Avec Daniel Cohen, Nicolas Koretzky, François Levantal, Laurence Masliah, Aure Atika. (1 h 25.)

SORTIR

PARIS

Grand Magasin
En 1982, Pascale Murtin et François Hiffler, tous deux formés à l'école de la danse, fondaient une compagnie au titre ironiquement juste, *Grand Magasin*. Ils allaient tous deux bâtir année après année des spectacles jugés inclassables, et souvent inénarrables. S'ils avaient un parrain, ce serait peut-être Francis Ponge, celui du *Savon* qui file entre les doigts et se joue du tour qu'il nous joue. Pascale Murtin et François Hiffler sont fins, ludiques, malins. Ils aiment détourner les mots rabâchés des almanachs, s'amuser des chants d'amour convenus et des joies du cœur annoncées. Ils ont aussi fait de la radio (avec Gérard Lefort, dans *Passé les bornes, y a plus de limites*, en 1996). Du 11 au 15, ils proposent un tour d'horizon de leur savoir-faire maison, dans *Nos Œuvres complètes II.*
Ménagerie de verre, 12-14, rue Léchevin, Paris 11e. Mo Parmentier. Du 11 au 15 mai. Tél. : 01-43-38-33-44. 60 F.

Musique pour les Balkans
L'Association des élèves et anciens élèves de l'Ecole normale de musique et l'association Autour du piano appellent leurs adhérents à participer à un concert, « Musique pour les Balkans ». Une vingtaine de jeunes solistes interpréteront des pages romantiques pour le piano, et le public pourra assister à cette soirée en apportant paquets de riz ou de nouilles ou en signant sur place des chèques à l'ordre de la Croix-Rouge française, opération Kosovo.
Salle Cortot, 78, rue Cardinet, Paris 17e. Mo Malesherbes. Le 12 mai, à 21 heures. Réservations : 08-36-68-75-06.

Bex-Catherine-Romano
Orgue (Bex), guitare (Catherine), batterie (Romano), un trio de feu, l'emballement. Le fait qu'ils soient en club et dans ce club-là est une garantie de plus. Energie, plaisir et musique sans fard assurés.
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Les 11 et 12 mai, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88.

Joe McPhee
Depuis le milieu des années 70, le saxophoniste Joe McPhee, l'un des plus passionnants tenants des multiples possibilités du jazz, est un secret plus répandu en Europe qu'aux Etats-Unis où il est né. Les responsables des Instants chavirés lui proposent un « fil rouge » de trois jours. Après la rencontre avec Marteau rouge, McPhee retrouve d'autres amis et complices : Michel Doneda puis Jérôme Bourdellon (le 11) et Raymond Boni, Claude Tchamitchian et Daunik Lazro (le 12).
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. Mo Robespierre. Les 11 et 12 mai, à 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91. 80 F.

COLMAR

Exposition : Piero Pizzi Cannella
Piero Pizzi Cannella est né à Rome en 1955. Avec ses amis Gianni Dessi et Giuseppe Gallo, il représente ce que le critique italien Achille Bonito Oliva avait baptisé la « nouvelle école romaine », apparue dans les années 80. Mais l'élégance patricienne de ses tableaux et de ses dessins donne l'impression qu'ils surgissent du fond des âges : des petits lézards, une robe vide, une amphore, un pendentif émergent de fonds subtils, denses, qui semblent avoir été nourris et délavés par les siècles plus que par le pinceau, et font songer à quelques graffitis étrusques sauvés des profondeurs d'une nécropole.
Colmar (68). Espace d'art contemporain André-Malraux, 4, rue Rapp. Tél. : 03-89-20-67-59. Ouvert du mardi au samedi de 14 heures à 19 heures, le dimanche de 14 heures à 18 heures. Entrée libre, jusqu'au 30 mai.

GUIDE

SÉANCE SPÉCIALE

A l'occasion du centenaire de la naissance d'Alfred Hitchcock (1899-1999), un hommage est rendu au maître du suspense avec une soirée exceptionnelle, durant laquelle seront présentés trois films tournés avec un de ses acteurs fétiches, Cary Grant : *La Main au collet* (1955), *Les Enchaînés* (1946), *La Mort aux trousses* (1959).
Gaumont Kinopanorama, 60, avenue de la Motte-Picquet, Mo Motte-Picquet Grenelle. Le 11 mai, à 20 h 30. Tél. : 01–43–06–50–53. 75 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 h, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 h, le dimanche.

Casimir et Caroline
d'Odön von Horvath, mise en scène de Jacques Nichet, avec Bouzid Allam, Jean-Pol Dubois, Philippe Fretun, Micha Lescot, Jacques Mazeran, Juliette Poissonnier, Stéphanie Schwartzbrod, Samira Sedira, Abdel Sefsaf, Marie Vialle, Nathalie Vidal, Daniel Znyk et le quartet Didier Labbé.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris-20e. Mo Gambetta. Le 11, à 19 h 30. Tél. : 01-44-62-52-52. De 80 F à 160 F. Jusqu'au 13 juin.*

Moi, pas moi
de Jean-Claude Carrière, Louis-Charles Sirjacq et Elfriede Jelinek, mise en scène de Margarethe von Trotta et Matthias Fontheim, avec Hanna Schygulla.
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Le 11, à 20 h 30. Tél. : 01-46-14-70-00. De 80 F à 140 F. Jusqu'au 22 mai.*

Raphaël Sommer (violoncelle), Daniel Adni (piano).
Œuvres de Goldmark, Mendelssohn, Franck.
Eglise des Billettes, 24, rue des Archives, Paris-4e. Mo Hôtel-de-Ville. Le 11, à 19 heures. Tél. : 08-36-68-75-06. 120 F.

Brigitte Fournier (soprano), Brigitte Meyer (piano).
Œuvres de Ravel. Gounod. Roussel.
Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), quai François-Mauriac, Paris-13e. Mo Quai-de-la-Gare. Le 11, à 19 heures. Tél. : 01-53-79-59-59. 100 F.

Roy Haynes, John Patitucci, Danilo Perez
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10e. Mo Château-d'Eau. Le 11, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Stefano Di Batista et Flavio Boltro Quintet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1er. Mo Châtelet. Du 11 au 14, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Stan Laferrière Tentet
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-1er. Mo Châtelet. Le 11, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Rich Perry Quartet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris-6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Le 11, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Beastie Boys
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-9e. Mo Porte-de-Bercy. Le 11, à 20 heures. Tél. : 01-44-68-44-68.

Polar, Giorgio Canali
Glaz'Art, 7-15, avenue de la Porte-de-la-Villette, Paris-19e. Mo Porte-de-la-Villette. Le 11, à 20 h 30. Tél. : 01-40-36-55-65. 60 F.

Kevin Koyne
La Maroquinerie, 23, rue Boyer, Paris-20e. Mo Gambetta. Le 11, à 20 h 30. Tél. : 01-40-33-30-60. 110 F.

Fred Poulet
L'Européen, 3, rue Biot, Paris-17e. Mo Place-de-Clichy. Le 11, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 80 F.

Stéphane Cadé
Limonaire, 18, cité Bergère, Paris-9e. Mo Rue-Montmartre. Le 11, à 22 heures. Tél. : 01-45-23-33-33. Entrée libre.

(*) Tarif réduit.

LeMonde Job: WMQ1205--0034-0 WAS LMQ1205-34 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:44 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0404 Lcp:700 CMYK

EN VUE

■ Des pierres et des briques lancées, dimanche 9 mai à Pékin, contre l'ambassade des Etats-Unis, cible des manifestants, ont-elles atteint *« par erreur »* l'ambassade d'Irlande, pays neutre, qui se trouve à côté ?

■ Un étudiant portait une banderole en anglais : *« Faites l'amour pas la guerre »,* un autre interprétait à la guitare des chansons de **Bob Dylan**, parmi les Chinois en colère devant l'ambassade des Etats-Unis à Pékin.

■ Les salles de cinéma en Chine ont retiré de l'affiche *Il faut sauver le soldat Ryan,* film américain.

■ *« Pour ne pas en arriver à la situation actuelle au Kosovo »,* **Adem Kenan,** chef d'un parti de la minorité turque en Bulgarie, demande l'autonomie *« pour toutes les communes à forte population turque »* situées à l'est du pays.

■ *« Ces garçons vont montrer ce que sont de vrais combats »,* a déclaré **Sredoje Zekanovic,** directeur technique de la fédération qui entraîne, pour les championnats d'Europe et du monde, les boxeurs yougoslaves dans les montagnes en République serbe de Bosnie.

■ La Fédération internationale de volley-ball participant à une *« aide humanitaire à caractère sportif »* enverra 500 ballons dans les camps de refugiés en Albanie et en Macédoine.

■ Après la victoire, dimanche 9 mai, de Boca Juniors sur River Plate dans le stade de la Bombonera à Buenos Aires, des rixes entre supporteurs gagnant le pays comme une traînée de poudre ont provoqué à mille kilomètres de là, dans le quartier de los Toneles, à Mendoza, la mort d'une fillette atteinte par une balle perdue.

■ Mercredi 5 mai, devant le conseil des prud'hommes, **Gaëlle Duplenne,** chargée par la municipalité de Nancy d'animer l'« activité roller », n'ayant pu consacrer qu'*« un tiers de son temps à sa spécialité »,* attaquait la ville *« pour non-respect du contrat de travail ».*

■ Selon la presse belge, la croix *Afro Ayigeba,* trésor vénéré par des millions de fidèles, volée en 1997 dans l'église orthodoxe Saint-Georges sur le site de Lalibela, au nord d'Addis Abeba, retrouvée chez un collectionneur de Bruxelles, solennellement remise à l'ambassadeur d'Ethiopie, ne serait pas en or mais en laiton.

■ Après avoir grimpé au sommet d'une grue d'où il s'est lancé dans le vide, samedi 8 mai, à Solre-sur-Sambre, en Belgique, lors d'un concours de saut à l'élastique, un candidat de plus de 110 kilos – poids maximum pour un étirement du caoutchouc sans risque – s'est fracassé le crâne en touchant le sol avant de rebondir.

Christian Colombani

Les dix ans de « Gazeta » en Pologne

Le « Journal électoral » d'Adam Michnik est devenu le plus grand et le plus riche quotidien d'Europe centrale et le meilleur symbole du retour à la démocratie

***« NOUS SOMMES HEUREUX** que les dix meilleures années de la Pologne depuis trois siècles aient aussi été les dix plus belles années de notre vie. Le mérite de* Gazeta Wyborcza *n'est pas seulement le nôtre, mais celui de toute la Pologne démocratique et indépendante. »* C'est avec cette orgueilleuse humilité qu'Adam Michnik a salué, samedi 8 mai, l'anniversaire de son journal, né dix ans plus tôt dans les locaux d'une école maternelle, et devenu le plus grand et le plus riche quotidien d'Europe centrale. Premier journal véritablement libre depuis la guerre dans cette partie de l'Europe, il était le résultat d'un accord passé entre le pouvoir communiste et l'opposition démocratique, et sa vocation première était de préparer les élections, d'où son nom de *« Journal électoral »,* conservé jusqu'à aujourd'hui. Un mois plus tard, bouleversant tous les schémas prévus par les autorités, ces élections allaient provoquer l'avalanche qui en quelques mois devait emporter tous les autres régimes « socialistes », Albanie et URSS provisoirement exceptées.

Il n'est donc pas exagéré de dire que cette « gazette » est au fondement même de l'histoire récente de la Pologne : son directeur, Adam Michnik – désigné à ce poste par Lech Walesa –, a donc profité de cet anniversaire pour réitérer son attachement à une certaine ligne politique : *« Depuis le début, depuis 1989, nous nous sommes déclarés dans* Gazeta *en faveur d'une Pologne commune, d'une Répu-*

blique, patrie de tous ses citoyens ; d'un Etat fondé sur des compromis, et non sur la domination d'un camp politique. Nous ne voulions pas que Solidarité devienne une nouvelle « force dirigeante », nous ne voulions pas que le conformisme naguère en vigueur à l'égard du marxisme-léninisme et de l'Union soviétique se transforme en conformisme à l'égard de l'Eglise catholique ou des capitales occidentales. »

Au passage, Adam Michnik, souvent accusé d'avoir, comme il l'écrit lui-même, *« trinqué avec Caïn »,* c'est-à-dire fait preuve d'indulgence excessive à l'égard des ex-communistes, défend sa position. Après avoir évoqué diverses explications couramment données de la chute du communisme en Pologne (le rôle du pape, de Carter, de Reagan et de Gorbatchev), il insiste sur *« le facteur décisif » : « Les Polonais qui avaient servi la dictature ont su s'entendre avec ceux qui se sont révoltés contre cette dictature pour démonter le système. »*

Constat de réussite – pour son pays comme pour son journal –, ce papier « anniversaire » est aussi, tout de même, l'occasion de quelques interrogations, en particulier sur la fidélité aux idéaux de l'opposition d'antan, qui avait dû son succès à un mariage bref, mais réussi, entre des ouvriers et des intellectuels : *« La plupart d'entre nous sommes entrés dans l'ère de la liberté avec, profondément ancré, un idéal de défense du monde du travail. Nous nous sommes demandés souvent si nous n'avons pas trahi nos idées »* (les premières années, en particulier, de la « transformation » du pays ont été particulièrement dures pour les ouvriers des grandes entreprises, qui ont vu leur prestige et leurs revenus fondre, et le chômage grimper en flèche). *« A la lumière de ces dix années, nous répondons : non. Nous n'avons pas renoncé à nos rêves, nous avons renoncé à nos illusions. »*

Sincères, et sans doute justes, ces belles paroles risquent d'être accueillies avec un soupçon d'ironie par les lecteurs d'un autre quotidien renommé, *Rzeczpospolita,* qui, tout en célébrant longuement, le même jour, les mérites de son confrère, insiste sur un autre aspect des choses : avec l'extraordinaire succès commercial que s'est révélé être, au fil des années, *Gazeta,* et surtout depuis sa récente entrée en Bourse, ses fondateurs et ses cadres, devenus ses actionnaires, se retrouvent soudainement à la tête de véritables fortunes. Le seul à avoir refusé de se voir attribuer des actions est Adam Michnik lui-même.

Jan Krauze

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION
Jacques Amalric

■ Pour imaginative qu'elle soit, la tactique suivie par Milosevic ne devrait surprendre que les imbéciles : il s'agit pour lui d'obtenir le plus rapidement possible une suspension des frappes aériennes, sachant qu'il sera politiquement impossible aux alliés de l'OTAN de les reprendre, tout en laissant vaguement entendre qu'il serait prêt à en revenir aux négociations de Rambouillet. (...) On ne peut pas, pendant des semaines, affirmer à tous vents que la lutte qu'on mène est dirigée contre la "barbarie" et la "gangrène de l'innomable" et refuser qu'une seule goutte de son sang soit versée. La "mondialisation" de la guerre du Kosovo (...) donne à penser qu'une solution diplomatique miracle est à portée de main. Mais elle ne dit pas que le prix pourrait en être une humiliante défaite.

LA CROIX
Bruno Frappat

■ Dans la nuit du Kosovo, une première lueur s'est enfin manifestée, hier, avec le communiqué de l'armée yougoslave annonçant une retrait partiel de ses troupes hors de la "province". Cette annonce est-elle un nouveau "leurre" de la propagande serbe ou une véritable bonne nouvelle ? (...) Mais ce serait faire injure à l'espérance que ne pas considérer cette annonce, en soi, comme un tournant. (...) Il y a six semaines on réclamait de la "persévérance" à propos des frappes militaires. Aujourd'hui, la persévérance doit élargir son champ et inspirer la diplomatie, qui a beaucoup de cartes à jouer. Pour affirmer le rôle de l'ONU, reconnaître l'utilité essentielle de la médiation russe, apaiser la colère de la Chine et discuter avec les Serbes (ou du moins des Serbes). Rien n'est fait mais la guerre a tout l'air de commencer à battre en retraite.

THE GUARDIAN

■ Milosevic joue habilement la carte d'un retrait partiel du Kosovo au moment où le laborieux accord en négociation entre l'OTAN et la Russie est fragilisé par les réactions de la Chine au bombardement de son ambassade. On ne doit lui en tenir aucun crédit. Ce n'est pas une initiative de paix, mais une manœuvre destinée à conserver le contrôle du Kosovo dans le cadre d'un arrangement international qu'il pourrait manipuler à son gré. (...) La responsabilité principale revient maintenant aux Russes. La prétendue offre de Milosevic est un test de leur intention. S'ils acceptent les conditions yougoslaves, cela voudra dire qu'ils ne souhaitent pas sincèrement un règlement politique de la crise.

www.salsafreak.com

Un rendez-vous pour tous les fanatiques de salsa, de Moscou à Tel Aviv

***« J'AVAIS** des allergies, un problème de poids et de l'asthme, dont plusieurs années de traitement n'étaient pas venues à bout. Un mois après ma découverte de la salsa, tous les symptômes avaient disparu »,* affirme Edie Lewi, rédactrice en chef de Salsaweb Magazine, destiné aux « salsafreaks », fanatiques de salsa de tous les pays. Pour aider le visiteur à évaluer son degré de dépendance aux musiques latines, salsa, mambo ou guaracha, cette jeune Américaine a imaginé un tableau d'aspect très scientifique. Le premier symptôme est l'abandon de la télévision au profit des sorties nocturnes ; au bout de quelques semaines, le salsero découvre les joies de la sieste ; puis il perd tous ses anciens amis, pour fréquenter uniquement les rois de la piste de danse. Il pourra alors ajouter son témoignage de noctambule invétéré à ceux de Jacques, de Paris, ou d'Ervan, de Los Angeles.

Avec 80 000 pages lues chaque jour, Salsaweb donne la mesure d'une « épidémie » devenue mon-

diale. Grâce à une centaine de correspondants dans les plus grandes métropoles, Salsaweb déniche les meilleures adresses de clubs et de cours de danse, et affiche de nombreuses petites annonces. On découvre ainsi que Moscou compte au moins dix lieux réservés à la salsa. L'annuaire du site permet de découvrir le mariage des rythmes afrocubains et de la musique arabe. Elle répondait à l'invitation d'un Californien émigré, qui vient d'ouvrir une école de salsa à Amman.

Pour les couche-tôt ou les timides, Salsaweb propose une initiation en ligne aux pas de base. Des petites animations graphiques (destinées uniquement aux femmes) permettent de débuter l'apprentissage devant l'ordinateur.

En plus de leurs activités sur le Web, les responsables du site organisent régulièrement des événements, des fêtes ou des croisières dansantes. Pour le premier week-end de mai, ils ont réussi à rassembler à Washington plusieurs milliers de fidèles, à l'occasion du premier Congrès mondial de la salsa, dont quelques images ont été diffusées en direct sur Internet. Le succès a été tel qu'ils ont aussitôt décidé d'organiser une deuxième édition l'an prochain, à New York.

Estelle Nouel
et Jean-Christophe Rampal

SUR LA TOILE

WEBTOUCH

■ La compagnie de téléphone US West, qui dessert quatorze Etats de l'ouest et du centre des Etats-Unis, va commercialiser avant la fin de l'année un nouveau « téléphone ordinateur », baptisé Webtouch, qui permettra de se connecter directement à Internet en appuyant sur un seul bouton. Webtouch, fabriqué par Alcatel, sera doté d'un petit écran tactile en couleurs et de touches à mémoire. Plusieurs fabricants américains préparent des produits concurrents. – *(AP.)*

IDENTIFICATION

■ La gendarmerie de Tarbes a ouvert un site Web consacré à une affaire non résolue datant de 1994 : l'assassinat d'une jeune femme sur un parking, dont le corps a été retrouvé partiellement calciné. Le site affiche divers renseignements susceptibles de permettre l'identification de la victime, dont une image de son visage, reconstitué en pâte synthétique par un laboratoire d'anthropologie médico-légale. La gendarmerie a annoncé qu'elle avait reçu de nombreux appels et qu'elle avait commencé à vérifier ces pistes. – *(AP.)*
www.chez.com/disparu

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
***LE MONDE*, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex**

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€)par mois par prélèvement automatique.

❑ M. ❑ Mme Prénom : ..... Nom : .....
Adresse : .....
Code postal : |_|_|_|_|_| Localité : .....
Offre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 901MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde.*

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....
Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER : ***LE MONDE***
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER
Nom.....
Prénom .....
N° .....rue.....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT
DU COMPTE A DÉBITER *(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)*
.....
.....
N° .....rue.....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER
Code Etablissement | Code Guichet | N°de compte | Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99FTTC/min)

"*Le Monde*" (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year "*Le Monde*" 21, *bis*. rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Sodome, Gomorrhe et Ajaccio *par Alain Rollat*

ON SAIT DÉJÀ ce que dira Jésus aux juges de Bernard Bonnet : *« Que celui d'entre vous qui est sans péché lui jette la première pierre ! »* Mais que se passera-t-il le jour où, lassé des paillotises, Iahvé décidera d'infliger à la Corse le même châtiment qu'à Sodome et Gomorrhe ? Abraham trouvera-t-il sur place les dix justes dont la seule présence suffirait à épargner un sort aussi funeste à une île de Beauté si fatale à tant de préfets ? L'avis de recherche lancé, lundi soir, sur France 2, par Alain Duhamel et Arlette Chabot, auteurs d'un numéro de « Mots croisés » à la hauteur de ces circonstances, partait d'un bon sentiment.

Il a eu un effet évangélique immédiat : Jean-Pierre Chevènement, venu prêcher pour sa paroisse, a pu plaider les circonstances atténuantes sans être voué aux gémonies par ses contradicteurs. Très charitable, François Bayrou l'a volontiers exonéré de toute faute individuelle. Très consensuel, José Rossi a fait semblant d'oublier que, la semaine dernière, il réclamait la démission du ministre de l'intérieur. Il semble acquis que le service de l'Etat de droit réclame en Corse une ferveur mystique hors de portée du commun des préfets. L'indulgence de la sainte Trinité paraît donc garantie à M. Bonnet, coupable, au pire, selon M. Chevènement, d'avoir commis, ou laissé commettre, *« un dérapage imbécile »*. L'imbécillité, en effet, n'est pas un crime.

Cet argument, hélas ! n'exonère pas les Corses de leurs propres turpitudes. Comme dans toutes les histoires bibliques, un ange est intervenu dans le débat, en direct d'Ajaccio. Et ce qu'il a dit est plutôt de mauvais augure. Il s'agissait d'un ange au féminin, au regard noir et au prénom prémonitoire : Victoire Canale. Son visage ressemblait à celui de la femme de Loth avant son changement en statue de sel. Tout le monde a baissé la tête quand il a dit : *« Je ne veux pas porter de jugement sur l'action de Bernard Bonnet... La paillote, ce n'est pas l'avenir de la Corse. Ou, alors, cela veut dire que les Corses sont des sauvages. La paillote, c'est le symbole d'une économie parallèle, d'une économie de prédateurs, qui accaparent le domaine public au profit exclusif de quelques-uns, le symbole d'une économie fondée sur les rapports de force, la loi de la jungle, la loi des armes que nous subissons quotidiennement. Nous n'en voulons plus. »* Tout le monde a compris que son message valait absolution pour le préfet pécheur. M. Chevènement, en conclusion, a paraphrasé Abraham : *« Espérons que nous trouverons en Corse des gens qui auront le sens de l'intérêt public... »* Cela sonnait comme un *De profundis.*

LeMonde Job: WMQ1205--0035-0 WAS LMQ1205-35 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 09:49 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0405 Lcp:700 CMYK

MARDI 11 MAI

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.30 Holocauste tzigane, au nom de la mémoire. **Forum Planète**
23.25 Sur les traces de Lawrence d'Arabie. **Forum Planète**

MAGAZINES

18.30 Best of Nulle part ailleurs. **Canal +**
19.00 Archimède. **Arte**
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. Pierre Moscovici. **LCI**
20.00 20 h Paris Première. Youssef Chahine. **Paris Première**
20.50 De quel droit ? Harcèlement, racket, insécurité... peut-on se défendre ? **M 6**
20.55 Pourquoi ? Comment ? Le cinéma en action. Invités : Thierry Lhermitte ; Rémy Julienne ; Candice Gilg ; Jean-Pierre Goy ; Patrick Cauderlier ; Jean-Philippe Varin ; Guy de Masure ; Philippe Hertel ; Alexandre Arcady ; Patrick Grandperret ; Pascaline Girardot. **France 3**
21.00 Le Gai Savoir. Vraie et fausse morale. Invités : Paul Lombard ; Alain Etchegoyen ; Michel Crépu ; Alain Laville ; Yolaine de la Bigne ; Edwy Plenel, directeur de la rédaction du *Monde*. **Paris Première**
22.40 La Vie à l'endroit. Des collectionneurs fous, fous, fous... **France 2**
23.30 Comment ça va ? Spéciale chirurgie esthétique. **France 3**
0.35 Le Cercle. **France 2**

DOCUMENTAIRES

18.15 La Deuxième Révolution russe. [2/8]. Bataille pour la glasnost. **Planète**
20.15 Reportage. SOS marins perdus. **Arte**
20.45 La Vie en face. Eren Keskin. Une avocate kurde accuse. **Arte**
20.45 La Maison Windsor. [1/3]. **Histoire**
22.50 Rome secrète. [3/10]. **Odyssée**
23.35 Jazz Collections. Max Roach. **Arte**
0.55 Dans les coulisses de... L'Infirmerie du lycée. **France 3**

SPORTS EN DIRECT

20.55 Football. Championnat d'Angleterre : Arsenal-Leeds. **Canal + vert**
2.05 Basket NBA. Play-off. **Canal +**

MUSIQUE

19.55 Amalia, a Strange Way of Life. 1947 - 1955, Foi Deus. **Muzzik**
20.59 Soirée Beethoven & Norrington. **Muzzik**
21.25 Schubert. *La Jeune Fille et la Mort.* Avec Julia Varady, soprano ; Dietrich Fischer-Dieskau, piano ; Natalia Prishepenko, violon ; Heime Müller, violon ; Volker Jacobsen, alto ; Eckard Runge, violoncelle. Par le Quatuor Alban Berg. **Mezzo**
22.25 Schubert. *Mouvement de quatuor.* Avec Nicolas Chumachenko, violon ; Urs Walker, violon ; Christoph Schiller, alto ; Patrick Demenga, violoncelle. Par le Quatuor Neues Zuercher. **Mezzo**
22.45 Œdipe Roi. Opéra de Stravinsky. Par l'Orchestre du Saito Kinen, dir. Seiji Ozawa. **Mezzo**
23.45 Stravinski et Beethoven par Ozawa. Avec Martha Argerich, piano. Par l'Orchestre symphonique du Bayerischer Rundfunk. **Mezzo**
0.50 The Nat «King» Cole Show 15. 17 septembre 1957. **Muzzik**

THÉÂTRE

21.45 Le Roi Jean. Pièce. William Shakespeare. **Histoire**

TÉLÉFILMS

20.30 Les Chevaux du soleil. François Villiers [2/4]. **Festival**
20.55 Retour à Fonteyne. Philomène Esposito [2/2]. **France 2**
20.55 Les Steenfort, maîtres de l'orge. Jean-Daniel Verhaeghe [3/3]. **RTBF 1**
22.15 Les Moissons de l'océan. François Luciani [4/4]. **TV 5**

SÉRIES

20.40 The Practice. Echec et mat. Un cri dans la forêt. **Série Club**
20.40 L'Inspecteur Lavardin. L'Escargot noir. **13ème RUE**
21.45 Ally McBeal. Angels and Blimps (v.o.). **Téva**
23.00 Star Trek, la nouvelle génération. Quand la nature reprend ses droits (v.o.). **Canal Jimmy**
23.50 Star Trek, Deep Space Nine. Sanctuaire (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

17.35 Soudain, l'été dernier ■ ■ ■
Joseph L. Mankiewicz (Etats-Unis, 1960, N., 115 min) ✪. **Cinétoile**
18.30 Loin du Vietnam ■ ■
Alain Resnais, William Klein, Jori Ivens, Claude Lelouch, Jean-Luc Godard et Agnès Varda (France, 1967, 120 min) ✪. **Histoire**
19.00 Orphée ■ ■
Jean Cocteau (France, 1949, N., 90 min) ✪. **Ciné Classics**
19.10 Milan noir ■ ■
Ronald Chammah (France - Suisse, 1987) ✪. **Ciné Cinéma 1**
19.30 L'Homme des vallées perdues ■ ■
George Stevens (Etats-Unis, 1953, 115 min) ✪. **Cinétoile**
20.30 Soleil trompeur ■ ■
Nikita Mikhalkov (France - Russie, 1994) ✪. **Ciné Cinéma 1**
20.30 Tolérance ■ ■
Pierre-Henry Salfati (France, 1989, 105 min) ✪. **Ciné Cinéma 3**
20.50 Les Aventuriers de l'Arche Perdue ■ ■
Steven Spielberg (Etats-Unis, 1981, 130 min) ✪. **TF 1**

INTERPRESS

21.25 Juste avant la nuit ■ ■
Claude Chabrol. Avec Michel Bouquet, Stéphane Audran (France, 1970, 105 min) ✪. **Cinétoile**
22.15 Greystoke ■ ■
Hugh Hudson (Grande-Bretagne, 1983, v.o., 130 min) ✪. **Ciné Cinéma 3**
22.40 Fahrenheit 451 ■ ■
François Truffaut (Grande-Bretagne, 1966, 115 min) ○. **Paris Première**
23.10 Paris vu par... ■ ■
Jean-Daniel Pollet, Jean Rouch, Jean Douchet, Eric Rohmer, Jean-Luc Godard, et Claude Chabrol (France, 1965, 95 min) ✪. **Cinétoile**
23.35 Le Prêteur sur gages ■
Sidney Lumet (Etats-Unis, 1965, N., v.o., 115 min) ✪. **Ciné Classics**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.50 Clic & Net.
20.00 Journal, Météo, Trafic infos.
20.50 Les Aventuriers de l'Arche Perdue ■ ■ Film. Steven Spielberg. ✪.
23.00 High Secret City, la ville du grand secret. Un enfant sur la sellette. ✪. Un cœur sous la neige. ✪.
0.40 Le docteur mène l'enquête. Le réservoir des eaux sombres. ○.

FRANCE 2

17.50 Hartley, cœurs à vif. ✪.
18.45 Les Z'amours de l'an 2000.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo, Point route.
20.55 Retour à Fonteyne. Téléfilm. Philomène Esposito [2/2]. ✪.
22.30 Bouche à oreille.
22.40 La Vie à l'endroit. Des collectionneurs fous, fous, fous...
0.15 Journal, Météo.
0.35 Le Cercle.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La.
20.35 Tout le sport.
20.55 Pourquoi ? Comment ? Le cinéma en action.
22.55 Météo, Soir 3.
23.30 Comment ça va ? Spéciale chirurgie esthétique.
0.25 Magazine olympique.
0.55 Dans les coulisses de... L'Infirmerie du lycée.
1.45 Saga-Cités. Rêves en friche à la Belle-de-Mai.

CANAL +

▶ **En clair jusqu'à 20.40**
18.30 Best of Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 George de la jungle. Film. Sam Weisman. ✪.
22.08 Les F.A.E.L.L. Film. Lyonel Kouro. ✪.
22.10 Ni dieux ni démons ■ Film. Bill Condon (v.o.). ○.
0.00 Go for Gold ! ■ Film. Lucian Segura (v.o.). ○.

ARTE

19.00 Archimède.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. SOS marins perdus.
20.45 La Vie en face. Eren Keskin. Une avocate kurde accuse.
21.40 Thema. Jazz exils.
21.45 Bud Powell, l'exil intérieur.
22.45 Reflections, New-York - Paris.
23.35 Max Roach.
0.30 Bibliographie.
0.40 Love ■ ■ Film. K. Russell (v.o.). ✪.

M 6

18.25 Chérie, j'ai rétréci les gosses. ✪.
19.20 Mariés, deux enfants. ✪.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. ✪.
20.40 Décrochage info, E = M6 découverte.
20.50 De quel droit ? Harcèlement, racket, insécurité... peut-on se défendre ?
22.50 Enquête sous contrôle. Téléfilm. Pat Verducci. ♠.
0.30 Zone interdite. Rois, princes et chevaliers.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique. [1/5].
20.30 Agora. Michel Tournier (*Célébrations*).
21.00 Poésie studio.
22.10 Mauvais genres.
23.00 Nuits magnétiques (rediff.).
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

19.45 Concert. Par l'Ensemble Organum, dir. Marcel Pérès, Pierre Barrat, récitant : Œuvres de De Machaut.
21.00 Concert. Par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Dominique My. Œuvre de Kaufmann.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées *Ouverture pour trois hautbois, cordes et continuo en ré majeur,* de Telemann, par l'Orchestre baroque de Fribourg, dir. G. von der Goltz.
20.40 Georges Perec et la musique.
22.28 Les Soirées... (suite). Œuvres de Berg, Young, œuvre de jazz, Schönberg, Wagner.

Le Monde TÉLÉVISION

HISTOIRE

20.45 La Maison des Windsor
Après le règne de Victoria, qui a marqué l'installation de la monarchie constitutionnelle, les Windsor ont assumé la transformation de l'institution royale. La dynastie, d'impopulaire, est devenue le symbole de la cohésion d'une nation démocratique. Ce document, avec des images d'« actualités » – cinéma puis télévision –, retrace cette évolution. Diffusion des autres épisodes les 12 et 13 mai.

ARTE

21.40 Jazz Exils
Bud Powell, Max Roach, Thelonious Monk, etc., se retrouvent dans cette Thema. Le jazz est lié à l'exil des esclaves noirs arrachés à leur terre d'Afrique, au déplacement des jazzmen vers New York, à l'accueil en Europe puis au retour à l'Afrique mythique. Deux portraits (Powell et Roach) et un document pour une Thema un peu bancale rattrapée par de grands documents musicaux.

FRANCE 2

22.40 Des collectionneurs fous, fous, fous
Une châtelaine qui joue avec ses nombreuses poupées de collection, un informaticien fou des bas à couture, un viticulteur épris de Père Noël, le comédien Jean-Claude Dreyfus passionné par les petits cochons roses : les témoignages des collectionneurs que Mireille Dumas a rencontrés pour « La Vie à l'endroit » évoquent une passion parfois ravageuse.

MERCREDI 12 MAI

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

13.05 Temps présent. A qui profite l'eau ? Bengladesh, l'eau qui tue. **TV 5**
13.20 On s'occupe de vous. Invité : Raphaël Mezrahi. **France 3**
14.00 20h Paris Première. Youssef Chahine. **Paris Première**
16.00 Saga-Cités. Tous en scène. **France 3**
16.10 et 20.10 Le Talk Show. Téri Moïse ; Freeman. **LCI**
16.50 Les Lumières du music-hall. Vincent Scotto. Michel Legrand. **Paris Première**
17.15 Le Débat de Pierre-Luc Séguillon. Le Kosovo. **LCI**
17.50 Stars en stock. Ingrid Bergman. Cary Grant. **Paris Première**
19.00 Rive droite, rive gauche. Cannes. **Paris Première**
19.10 et 20.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. **LCI**
19.30 Les Grands Débats politiques. Face à face avec Guy Mollet 24 janvier 1966 [1/2]. Invité : Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde*. **Histoire**
20.00 20h Paris Première. Cannes. **Paris Première**
20.50 Sagas. Monaco fête son prince. Rainier intime. Monaco et ses stars. Festivités du jubilé. Demain, le prince Albert. **TF 1**
20.50 Les Mercredis de l'Histoire. Good Luck for Your Country ! Le libéralisme en questions. **Arte**
21.05 Au nom de la loi. Ultime combat. Petites mains pour grandes marques. **TV 5**
22.55 52 sur la Une. Les pistards de tous les dangers. **TF 1**
22.55 Ça se discute. Quelle vie d'adulte pour les enfants maltraités ? **France 2**
23.05 Un siècle d'écrivains. Robert Musil. **France 3**
23.55 Pourquoi ? Comment ? Le cinéma en action. **France 3**
0.25 De quel droit ? Harcèlement, racket, insécurité... peut-on se défendre ? **M 6**

DOCUMENTAIRES

17.55 Philippe Soupault et le surréalisme. [1/3]. **Planète**
18.30 Lieux mythiques. Les Etrusques, ancêtres des Toscans ; Pompéi, la cité perdue. **Histoire**
18.30 Le Vaisseau spatial Terre. Deux hommes pour sauver la couche d'ozone. **Odyssée**
18.50 Cinq colonnes à la une. **Planète**
19.00 Connaissance. Le Feu, une histoire brûlante. **Arte**
19.30 D'île en île. Cuba aux mille facettes. **Odyssée**
19.45 La Deuxième Révolution russe. [2/8]. La bataille pour la glasnost. **Planète**
20.15 Reportage. Tony, voltigeur humanitaire. **Arte**
20.25 Rome secrète. [3/10]. De la Piazza Venezzia au Capitole. **Odyssée**
20.35 Les Fils de David. **Planète**
20.45 La Maison Windsor. [2/3]. 1937-1945. **Histoire**
20.55 Diana. All You Need Is Love. **Téva**
20.55 Tana Toraja. **Odyssée**
21.00 Le Cinéma de Catherine Deneuve. **Canal +**
21.30 Les Tribus indiennes. [20/20]. Les Iroquois. **Planète**
21.45 Histoire de la Samba. [1/4]. Rio, le conservatoire de la samba. **Mezzo**
21.55 Musica. Belcanto, les grands ténors. [2/3] Beniamino Gigli. **Arte**
22.00 David Friedman, portrait d'un exploiteur. **Paris Première**
22.10 Une tribu sous les nuages. **Odyssée**
22.25 Musica. S.O.A.P., la compagnie de Rui Horta. **Arte**
22.55 Le Mystère Koumiko. **Planète**
23.05 Les Authentiques. Jazz à Marciac. **Odyssée**
23.35 Profil. La Tentative de l'impossible, René Magritte. **Arte**
23.35 Cachemire, la vallée du désespoir. **Odyssée**
23.45 Danger réel. Les As de la cascade. **13ème RUE**
23.50 Masterclass Tibor Varga. **Muzzik**
0.20 Les Derniers Sanctuaires. Le Vizcaino, sous un million d'étoiles. **Odyssée**
0.25 La Lucarne. Bibione, Bye Bye One. **Arte**

SPORTS EN DIRECT

15.00 et 16.35, 17.25, 18.20, 20.00 Tennis. Internationaux messieurs d'Italie. **Eurosport**
16.00 Hockey sur glace. Championnat du monde. 1re demi-finale. Match aller. A Lillehammer. **Eurosport**
16.45 Cyclisme. Tour des Asturies. En Espagne. **Pathé Sport**
19.40 Football. Coupe de l'UEFA. Finale : Marseille (Fra) - Parme (Ita). A Moscou. **France 3**

DANSE

22.45 Roseland. Chorégraphie. Wim Vandekeybus. Musique. Thierry de Mey et Peter Vermeesch. Par la compagnie Ultima Vez. **Mezzo**
22.50 La Fille mal gardée. Chorégraphie. Alicia Alonso d'après Dauberval. Musique. P. L. Hertel. Par le ballet national de Cuba et l'Orchestre du Grand Théâtre de La Havane, dir. Marlene Urbay. **Muzzik**
23.35 La Mentira. Chorégraphie de Wim Vandekeybus. Par la compagnie Ultima Vez. Avec Charo Calvo, Carlo Verano et X-Legged Sally. **Mezzo**
0.25 Aunis. Chorégraphie. Jacques Garnier. Avec Kader Belarbi, Wilfried Romoli, Jean-Claude Cappara. **Mezzo**

MUSIQUE

19.10 La Jeune Fille et la Mort, de Schubert. Avec Julia Varady, soprano ; Dietrich Fischer-Dieskau, piano ; Natalia Prishepenko, violon ; Heime Müller, violon ; Volker Jacobsen, alto ; Eckard Runge, violoncelle. Par le Quatuor Alban Berg. **Mezzo**
20.10 Mouvement de quatuor, de Schubert. Avec Nicolas Chumachenko, violon ; Urs Walker, violon ; Christoph Schiller, alto ; Patrick Demenga, violoncelle. Par le Quatuor Neues Zuercher. **Mezzo**
20.45 Gilberto Gil & Grupo Acoustico. Bruxelles 1995. **Mezzo**
20.59 Soirée Alicia Alonso et son ballet de Cuba. **Muzzik**

TÉLÉFILMS

20.30 Le Grand Môme. Jacques Ertaud. **Festival**
20.40 L'Obsession de Patt Bennett. John Nicolella. **RTL 9**
20.50 Le Corps d'un homme. Claude-Michel Rome. ○. **M 6**
21.10 La Mère de nos enfants. Jean-Louis Lorenzi. **France 2**

SÉRIES

20.40 Homicide. La vie dissolue de Pony Johnson. **Série Club**
20.40 Soirée Fais-moi peur ! **Disney Channel**
20.40 Nestor Burma. Nestor Burma et le monstre. **13ème RUE**
21.25 Le Caméléon. Mister Lee (v.o.). **Série Club**
21.50 Trois hommes sur le green. Mon pire ami (v.o.). **Canal Jimmy**
22.13 New York Undercover. Peine capitale. ○. **13ème RUE**
22.15 Brooklyn South. L'amour brutal (v.o.). **Série Club**
22.15 Friends. The One Where Rachel Smokes (v.o.). **Canal Jimmy**
22.45 Absolutely Fabulous. Peur (v.o.). **Canal Jimmy**
0.15 New York Police Blues. De quoi je me mêle (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

18.40 City Hall ■ ■
Harold Becker (GB - EU, 1995, 110 min) ○. **Ciné Cinéma 2**
18.45 Astérix et le coup du menhir ■ ■
Philippe Grimond (Fr. - All., 1989, animation, 80 min) ✪. **Disney Channel**
18.55 La Vie de bohème ■ ■
Aki Kaurismäki (France - Suède, 1991, N., 100 min) ✪. **Cinéstar 2**
19.00 Voyage en Italie ■ ■ ■
Roberto Rossellini (Italie, 1953, N., v.o., 80 min) ✪. **Ciné Classics**

19.30 Travelling avant ■ ■
Jean-Charles Tacchella. Avec Thierry Frémont, Simon de la Brosse (France, 1987, 115 min) ✪. **Cinétoile**
20.30 La Lettre ■ ■
William Wyler (Etats-Unis, 1940, N., v.o., 100 min) ✪. **Ciné Classics**
20.30 Greystoke, la légende de Tarzan ■ ■
Hugh Hudson (Grande-Bretagne, 1983, 130 min) ✪. **Ciné Cinéma 2**
21.25 Le Cinéma de Papa ■ ■
Claude Berri (France, 1970, 95 min) ✪. **Cinétoile**
21.50 L'Anguille ■ ■
Shohei Imamura, Daisuke Tengan et Motofumi Tomikawa (Japon, 1997, v.o., 115 min) ○. **Canal +**
22.05 ... Comme elle respire ■ ■
Pierre Salvadori (France, 1998, 100 min) ✪. **Canal + vert**
23.00 La Grande Farandole ■ ■
HC Potter (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 90 min) ✪. **Cinétoile**
23.45 Le Goût de la cerise ■ ■
Abbas Kiarostami (Iran, 1997, v.o., 94 min) ✪. **Canal +**
23.45 Kissed ■ ■
Lynne Stopkewich (Canada, 1996, 80 min) ○. **Canal + vert**
0.10 La Charrette fantôme ■ ■
Julien Duvivier (France, 1939, N., 90 min) ✪. **Ciné Classics**

0.35 Milan noir ■ ■
Ronald Chammah. Avec Isabelle Huppert (France - Suisse, 1987, 80 min) ✪. **Ciné Cinéma 2**
0.40 Sailor et Lula ■ ■
David Lynch (Etats-Unis, 1989, v.o., 120 min) ♠. **Cinéstar 1**
1.10 Les Chariots de feu ■ ■
Hugh Hudson (Grande-Bretagne, 1981, v.o., 110 min) ✪. **Ciné Cinéma 3**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

15.40 Cinq sur 5 ! ✪.
16.40 Au cœur des flammes. ✪.
17.30 Melrose Place. ✪.
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
19.50 Clic & Net.
20.00 Journal, Le Résultat des courses.
20.42 Boom, Météo, Trafic infos.
20.50 Sagas. Monaco fête son prince. Rainier intime. Monaco et ses stars. Festivités du jubilé. Demain, le prince Albert.
22.55 52 sur la Une. Les pistards de tous les dangers.

FRANCE 2

16.40 Des chiffres et des lettres.
17.05 Un livre, des livres.
17.10 Cap des Pins. ✪.
17.45 Rince ta baignoire.
18.15 Friends. ✪.
18.45 Ce soir l'OM.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.55 et 21.00 **Tirage du Loto.**
20.00 Journal. Élections israéliennes.
20.50 Météo, Point route.
21.10 La Mère de nos enfants. Téléfilm. Jean-Louis Lorenzi. ✪.
22.55 Ça se discute. Quelle vie d'adulte pour les enfants maltraités ?
1.00 100 ans de sport.
1.05 Journal, Météo.
1.25 Le Cercle. Cannes.

FRANCE 3

16.00 Saga-Cités. Tous en scène.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Ce soir l'OM.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.40 Football. En direct. Coupe de l'UEFA. Finale : Marseille - Parme.
22.30 Météo, Soir 3.
23.05 Mort à Venise ■ ■ ■ Film. Luchino Visconti. Avec Dirk Bogarde (1970).
1.10 Pourquoi ? Comment ? Le cinéma en action.

CANAL +

16.05 Batman 2000. [1/13]. ✪.
16.45 C+ Cléo.
▶ **En clair jusqu'à 21.00**
18.25 et 19.05 **Flash infos.**
18.30 et 19.50 **Nulle part ailleurs.** 52e Festival de Cannes.
19.10 Cérémonie d'ouverture. En direct de Cannes.
20.30 Le Journal du Festival.
21.00 Le Cinéma de Catherine Deneuve.
21.50 L'Anguille ■ ■ Film. Shohei Imamura, Daisuke Tengan et Motofumi Tomikawa (v.o.). ○.
23.45 Le Goût de la cerise ■ ■ Film. Abbas Kiarostami (v.o.). ✪.

LA CINQUIÈME/ARTE

15.10 En juin, ça sera bien.
17.00 Au nom de la loi. ✪.
17.30 100 % question.
18.00 Le Cinéma des effets spéciaux. Des environnements artificiels.
18.25 Météo.
18.30 Kruger, l'éden austral d'Afrique du Sud.
19.00 Le Feu, une histoire brûlante.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Tony, voltigeur humanitaire.
20.50 Les Mercredis de l'Histoire. Good Luck for Your Country ! Le libéralisme en questions.
21.50 Les Cent Photos du siècle.
21.54 Musica.
21.55 Belcanto, les grands ténors. [2/3] Beniamino Gigli.
22.25 S.O.A.P. La compagnie de Rui Horta.
23.35 Profil. La Tentative de l'impossible, René Magritte.
0.25 La Lucarne. Bibione, Bye Bye One.

M 6

17.35 Aventures Caraïbes. Téléfilm. Paolo Barzman [1/2]. ✪.
18.25 Chérie, j'ai rétréci les gosses. ✪.
19.20 Mariés, deux enfants. ✪.
19.50 Ciné 6 Spécial Cannes.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. ✪.
20.40 Décrochage info, Une journée avec...
20.50 Le Corps d'un homme. Téléfilm. Claude-Michel Rome. ○.
22.40 La Captive. Téléfilm. Xaver Schwarzenberger. ○.
0.25 De quel droit ?

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique. Kurt Masur : portrait d'un chef d'orchestre entre Leipzig et New York. [3/5] Tradition et humanisme.
20.30 Agora.
21.00 Philambule.
22.10 Fiction. Festival de Cannes 99.
23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Le Violoncelle et l'Orchestre. Œuvres de Szymanowski, Lutoslawski, Chostakovitch.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Les Greniers de la mémoire. Invité : Lalo Schifrin, compositeur.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. *Sonate pour piano et violon* K 306, de Mozart, F. P. Zimmermann, violon, A. Lonquich, piano.
20.40 Le 20e anniversaire de l'Ensemble Clément Janequin.
21.45 Les Soirées... (suite).
22.10 The Turn of the Screw. Opéra de Britten. Par l'Orchestre symphonique du Théâtre royal de la Monnaie, dir. A. Pappano.

Le Monde TÉLÉVISION

PLANÈTE

17.55 Philippe Soupault et le surréalisme
Menée par Bertrand Tavernier et Jean Aurenche, en 1982, cette rencontre avec le cofondateur du surréalisme français (3 x 52 min diffusées jusqu'au 30 mai) est un beau morceau d'anthologie. La langue de Soupault, qui a alors près de quatre-vingt-cinq ans, est bien acérée dans ses évocations de tel ou tel compagnon de route de l'aventure surréaliste. Un régal.

ARTE

20.50 Good Luck for Your Country !
Dans ce documentaire des « Mercredis de l'Histoire », Jean Druon nous fait découvrir de l'intérieur comment le processus de libéralisation qui déferle dans le monde a été mis en œuvre en Europe, avec l'exemple de la privatisation des télécommunications. Le réalisateur donne une visibilité extraordinaire au fonctionnement de la société libérale.

FRANCE 3

Hommage à Dirk Bogarde : 23.05 Mort à Venise ■ ■ ■
Un compositeur allemand, vieux et malade, s'éprend d'un bel adolescent rencontré dans un palace à Venise ; il s'attache à ses pas sans oser lui parler. Il entre à agonie. La mise en scène de Visconti rejoint les intentions et la philosophie du roman de Thomas Mann, adapté d'une façon très personnelle. L'interprétation désespérée de Dirk Bogarde est à la mesure de cette œuvre douloureuse.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
✪ Tous publics
○ Accord parental souhaitable
♠ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
▭ Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
✪ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
■ On peut voir
■ ■ A ne pas manquer
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

LeMonde Job: WMQ1205--0036-0 WAS LMQ1205-36 Op.: XX Rev.: 11-05-99 T.: 10:57 S.: 111,06-Cmp.:11,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0406 Lcp:700 CMYK

Homéopathie de cheval

par Pierre Georges

AU RYTHME où c'est parti, il ne serait pas inconcevable d'imaginer une grande épreuve cycliste à étapes, le Tour du quai des Orfèvres. Avec contrôle anti-dopage systématique et garde à vue dans le fourgon-balai. C'est un véritable petit peloton en effet, quinze coureurs, qui devaient prendre, à partir de mardi, le départ de cette course redoutable, se résumant pour l'essentiel à une question : *« Alors, chargé ou pas ? »*

Les commissaires enquêteurs, dit-on, sont plutôt bons enfants. Ils ne veulent pas la mort sportive du dopé, simple consommateur de produits illicites. Ils cherchent simplement des preuves pour coincer la tête, le ou les pourvoyeurs. A commencer par le fameux *« docteur Mabuse »* dont tout le pays a, peu ou prou, entendu parler ces jours-ci, entre une dose de paillote et une frappe collatérale.

Le docteur Mabuse n'est ni docteur de la faculté ni Mabuse de fiction. Il existe. Il a fait fortune dans l'exercice de « l'homéopathie ». De l'homéopathie de cheval, devrait-on dire plutôt. Car cet étrange médecin a constamment oscillé entre deux apostolats : l'amélioration de la race cycliste et celle de la race chevaline.

Le docteur Mabuse, adepte des méthodes naturelles confinant au surnaturel, avait donc pignon sur peloton et sur champs de course depuis trente ans. C'est dire s'il y était connu comme le loup blanc. Si ses activités ont toujours été entourées de la plus sulfureuse réputation. Et si tous ceux qui feignent de découvrir son existence et ses éventuels méfaits, aujourd'hui, nous prennent pour des benêts. A commencer par les organisateurs du Tour de France.

Le docteur Mabuse ainsi surnommé par ses patients, humains s'entend, les chevaux ne s'étant pas prononcés, fut plusieurs fois pisté par la maréchaussée. En 1986 déjà, après une perquisition aux Six Jours de Bercy, la police judiciaire l'avait interpellé. Il fut inculpé pour différentes petites choses, infraction à la législation concernant les produits dopants et complicité d'escroquerie, puis jugé en 1990 et relaxé. Ce qui lui permit de gagner, car l'homme est un as du papier bleu, bon nombre de procès en diffamation contre la presse.

La presse le pista longtemps. A preuve, cet excellent papier du 17 juillet 1991 paru dans *La Croix* sous le titre *« L'étrange docteur Sainz »*. L'envoyé spécial du quotidien, Jean-Marie Safra, avait été reçu par *« le docteur Mabuse de Nonant-le-Pin »* en son haras du Bois de Play. La rencontre donna lieu à quelques scènes d'anthologie, le bon docteur exigeant, par provocation, que le journaliste l'appelle *« Maître. Ou Professeur »*. Ou lui présentant ses deux chiens baptisés *« Doping »* et *« Bio »*. Ou confirmant avoir subi un redressement fiscal de 10 millions de francs assez peu homéopathique.

Bref l'adepte *« de méthodes entièrement naturelles »* car, disait-il, *« au niveau des produits dopants, les coureurs cyclistes sont des encyclopédies et se suffisent à eux-mêmes, ils n'ont besoin de moi que pour conserver la santé »* a fini par être rattrapé par sa réputation. Sur son ordinateur, la police judiciaire a retrouvé toute une série de protocoles de traitements nominatifs des coureurs, évidemment *« homéopathiques »*. Et c'est sur la réalité de cette homéopathie de cheval qu'a été donné le départ, quai des Orfèvres.

Au Sénat, la majorité de droite renonce à sa bataille sur le pacte civil de solidarité

Le texte va retourner devant les députés sans être examiné par les sénateurs

UNE FOIS SUFFIT. Le Sénat a décidé de ne pas examiner, en seconde lecture, le pacte civil de solidarité (PACS). Patrice Gélard (RPR, Seine-Maritime), rapporteur de la commission des lois, devait présenter, mardi 11 mai dans l'après-midi, une question préalable – visant à montrer qu'*« il n'y a pas lieu de délibérer »* – dont l'adoption par la majorité (RPR-UDF-DL) entraîne automatiquement le rejet de la proposition de loi de la gauche plurielle et son retour, en troisième lecture, à l'Assemblée nationale.

La majorité sénatoriale a pris cette décision en commission des lois, mardi 4 mai (*Le Monde* du 6 mai). *« En première lecture, on a fait des propositions dont l'Assemblée n'a pas tenu compte. Le texte en sort même aggravé. Nous en prenons acte, sinon on nous reprocherait de vouloir allonger le débat... »*, justifie M. Gélard. Le 18 mars, en première lecture, le Sénat avait, en effet, supprimé le PACS et voté la reconnaissance du concubinage dans le code civil (*Le Monde* du 20 mars). Habile, l'initiative de M. Gélard visait à moderniser l'image du Sénat et à déstabiliser la gauche. Mais l'initiative du rapporteur s'est finalement retournée contre lui. Elle a d'abord suscité un long débat sur la définition du concubinage. Les sénateurs ont fini par adopter une définition *a minima* selon laquelle le concubinage est *« le fait pour deux personnes de vivre en couple sans être unies par le mariage »*.

« C'EST LA TOTALE ! »

Ensuite, cette proposition a divisé les députés de l'opposition. Certains, Christine Boutin (app. UDF, Yvelines) en tête, se sont opposés à toute reconnaissance du couple hors mariage ; d'autres, comme Dominique Dord (DL, Savoie) ont proposé une simple *« attestation de vie commune »* pour les couples non mariés.

Surtout, la gauche a répliqué en adoptant, le 7 avril, à l'Assemblée, le rétablissement du PACS ainsi qu'une définition du concubinage visant explicitement les couples homosexuels (*Le Monde* du 9 avril). *« C'est la totale ! »*, avait alors réagi Mme Boutin. *« Nous n'abandonnons pas la partie »*, assure Jacques Larché (DL, Seine-et-Marne), président de la commission des lois du Sénat, qui ajoute toutefois : *« C'est une décision rare »*.

C'est en effet la première fois, depuis juin 1997, que le Sénat rejette un texte de la gauche dès la seconde lecture par le biais de la question préalable. Celle-ci a, certes, été utilisée contre les projets de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers, la nationalité, les 35 heures, mais seulement en « nouvelle lecture », c'est-à-dire après la réunion de la commission mixte paritaire (CMP), une procédure de conciliation qui regroupe 7 députés et 7 sénateurs.

« CONTRADICTIONS TROP FORTES »

« Les contradictions des sénateurs de droite sont trop fortes. Ils ne veulent pas les revivre une deuxième fois », juge sa part Dinah Dericke (PS, Nord), tandis que le groupe communiste a dénoncé, le 5 mai, leur *« comportement frileux »*. *« M. Gélard aurait pu reprendre notre définition du concubinage, mais il n'avait pas la majorité avec lui. Il a voulu se protéger politiquement »*, note Patrick Bloche (PS, Paris), co-auteur, avec Jean-Pierre Michel (MDC, Haute-Saône), de la proposition de loi.

Mais la gauche se réjouit. Paradoxalement, en effet, l'attitude du Sénat permet d'accélérer la procédure d'adoption du texte. La CMP est déjà prévue pour le 18 mai. Il restera une troisième – et dernière – lecture dans chaque chambre pour que le texte soit définitivement adopté. Pour l'instant, M. Larché n'a pas cherché à retarder la navette.

Il est vrai qu'il a obtenu, au terme d'une négociation avec le gouvernement, que la discussion sur la réforme du mode de scrutin des sénateurs – initialement prévue vers le 10 juin (*Le Monde* du 27 mars) – soit reportée après les élections européennes du 13 juin. De son côté, le Sénat a renoncé à examiner sa propre proposition de réforme de son mode scrutin avant le projet gouvernemental. En résumé, le Sénat a d'autres « chats à fouetter » que le PACS.

Clarisse Fabre

Election controversée à la présidence de la CNAF

NICOLE PRUD'HOMME, la candidate CFTC à la présidence de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), devait être élue par le conseil d'administration, mardi 11 mai, après un mois de polémique autour de sa candidature. Présentée, dans une lettre anonyme circulant parmi les administrateurs de la CNAF, comme une proche des milieux catholiques intégristes, Mme Prud'homme a finalement reçu le soutien de la majorité des membres du conseil, à l'exception des représentants de la CGT et de Force ouvrière.

Trois associations – le Collectif national pour les droits des femmes, le Réseau Voltaire (défense de la laïcité) et les Nouvelles Questions féministes – ont protesté, lundi, contre cette élection qui, selon elles, risque de *« favoriser le familialisme, le conservatisme et l'intégrisme des milieux familiaux »*.

La commission des sondages valide une enquête contestée par M. Pasqua

LA COMMISSION des sondages a rejeté la plainte que lui avait adressée Jean-Jacques Guillet, le 29 avril. Le directeur de campagne de la liste de Charles Pasqua pour les européennes estimait, en effet, que la dernière enquête de l'institut CSA (qui créditait cette liste de 8 % d'intentions de vote, contre 12,5 % huit jours plus tôt) relevait d'une *« volonté de manipulation politique »*. Dans sa réponse, datée du 7 mai, le président de la Commission des sondages, Jean-Michel Galabert, écarte catégoriquement ce soupçon, en notant que *« les évolutions des intentions de vote, aussi importantes soient-elles, ont été constatées sur la base de méthodes de calcul constantes »*.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : deux policiers municipaux de Nice ont été mis en examen** pour atteinte à la liberté individuelle et convoqués chez le juge d'instruction Jean-Pierre Rousseau, le 9 juin, à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile émanant d'un sans-abri. Michel Mauboussin avait été « ramassé », en juillet 1996, par la police municipale en vertu de l'arrêté antimendicité du 5 juin 1996, mais à l'extérieur du périmètre où s'applique l'arrêté. Dans le courant de l'été 1996, 262 plaintes ont été déposées auprès du procureur de Nice par des sans-abri mais toutes ont été classées sans suite. – *(Corresp.)*

■ **MÉDECINE : le docteur Luc Valy, généraliste** à Lagny-le-Sec (Oise), a été condamné, lundi 10 mai, à 30 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Paris pour avoir révélé des informations protégées par le secret médical. A la demande de la compagnie d'assurance Abeille-Vie, le docteur Valy avait fait un rapport sur l'état de santé de l'un de ses patients, pilote d'Air France, en arrêt de travail pour maladie depuis octobre 1994 et auquel Abeille-Vie versait des indemnités journalières. En juillet 1995, le rapport médical avait conduit la compagnie à cesser ses versements et à réclamer le remboursement de 231 000 francs (35 200 €) à l'assuré, en expliquant que l'alcoolisme était une cause d'exclusion de sa garantie.

■ **EXPLOSIONS : un attentat à l'explosif, ni signé ni revendiqué, a endommagé,** lundi 10 mai dans la soirée, un bâtiment administratif de France Télécom à Nîmes. La charge, de moyenne puissance, placée sur un rebord de fenêtre a provoqué des dégats dans les immeubles voisins, dans le centre-ville. Le même soir, à Avignon, une agence de la Banque populaire, à la périphérie d'Avignon, a été la cible d'un attentat qui a provoqué des dégâts matériels importants.

Tirage du *Monde* daté mercredi 12 mai 1999 : 514 306 exemplaires.

LeMonde Job: WIA1999--0001-0 WAS MIA1999-1 Op.: XX Rev.: 08-05-99 T.: 18:20 S.: 111,06-Cmp.:11,08, Base : LMQPAG 09Fap:100 N°:0027 Lcp:700 CMYK

Le Monde
INTERACTIF
LES NOUVELLES TECHNOLOGIES
MERCREDI 12 MAI 1999
www.lemonde.fr/nvtechno

LES HOMMES
Liz Stirling, ambassadrice virtuelle du Lizbekistan.
P. III

LA TECHNIQUE
La caméra 16 mm A-Minima se propose d'être le couteau suisse du cinéma.
P. VII

16 mm

BOGUE
La Mission an 2000 et le ministère de l'économie lancent une campagne de publicité sur le bogue. **P. IV**

« LE MONDE » - CANAL +
Le jeu Midtown Madness offre un rodéo automobile en pleine ville. Réjouissant. **P. V**

PETITES ANNONCES
6 pages d'offres d'emplois.
P. VIII à XIII

L'ENQUÊTE

Du rififi dans les puces

Rien ne va plus chez les fabricants de microprocesseurs : Cyrix cesse de produire pour les PC, IBM restructure. Même le numéro un mondial cherche de nouveaux débouchés

DE LA LOI de Moore on ne connaissait jusqu'à présent que les effets positifs pour les consommateurs. Cette sacro-sainte règle édictée par l'un des fondateur d'Intel et en vigueur dans l'industrie des puces électroniques affirme que la puissance des composants double tous les dix-huit mois. Qui s'en plaindrait ? Pourtant, l'investissement pour suivre les progrès techniques est de plus en plus lourde pour les industriels puisque cette course technologique se traduit par un doublement tous les quatre ans du prix des usines. Le moindre retard dans les décisions d'investissement peut grever lourdement les chances de survie d'une entreprise. Car, si les ingénieurs miniaturisent, c'est plus pour soutenir le rythme de la bataille industrielle que pour les besoins de leur clientèle.

Voilà encore cinq ans, les choses étaient simples. Le monde des composants était divisé en deux après la dernière crise de 1985, qui avait laissé l'essentiel du marché des mémoires aux entreprises asiatiques, celui des processeurs aux Américains et quelques miettes aux Européens. Et, au sommet, une domination écrasante d'Intel, qui, avec 90 % des ventes de processeurs, faisait la pluie et le beau temps sur la planète matériel informatique.

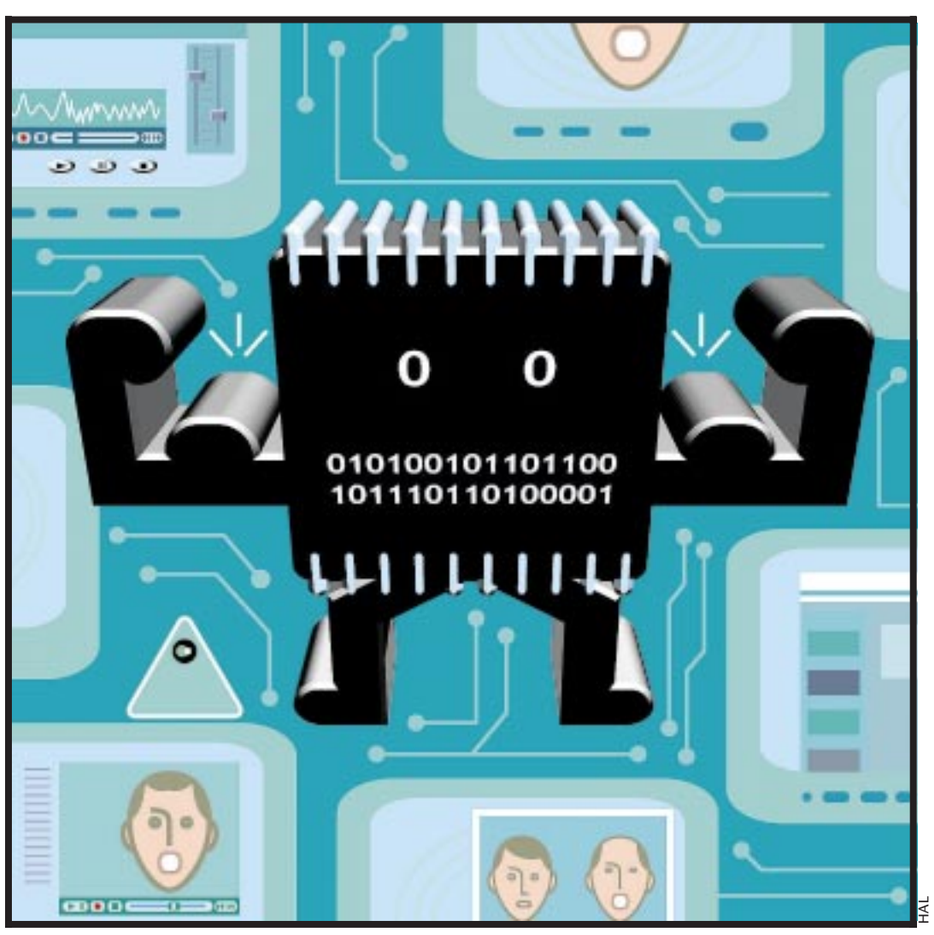
Mais aujourd'hui, rien ne va plus au royaume des puces. Les marchés émergents comme la téléphonie mobile et l'électronique embarquée déplacent la demande vers des composants plus spécialisés, moins onéreux et peu gourmands en énergie. Une longue et sévère crise dans les mémoires a provoqué une spectaculaire baisse des prix depuis 1995, conduisant à vendre ces composants de haute technologie au prix d'un paquet de chewing-gum. Le phénomène de surproduction qui revenait de manière cyclique s'est doublé des effets de la crise économique asiatique pour mettre à mal les résultats de nombreuses entreprises et entamer leur capacité à innover.

« Une vingtaine de sites ont fermé leurs portes en Europe entre 1996 et 1998 », constate Didier Lamouche, le directeur de l'usine d'IBM à Corbeil-Essonnes. Ce dernier vient d'engager une profonde réorganisation du site pour préparer de nouveaux produits et se désengager du secteur des mémoires. De son côté, Cyrix, qui avait pourtant réussi à imposer son nom face à Intel, a tiré les conséquences de ses pertes financières à répétition, et annoncé le 5 mai son retrait du marché des microprocesseurs pour micro-ordinateurs.

Même Intel doit désormais envisager ce qui, il y a deux ans encore, était inimaginable. L'entreprise a perdu, selon Dataquest, près de 14 % du marché des puces pour ordinateurs en 1998 au profit de ses concurrents AMD et Cyrix. Trop occupé à promouvoir la puissance de ses produits, le géant n'a pas vu arriver la vague des ordinateurs à bas prix qui a déferlé sur l'ensemble de la planète depuis 1998 et s'est retrouvé dans une situation paradoxale : la demande se porte vers les composants les moins chers, ceux-là mêmes qu'il ne sait pas produire, habitué qu'il est à faire la course en tête. Après avoir tergiversé, l'industriel a lancé les Celeron, des puces à bas prix, au risque de ternir son image de pionnier technologique et de réduire ses marges. Le succès de la contre-attaque semble assuré, mais cela n'empêche pas l'entreprise d'appliquer le *« principe de paranoïa »* dicté par Andrew Grove, l'un de ses fondateurs, et de garder en tête que les marges gigantesques appartiennent sans doute désormais au passé.

L'entreprise cherche de nouvelles sources d'activité pour conserver à long terme la croissance à deux chiffres qui a fait sa fortune. Tout en lorgnant sur les secteurs émergents, les stratèges de l'entreprise portent leurs regards sur la vague Internet qui déferle depuis cinq ans et conduisent Intel là où l'on ne l'attendait pas : le géant s'apprête à développer des *Web farms*, de vastes usines de traitement de l'information dédiées à la fourniture de services Internet aux entreprises. Une véritable révolution pour une entreprise qui ne s'est jamais posé d'autre question que « Comment pouvons-nous vendre ce nouveau processeur ? ».

Denis Delbecq



HAL

On les trouve dans les téléphones portables, automobiles, cafetières, chaînes hi-fi ou lecteurs de DVD-ROM : les « produits différenciés » sont le nouvel eldorado de l'industrie des semi-conducteurs

WEB FARMS
Dans un entretien au « Monde interactif », le vice-président d'Intel pour l'Europe justifie l'ouverture d'usines de services aux entreprises.
P. II

A partir d'un tas de sable, on crée de l'intelligence pour ordinateur : les secrets de fabrication des alchimistes du silicium

AOL vous rembourse 500 F sur l'achat du modem de votre choix, pour tout abonnement d'un an à AOL (en connexion illimitée à 95 F/mois*).

500 F d'économie, c'est vraiment l'occasion de s'équiper et de s'abonner à Internet ! Pour en savoir plus, appelez le

Offre valable jusqu'au 31/12/99.

* AOL est accessible partout en France au coût d'une communication téléphonique locale.

AOL est un service de cegetel

RCS Nanterre 402 192 777 - AOL - 1, place Carpeaux - 92 915 Paris la Défense

LeMonde Job: WIA1999--0002-0 WAS MIA1999-2 Op.: XX Rev.: 08-05-99 T.: 18:55 S.: 111,06-Cmp.:11,08, Base : LMQPAG 09Fap:100 N°:0028 Lcp:700 CMYK

Les mots des semi-conducteurs

BIT
La plus petite information que les puces peuvent manipuler. Ses multiples sont le **mégabit** (million de bits) ou le **gigabit** (milliard de bits).

LOI DE MOORE
Du nom du cofondateur d'Intel, elle affirme que le nombre d'éléments gravés dans les puces double tous les dix-huit mois, soit l'apparition d'une nouvelle génération de composants tous les trois ans, de capacité quadruple à la précédente.

MÉMOIRE
La mémoire vive (RAM) stocke les informations en cours de manipulation, mais perd les données quand on coupe le courant. La mémoire morte (ROM) contient des données inscrites une fois pour toutes. La **mémoire flash** est inscriptible et capable de conserver les informations sans alimentation électrique.

PROCESSEUR
L'élément-clé de l'industrie des composants offre la plus forte valeur ajoutée au fabricant. C'est le composant chargé d'effectuer tous les calculs.

SEMI-CONDUCTEUR
Certains matériaux sont, selon leur utilisation, conducteur ou isolant. Le silicium, matière première de l'industrie électronique, donne les processeurs et les mémoires informatiques.

Cyrix jette l'éponge

National Semiconductor va cesser de produire des puces pour PC

C'EN EST FINI de la belle aventure. Après dix années de lutte, Cyrix cesse toute production de processeurs pour les micro-ordinateurs. National Semiconductor, qui avait acquis Cyrix en 1997, a préféré arrêter les frais pour ne pas mettre en péril ses autres activités. Il vendra le fleuron de ses usines, l'unité de South Portland, dans le Maine.

Cyrix avait démarré ses activités dans les années 80 en vendant des coprocesseurs mathématiques, composants dont les fonctions sont aujourd'hui intégrées dans les processeurs. A l'époque, les 386 d'Intel n'avaient pas la bosse des maths et Cyrix avait pu tirer son épingle du jeu. Il s'était rapproché de Thomson, qui détenait des brevets de la technologie d'Intel. En dépit des batailles juridiques lancées par ce dernier, la firme avait obtenu le droit de « cloner » les processeurs d'Intel, véritable sésame du secteur.

Cyrix a lutté à armes inégales avec le géant. Avant son rachat en 1997, l'entreprise comptait moins d'employés qu'Intel ne possède d'avocats ! Souffrant de retards chroniques dans la sortie de ses produits, Cyrix avait pourtant surpris les spécialistes en 1994 avec son 6 x 86, une puce équivalant au Pentium. Après avoir tenté, sans succès, de commercialiser des ordinateurs sous sa marque, Cyrix avait commencé en 1997 une lente reconversion vers les produits d'entrée de gamme, portant ses efforts vers les puces ultra-intégrées de type « system on a chip » comme le MediaGX, capable de cumuler plusieurs fonctions d'un ordinateur dans un ongle de silicium. Selon l'institut d'études Dataquest, Cyrix avait réussi en 1998 à capter 10 % du marché sur le créneau des ventes d'ordinateurs au détail.

Que vont devenir les technologies développées par Cyrix ? National Semiconductor a annoncé la poursuite des activités autour du MediaGX, avec en ligne de mire les agendas électroniques, décodeurs de télévision, etc. L'entreprise cherche un acquéreur pour les brevets et technologies de processeurs pour PC. On imagine que les candidats seront rares. AMD, désormais seul véritable concurrent d'Intel, reste très fragile en dépit de son succès dans le grand public. Les industriels asiatiques pansent leurs plaies après la longue crise des mémoires, tout en cherchant le moyen de rebondir sur des produits à plus forte valeur ajoutée. Reste IBM, bon connaisseur des technologies de Cyrix qui a fabriqué ses puces pendant plusieurs années. Il n'est pas sûr que Big Blue, échaudé par le peu de succès de ses PowerPC, se hasarde dans un nouvel affrontement avec Intel.

D. D.

Concurrence

INTEL
Le numéro un mondial des semi-conducteurs, tous secteurs confondus, fabrique des microprocesseurs, des puces d'affichage, des contrôleurs, des mémoires flash, des cartes mères pour ordinateurs et des équipements de réseaux informatiques professionnels et domestiques.

IBM
La firme n'est pas parvenue à imposer sa puce PowerPC dans la micro-informatique. Non compatibles avec ceux d'Intel, ces micro-processeurs trouvent place dans les Macintosh et dans les serveurs et supercalculateurs d'IBM.

AMD
L'entreprise dispute à Intel le marché des microprocesseurs pour PC. Ses produits, compatibles avec ceux d'Intel, ont réalisé une forte percée chez les ordinateurs d'entrée de gamme, et l'entreprise entend s'attaquer au haut de gamme. Mais son succès est issu d'une guerre des prix, lourde de conséquences pour ses finances.

IDT
L'un des derniers venus dans l'industrie des microprocesseurs pour PC cherche à grignoter les miettes laissées par Intel.

RISE
Fondée en 1993, la firme américaine a lancé sa première puce pour PC fin mars. Le mP 6 vise le marché des ordinateurs portatifs et des PC d'entrée de gamme.

Du sable à la puce

Comment sont fabriqués les microprocesseurs

LA LARGE diffusion des composants électroniques masque un mode de fabrication complexe. Si certains composés comme le germanium ou l'arséniure de gallium sont parfois mis en œuvre dans des applications spécifiques, notamment dans l'électronique militaire, le silicium règne en maître dans l'industrie électronique. Extrait du sable, purifié, coulé en lingots purs à 99,999 999 %, le silicium est livré aux géants de l'industrie électronique sous forme de galettes, les *wafers*, d'environ 1 millimètre d'épaisseur pour une diamètre de 20 cm (les premières galettes de 30 cm font leur apparition).

Sur ces galettes vont être gravées des dizaines, voire des centaines, de puces à la fois. La pièce maîtresse de la fabrication est la lithographie optique, une méthode empruntée à la photographie : les circuits électroniques sont dessinés agrandis sur un masque, sorte de diapositive en quartz ou en fluorine dont l'image est projetée sur une galette de silicium sensibilisée à la lumière. Le *wafer* est ensuite trempé dans un bain chimique qui révèle (comme en photographie) les zones exposées. Différentes couches sont ensuite déposées pour construire les circuits et les pistes électriques qui apportent et récupèrent les signaux électriques.

Les puces sont ensuites testées, puis séparées les unes des autres, et assemblées dans les boîtiers qui viendront prendre place sur les cartes électroniques. Une galette de silicium vierge coûte quelques centaines de francs. Une fois sortie d'usine, elle représente une valeur commerciale de plusieurs centaines de milliers à plusieurs millions de francs. Et plus on miniaturise, plus les profits sont importants.

Les usines traitent de 5 000 à 20 000 tranches de silicium par semaine, suivant leur taille. Elles requièrent un investissement de 2 milliards à 3 milliards de dollars (12 milliards à 18 milliards de francs) et doivent être recyclées au bout de trois ans. De sévères normes sismiques s'appliquent à leur construction puisque la moindre vibration peut endommager la production. La fabrication y est fortement robotisée et se déroule dans des « salles blanches », dont l'air est épuré à l'extrême (quelques particules par mètre cube, contre plusieurs centaines de millions dans l'air extérieur). La fabrication requiert également de fortes quantités de produits chimiques, d'eau et d'électricité. Une usine comme celle d'IBM à Corbeil consomme autant d'eau et d'électricité qu'une ville de la taille d'Orléans.

D. D.

L'ENQUÊTE

« Dans les prochaines années, notre activité sera pilotée par le développement d'Internet »

Un entretien avec Robert Eckelmann, vice-président d'Intel pour l'Europe

« Intel a vécu pendant longtemps sur un seul produit, le microprocesseur. Aujourd'hui, l'entreprise s'engage résolument dans les réseaux et les équipements de communication. Pourquoi une telle mutation ?

– Nous sommes aujourd'hui bénéficiaires sur trois secteurs. Les microprocesseurs, bien sûr, mais aussi les composants associés (chipsets, mémoires flash) et les produits de réseau. Mais, aujourd'hui, la première motivation d'achat des ordinateurs est Internet. Nous devons donc tenir compte de cette évolution. C'est pour Internet que le Pentium III a été conçu. Grâce à ses instructions spécifiques, il permet de mieux comprimer les données et contribue à désengorger le Réseau. Six mois après son lancement, le Pentium III représentera la moitié de nos ventes de processeurs. C'est la première fois qu'une de nos puces s'impose aussi rapidement.

» Internet provoque la convergence de nombreuses spécialités que nous maîtrisons. Nous équipons les postes clients d'Internet *[les micro-ordinateurs],* les serveurs, nous diffusons de plus en plus de technologie aux réseaux qui les relient, et nous travaillons avec les fournisseurs de logiciels et de services pour Internet. Le rachat de LevelOne Communications nous ouvrira les portes du haut débit, et viendra compléter notre effort interne sur les composants destinés aux cartes de communication et aux routeurs *[les aiguillages d'Internet].* Nous fournissons déjà des entreprises comme Cisco ou Lucent. Tout cela procède d'une même logique de renforcement de notre activité dans les infrastructures de télécommunications. Les réseaux forment, pour nous, un cadre d'activité cohérent. Mais il y a de grands changements en cours !

– Intel a annoncé la création d'une activité de services, les Web farms. Pour la première fois de son histoire, l'entreprise sort de son principal métier, la maîtrise du silicium. Quel en est l'objectif ?

– Nous souhaitons proposer des services par l'intermédiaire d'Internet comme le stockage de données, l'hébergement de sites, la sauvegarde d'informations et l'assistance technique, dans une moindre mesure. Nous visons d'abord les grands utilisateurs d'Internet, les fournisseurs d'accès et les grandes entreprises qui s'appuient sur le Réseau pour leurs flux de données. Nous leur proposerons de les aider à gérer les pointes de trafic, la diffusion d'informations et des services de gestion des données. Ce n'est pas une activité dans laquelle les entreprises souhaitent investir lourdement ou acquérir une compétence. Elles préfèrent concentrer leurs forces sur leur métier et sur le développement de leur clientèle. Nous allons construire ce nous appelons des « fermes de serveur ». Ce seront des usines à bits dans lesquelles nous installerons des centaines, voire des milliers, de serveurs. Chacune nécessitera un investissement de 50 millions à 100 millions de dollars (46 millions à 92 millions d'euros).

– En 1996, on parlait de* network computers*, des ordinateurs de réseau peu puissants branchés sur de gigantesques bases de données. Intel ne partageait pas à l'époque cette vision attribuée à Oracle. Pourquoi ce revirement ?

– Ce n'est pas un revirement, puisque la puissance est de plus en plus indispensable dans les postes de travail. Mais nous assistons à une explosion de la demande de grosses infrastructures de stockage et de manipulation de données. Nous allons livrer plus de cent millions de processeurs entre la mi-1999 et la mi-2000, dont la majorité seront des Pentium III. Cela signifie que nous allons assister à une création d'informations sans précédent. Les bases de données de plusieurs téraoctets *[1 000 milliards d'octets]* seront vingt fois plus nombreuses d'ici deux ans. La combinaison d'ordinateurs puissants et d'Internet va rendre les gens de plus en plus dépendants des bases de données, que ce soit pour diriger leurs affaires, pour vendre en ligne ou pour simplement pour consommer.

» C'est une grande opportunité pour une entreprise comme Intel : nous disposons d'une solide expérience dans la technologie des serveurs et dans les systèmes de connexion en réseau des ordinateurs et de communication. De plus, nous avons acquis un réel savoir-faire en matière de commerce électronique, et nos technologies nous ont permis de roder un système de mise en réseau de nos différentes usines réparties sur la planète. Nous avons là des compétences que nous souhaitons valoriser.

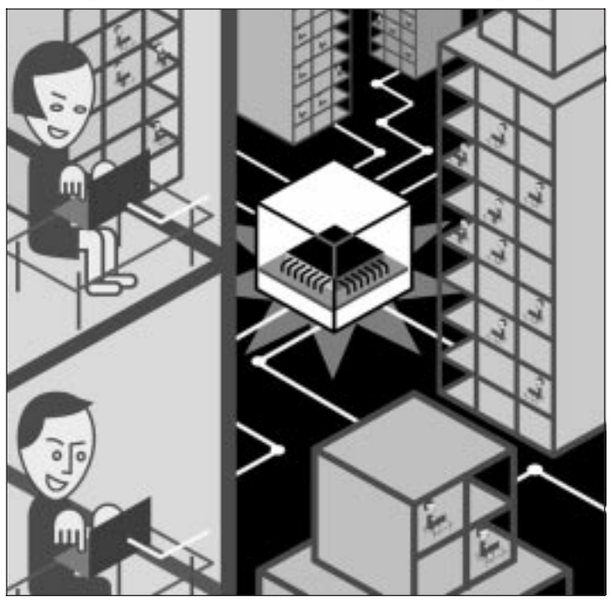
– N'y a-t-il pas un risque d'entrer en concurrence avec certains de vos clients comme Compaq ou IBM, des entreprises qui misent sur les services liés à Internet ?

– C'est vrai que ces industriels sont nos clients. Une entreprise comme IBM cherche à proposer des solutions clés en main aux entreprises, qui combinent ordinateurs, logiciels et services. L'activité que nous proposons est complémentaire – peut-être même est-elle l'un des éléments d'une solution complète –, mais elle n'est en aucun cas une pièce maîtresse de leur offre. Nous ne serons donc pas en concurrence. De même, les fournisseurs de services Internet proposent ce type de services, mais souvent parce qu'ils y sont contraints bien que cela ne soit pas leur principal métier. C'est une chance pour nous, et nous deviendrons peut-être leurs fournisseurs. Et sans doute, nous utiliserons les matériels d'entreprises comme IBM ou Compaq !

– C'est la première fois qu'Intel se tourne vers une activité en dehors de la transformation du silicium ?

– C'est vrai, mais le monde change vite, et nous nous adaptons... Nous maintiendrons sans doute les processeurs et les composants comme cœur de notre activité. Mais, dans les cinq prochaines années, notre activité sera « pilotée » par le développement d'Internet, et nous irons plus vers le logiciel et les services. »

Propos recueillis par Denis Delbecq



HAL

Un Français dans la galette

PEU REPRÉSENTÉE sur le créneau du silicium, l'industrie européenne fonde ses espoirs sur Soitec, fondée en 1992 par deux anciens chercheurs du laboratoire d'électronique du CEA. L'entreprise a inauguré début avril une usine de production de galettes de silicium. La production devrait atteindre 13 000 tranches de 30 centimètres de diamètre par semaine. Soitec mise sur la technologie SOI (silicium sur isolant) qui, selon IBM, permet de réduire la consommation des puces tout en augmentant leurs performances de 35 % par rapport au silicium pur. *« Le marché des puces pour les systèmes nomades croît très vite,* souligne André Auberton-Hervé, cofondateur et président de Soitec. *Le silicium sur isolant répond parfaitement à ses besoins de composants puissants à basse consommation électrique. Il deviendra le matériau dominant pour les générations technologiques au-delà du 0,18 microns. »* Les galettes de silicium sur isolant de 30 centimètres sont vendues environ 50 % plus cher que leur équivalent en silicium pur. Mais, selon le patron de Soitec, *« une bonne partie de ce surcoût est absorbé par la simplification du processus de gravure des puces. Au final, la différence n'est plus que de 10 % ».*

La fin du prêt-à-porter

Les « produits différenciés » devraient faire les beaux jours de l'industrie électronique

C'EST le nouvel eldorado de l'industrie du semi-conducteur : on les appelle les « produits différenciés ». Des puces d'un nouveau genre, bien différentes de celles qui logent au cœur de nos micro-ordinateurs. On les trouve dans les téléphones portables, dans l'électronique automobile, ou encore dans les cafetières, chaînes hi-fi, ou lecteurs de DVD-ROM. Un peu partout, en somme. Et elles n'ont pas fini de se multiplier. C'est pour cela qu'elles sont le nouveau cheval de bataille des industriels du secteur.

De quoi leur remettre un peu de baume au cœur après trois années d'une crise sans précédent, faite de surinvestissements, de surproduction et finalement de récession. Alors, fini le prêt-à-porter de la puce généraliste, et vive le sur-mesure des produits différenciés ? Le slogan serait un peu réducteur. Car le marché du micro-ordinateur – moteur de cette industrie depuis dix ans – est encore loin d'être saturé. Certes, nul n'avait prévu une dépression de cette ampleur. Mais, pour la première fois depuis 1995, ce marché pourrait amorcer les premiers mouvements d'une reprise, selon les prédictions du cabinet d'études IDC. Plus 13 % environ en 1999, à comparer toutefois aux 53 % de croissance prévus dans le domaine du décodeur pour télévisions numériques, ou bien encore aux 46 % du téléphone sans fil, sans parler des 178 % du DVD, selon Dataquest.

Cette perspective donne des sueurs froides à ceux qui, comme Intel, ont négligé ce versant du semi-conducteur. Elle en incite d'autres à changer leur fusil d'épaule, à l'image d'IBM. Si le numéro un mondial affirme ne pas vouloir abandonner la fabrication des PowerPC, la restructuration du site de Corbeil est significative : 20 % des capacités de production resteront tournées vers les mémoires standards, mais celles-ci seront de nouvelle génération à 64 et 256 Mbits. Le reste sera destiné à la fabrication de produits dits logiques. Et 3 milliards de francs (457 millions d'euros) sur trois ans seront consacrés à la réorientation des chaînes de production.

« Une transition industrielle qui passe nécessairement par un creux », précise Didier Lamouche, directeur du site de Corbeil. Reste que cette informatique non-PC est appelée à s'immiscer inexorablement dans la vie de chacun. *« Aujourd'hui,* note ainsi Guy Anastaze, directeur marketing stratégique pour IBM Europe, *5 % des transactions informatiques d'un individu sont des transactions non-PC. Dans cinq ans, elles s'élèveront à 40 %. »*

Autre chiffre qui mesure l'ampleur de la prolifération de puces différenciées : nous sommes tous aujourd'hui *« connectés à environ 500 à 1 000 puces,* estime Guy Anastaze, *entre électronique ménagère et domestique, automobile, téléphonie. En 2010 chaque individu sera en contact avec un million de puces, toutes interconnectées. »* Un virage relevé qui pourrait bien aussi redistribuer sérieusement les cartes dans cette industrie. *« Ce changement de direction révolutionne la façon dont les entreprises doivent se comporter »,* souligne ainsi Alain Dutheil, vice-président de STMicroélectronics, géant franco-italien du semi-conducteur, qui réalise plus de 60 % de ses ventes sur les produits différenciés.

Peu de sociétés maîtrisent l'ensemble des technologies nécessaires à la fabrication de circuits logiques. En outre le sur-mesure implique une collaboration plus étroite avec les clients, des alliances stratégiques durables, des échanges d'informations sensibles. *« Les marges brutes sont de la sorte plus constantes, et le marché est lui même plus facile à prévoir sur le long terme »,* explique encore Alain Dutheil. La première conséquence est de redonner des couleurs à l'Europe, chassée du marché du PC, mais bien présente, en revanche, sur ceux de l'automobile et de la téléphonie, qui compte, parmi les dix premiers de cette industrie, STMicroélectronics, Siemens et Philips.

Olivier Zilbertin

LeMonde Job: WIA1999--0003-0 WAS MIA1999-3 Op.: XX Rev.: 08-05-99 T.: 18:55 S.: 111,06-Cmp.:11,08, Base : LMQPAG 09Fap:100 N°:0029 Lcp:700 CMYK

le.top.des.réseaux

Les sites technologiques et scientifiques à visiter

www.simteam.com
Spécialiste de la réalité virtuelle et de la simulation interactive, la jeune société française Sim Team développe une gamme étendue de services et d'ingénierie : conseil et veille technologique, développement de logiciels à la demande, distribution d'équipements de réalité virtuelle et organisation de formations aux nouvelles technologies graphiques interactives. Le site de l'entreprise présente quelques exemples d'application de la réalité virtuelle dans des domaines aussi différents que le design, l'éducation, la médecine ou la finance.

SIMTEAM

club-internet.fr/dabfrance
Créé en 1991, le club DAB (Digital Audio Broadcasting) regroupe les principales radios françaises et les principaux diffuseurs, industriels et éditeurs de programme, ainsi que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Il a pour vocation de promouvoir et de développer les techniques et les services numériques liés à la radio. Le visiteur apprendra sur ce site ce qu'on entend par « programme sonore numérisé » et découvrira les différents récepteurs numériques DAB grand public disponibles sur le marché. De quoi le persuader de rejoindre les 15 millions d'auditeurs qui peuvent déjà accéder à la radio numérique en France.

www.compinfo.co.uk
Le site du Computer Information Center (CompInfo) est l'une des principales références électroniques en matière de recherche d'information sur l'actualité du monde de l'informatique. Consulter les derniers catalogues des fabricants de matériels et de logiciels informatiques, contacter les associations d'industriels ou d'utilisateurs, ou encore se tenir au courant des innovations technologiques qui transforment le secteur et en comprendre les fondements : ce site fournit pléthore de données aux internautes professionnels ou amateurs d'informatique.

netvet.wustl.edu
Si les animaux se mettent en cage, ils se mettent aussi en ligne. Un vétérinaire américain, professeur au département de médecine comparée de l'université de Washington, a eu l'idée de créer un zoo électronique. Le site répertorie toutes les espèces animales, des amphibiens aux vaches, en passant par les singes. Une énorme base de données fournit de nombreuses photographies et les sons produits par les animaux les plus étranges.

www.mediologie.com
Qu'est-ce que la médiologie ? Ni histoire ni sociologie des médias, la médiologie refuse le terme de « nouvelle science ». *« La médiologie est un sport d'équipe »*, aime répéter le philosophe et écrivain Régis Debray. Il est le maître à penser d'une discipline qui se définit comme une méthode d'analyse visant à comprendre les phénomènes de transmission dans le temps des informations. Publication trimestrielle, *Les Cahiers de médiologie* sont disponibles en ligne. Le site fournit également un index qui permet de naviguer plus facilement dans une matière qui, en lançant un regard critique sur les interactions entre la technique et la culture, enrichit la réflexion sur l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

www.webcamer.com
Fini les longues minutes d'attente devant les caisses des grands magasins ! Depuis le 15 avril, les internautes peuvent faire leurs courses au Printemps du boulevard Haussmann, à Paris, et déambuler d'un rayon à l'autre confortablement installés devant leur ordinateur. Des vendeurs en rollers équipés d'un matériel micro-informatique portable, d'un téléphone mobile GSM et d'une caméra vidéo sillonnent les rayons pour permettre au visiteur de choisir les produits qu'il désire acheter. Le vendeur peut aussi conseiller le client dans son achat et s'occupe de la livraison de la commande.

WEBCAMER

Une sélection de Stéphane Mandard

Stratégies

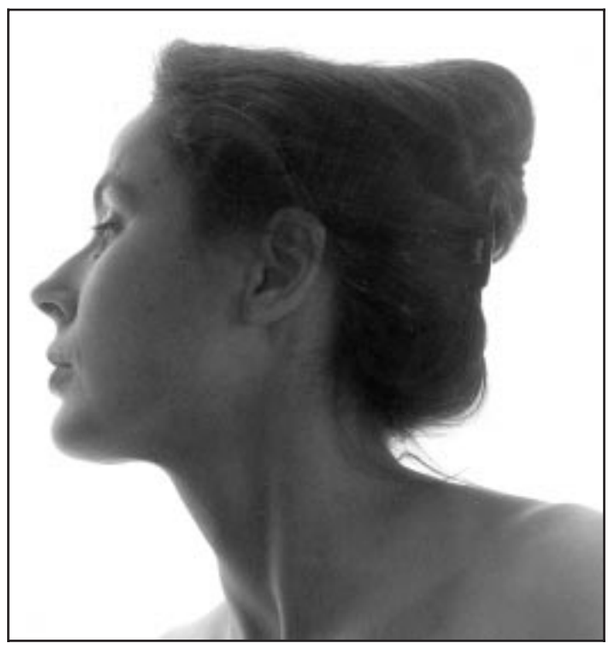
Accords autour de l'écran à plasma
Fujitsu et Hitachi s'associent dans le cadre d'une joint venture pour accélérer la réduction des coûts de production des écrans à plasma. Fujitsu apportera ses brevets pour développer de nouvelles gammes d'écrans plats, appelés à devenir les télévisions murales de demain.
Hitachi mettra, lui, dans ce partenariat, son expérience de constructeur d'appareils électroniques ainsi que son réseau de vente. Actuellement le prix des écrans à plasma de grande dimension dépasse les 65 600 F (10 000 €). L'objectif est de faire baisser ce prix autour de 20 000 F (3 050 €).

Bataille de chiffres sur le Net
La société de mesure d'audience des sites Web Media Metrix fausse–t–elle la donne économique du Réseau ? En cause, un récent sondage qui place Lycos en tête des sites les plus fréquentés devant Yahoo ! Résultat immédiat, l'action Lycos grimpe de 36 %.
Premier problème, Media Metrix ne dispose que d'un panel d'internautes américains, alors que 40 % des visites sur les sites ne proviennent pas des Etats-Unis.
Deuxième problème, seul un quart du panel de Media Metrix est équipé du fameux boîtier sur son lieu de travail. Or les pics de fréquentation, sur la plupart de grands sites, ont lieu durant le temps de travail et notamment pendant la pause déjeuner du midi.
Autant de sources d'erreurs qui font grincer les dents des responsables marketing des sociétés qui annoncent sur le Web, car ce sont justement les personnes qui surfent depuis leur bureau qui sont potentiellement les plus intéressantes à toucher.

Aide aux startups japonaises
Pour aider les startups qui tardent à décoller, une société japonaise, Japan Patent Consulting (JPC), a décidé de vendre aux investisseurs les licences détenues par ces petites entreprises. Le but est de fournir à ces dernières suffisamment de liquidités pour mettre leurs innovations sur le marché au lieu de batailler pour simplement garder leurs brevets en activité.
Japan Patent Consulting s'occupe de négocier la vente des droits sur certains produits et joue un rôle de conseiller dans le cas des brevets mal protégés. Les onze avocats qui composent cette nouvelle société ont tous auparavant travaillé pour l'Office des brevets japonais.

LES HOMMES

L'Etat virtuel, c'est elle



JEREMY STIGTER

Depuis deux ans, Liz Stirling est l'ambassadrice numérique d'un pays qui n'existe que sur la Toile, le Lizbeksitan

NE CHERCHEZ PAS les frontières du Lizbekistan sur un atlas. Ce pays n'existe que sur la Toile. Et dans l'imagination de Liz Stirling, une artiste australienne installée à Paris depuis maintenant douze ans. Pas de plaque dorée ni de drapeau. Juste une adresse au fond d'une impasse fleurie du XIVe arrondissement de Paris. L'ambassade du Lizbekistan est bien à l'image de son pays : introuvable pour les non-initiés. L'ambassadrice est pourtant bien là. Drôle de personnage d'ailleurs que Liz Stirling, cette grande fille au visage doux. Baskets aux pieds, tenue décontractée et élocution à la manière de Jane Birkin, elle accueille les visiteurs comme si elle était chez elle (c'est le cas). Pour le protocole, il faudra aller voir ailleurs. Dans cette ambassade un peu spéciale, le café se prend à la bonne franquette, sur une table jonchée d'objets divers, dont une collection de pommes de terre en forme de cœur.

Le Lizbekistan commence ici, entre les murs d'un appartement joliment décoré façon pop art. Le pays se prolonge sur la Toile pour le bonheur de milliers d'internautes qui découvrent les joies de l'appartenance à une communauté virtuelle. *« A travers le Lizbekistan, je voudrais que les gens se mettent dans la peau des réfugiés, des exilés, de ceux qui n'ont ni pays d'attache ni papiers. »* Une profession de foi pour pays virtuel, aujourd'hui rattrapée par les réalités d'une guerre européenne qui déracine des centaines de milliers de gens. Une actualité brûlante qui donne à l'expérience une connotation particulière. *« Le Réseau est incroyable pour ça. Il permet aux gens de rester en contact même en étant séparés. »*

Liz a choisi l'expatriation. Souhaité même. Et le concept de ce pays aux consonances d'Asie centrale est né dans son imagination d'artiste. Ses études aux Beaux-Arts de Sydney achevées, elle ressent le besoin de quitter cette Australie natale *« si loin de tout »*. *« Le fait de quitter son pays,* ajoute-t-elle, *procure des sentiments de danger et d'inconfort très utiles pour la création artistique. »* Même parisienne, Liz se sent toujours expatriée. *« Même si je suis bien intégrée en France avec un bon réseau d'amis, je serais toujours une étrangère dans ce pays. »*

En 1987, Liz Stirling arrive donc à Berlin pour se rapprocher un peu du reste du monde. Mais les valises à peine posées, elle s'embarque pour l'Afrique avec une organisation humanitaire puis ce seront deux voyages d'un an en Ouzbékistan qui lui donneront l'idée d'un pays virtuel. *« Mon idée de départ était de travailler autour de questions telles que : Qu'est-ce qu'un groupe ? Qu'est-ce qu'une frontière ? Quels sont les papiers nécessaires pour appartenir à un pays ? »* Les contours du Lizbekistan sont nés de ces multiples interrogations. Et aussi d'un formidable besoin de dérision. *« Je voulais aussi mettre une touche d'humour et critiquer toutes les lourdeurs de l'administration et les incohérences du monde politique »*, ajoute Liz sans se départir de son ton posé.

Après un rapide détour par New York pour apprendre la création graphique sur site Web, les portes du royaume lizbek s'ouvrent au monde au mois d'août 1997. Sa devise sera *« Liberté, Égalité, Virtualité »*. A sa tête, Liz évidemment, princesse farfelue régnant en monarque absolu sur ses sujets réticulaires. Des sujets tout heureux de pouvoir obtenir un titre, un ministère ou un poste à responsabilités dans ce pays où tout est permis : chargé du Gotha, ministre du temps perdu, ministre de la police, de la justice, du repassage et du nettoyage à sec... Frédéric Dard lui-même n'aurait imaginé une telle république fantoche pour les aventures de son célèbre commissaire San Antonio !

Liz s'amuse. Pour ses visiteurs, elle est devenue une figure emblématique. *« Ceux qui demandent la nationalité lisbèke sont des gens qui aiment le sentiment d'appartenance à une communauté. Ils veulent aussi connaître la double nationalité et fuir un moment les réalités politiques bien réelles de leur vie quotidienne. »* Pour les combler, Liz fait appel à ses talents d'artiste. Dans la veine d'une Warhol fin de siècle, elle imprime de vrais-faux passeports, des timbres, de la monnaie factice et toute la panoplie pour se sentir un « vrai » Lisbek. Le jeu consistant ensuite pour les citoyens lizbeks à faire tamponner leur passeport lors de leurs voyages. *« Ce qui est drôle, c'est que les douaniers américains ou canadiens ont tout de suite accepté de tamponner nos faux passeports. »* Moins enclins à la facétie, leurs homologues français ont eu un peu de mal à rentrer dans ce petit jeu. *« Mais, quand ils voient les tampons américains, ils rigolent et finissent par le faire. »* Liz est fière de son œuvre. Elle tient quand même à garder un œil distant sur cette aventure. *« Mon travail reste quand même conceptuel. Mon but n'est pas de trop m'impliquer mais bien de faire contribuer les visiteurs à la vie du site. »*

Ainsi, elle aimerait un jour pouvoir exposer ses œuvres ailleurs que sur les murs blancs de son quatre-pièces. *« C'est vrai que cela me plairait. Sur un site, les choses ne sont pas belles à regarder. J'aimerais pouvoir créer une ambiance et monter une exposition éphémère à l'occasion de la destruction du Lizbekistan. »*

D'un ultime pied de nez à ceux qui peuvent détruire le monde en appuyant sur un simple bouton, Liz mettra fin à l'expérience Lizbekistan d'un simple clic sur l'ordinateur qui meuble l'un des coins de l'ambassade. La date fatique n'a jamais été un mystère pour les Lisbeks. *« Le 9 septembre 1999, ce sera la fin. »* Liz est émue. Elle ne pensait pas qu'il faudrait arrêter l'expérience au moment où les demandes de passeport augmentent. *« C'est vrai que c'est un peu suicidaire, mais j'ai toujours dit que le site fermerait à cette date, alors je m'y tiens. »* Trop éprise d'éphémère pour se laisser enfermer dans le long terme.

Mais l'esprit communautaire qui présidait aux destinés du Lizbekistan devrait bientôt renaître. Comme tout artiste, Liz fourmille de projets. A trente et quelques années–Liz n'aime pas trop dévoiler le dernier chiffre –, elle devrait prochainement donner naissance à un nouveau lieu virtuel : Liz Vegas. Cette fois-ci, les plaques dorées seront au rendez-vous. Celles qui servent aux joueurs à rêver d'une hypothétique fortune.

Guillaume Fraissard

■ **www.lizbekistan.com**

L'Actualité Multimédia sur France Info
tous les samedis dans "Multimédia"
tous les dimanches dans "Info-Net"
avec Jérôme Colombain
FRANCE info 105.5

Dates

9 septembre 1961
Naissance en Australie.

1983
Départ pour Berlin.

1984
Liz peint des fresques murales dans des hôpitaux ougandais pour le compte d'une organisation humanitaire.

1985
Arrivée à Paris, où Liz travaille comme artiste.

1989
Premier voyage en Ouzbékistan.

1996-1997
Naissance du Lizbekistan.

9 septembre 1999
Arrêt programmé du Lizbekistan.

Communautés

DEPUIS quelques années, les communautés virtuelles ont le vent en poupe sur Internet. L'idée est de rassembler les internautes dans un monde factice et de recréer un tissu social, des règles de vie communes, identiques ou différents de ceux instaurés dans le monde réel. L'ambition des communautés virtuelles est, le plus souvent, de se démarquer de la réalité pour inventer un espace nouveau dans lequel chacun peut s'inventer un nom, une fonction et un mode de vie.
Dans certaines d'entre elles, les internautes sont matérialisés par des avatars qui vivent et interagissent avec des centaines de milliers d'autres. Présentées comme des lieux où toutes les audaces, toutes les rencontres sont permises, les communautés virtuelles ne recueillent pourtant pas toujours l'adhésion des internautes. Alléchantes, elles doivent demeurer relativement confidentielles pour pouvoir fonctionner correctement.
L'échec du Deuxième Monde de Canal + a montré qu'à vouloir faire participer trop de gens on rend de tels mondes difficilement vivables.
Au Lizbekistan, pas d'avatars. Juste un site sur lequel les citoyens peuvent venir prendre les dernières nouvelles de leur pays. Et, plutôt que de miser sur la technologie, la représentation en trois dimensions et la réalité virtuelle, Liz a fait, elle, le choix de l'art et de la dérision pour développer le sentiment d'appartenance à un groupe. Les logos, passeports, timbres et autres formulaires du Lizbekistan servent à lier les citoyens et à en faire de vrais Lizbeks.

LeMonde Job: WIA1999--0004-0 WAS MIA1999-4 Op.: XX Rev.: 08-05-99 T.: 18:55 S.: 111,06-Cmp.:11,08, Base : LMQPAG 09Fap:100 N°:0030 Lcp:700 CMYK

Le tour du bogue

Retardataires

Selon Karl Feilder, fondateur et président de Greenwich Mean Time (GMT), consultant auprès de la Banque mondiale et du Pentagone, conseiller spécial des gouvernements britannique, australien et néo-zélandais pour les problèmes informatiques liés au passage à l'an 2000, l'état de la préparation de la plupart des pays d'Europe continentale est préoccupant. *« L'Europe a au moins deux années de retard sur la Grande-Bretagne, le gouvernement britannique doit faire un effort afin de sensibiliser ses partenaires européens sur le problème du passage à l'an 2000 »*, ajoute-t-il.

Russie

Selon le vice-premier ministre russe, Vladimir Boulgak, la Russie a besoin de 1 milliard de dollars (940 millions d'euros, 6,2 milliards de francs) pour résoudre les problèmes informatiques liés au bogue de l'an 2000. Sur les 56 000 systèmes informatiques du pays, 16 000 sont considérés comme essentiels. Si rien n'est fait, aucun ascenseur ne sera en état de fonctionner dans les bâtiments gouvernementaux au 1er janvier 2000, prévient M. Boulgak.

Généreux

Le Centre scientifique et technologique international (ISTC), fondé par les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon et dont le siège se situe à Moscou, doit recevoir une subvention d'un montant de 1,5 milliard de dollars (1,4 milliard d'euros, 9,3 milliards de francs) des Etats-Unis. Cette somme servira à financer des programmes visant à la préparation au passage à l'an 2000 de certains systèmes informatiques particulièrement sensibles (notamment dans le domaine nucléaire), en Russie, en Arménie et au Kazakhstan.

Panne électrique

Selon l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), les centrales nucléaires françaises ne sont pas à l'abri d'un incident du réseau électrique. Une panne générale de courant *« conduirait EDF à faire fonctionner ou à maintenir à l'arrêt ses réacteurs dans des conditions inhabituelles qui pourraient poser à terme des problèmes de sûreté. [...] En l'état des informations qui lui ont été actuellement transmises, l'IPSN constate que toutes les mesures palliatives ne sont pas encore définies »* par EDF pour gérer une situation anormale à la suite d'une défaillance non prévue, indique un responsable de l'institut, Jean-Christophe Niel. Selon les estimations d'EDF, 45 et 80 % des systèmes

Aviation

Le groupement de compagnies aériennes Star Alliance, dont les membres fondateurs sont Air Canada, Lufthansa AG, Scandinavian Airlines System (SAS), Thai Airways et United Airlines, a déclaré que tous ses appareils étaient prêts au passage au troisième millénaire. Les neuf membres de Star Alliance couvrent actuellement 110 pays et transportent 200 millions de passagers par an.

Dernier vol

L'Association du transport aérien international (IATA) a assuré qu'*« aucune décision n'a été prise qui pourrait réduire la disponibilité des vols* [au cours de la nuit du 31 décembre au 1er janvier] *ou causer quelque désagrément aux passagers »*, même si des discussions techniques sont en cours pour s'assurer de la sécurité des vols ce jour-là. Parallèlement, la compagnie aérienne Virgin Atlantic a annoncé qu'elle réduisait les vols prévus pour le 31 décembre. Officiellement, cette décision est due à une *« trop faible demande de la part des passagers »*.

Lobbying

Le projet de loi républicain qui visait à limiter les poursuites judiciaires en cas de préjudice lié au passage à l'an 2000 a été rejeté par le Sénat américain par 52 voix contre 47, tous les démocrates ayant voté contre. Le sénateur républicain John Mc Cain, auteur du projet, reste optimiste et espère trouver un compromis avec la minorité démocrate.

Presse

Le quotidien *Nice-Matin* a profité du 1er mai pour simuler, sur son système informatique et ses réseaux, un passage au troisième millénaire. Le journal, qui fait partie du groupe Hachette Filipacchi Médias (HFM), voulait *« traquer les moindres dysfonctionnements »* dus au bogue de l'an 2000. *« Toute l'entreprise a basculé dans l'an 2000 sans incident »*, a affirmé le directeur informatique de *Nice-Matin*.

EDF traque l'imprévu

UN GROUPE d'experts d'EDF et de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) se rendra en Chine, fin 1999, à la centrale nucléaire de Daya Bay. Selon Jean-Christophe Niel, adjoint au chef du département d'évaluation de la sûreté de l'IPSN, même si la centrale chinoise passe le cap de l'an 2000 sept heures avant les centrales françaises, *« on ne peut pas sérieusement envisager d'apporter d'importantes corrections dans un temps aussi court »*. En revanche, les ingénieurs chinois et français pourront avant le jour J, échanger leurs expériences et ainsi éventuellement déceler un « oubli ».

Le risque le plus grave reste un incident généralisé du réseau obligeant EDF à utiliser ses réacteurs dans des conditions inhabituelles qui poseraient à terme des problèmes. M. Niel assure qu'EDF tient son planning et multiplie les mesures correctives afin de parer à toute éventualité prévisible. Pourtant *« en l'état des informations qui lui ont été transmises, l'IPSN constate que toutes les mesures palliatives ne sont pas encore définies »* par EDF pour gérer une situation anormale à la suite d'une défaillance non prévue.

Les Etats-Unis informent les enfants

A L'ÉTRANGER, mis à part la Grande-Bretagne et le Canada, aucun pays n'a utilisé la publicité télévisée pour faire passer ses messages concernant le bogue de l'an 2000. Le gouvernement fédéral américain a choisi d'informer l'opinion publique par l'intermédiaire de la télévision et d'Internet. Et pas seulement les adultes : la Maison Blanche se préoccupe de sensibiliser les plus jeunes aux dangers du bogue de l'an 2000. Y2K for kids, le site Internet pédagogique réalisé tout spécialement pour eux par le gouvernement, leur explique avec des exemples concrets ce qu'est le bogue, ce qui pourrait arriver en cas de problèmes, ce qui n'arrivera pas et surtout ce qu'il faut faire au moment voulu. Le tout sans verser dans le catastrophisme. Ainsi, le gouvernement américain compte dans ses troupes anti-bogue des enfants avertis, qui peuvent informer leurs parents, vérifier si l'ordinateur familial, la voiture, le magasin du coin, l'école sont touchés ou non par le bogue. Une série de questions-réponses leur permet d'aller plus loin : « Y aura-t-il de l'électricité ? », « Faut-il faire des réserves de nourriture et d'eau ? », « Mes parents doivent-ils retirer leur argent de la banque ? »... Ils sont même invités à poser par courrier électronique ou par téléphone les questions auxquelles ils n'ont pas trouvé de réponse. Nul doute qu'ils seront ainsi de plus efficaces prescripteurs que les adultes incrédules.

■ **Y2K for kids : www.itpolicy.gsa.gov/mks/yr2000/kidsy2k.htm**
■ **2000 NOW Kids : www.2000now.org/kids.htm**

« M. Bogue », star de l'an 2000

***« QUELQUE PART** en France, un peu avant l'an 2000. »* C'est le début de la publicité télévisée. Les lumières s'éteignent dans l'atelier d'une usine. Au moment où le patron quitte les lieux, un personnage bleuâtre jaillit d'une puce électronique : *« C'est moi le bogue de l'an 2000 ! »* Et part dans une sarabande qui affolle toutes les machines. Calmement, le patron le repousse de son téléphone portable, sur lequel figure le numéro de téléphone Azur du Centre national de renseignement antibogue. En une seconde, l'affreuse bestiole se dissout.

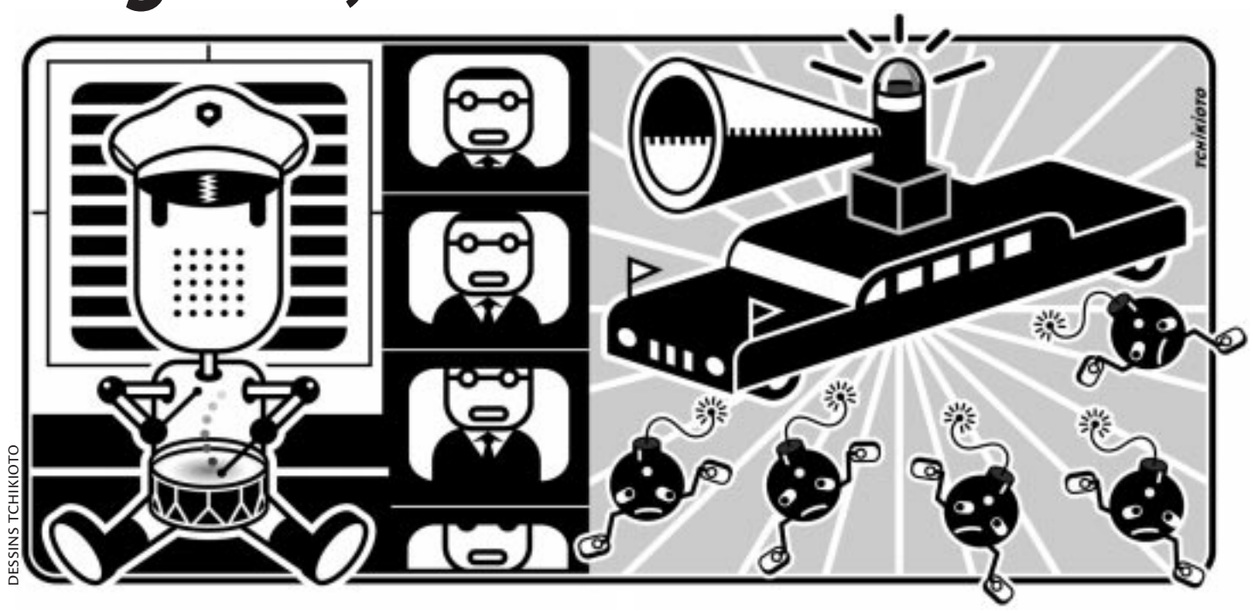
Lancée le 9 mai par la Mission an 2000 et par le ministère de l'économie et des finances, ce spot est le premier d'une campagne de sensibilisation de 100 millions de francs (15 millions d'euros). *« A 239 jours de l'échéance, la phase d'alerte est aujourd'hui dépassée »*, indique Bercy, qui lance l'artillerie lourde. Car, si la France n'est plus à la traîne, certains chiffres restent angoissants. Selon l'enquête réalisée par la Sofres en février, 36 % des entreprises de moins de 200 salariés déclarent ne rien vouloir faire.

« Il est nécessaire, souligne Didier Witkowski, directeur de l'étude, *de dire que le bogue se cache là où on ne l'attend pas. »* Justement, les trois spots en montrent les effets dans une usine, un immeuble et une entreprise de services (ascenseur, climatisation, machine-outil, alarme, logiciel de CAO...). Les créatifs de l'agence de publicité BBDO ont choisi de représenter le bogue par un être hydrocéphale en 3D. *« C'est la synthèse de figures moderne et légendaire,* précise le réalisateur, Vincent De Brus, *tels que l'alien de Roswell ou les farfadets. »* M. Bogue ressemble à un M. Propre qui ferait du sale boulot. *« Il représente la puissance du mal puisqu'il a, telle la bête de l'Apocalypse, le front tatoué avec des 0 et des 1 »*, analyse Yves Krief, de la société Sorgem, spécialiste du décryptage de la communication. *« Le choix est judicieux, car la seule façon de montrer l'inquantifiable, l'imprévisible, l'ubiquitaire et le discontinu est d'utiliser la métaphore (par la personnification) et la métonymie (les effets de M. Bogue). »*

Le seul moyen de se débarrasser de la petite bête est d'invoquer le fameux numéro de téléphone Azur. Le combat du chiffre contre le chiffre. *« A chaque fois, tel un vampire devant le crucifix, M. Bogue est défait,* remarque Yves Krief. *Le danger, c'est que, si l'on se contente de ce message, on a le sentiment que l'affaire du bogue est magique et que la solution l'est de même. »* Michel Le Clainche, directeur de la communication de Bercy et grand ordonnateur de la campagne, a choisi de ne pas faire dans la dentelle : *« C'est un message fort, qui vise à impliquer les gens et qui est soutenu par un copieux dispositif pratique, à commencer par le centre d'appel téléphonique Azur. »*

Cette campagne de 100 diffusions sur trois semaines sera renforcée par 500 spots radio, des pages de publicité dans la presse régionale et dans la presse professionnelle. Sans oublier une caravane de 8 camions-forums qui circulera du 31 mai au 10 juillet dans plus de 100 villes. *« Il faut que chaque citoyen et que chaque entreprise soit mis en face de ses responsabilités »,* martèle Stéphane Boujnah, conseiller technique de Dominique Strauss-Khan.

Cette campagne, qui veut secouer les décideurs mal préparés, a le défaut d'arriver bien tard. Toute l'opération a d'ailleurs été réalisée dans l'urgence, au point que l'équipe de production Movie Box a fait les trois-huit avec des lits installés dans les salles de montage. Pourquoi ? Parce que, comme le dit Marylise Lebranchu, secrétaire d'État aux PME, au commerce et à l'artisanat, l'an 2000 commence ce 1er août. Après cette date, il sera trop tard pour effectuer toutes les rénovations, et les fournisseurs auront bien du mal à répondre au déferlement de lettres recommandées. Nombreux sont ceux qui renvoient leurs clients consulter le Web, alors que, justement, ces retardataires ne sont pas reliés au Réseau. A Bercy, on résume ainsi la situation : nous sommes passés de l'alerte à l'alarme – la communication officielle a changé de ton. La mission de Gérard Théry a renforcé son slogan : *« Maîtrisons l'an 2000 ensemble »* par la diffusion d'un nouveau mot d'ordre omniprésent : *« Ne laissons pas des machines nous compliquer l'an 2000. »*



DESSINS TCHIKIOTO

Depuis le 9 mai, un lutin hydrocéphale avertit par voie publicitaire les Français du risque lié au passage au troisième millénaire

« Il ne s'agit pas de dire que le progrès nous a trompés, explique Michel Le Clainche, *ainsi que le laisse entendre la dérive américaine écolo-archéo-régressive liée au changement de millénaire, mais que nous ne devons pas nous laisser dominer par la machine. »* Une façon de reconnaître notre manque de contrôle ? Yves Krief souligne qu'*« il est toujours risqué, en communication, d'utiliser la forme négative du « ne pas », car on l'interprète souvent à l'opposé : cela veut dire que les machines vont vraiment nous compliquer la vie ! »*

C'est la première fois que l'Etat sort de la formule institutionnelle « passage à l'an 2000 », qui retire la charge symbolique de l'événement, pour employer un mot tabou dans sa communication : le *bogue. « Ceux qui en parlent dans la cité ne seront plus pris pour des doux allumés,* dit Michel Le Clainche, *car le problème du bogue, vu à la télévision, acquiert un statut sérieux. »* Chaque acteur pourra désormais être l'informateur des autres, sans peur du ridicule et dans son propre intérêt.

J.-R. D. et N. Q.-S.

■ **Centre national de renseignement anti-bogue : 08-01-31-20-00**

Info-intox

Trois idées reçues dont se servent les incrédules

1 On est passé à l'euro sans problème, on passera l'an 2000 de la même façon.

FAUX. Les deux problèmes n'ont rien à voir. Pour l'euro, on avait décidé de modifier les systèmes informatiques à une date de basculement précise et on maîtrisait entièrement ce qu'on voulait valider. C'était une modification fonctionnelle, comme on en fait tous les jours, qui ne bloque pas le système. De plus, le bogue touche aussi tous les systèmes embarqués.

2 On a l'habitude d'être confronté à des systèmes qui plantent.

FAUX. La question de l'an 2000 est très spécifique : en général, quand un système tombe en panne, par exemple lors de l'installation d'une nouvelle version d'un logiciel, l'informaticien peut toujours revenir à la version précédente (n – 1), qui fonctionnait. Avec l'an 2000, il n'y a pas de version précédente viable, car, par définition, elle tombe également en panne ! Il n'y a pas d'autre solution que de bien corriger pour redémarrer.

3 Chez moi il y aura peu d'impact, car je n'ai pas beaucoup d'informatique.

FAUX. Il n'y a pratiquement plus de systèmes isolés : tout communique avec tout en interne et en externe, ne serait-ce qu'avec les fournisseurs et les clients. De plus, les petites causent ont de grands effets. C'est ce qu'on appelle le « risque de l'« effet dominos » : un accident mineur à un endroit en déclenche un ailleurs, qui lui-même en déclenche un autre, et ainsi de suite, provoquant à terme une dérive invisible des données ou une panne générale.

J.-R. D. et N. Q.-S.

Trois questions à...

Dominique Strauss-Khan, ministre de l'économie et des finances

1 Vous n'hésitez pas à monter au créneau à propos du bogue. Plus que jamais, c'est le moment de laisser de côté la langue de bois ?

Il n'y a pas de place pour la langue de bois face à un phénomène qui peut bloquer le fonctionnement de bon nombre d'entreprises. Je suis convaincu que la sanction sera brutale pour les entreprises qui n'ont rien fait. L'an 2000 mal préparé, c'est de la perte d'exploitation pour l'entreprise et du chômage technique pour les salariés. Bien sûr, certains acteurs sont en retard et devront fournir dans les quelques mois qui viennent des efforts considérables. Bien sûr, il y aura des problèmes en janvier 2000. Mais il nous faut convaincre que nous sommes tous concernés. Mon objectif, c'est que chaque responsable soit mis en situation de responsabilité : soit il choisit de faire quelque chose et de sauver son entreprise, soit il choisit de ne rien faire et de s'en remettre à la fatalité, qui pourra prendre la forme de la faillite.

2 Avec le bogue, nous sommes confrontés à un accident technologique potentiel à l'échelle de la planète. Quels enseignements peut-on en tirer ?

Le thème de la dépendance de l'humanité à l'égard des machines est une vieille histoire. Dès qu'elles ont commencé à remplacer l'homme dans la production, le problème s'est posé. Avec l'accroissement de la dépendance, la panne de la machine nous met dans une position de faiblesse. A l'évidence, plus la société est développée et sophistiquée, plus elle est fragile. Et l'accélération des technologies de l'information amplifie le processus. On imagine facilement, avec la généralisation de la domotique dans les années à venir, combien notre vie quotidienne sera liée à l'électronique, et donc soumise à des risques de failles démultipliées. Mais personne ne va renoncer au progrès technologique. Il faut essayer de limiter au minimum les difficultés. A mesure que l'on connaît mieux ce genre de processus, on sera plus capable de les anticiper.

3 On voit que l'informatique est moins rationnelle qu'on ne le pensait...

Oui, on a pris conscience que les débuts de l'informatique ressemblaient à ceux du bricolage. Nous entrons aujourd'hui dans une deuxième phase plus rationnelle, et les événements liés au bogue de l'an 2000 sont sans doute un moyen de sensibiliser tout le monde au fait que plus les processus sont complexes, plus il faut les gérer avec rigueur.

Propos recueillis par Jean-Rémi Deléage et Natacha Quester-Séméon

LeMonde Job: WIA1999--0005-0 WAS MIA1999-5 Op.: XX Rev.: 08-05-99 T.: 18:55 S.: 111,06-Cmp.:11,08, Base : LMQPAG 09Fap:100 N°:0031 Lcp:700 CMYK

Insécurité routière

Après les simulateurs de conduite, voici le simulateur d'accident, qui propose un rodéo en pleine ville

MIDTOWN MADNESS
Développé par Angel Studios pour Microsoft
Support : PC, CD-ROM
Configuration minimale : Pentium 166 avec carte 3D, 16 Mo de RAM, Windows 95-98
Prix : 299 F (45,60 €)
Sortie : début juin

VOICI un jeu réjouissant. Mais, avant d'en dire beaucoup de bien, déblayons le terrain, en commençant par deux inconvénients. Le premier, c'est une question de semaines, c'est qu'il n'est pas encore sorti. On peut cependant faire confiance à Microsoft pour respecter la date de sortie annoncée désormais *urbi et orbi*. En attendant, les impatients connectés pourront télécharger une version limitée mais jouable et gratuite sur le site de l'éditeur d'ici très peu. Le deuxième inconvénient, c'est que, ça y est, les programmeurs ont enfin réussi à trouver quelque chose qui met à genoux n'importe quel PC vendu en 1998. Sans carte 3D décente (la décence commence désormais à l'ATI 128 ou la TNT) le jeu reste parfois jouable mais engendre une grande frustration. Celle qui commence quand, sur une machine dont on n'a pas fini de payer le crédit et qui était une bête de course il y a encore quelques mois, l'écran de configuration du jeu « recommande » de jouer en basse résolution sans les textures. Bon, cette humiliation finit toujours par arriver, mais, comme Bernard Blier dans *Les Tontons flingueurs,* on peut trouver que c'est un peu rapproché....

Il ne faut pas s'arrêter à la déception du premier écran : Midtown Madness est un jeu de voitures. Encore ? Oui, mais là, il s'agit de voitures qui roulent dans une vraie circulation, dans une vraie ville (Chicago pour l'instant, mais d'autres suivront peut-être), avec des piétons, des vitrines de magasins qu'on peut défonc...

ANGEL STUDIOS/MICROSOFT

Il va de soi que tout le monde va provoquer des accidents, foncer dans les vitrines, rouler sur les trottoirs en poursuivant les piétons. Un jeu, c'est fait pour ça.

Euh. Ah oui, c'est vrai, Familles de France, non-violence, etc. Justement, ce qu'il y a de bien, avec Midtown Madness, c'est que c'est un jeu parfaitement hypocrite. Il va de soi que tout le monde va provoquer des accidents, foncer dans les vitrines, rouler sur les trottoirs en poursuivant les piétons. Un jeu, c'est fait pour ça. Mais ici, pas de sang, les piétons sont tous des gymnastes qui éviteront la plus vicelarde des embardées, impossible d'en heurter un. Il y a des flics, qui finissent par détecter le mauvais comportement des joueurs. Certes, ils sont plutôt placides au début, mais disons que, si, vraiment, on a provoqué douze accidents, brûlé six ou sept feux rouges et roulé assez longtemps à contresens, ils s'énervent un peu.

On peut déjà s'amuser assez longtemps, en mode « cruise » (croisière), à explorer la partie de Chicago simulée ici en prenant toutes les libertés qu'on ne peut pas prendre dans le monde réel. C'est un simulateur. Est-ce que ça donnera de mauvaises idées à de jeunes *« sauvageons »* qui, sans lui, ne les auraient pas eues ? Aïe, aïe, aïe, c'est vrai, d'ici à ce qu'on accuse l'OTAN d'avoir trop joué aux jeux vidéo... Et Attila, et Napoléon, et Hitler, eux aussi ils jouaient trop aux jeux vidéo. Mais ne nous égarons pas. Midtown Madness est donc un simulateur d'accidents.

Le jeu se corse nettement dans les modes course, avec des adversaires vicieux, mais moins cependant que le programme lui-même qui vous indique de mauvais chemins. En mode multijoueurs, ce titre pourrait bien devenir un classique avec l'idée de la course au trésor, où il faut retrouver de l'or et, si on n'est pas le premier à le trouver, défoncer la voiture d'autrui jusqu'à ce que l'or en tombe. Il y a bien là encore des policiers, mais ils sont, disons, plutôt du genre gendarmes corses.

Les gens d'Angel Studios, qui ont développé le jeu, méritent mal leur nom. Ayant tout compris du jeu vidéo, ils nous le réinventent en version faussement politiquement correcte. Diablement bien joué.

Cléo (Canal +)

■ **www.microsoft.com/games/midtown**

Dans les rayons

Petit batteur deviendra grand

« Music on stage » est une collection de CD-ROM dont le but est de mettre le multimédia et l'interactivité au service de l'enseignement de la musique. Le premier titre, consacré au piano, permettait d'apprendre progressivement des standards de jazz accompagnés d'un orchestre. Le deuxième titre, *La Batterie des petits,* est un peu plus spécifique. Comme son nom l'indique, il est consacré à la découverte de la batterie, et s'adresse cette fois aux plus jeunes des musiciens en herbe. Les 5-10 ans pourront de la sorte s'initier aux percussions en suivant les cinquante leçons et exercices interactifs. Un peu plus avancés, ils pourront également s'entraîner à jouer au sein d'un orchestre sur l'une des quinze chansons proposées, en utilisant directement les touches du clavier ou la souris.

■ **« Music on stage » (Cod'e Edition). Pour Mac et PC. 299 F (45,58 €).**

Clichés retouchés

Si vous possédez déjà des photos numérisées, pas de problème : Photo Artist reconnaît quasiment tous les formats de fichiers. Sinon, c'est à peine plus compliqué : il acquiert également tous les clichés depuis les scanners compatibles Twain, ou bien encore issus d'un appareil photo numérique. Mais c'est ensuite que ce titre édité par Sierra donne toute sa mesure. Quand il s'agit d'organiser, de retoucher, déformer, personnaliser toutes ces images. De nombreux outils disponibles, des plus simples au plus sophistiqués, avec toujours une grande facilité d'emploi.

■ **Photo Artist (Sierra). Pour PC. 199 F (30,34 €).**

Dernières parutions.

■ **Starsiege Tribes (Sierra).** – Un des jeux les plus attendus de l'année. De l'action en trois dimensions, avec une grande fluidité et un réalisme saisissant, qui prend tout son sens en mode multijoueurs, sur Internet. Après huit missions d'entraînement en solo, le joueur peut alors affronter jusqu'à trente-deux joueurs simultanément. Pour PC, en vente uniquement en ligne sur le site du magazine *Joystick* (www. joystick. fr), 199 F (30,34 €).

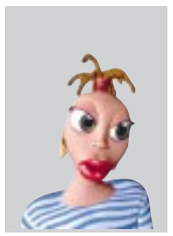
■ ***« Turbo », Stars de l'automobile* (M 6 Multimedia).** – « Turbo », c'est le nom d'une émission de M 6 consacrée à l'automobile. Et c'est aussi le titre d'un CD-ROM, qui reprend évidemment le même thème. Cinquante années de passion automobile, balisées des deux cents modèles cultes de l'après-guerre jusqu'à nos jours, pour passer le siècle sur les chapeaux de roue. Pour Mac et PC, 270 F (41,1 €)

Le Monde & CANAL+

Sabir cyber

Sauver

CE VERBE désigne le fait d'enregistrer le document sur lequel on travaille sur un support durable, généralement le disque dur ou une disquette. Il a plusieurs synonymes : on trouve aussi *écrire, sauvegarder,* et dans les versions françaises des logiciels « sérieux », son usage tend à disparaître au profit du mot *enregistrer.* Mais *sauver* règne encore en maître dans les jeux.



Directement traduit de l'anglais *to save,* le mot désigne, en creux, un péril mortel, celui de l'extinction de l'ordinateur avant que l'œuvre ne soit devenue impérissable. On trouve ici une justification du mot *virtuel,* souvent accolé sans précision à tout ce qui touche aux applications spectaculaires de l'informatique.

Ce qu'on fait sur un ordinateur, les débutants s'en souviennent, possède un caractère « pas vrai », « trop beau pour être vrai », précaire. C'est là, mais peut-être pas pour longtemps. Et c'est malheur, si, l'ordinateur éteint, le précieux document ne revient pas ensuite sur l'écran. Cette fragilité était bien réelle dans les débuts de la micro-informatique ; la précarité des supports de stockage (une simple cassette audio ou une bande en plastique avec une piste magnétique), ou parfois même leur absence totale, nourrissait cette crainte que des heures de travail ou de création s'anéantissent tout d'un coup dans les limbes de l'électricité.

Que la machine s'éteigne, et on restait là, interdit, espérant qu'une divinité bienveillante fasse revenir des entrailles du système tous ces signes qu'on y avait entrés et organisés. En vain. Des chercheurs parfaitement rationnels conservaient ainsi des liasses de cartes perforées, traces mordues dans du carton, parce que leur présence physique contenait la certitude que leur ouvrage n'était plus à la merci d'une panne électronique.

De cette terreur primitive, il ne restera plus bientôt que la *sauvegarde,* précaution de type « bretelles *et* ceinture » qui consiste à enregistrer sur un deuxième support quelque chose qui a déjà été inscrit sur un premier. « Utilisateur, tu dois faire de fréquentes sauvegardes » : les informaticiens ne sont pas avares de ce conseil, mais cette injonction n'a qu'une fonction religieuse. Presque personne ne fait de sauvegarde, même quand une catastrophe en a montré l'utilité peu de temps auparavant. Humanité insoucieuse, tes mages t'avaient pourtant prévenue ! Car l'informaticien est généralement le premier, à côté de sa connaissance technique et rationnelle, à invoquer une métaphysique : les Dieux, les bugs, les plantages, les pannes... Lui a navigué déjà souvent sur cette mer étrange. Quand Charybde ne l'a pas mutilé, Scylla l'a englouti. Il est encore là, mais c'est le cuir tanné par mille blessures qu'il sait qu'il faut sauvegarder.

L'acte quotidien de sauver un fichier, de l'enregistrer sur un disque, plonge donc ses racines dans le besoin biologique de se reproduire, c'est une lutte contre l'entropie, le désordre, l'aléa, la mort.

Cléo (Canal +)

Tendance

EN DÉCLIN. *Sauver* était en fait un mot cru. Le politiquement correct informatique organise sa disparition. On le dira de moins en moins, mais on le pensera toujours. *Enregistrer* règne déjà, irréprochable, descriptif et neutre. Mais la langue de bois n'abolit jamais la terreur, au contraire. Et on trouve depuis longtemps des logiciels comme Norton Utilities qui proposent des modules de *rescue,* de « sauvetage » permettant de restaurer des disques durs abîmés dans la mer des pannes.

Dico

LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ, qui l'ignorait dans les années 80, a ajouté dans les années 90, après un quatrième sens, religieux (procurer le salut éternel), une cinquième acception, informatique. Il aurait sans doute pu faire entrée commune.

Pour commencer, nous avons créé le concept "multifonction deux voies" pour le premier copieur numérique qui pouvait copier et faxer. Ensuite, nous avons fait de la "multifonction trois voies" une réalité pour le premier copieur numérique qui pouvait copier, faxer et imprimer. Christophe Colomb serait d'accord : vous ne pouvez pas aller loin dans ce monde si vous avez peur de passer par-dessus bord.

Aficio™
de Ricoh
ILS COPIENT. NOUS CRÉONS.

Pour découvrir pourquoi nous sommes les premiers fabricants de copieurs numériques noir & blanc en Europe et aux États-Unis, appelez le :

RICOH / nashuatec / Rex-Rotary / Gestetner

Ricoh France S.A. Tel: 01 40 94 37 08, Fax: 01 40 94 39 05
Gestetner France S.A. Tel: 01 49 80 71 57, Fax: 01 49 80 71 41
Nashuatec NRG France S.A. Tel: 01 41 94 21 35, Fax: 01 41 94 21 58
Rex-Rotary France S.A. Tel: 01 39 33 00 20, Fax: 01 39 33 00 29

LeMonde Job: WIA1999--0006-0 WAS MIA1999-6 Op.: XX Rev.: 08-05-99 T.: 18:55 S.: 111,06-Cmp.:11,08, Base : LMQPAG 09Fap:100 N°:0032 Lcp:700 CMYK

A corps joie

Des machines pour mesurer et stimuler l'effort

GARMIN

Viatique

Le randonneur ne risque plus de se perdre dans la nature. L'ordinateur de poche GPS III (Global Positioning System) suit sa route et indique précisément l'endroit où celui-ci se trouve. L'appareil calcule le temps nécessaire pour arriver à un point donné.
Le GPS III permet de mémoriser des lieux avec des noms, des icônes et une brève description. Il affiche aussi les heures de lever et de coucher du soleil. Fabriqué par Garmin 3 900 F (595 €).
■ **www.garmin.com**

Aquatique

Conçue pour la plongée sous-marine, la montre Spyder affiche de nombreuses informations indispensables (temps total d'immersion, profondeur maximale, température ambiante) et fait aussi office de mini-ordinateur. Elle gère la vitesse de remontée et les paramètres de décompression. Une alarme visuelle se déclenche en cas de problème. Après chaque plongée, les données sont mémorisées et peuvent être transférées sur un micro-ordinateur. 3 800 F (579 €).
■ **Suunto France : 04-91-16-50-87**
■ **www.suunto.fi**

SUUNTO

SLED DOGS COMPANY

Glissant

Le snowskate ou roller des neiges Sled Dogs (littéralement « chiens de traîneau ») inaugure un sport à mi-chemin entre le patinage et le ski qui, arrive en France. Le Sled Dogs est fabriqué en Teflon composite imprégné d'une base en uréthane avec carres en acier et carbone. La partie haute de la chaussure est renforcée par injection de polyuréthane moulé pour en augmenter la résistance et favoriser une meilleure glisse acrobatique. Fabriqué par Sled Dogs Compagny : 1 390 F (212 €).
■ **www.sleddogs.com**

Diététique

La pratique d'un sport se fait souvent dans le but de maigrir tout en se musclant.
En plus du poids, la balance Bodymaster indique les variations de la masse grasse et maigre de chaque individu, en fonction du sexe, de la taille et de l'âge, avec les valeurs limites correspondant à la dernière pesée. La méthode complète comprend un guide de nutrition, des conseils et des exercices de gymnastique sur CD-ROM. Bodymaster Program : 1 500 F (229 €). Bodymaster (balance seule) : 1 000 F (152 €).
■ **Calor : 08-10-16-81-68**
■ **www.calor.fr**

TECHNOGYM

Musclé

Construits en méthacrylate et polyuréthane imperméables, matériaux empruntés à l'industrie automobile, les appareils de musculation Biostrength recréent les sensations d'une activité physique naturelle. La rapidité et l'ampleur des mouvements sont calculées en temps réel par un système électronique qui adapte le mouvement de l'utilisateur à celui des contrepoids en sélectionnant automatiquement la charge. Tableaux de bord pour visualiser les paramètres, siège ergonomique, poignées orientables. Convient aux sportifs et aux personnes peu actives. 40 000 F (6 098 €).
■ **Technogym : 01-34-58-25-85**
■ **www.technogym.com**

CALOR

Produits sélectionnés par Agnès Batifoulier

Dans les labos

Détecter les tsunamis

Les vagues gigantesques créées par les secousses telluriques sous-marines menacent périodiquement les côtes japonaises. Les scientifiques de l'institut de recherches sur les tremblements de terre de Tokyo ont commencé à expérimenter un dispositif d'alerte qui pourrait permettre de s'affranchir des prévisions hasardeuses effectuées dès qu'un séisme est signalé dans le Pacifique. Ils ont installé une bouée au large, au sud-ouest de la capitale, dont ils surveilleront les mouvements verticaux à l'aide du système de positionnement (GPS) par satellite.

Ecrire sur les atomes

L'étude des propriétés quantiques de la matière produit des effets parfois surprenants. Des chercheurs de l'université de Rochester (Etat de New York) ont expliqué, dans le numéro d'avril de la revue *Optonics and Photonics News*, qu'ils projettent d'écrire des mots sur un atome d'hydrogène. Leur simulation montre que, en irradiant l'atome de minuscules impulsions de lumière ultraviolette, on peut placer l'électron dans un état de Rydberg. Là, la particule ne peut plus être considérée comme un nuage de charges électriques mais comme un paquet d'ondes. En multipliant les impulsions, on crée plusieurs paquets d'ondes qui interagissent de manière à former une figure d'interférences. Selon les chercheurs, ce principe pourrait permettre d'écrire des informations complexes sur un simple atome. Ils s'avouent pour l'instant incapables de réaliser l'expérience.

Quand les lasers propulseront les fusées

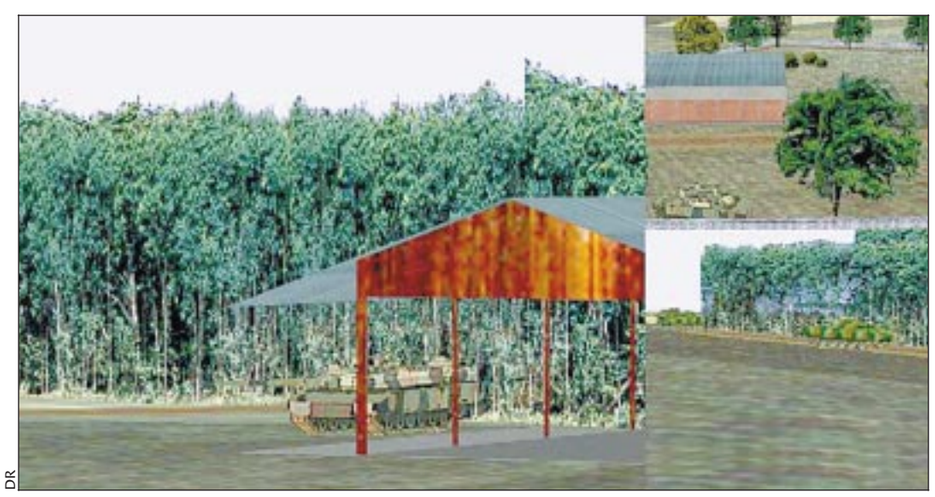
Lors de la conférence sur les systèmes avancés de propulsion spatiale de la NASA, des chercheurs de l'institut polytechnique de Rensselaer, dans l'Etat de New York, ont présenté le Lightcraft (vaisseau de lumière), une maquette d'engin spatial propulsé par un faisceau laser installé à terre. Lors d'expériences menées à l'aide d'un laser de 40 kW de l'armée américaine, ils sont parvenus à soulever de 30 mètres leur maquette en moins de trois secondes. Explication : le faisceau porte l'air à plusieurs milliers de degrés, provoquant son expulsion brutale dans des tuyères de l'engin, orientées vers le sol. Un tel système pourrait permettre de réduire la quantité de carburant nécessaire au décollage des fusées.

L'encre électronique entre en scène

Comme prévu, la société américaine E-Ink a installé son premier système d'affichage utilisant la technologie de l'encre électronique, développée au Massachusetts Institute of Technology (MIT, *Le Monde interactif* du 31 mars). Un panneau d'information a été installé dans un magasin de la chaîne JC Penny, à Boston, et l'expérience devrait être étendue.

LA TECHNIQUE

Les tanks à l'heure des simulateurs



DR

A Saumur, les pilotes de char apprennent sur écran à manier les véhicules blindés. Ou comment s'entraîner pour un coût limité

SUR LES ÉCRANS, défilent des paysages de campagne virtuelle en trois dimensions. Glissant sur les champs ou embusqué derrière des arbres, un peloton de chars fait feu sur l'ennemi. Les voix nasillardes des pilotes crépitent dans les haut-parleurs et les coups de canon résonnent avec réalisme. Les effets de simulation sont saisissants. Dernier jeu vidéo guerrier sur console PlayStation ? Non, juste le premier simulateur de combat sur char Leclerc destiné à la formation et à l'entraînement des futurs pilotes de l'armée française.

Montés sur vérins hydrauliques, huit caissons métalliques se déhanchent par à-coups ; la grande salle du simulateur résonne sourdement : les élèves s'entraînent. Une cabine pour le pilote, une autre pour le chef de char et le tireur. Elles reproduisent dans les moindres détails l'habitacle du Leclerc. Dans une petite pièce, l'instructeur suit en temps réel l'évolution du peloton. Il a lui-même déterminé la mission et contrôle sur ses écrans l'aptitude des équipages à respecter les consignes. Pour donner le maximum de réalisme aux graphismes, l'école de Saumur s'est adjoint les services d'un ingénieur civil dont la tâche est de reproduire le plus fidèlement possible les multiples anfractuosités des terrains empruntés par les chars. A lui d'imaginer clairières, sous-bois, villages et autres fourrés susceptibles de servir de lieux de repli au peloton de blindés.

Les programmes informatiques développés par Thomson Training et Simulation, en collaboration avec la délégation générale pour l'armement (DGA), autorisent aussi plusieurs niveaux de difficulté : modification des terrains, de la météo ou de la résistance de l'ennemi. Les caissons réagissent au moindre coup de volant ou franchissement d'obstacle. Pour les élèves, l'apprentissage se fait comme s'ils pilotaient un véritable engin.

« *Pour un chef de char,* précise le lieutenant-colonel Dubois, responsable du centre de formation technique de l'Ecole d'application de l'arme blindée cavalerie (EAABC), à Saumur, *il faut compter environ trois cents heures de formation sur simulateur. Nous travaillons par séquences de trois heures en alternance avec des phases de tirs réels. Le travail sur simulateur permet aux équipages, dans la réalité, de se cantonner uniquement au terrain et aux paramètres externes comme la météo. Ils oublient la mise en œuvre, car elle est devenue un automatisme. Nous avons vraiment pu constater une amélioration des performances de nos équipages, car, grâce au simulateur, il n'y a plus de place pour le hasard.* »

Pour l'armée, la simulation sur engins blindés présente ainsi un double avantage : former de meilleurs pilotes à moindre coût. Une équation simple à comprendre quand on sait qu'un tir réel coûte entre 7 000 et 9 000 F (1 070 à 1 370 €), alors qu'un tir sur simulateur revient à moins de 10 F (1,5 €). Avec l'arrivée des simulateurs, l'armée est passée de 35 obus tirés par élèves à seulement 25. Seul aspect que la réalité virtuelle n'arrive pas à chasser : la peur. « *C'est vrai que la simulation n'est pas tout. On a eu l'exemple d'un sous-officier excellent sur simulateur et qui, une fois installé dans un vrai char, s'est retouvé paralysé par le stress.* »

L'usage de la simulation et du virtuel dans l'armée n'est pas nouveau. L'aviation en est une adepte depuis longtemps. Dans l'arme blindée, les premiers simulateurs sont apparus dès 1985, et depuis on n'a jamais cessé de les perfectionner.

Il faudra tout de même attendre 1993 et l'arrivée du char Leclerc pour voir se développer des simulateurs capables d'entraîner plusieurs pilotes en même temps. « *Au départ, le simulateur a servi à fabriquer le Leclerc,* commente le lieutenant-colonel Dubois. *Il donnait des points de repère aux ingénieurs pour concevoir ce nouvel engin blindé. Le simulateur a donc été conçu en parfaite harmonie avec le char, ce qui lui confère aujourd'hui un grand réalisme.* » Inauguré en novembre 1998, ce simulateur représente donc une avancée déterminante pour la formation des pilotes en alliant la maniabilité d'un jeu à la rigueur de l'enseignement militaire.

Pourtant, quand on lui parle de jeux vidéo, le lieutenant-colonel Dubois hausse le ton. « *Il s'agit d'un véritable outil pédagogique mis au point avec des conseillers militaires. Pas d'un jeu !* » Il faut dire que ce simulateur ultramoderne est un peu la fierté de cette caserne qui compte parmi les plus anciennes de France.

Alors pas question de le comparer à une vulgaire console de salon. Ici, la technologie de pointe règne en maître, et, même si le côté ludique a été mis en avant, l'objectif final est bien de former de bons pilotes de char et non des professionnels du jeu d'Arcade.

Guillaume Fraissard

G. FRAISSARD

Un simulateur de l'école de Saumur et les images qu'il propose

Voler comme un pro

LES PILOTES amateurs peuvent s'entraîner comme des professionnels grâce à la nouvelle version de Pro Pilot, un CD-ROM développé par Sierra. Mis au point avec la collaboration de la National Association of Flight Instruction américaine (NAFI), ce produit s'apparente beaucoup plus à un cours de pilotage qu'à un jeu. Livré avec un manuel d'utilisation copieux et un CD de démonstration, Pro Pilot s'adresse en priorité à ceux qui souhaitent un jour prendre les commandes d'un petit appareil de tourisme.
Avec le logiciel, l'écran de l'ordinateur se transforme en poste de pilotage. Toutes les commandes y sont présentées de façon très réelle. Le pilote peut écouter les instructions de la tour de contrôle et doit paramétrer son vol comme s'il était à bord d'un avion. L'intérêt de cette nouvelle version réside dans la mise au jour des territoires européens jusqu'alors négligés. Les amateurs de simulation pourront choisir entre 4 300 aéroports différents ; les vols peuvent s'effectuer en temps réel ou en temps accéléré ; la navigation s'effectue à vue ou aux instruments.
Graphiquement et techniquement réussi le logiciel Pro Pilot 99 reste réservé aux mordus d'aviation car il ne présente que peu d'intérêt ludique.
■ **Pro Pilot 99, Mac et PC, 199 F (30,34 €)**

Comptes quantiques

Les circuits qui ne consomment presque rien annoncent les nanopuces

ET SI l'ordinateur pouvait fonctionner un jour sans électricité ou presque ? Les chercheurs de l'université Notre Dame, dans l'Indiana, ont mis au point des circuits élémentaires qui ne requièrent que d'infimes quantités d'énergie pour fonctionner.
Les travaux de l'équipe dirigée par Greg Snider portent sur le puits quantique, un piège infinitésimal à électrons. En fabriquant des cellules carrées formées de quatre puits quantiques dans lesquelles ils ont introduit une paire d'électrons, les scientifiques utilisent les forces de répulsion pour forcer les électrons à se placer suivant une diagonale. La première représente l'état 0, tandis que l'autre indique le 1, ce qui revient à stocker un bit d'information dans chaque cellule. Tout déplacement d'un électron sous l'effet d'une force extérieure provoque automatiquement le déplacement du second de manière à retrouver l'équilibre, et donc le basculement de la cellule entre les états 0 et 1. Dans les composants classiques, le passage de l'état 0 à l'état 1 n'est possible qu'au prix du déplacement de plusieurs milliers d'électrons, ce qui génère un important flux de chaleur.

Les chercheurs ont mis au point un circuit baptisé « majoritaire » capable de réaliser les deux fonctions logiques de base, ET et OU, à la demande. Ils ont ensuite vérifié son bon fonctionnement et espèrent assembler plusieurs de ces circuits pour effectuer des additions et des multiplications sur des nombres. Une technique qui pourrait permettre d'entasser des centaines de milliards de circuits dans une seule puce électronique. Pour l'instant, le dispositif fonctionne seulement à une température voisine du zéro absolu (– 273,15 °C), mais les chercheurs ne désespèrent pas de parvenir à le réchauffer tout en maîtrisant son comportement.

D. D.

LeMonde Job: WIA1999--0007-0 WAS MIA1999-7 Op.: XX Rev.: 08-05-99 T.: 18:47 S.: 111,06-Cmp.:11,08, Base : LMQPAG 09Fap:100 N°:0033 Lcp:700 CMYK

Agenda

RENCONTRES

Du 13 au 15 mai
Agor@99
La Maison des jeunes et de la culture (MJC) d'Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie) organise les premières Rencontres des jeunes créateurs multimédia en Rhône-Alpes. Inscription pour tous les Rhônalpins de 16 à 30 ans.
■ **www.quartz.fr/agora/**

Le 15 mai
Partir ou rester en formation ?
Dans le cadre de son université ouverte de la société de l'information et des réseaux, la Cité des sciences et de l'industrie organise un débat consacré à la formation à distance. Cyberstagiaires et téléformateurs apportent leurs témoignages. Le débat commence à 16 heures. L'entrée est gratuite.
■ **www.cite-sciences.fr**

Le 18 mai
Rencontre-emploi
Une journée organisée par l'ANPE et la Cité des sciences et de l'industrie où une cinquantaine d'entreprises proposent des postes à des professionnels confirmés, des débutants ou de jeunes diplômés à partir de bac + 2. De 10 heures à 18 heures.
■ **Centre des congrès, 30, avenue Corentin-Cariou, Paris-19e.**

Communautés électroniques, la clé du marketing viral
Présentation de sept start-up impliquées dans les communautés électroniques : Liv4now, Ubiki, Websentric, Echtzeit, QXL, Caramail et BusinessVillage, à 17 h 30 à l'Atelier de Paribas.
■ **Inscription : www.neworkshop.com/program/next.html**

Du 18 au 20 mai
Internet World Berlin
Salon professionnel consacré au commerce électronique, au paiement virtuel, à la sécurité en réseau et la téléphonie IP.
■ **www.internetworld.de/messe**

Du 19 mai au 19 juin
Festival du film interactif
Le premier Festival international du film de l'Internet (FIFI) s'adresse aux réalisateurs, infographistes et informaticiens. Son objectif est d'inciter à la création on line.
■ **www.ecran-noir.com/fifi/cp001.html**

Le 20 mai
Station Mir
Huit artistes de Station Mir, collectif de recherche et de création multimédia, s'associent à d'autres artistes ou groupes le temps d'une soirée Nomade (à partir de 20 h 30) à la Fondation Cartier pour créer une musique d'un nouveau genre : la Fractal Pacsing Musik.
■ **www.fondation.cartier.fr/fra/nomade/**

Le 25 mai
Journalisme et courrier électronique
LMB Actu, l'Institut français de presse et l'association Jliste.Net organisent une conférence sur le thème « Journalisme et courrier électronique, expériences vécues, perspectives et enjeux », à 19 heures, avec Gilles Klein *(Elle)*, Annie Kahn *(Le Monde),* Alain Simeray *(LMB Actu)*, Hervé Cassagne (Jliste.Net) et David Sharp (AFP).
■ **Inscription : www.vavi.com/jliste**

Le 4 juin
Du moteur de recherche à la veille stratégique
La Mission interministérielle de soutien à l'introduction des technologies de l'information dans l'administration organise un débat intitulé « Du moteur de recherche à la veille stratégique » en partenariat avec l'ADIT.
■ **Salle de projection de l'hôtel Matignon, 69, rue de Varenne, Paris-7e**

Jusqu'au 7 juin
Alpinisme
Des écoliers du Vercors vont suivre au jour le jour, sur Internet, l'expédition Vertical 99, première tentative française d'ascension du Gurla Mandhata (Himalaya).
■ **Revue *Vertical :* www.glenat.com/vertical/vertical.htm**
■ **Ecoles du Vercors : www.ac-grenoble.fr/vercors/**

Jusqu'au 30 juin
Europrix
La Commission européenne et le ministère de l'économie autrichien organisent la deuxième édition de l'EuroPrix MultimediaArt. Le concours récompense les meilleures productions multimédias européennes dans sept catégories. Date de dépôt des dossiers le 30 juin. Le prix de l'inscription est de 150 € (984 F).
■ **www.europrix.org**

Les rendez-vous de mai et de juin

LAVAL VIRTUAL

Du 3 au 6 juin
Laval Virtual
La ville de Laval (Mayenne) accueille les Rencontres internationales de la réalité virtuelle. Entrée : 30 F (4,60 €).
■ **Salle polyvalente, place Hercé, à Laval**
■ **www.laval-virtual.org/introbis.htm**

DIALOGUE

Le 15 mai
WebTV
A 3 heures du matin (heure de Paris), une heure avec SpeedCCC, spécialiste de la télévision sur Internet et animateur du forum New2WebTV.
■ **www.talkcity.com/calendar/events/event3692. htmpl**

Rendez-vous notés par Nicolas Bourcier

Manchettes

Le rachat de MediaOne
Le *San Jose Mercury News* a consacré plusieurs articles aux annonces du rapprochement de Microsoft et AT&T. Le 5 mai, veille de la confirmation officielle de l'entrée de Microsoft dans le capital du géant des télécommunications, le quotidien californien soulignait que Microsoft avait beaucoup à gagner d'un tel rapprochement. Le 6 mai, il annonçait les fiançailles des deux entreprises et précisait qu'AT&T pourrait doubler ses commandes de logiciels à Microsoft. La firme de Redmond, qui peine à imposer son logiciel Windows CE, devrait équiper jusqu'à 10 des 25 millions de foyers câblés du réseau d'AT&T après le rachat de MediaOne par ce dernier la même semaine.

La cryptographie libérée ?
Le *New York Times* souligne l'importance du jugement rendu jeudi 6 mai par un tribunal californien, où deux des trois juges ont conclu que la loi fédérale limitant l'exportation des logiciels de cryptographie constitue une violation de la liberté d'expression. L'affaire avait éclaté quand un professeur de mathématiques de l'Illinois avait saisi la justice, s'étonnant de ne pouvoir envoyer un algorithme de cryptographie à ses collègues hors du territoire américain pour le soumettre à leur avis. Le journal revient sur un jugement similaire qui avait conclu que, en tant qu'outil de contrôle de machines, la cryptographie pouvait être contrôlée par le gouvernement. Cette fois, conclut-il, le code source du logiciel est présenté comme une œuvre de l'esprit.

La technologie dope les Etats-Unis
« Les nouvelles technologies sont responsables de la phénoménale performance économique des Etats-Unis », explique le *Washington Post,* dans son édition du 7 mai, citant le patron de la Réserve fédérale américaine. Alan Greenspan a souligné l'impact d'Internet sur l'organisation des entreprises qui améliorent le suivi de leurs commandes, la gestion des relations avec leurs clients et la maîtrise des coûts. Les milieux boursiers ne semblent pas avoir partagé l'optimisme de M. Greenspan et le quotidien souligne la baisse du Nasdaq, le marché des valeurs technologiques.

Secrets partagés
USA Today s'inquiète de la sécurité des ordinateurs militaires américains et souligne qu'un chercheur du Los Alamos National Laboratory est parvenu à extraire des informations sensibles sur l'armement nucléaire d'un ordinateur classifié de son organisme et à les transmettre sur son ordinateur personnel par Internet. Saisi de l'affaire, le FBI n'y a vu aucune intention de nuire et a clos l'affaire, mais le ministère de l'énergie (DOE), qui chapeaute le laboratoire, a suspendu le chercheur.

LA TECHNIQUE

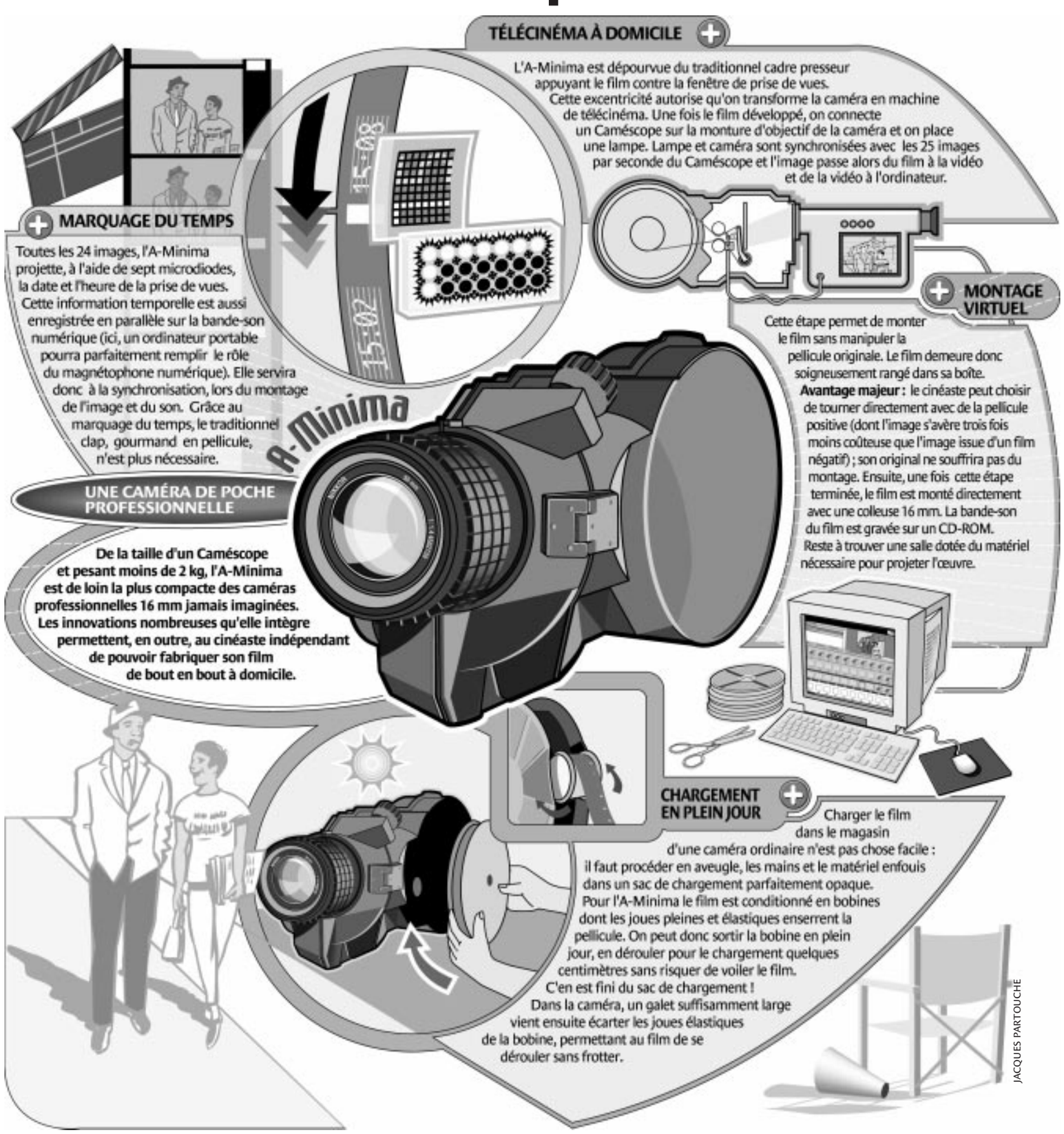
La caméra des indépendants

C'EST un événement dans le monde du cinéma : Aaton et son fondateur, Jean-Pierre Beauviala, annoncent enfin la sortie en septembre de leur A-Minima. Un événement, parce que, pour la première fois, une caméra professionnelle a été conçue pour s'intégrer dans un système complet d'autoproduction des films. L'idée est simple : il s'agit d'offrir au cinéaste indépendant le moyen de filmer, développer et monter son film à domicile. Ce concept ne date d'ailleurs pas d'aujourd'hui. En 1972, Beauviala l'avait baptisé Cinéminima ; celui-ci devait alors servir les groupuscules de contestataires américains basés en Amérique du Sud.

Le projet Cinéminima comportait « *une caméra sans engrenage mais avec des courroies et un bon vieux moteur de machine à coudre* » et, pour l'exploitation du film, « *une machine de développement de campagne et un projecteur 16 mm de brousse* ». Pour simplifier à l'extrême son Cinéminima, Beauviala imagina même de demander à Polaroid de conditionner la Polaland, pellicule à développement instantané, en bobines 16 mm. Le projet ne voit jamais le jour, mais renaît en 1995 sous le nom de Ciné-Minimal. L'esprit est identique à celui d'autrefois, même si la technologie a changé : la mécanique de récupération s'est muée en électronique high-tech. Le laboratoire de campagne disparaît au profit du labo photo du coin de la rue : la caméra s'alimentant de film pour diapositives; il est en effet possible de profiter, au prix d'une légère adaptation de leur mécanique, des machines de développement photographique.

Pour le montage et la prise de son, le système Ciné-Minimal exploite l'ordinateur multimédia. Bref, la chaîne Ciné-Minimal a été pensée pour que le cinéaste un peu bricoleur puisse se débrouiller seul. Hélas, depuis 1995, les cinéastes indépendants se sont largement convertis à la vidéo numérique. Faute de marché, le Ciné-Minimal est donc tombé à l'eau, et l'A-Minima a dû changer de cap ; la voilà davantage destinée aux professionnels de l'image en mal d'une caméra d'appoint. Autrefois estimé à 45 000 F, son prix a grimpé à 80 000 F (12 200 €), et nombre des trouvailles les plus brillantes énoncées il y a quatre ans ont péri avec ce remodelage. *Exit* l'idée du développement de proximité : il faudra envoyer le film à Paris. *Exit* aussi, le format 16iD dans lequel la perforation du film 16 mm est décalée et ne vient plus fragiliser les collures. Certaines inventions ayant néanmoins résisté, le cinéma de chambre version Ciné-Minimal demeure encore possible.

Jacques Potet



JACQUES PARTOUCHE